

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 28 FEVRIER 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 28 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.49 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.49 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Paul Lievens, psychiatre, président de la Fédération des Associations Similes Francophones**

**Hoorzitting met de heer Paul Lievens, psychiater, voorzitter van de "Fédération des Associations Similes Francophones"**

La **présidente**: Nous allons entamer nos travaux avec la première audition, celle de M. Paul Lievens, psychiatre et président de la Fédération des Associations Similes Francophones. Monsieur, vous allez faire un petit exposé et les parlementaires vous poseront des questions par la suite.

**Paul Lievens**: Madame la présidente, je suis psychiatre, expert auprès des tribunaux. J'ai étudié la criminologie et j'ai été professeur en criminologie et en psychologie à l'université de Louvain. Le problème des personnes pédophiles fait partie de notre pratique. Vous avez déjà entendu beaucoup de choses là-dessus; je vais rappeler simplement leur psychologie vécue.

Le terme recouvre un ensemble de comportements différents d'abus sexuels vis-à-vis d'enfants, et notamment l'inceste. La plupart de ces comportements se passent en famille. On estime que, à peu près 10 % se passent en dehors des familles.

Dans ma pratique, j'ai vu des abuseurs, et j'ai vu des patients qui ont subi des attouchements ou des contacts avec un parent ou un étranger. On estime qu'une femme sur six, grosso modo,

et un homme sur dix ont été victimes. Mais la plupart ne sont pas venus en consultation pour cela; cela s'est révélé incidemment. En général, c'est en faisant une anamnèse approfondie ou au cours des psychothérapies que ces événements reviennent en conscience. Quelquefois, le patient invoque cela comme cause, de son trouble ou de son mal être.

C'est arrivé en général entre 10 et 13 ans, à l'entrée de l'adolescence. Cela a souvent été un fait unique. Dans quelques cas, il y a eu des répétitions. J'ai connu des cas où le père passait de la sœur aînée quand elle était devenue capable de refuser, à la sœur cadette qui avait grandi.

Le problème du traitement de pédophiles suppose qu'on tienne compte des formes, donc d'une classification. Il y a des pédophiles dits "nucléaires", "fixés" et d'autres dits "secondaires" ou "circonstanciels". Tous les délinquants sexuels ne sont pas nécessairement des déviants sexuels. Les récidives sont évidemment fréquentes dans la forme nucléaire, que je qualifierais de "pédophilie structurelle", et nettement moins dans les autres formes.

On peut constater chez beaucoup des anomalies physiques, comme par exemple, de la structure cérébrale, des anciennes encéphalopathies, (à la suite d'accouchements difficiles, d'accidents), des perturbations hormonales dans quelques cas, et des anomalies génétiques. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans une famille où il y a un pédophile, on remarque quelques fois, une anomalie psychiatrique chez un des frères ou sœurs, ou dans la famille. Enfin, on constate également dysfonctionnements de l'hypophyse. Dans les formes nucléaires il ne semble pas y avoir de pathologie

Dans les formes secondaires, on peut observer: - personnalités psychopathiques, paranoïdes par exemple (certains se vengent toute leur vie), narcissiques ou névrosées;- des débiles mentaux; - des personnes chez qui débute une psychose.

Pour ce qui est des formes nucléaires, actuellement, on n'en connaît pas la cause exacte. Dans les formes morbides et autres, on pourrait dire qu'une encéphalopathie, une personnalité pathologique ou névrosée, une frustration, etc., ont joué un rôle.

En tout cas, ce n'est pas l'augmentation du désir sexuel qui est en cause, c'est plutôt la perte ou la diminution des capacités de contrôle ou des capacités d'inhibition.

Soit par atteinte cérébrale. On connaît le phénomène de l'impulsivité chez les gens atteints les d'hyperkinésie, d'encéphalopathie, qui passent à l'acte pour un rien. On pourrait expliquer de cette manière le passage à l'acte de certains pédophiles. Ou en raison de troubles psychiatriques soit chroniques (personnalités perturbées), soit au début des maladies mentales comme par exemple certaines formes schizophrénie, où au début on peut constater des conduites aberrantes. Enfin il y a les personnes atteintes d'insuffisance mentale intellectuelle.

L'origine névrotique est beaucoup plus fréquente. On cite notamment le "père absent". Depuis les années 30, le père est mal côté. On lui reprochera son absence physique; mais il a aussi l'absence symbolique quand on ne fait pas référence au père dans la famille. On cite aussi une relation duelle forte avec la mère. D'où culpabilisation de la vie sexuelle, une peur de la femme ou la honte de la salir, la femme étant sacrée.

Les mécanismes sont une diminution de la capacité l'interdiction et l'exaltation de l'échange sexuel, qui est vécu comme une activité extraordinaire et une performance sublime, sans se soucier du respect de l'enfant. On peut dire aussi que chez la plupart des pédophiles, il y a une sensibilité sexuelle particulière limitée à cet univers. Le point de départ est une sensibilité plus grande à cette situation, soit par pathologie, soit par interdit névrotique, soit nucléaire mais là on ne sait pas pourquoi. Il n'y a donc pas de vie sexuelle réelle chez les pédophiles. En fait, ils

n'ont qu'une vie orgasmique. C'est une forme d'hyposexualité quand ils cherchent leur accomplissement et l'orgasme dans des conditions où il n'y a pas d'évolution vers autrui et de découverte de l'autre. A noter que cela peut parfois se voir aussi dans d'autres formes de sexualité. A noter aussi que les pédophiles nucléaires ne sont pas tous nécessairement des pervers.

Un mot sur la paraphilie, terme qu'on utilise actuellement à la place de perversion. Les paraphilies ne sont pas nécessairement des déviations sociales. Le paraphile perçoit le monde à sa manière comme les normaux le font à leur manière. Pour le pédophile paraphilique l'image la plus exaltante est celle d'un éphèbe (ado de ± 12 ans) qui a encore quelques lignes féminines. Mais il fonctionne dans la société comme tout le monde.

Ils ont l'impression de se trahir s'ils ne réalisent pas ce qui les séduit particulièrement, malgré le fait qu'ils se rendent compte que la société n'accepte pas. Mais c'est ainsi chez les paraphiles dont le noyau est constitué par un comportement et une attitude amoral, alogiques et irrationnelles. Souvent, ils ne parviennent pas, en tout cas les nucléaires, à avoir une relation amoureuse avec une femme ou un homme. Ils ont essayé. Ce n'est pas un dégoût; c'est de l'indifférence: l'autre sexe ne les intéresse pas. Il peut être révolté contre la loi, qu'il connaît, mais n'admet pas. Parfois, mais il s'agit alors de pervers véritables, qui ne sont pas nécessairement des déviants sexuels, ils ont plaisir à outrepasser la loi.

Il vit, en tout cas, sa situation comme une contradiction. On ne peut pas dire qu'ils ne souffrent pas de ce qu'ils sont. Il sait qu'il gâche sa vie, mais au fond, c'est l'activité importante et bonne pour lui. En outre il justifie rationnellement sa situation. Il dit par exemple, que l'enfant est toujours contraint d'apprendre quelque chose. Par conséquent, ce qu'il impose fait partie de ce qui est imposé aux enfants. Il minimise les conséquences. Il dira que c'était un problème culturel dans la Grèce antique. Mais la Grèce antique ne moralisait pas la sexualité. Il dira aussi qu'il y a plus de pédophiles qu'on ne croit. Les enfants qu'il connaît et qu'il a aimé, disent qu'ils ont eu d'autres relations avant lui. Et, en fin de compte, il croit qu'il leur fait plaisir, qu'il leur fait partager un plaisir. Tout cela, ce sont des interprétations et des raisonnements, que nous appelons en psychologie, des rationalisations. Il s'agit de mécanismes de défense qui constituent un obstacle difficile à dépasser, en psychothérapie.

Les pédophiles sont souvent des solitaires. Ils souffrent de solitude et, souvent, ils rapportent que, dans leur enfance, ils ont été seuls. D'où peut être un besoin de se mettre en évidence.

Ils ont une allure un peu factice, composée. Ils ne se considèrent pas comme anormaux. Ils se sentent normaux et se disent responsables; ils peuvent se contrôler. Les véritables pédophiles sont capables de se contrôler et ils le savent. Mais

diront-ils - et c'est une rationalisation - le désir ne dépend pas de la volonté ni d'eux. Ils font une différence entre garçons et filles de cet âge-là et la plupart disent qu'ils ne veulent pas toucher aux filles parce qu'elles tombent trop facilement amoureuses et parlent mariage, tandis que pour les garçons, disent-ils, c'est de l'ordre du jeu.

Ce qu'ils aiment dans l'activité pédophile, outre le plaisir qu'ils en retirent, c'est que ce ne sont pas des jeux classiques, c'est de la fantaisie, alors que leur mode opératoire est toujours le même. Cela peut paraître paradoxal, qu'en accomplissant toujours la même série d'actes, ils trouvent le jeu original à chaque fois. Mais c'est comme un artiste peintre (m'a dit un pédophile, et certains pédophiles ont des dons artistiques), qui en utilisant les mêmes pinceaux chaque fois crée quelque chose de neuf.

Ils ne reconnaissent pas l'existence des deux sexes, en tout cas pas le deuxième sexe complémentaire au leur, alors qu'ils savent. C'est la différence entre le savoir et le sentir. Ils n'éprouvent rien pour une activité sexuelle entre adultes. En fait, ils ont une conduite auto-erotique projetée dans l'enfant. Il existe aussi des pédophilies platoniques, qui n'entrent pas dans le cadre de la loi. On pourrait ajouter qu'il y a un manque de virilité ou un sentiment d'infériorité virile.

Peut-on imaginer une prévention générale? Nous sommes aujourd'hui dans une communauté où il n'est plus de mise de contraindre les jeunes et les jeunes n'acceptent plus facilement qu'on les commande. L'idée dominante est que les adultes n'imposent plus et qu'ils laissent les jeunes découvrir. Celui qui imposait jadis, le père, ou la mère éventuellement, n'est donc plus inscrit dans leur psychologie comme autre dont ils devraient tenir compte.

L'autre n'a donc pas de signification particulière dans le sens où il leur manquerait; il y donc moins de recherche de complémentarité. Les rapports peuvent se limiter à la consommation de l'autre, c'est-à-dire la jouissance. Les rapports sexuels précoces par ex. Être contre ou pour c'est autre chose; j'essaie de montrer un élément de la mentalité actuelle.

C'est une sorte de néo-libéralisme dans lequel le collectif ne prime plus. On veut ne pas nuire au voisin; on peut le consommer, se consommer mutuellement mais le collectif ne peut nous en imposer.

Or il se fait malheureusement que la condition humaine est traumatique et que, tout compte fait, personne n'est tout à fait satisfait de ce qu'il est; nous avons tous eu des privations, nous avons tous eu des mères et des pères qui n'étaient pas toujours conformes aux moments voulus et, par

conséquent, le problème d'une certaine insatisfaction, d'un certain manque est toujours là. Le traitement des pédophiles dépend du type de pédophilie. Traiter les nucléaires est difficile. Je pense qu'il faut un système de contrôle et un accompagnement. J'en ai suivi en thérapie. Mais ils rationalisent tellement fort que les séances risquent de devenir des joutes littéraires.

S'il y a une mesure prise par un juge qui peut imposer une tutelle, comme dans les cas de probation par exemple, à laquelle on associe une aide sociale qui contrôle et un endroit où il peut parler de lui et de ses problèmes, on peut espérer qu'il se surveillera mieux et qu'il évoluera. Dans certains cas, lorsqu'il y a une déviation hormonale, on peut donner des hormones évidemment, mais ce n'est pas suffisant.

Peut-on imaginer un traitement préventif, c'est-à-dire une détection précoce qui permettrait d'accompagner le jeune? Les cours d'éducation sexuelle permettraient-ils de détecter? Je ne sais pas. On y parle toujours d'éducation sexuelle et affective.

C'est vrai que l'activité sexuelle suppose un partenaire consentant, avec lequel on s'accorde; la sexualité débouche donc sur une relation affective, mais la sexualité n'est pas en elle-même une activité affective; c'est une activité de plaisir. On devrait tenir compte de cette dimension, car c'est souvent cette notion qui l'emporte. Tout le monde le sait sans le dire. Si on donne la pilule: c'est sans doute pour prévenir une grossesse inopportune, mais c'est aussi parce que l'activité sexuelle est un plaisir, un plaisir très légitime.

Mais les pédophiles ne sont pas en accord avec quelqu'un.

Comment apprendre à gérer au mieux est encore toujours un problème. Parce qu'on sait très bien - et ma pratique me l'a appris aussi - que certains rapports sexuels hétéro et homo sont parfois simplement des relations d'objet: l'autre étant objet sexuel, une occasion sexuelle, il n'y a pas de véritable lien qui s'installe. Nous avons là les mêmes déviations.

En ce qui concerne les prêtres, les religieuses et les professions qui sont exposées, j'ai été sollicité quelquefois pour prendre en charge ou donner un avis sur des religieux accusés de ce genre de faits. Je parle des années 1960, 1970 et 1980 quand on faisait la guerre aux exhibitionnistes. Je ne sais pas si vous vous souvenez. La grosse déviance sexuelle à l'époque était l'exhibitionnisme. Ce qui a amené à supprimer les urinoirs publics, parce que c'étaient les lieux de tentation. J'ai pu suivre à l'époque une cinquantaine déviants sexuels, beaucoup d'exhibitionnistes mis en tutelle, en probation. De

cette manière-là, j'ai appris à connaître plusieurs déviants sexuels: parmi eux, il y avait des gens mariés et des célibataires.

Le conseil donné à l'époque était de déplacer les religieux dans l'administration de l'Église pour qu'ils ne soient plus dans l'enseignement ou dans les paroisses. Je dois dire qu'à l'époque, cela s'est fait: on a déplacé des prêtres dans l'administration, qui sont devenus des fonctionnaires. Les 20 dernières années, je n'en ai plus pris en charge parce que je me suis dit qu'il fallait d'abord laisser la justice faire son œuvre et prendre la thérapie en charge, après.

La difficulté, c'est qu'il y avait parmi eux, des nucléaires. On les reconnaît assez rapidement. Certains en parlent en public ou dans les journaux. Ils peuvent se présenter comme éducateurs ou comme formateurs. Ils se déresponsabilisent en ayant recours au destin pour se justifier. C'est comme si les pédophiles ne s'acceptaient pas, comme adultes, alors qu'ils fonctionnent très bien.

La guérison, si jamais elle est possible, est donc une affaire de longue haleine. J'ai vu des évolutions mais il faut imposer un contexte de traitement et les obliger à consulter quelqu'un. Les techniques comportementales l'emportent souvent mais je crois que les thérapies psychodynamiques, et celles de type analytique sont encore toujours utiles. Elles leur permettent d'apprendre à mieux exprimer leur vécu et

leurs sentiments; aussi de communiquer plus facilement, leur problème étant qu'ils agissent plutôt que de communiquer.

Le deuxième point important est la connaissance de soi. Je ne dois pas rappeler le dicton: "connais-toi toi-même et tu connaîtras les dieux et les hommes."

La connaissance de la vie sexuelle, des dimensions sexuelles de l'homme, de ce que l'on peut devenir, etc., toutes ces choses ne peuvent pas être enseignées. Cela se fait au cours d'échanges d'idées à propos de l'existence. Une thérapie narrative, où on raconte sa vie, peut apporter beaucoup d'éclaircissements et, les intéressés mêmes, peuvent en découvrir. Voilà, grosso modo, ce que l'on peut faire.

Les autres thérapeutes vous le diront aussi: les nucléaires doivent apprendre à se désister. Comme on parle de résilience, c'est-à-dire la résolution d'un conflit passé, on parle de "désistement". Cela signifie que l'on doit vouloir éviter certaines choses et certaines situations. Il faut en parler et cela doit être analysé.

Ils peuvent apprendre à se gérer, à moins qu'ils n'aient une encéphalopathie ou qu'ils soient malades comme, par exemple, un début de

psychose. Les nucléaires, peuvent très bien apprendre. Il y a là une part de psycho-éducation en même temps qu'un contact affectif avec un thérapeute, qui représente un lieu de confiance où ils peuvent se dire et expérimenter en paroles, sans être jugés.

**La présidente:** Monsieur Lievens, je vous remercie. Si nous vous avons invité, c'est parce que vous avez été cité plusieurs fois dans le cadre de nos travaux. Vous êtes également cité au niveau de l'accompagnement individuel des prêtres, religieux ou religieuses ou des indications d'instances d'église. Vous étiez cité comme accompagnant.

Vous avez parlé des années 1960 à 1980 mais vous avez été cité pour les années 1990 à 2000. Avez-vous vu des prêtres qui avaient été abusés? Avez-vous travaillé sous mandat d'un évêque?

**Paul Lievens:** Le service d'accompagnement du diocèse Malines-Bruxelles est un service pour religieux et personnes d'église, qui peuvent consulter un psychologue, un théologien, un service social et un psychiatre lorsqu'ils ont des problèmes personnels ou des problèmes avec leurs supérieurs.

Ce service de consultation gratuite a été créé en 1985 par l'Archevêche et par le Professeur Charles Mertens de Wilmar, à l'image de ce qui se faisait aux Etats-Unis. Les religieux, religieuses et les personnels d'Eglise peuvent s'y rendre sans devoir passer par l'autorité religieuse. La gratuité évite que par le biais d'une souche médicale de mutuelle le supérieur soit informé de la démarche d'un membre de la communauté. J'ai repris la fonction psychiatrique au décès de mon collègue en 1994. La consultation est anonyme si l'intéressé le souhaite. Pour certains consultants nous n'avons que le prénom. Au début des années 2000, le service devient accessible aux autres diocèses, mais le conseil de direction du service décide de ne pas prendre en charge des délinquants sexuels avant les procédures judiciaires et avant que l'autorité judiciaire se soit prononcée.

J'ai rencontré des personnes qui sont venues me parler de leurs difficultés sexuelles, mais pas nécessairement des pédophiles. Les pédophiles ne vont d'ailleurs pas spontanément en consultation pour leur pédophilie.

**La présidente:** Je vais donner la parole à mes collègues.

**Bert Schoofs (VB):** Mijnheer Lievens, ik dank u

voor uw heldere uiteenzetting.

Er verschijnen soms cijfers over het aantal recidivisten. Dat kan teruglopen, als zij de juiste behandeling krijgen. Er wordt gesproken over cijfers van 50 % dat niet zou hervallen. Klopt dat volgens u? Ik heb de indruk dat u het voorstelt alsof het heel moeilijk te behandelen valt, precies omdat men een probleem dat men zelf heeft rationaliseert en dat men tot de conclusie komt dat de wereld fout in elkaar zit, maar dat men ze zelf allemaal op een rijtje heeft. Ergens lijkt het mij dan zeer moeilijk om te kunnen concluderen dat men tot 50 % recidivisten kan komen en dat al de rest voorgoed genezen is. Hoe interpreteert u dat? Hoe ziet u dat? Hoe kan iemand voorgoed genezen en een normale relatie aanknopen? Dat is de belangrijkste vraag waar ik mee zit.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank professor Lievens. Ik wou verder gaan op de vragen die u gesteld had, namelijk over uw rol binnen de Kerk. U zegt dat de mensen met hun problemen konden komen. Maar hoe zag die relatie tussen het slachtoffer en u er dan uit? Voerde u een handeling uit? Of gaf u veeleer advies aan de kerkelijke hiërarchie? Of luisterde u gewoon naar de problemen van wie bij u kwam en verwees u die door? Kunt u uw rol wat meer specificeren? Hoe moet ik die zien? De mensen moesten niet betalen. Ik neem aan dat alles door de kerkelijke hiërarchie werd georganiseerd. Ik had daar graag een woordje uitleg over.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Professor, u kwam ook in beeld in een verklaring van de bisschop van Doornik als verantwoordelijke voor alle mogelijke processen binnen de Kerk. Naar aanleiding van de discussie die zij hadden met mevrouw Halsberghe van de gelijknamige commissie, zei de heer Harpigny dat u een van de twee professoren was die afgeraden hadden om de stap naar schadevergoeding te zetten in de kwestie van de discussie tussen iemand die seksueel misbruik gepleegd had als religieuze of priester en het slachtoffer. Ik had u graag de kans gegeven om dat te verduidelijken of te zeggen wat u zich daarvan herinnert.

**Paul Lievens**: Les récidivistes, comme vous l'aurez compris, ce sont des nucléaires, des structurels qui récidivent parce que leur vie est ainsi faite. C'est comme si on demandait à un hétérosexuel de ne plus avoir de rapports sexuels. Donc ils continuent dans cette ligne-là. Mais ça ne constitue quand même que 10 à 20 % des pédophiles, et particulièrement la série de pédophiles non familiaux. C'est donc un petit

nombre finalement.

D'après ce que j'ai lu, parce que je ne peux pas moi-même me baser sur un grand nombre de gens comme ça, quand il y a une intervention, il y a évidemment une meilleure surveillance et la récurrence n'est donc pas de 50 %, elle est moindre. Ce sont surtout les nucléaires qui récidivent, ou alors les sujets débiles, les débiles mentaux ou les encéphalopathes. Ceux-là risquent de récidiver, parce qu'ils ne peuvent pas apprendre à se contrôler. Mais je ne sais pas si ça fait 50 %. Je n'ai pas de chiffres en tête, mais ce n'est pas 50 %.

**La présidente**: Nous entendrons tout à l'heure les responsables des centres qui traitent les responsables d'abus sexuels. Ils pourront nous donner une série de chiffres.

La deuxième question concernait le rôle de l'Église et les relations avec la victime. Quand vous receviez des auteurs ou des victimes, qui peuvent aussi être des prêtres, quelles relations développez-vous avec eux et avec l'Église?

**Paul Lievens**: Dans le service d'accompagnement tel qu'il a été érigé par M. Mertens et que j'ai continué, il est entendu que nous ne communiquons rien à l'autorité religieuse. Ce service est muet. Certains évêques ont demandé un avis ou un conseil. Il y a eu des supérieurs qui nous ont consulté pour des problèmes avec membre de la communauté, un parano par exemple ou avec un caractère difficile. Ils souhaitaient gérer judicieusement de tels problèmes. Mais cela ne va pas au-delà; il n'y a pas eu de personnalisation ne de transmission.

Je ne me suis pas occupé de pédophiles ou de déviants sexuels. Ils ne viennent pas spontanément, ils viennent parce qu'ils y sont obligés. Nous n'avons pas accepté de prise en charge avant que l'autorité judiciaire l'ait décidé.

**Christian Brotcorne** (cdH): Pour être tout à fait franc, monsieur le professeur, on a entendu – pas dans cette commission mais on a quand même eu des échos – que certaines personnes, certaines victimes à l'intérieur de l'Église, parfois des ecclésiastiques eux-mêmes, étaient obligés par leur hiérarchie de vous consulter personnellement, et que cette hiérarchie s'inquiétait de savoir si le rendez-vous qui avait été donné avait bien été honoré, manière de faire pression et de vérifier qu'on avait fait ce qu'il fallait. Je crois qu'il faut être clair dans les questions qu'on pose. Maintenant, vous répondez ce que vous estimez devoir

répondre.

**Paul Lievens:** Il est vrai que l'on a conseillé à certains prêtres de venir mais je n'ai jamais dû donner de compte rendu et je n'ai pas souvenir d'avoir reçu des pédophiles comme cela. On nous a proposé la chose mais nous l'avons refusée.

La **présidente:** En l'occurrence, M. Brotcorne parle de prêtres victimes et pas de prêtres pédophiles.

**Paul Lievens:** J'en ai vu quelques uns mais pas dans le cadre du service.

La **présidente:** Pour être clair, vous ne donniez jamais de rapport aux évêques qui vous envoyaient obligatoirement quelqu'un, ni même simplement dire s'il était venu ou pas.

**Paul Lievens:** Non, mais j'informais de la venue de celui à qui il avait été donné le conseil de venir. Sans confidentialité il n'y a pas de confiance Certains m'ont rapporté des choses peu ordinaires mais qui sont strictement restées entre le thérapeute et le demandeur.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Dat wil dus zeggen dat u de therapeut was, wanneer een priester-slachtoffer bij u kwam? U gaf therapie en dat kon een hele tijd duren, weken of maanden, of waren dat een paar ontmoetingen, waarna u de mensen doorverwees? Waren er priester-slachtoffers die inderdaad echt een behandeling bij u volgden?

**Paul Lievens:** Hebt u het over een pleger of over een slachtoffer van pedofilie?

Ik heb er geen gezien. Ik heb er wel gezien in andere omstandigheden, maar niet in de context van de dienst voor begeleiding.

La **présidente:** Il restait encore la question de M. Landuyt relative à la commission Halsberghe. Monsieur Landuyt, pourriez-vous répéter votre question, s'il vous plaît?

**Renaat Landuyt (sp.a):** De vraag was of u zich herinnert ooit gecontacteerd te zijn door de bisschoppen in verband met het initiatief van mevrouw Halsberghe, voorzitter van de commissie, in verband met haar vraag naar schadevergoeding voor slachtoffers?

**Paul Lievens:** Nee, ik heb geen herinnering daarvan.

**Renaat Landuyt (sp.a):** De bisschop, Harpigny, verwijst naar uw autoriteit naast deze van professor Storme, professor uit Gent, professor recht, en professor Lievens, psychiater aan de UCL. Dat zijn de twee professoren die ze zouden hebben gecontacteerd. Monseigneur Harpigny benadrukt dat deze twee professoren verschillende motivaties naar voor hadden gebracht om de weigering van schadevergoeding te verantwoorden.

**Paul Lievens:** Is dat in een officiële zitting?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Het is een bisschop die dat zegt.

**Paul Lievens:** Het is niet omdat het een bisschop is, hé. (*Gelach*)

**Paul Lievens:** Bien sûr, j'en ai parlé comme ça avec certains évêques, à l'occasion, mais pas officiellement. Je n'ai jamais dit officiellement qu'il ne fallait pas indemniser.

La **présidente:** Officieusement peut-être...

**Paul Lievens:** Je me suis demandé quel sens pouvait avoir un dédommagement mais j'ai insisté sur le fait qu'un dédommagement devait au moins fournir aux victimes les moyens d'entreprendre un traitement. Ils ont peut-être interprété autrement mais officiellement, je n'ai pas donné d'avis contraire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Hierbij is het rechtgezet.

Zo ziet u maar.

*De openbare commissievergadering wordt geschorst van 13.26 uur tot 14.05 uur.*

*La réunion publique de commission est suspendue de 13.26 heures à 14.05 heures.*

**Audition de**

- **M. Bernard Pihet, directeur de l'Unité de Psychopathologie Légale (UPPL)**

- **Mme Michèle Janssens, coordinatrice, et M. Aziz Harti, psychologue, du Centre d'Appui bruxellois chargé de l'évaluation médico-psychologique des auteurs d'infractions à caractère sexuel en vue de leur orientation thérapeutique (CAB)**

- **Prof. Dr. Em. Paul Cosyns, directeur de "l'Universitair Forensisch Centrum" (UCF)**

**Hoorzitting met**

- **de heer Bernard Pihet, directeur van de "Unité de Psychopathologie Légale" (UPPL)**

- **mevrouw Michèle Janssens, coördinator, en de heer Aziz Harti, psycholoog, van het Brussels steuncentrum belast met de therapeutische oriëntatie en evaluatie van plegers van seksuele misdrijven (CAB)**

- **Prof. Dr. Em. Paul Cosyns, directeur van het Universitair Forensisch Centrum (UCF)**

La **présidente**: Nous reprenons nos travaux.

Nous accueillons les représentants des trois centres régionaux de traitement des délinquants sexuels. Je pars de ma droite afin que vous reconnaissiez les personnes.

D'abord, M. Bernard Pihet, directeur de l'Unité de Psychopathologie légale (UPPL) en Région wallonne.

À son côté, Dr. Em. Paul Cosyns, directeur van het Universitair Forensisch Centrum (UCF).

Puis, nous avons Mme Michèle Janssens, coordinatrice du Centre d'Appui bruxellois chargé de l'évaluation médico-psychologique des auteurs d'infractions à caractère sexuel en vue de leur orientation thérapeutique (CAB).

Enfin, M. Aziz Harti, psychologue du CAB.

Grâce à cette présentation, vous pourrez reconnaître nos intervenants.

Comme il nous présentera un *power point*, nous commencerons par M. Cosyns.

**Paul Cosyns**: Mevrouw de voorzitter, ik zal trachten op een heel beknopte wijze een drietal thema's te benaderen. Ik zal dat vrij oppervlakkig doen en reken meer op vragen die u zult hebben. Ik weet immers niet in welke richting u informatie wenst.

Ik zal beginnen met iets te zeggen over het

Universitair Forensisch Centrum, het steuncentrum voor Vlaanderen. Dan zal ik informatie geven over wetenschappelijk onderzoek dat in de Verenigde Staten werd gevoerd over seksueel misbruik binnen de Kerk. Het gaat over een studie van meer dan 4 000 priesters die seksueel grensoverschrijdend gedrag hebben gepleegd en 10 000 tot 13 000 slachtoffers. Dat is gepubliceerd in een speciaal nummer van *Criminal Justice and Behavior*. Ik denk dat dit interessante gegevens bevat, waaruit wij wel iets kunnen leren. Daarna wil ik nog iets zeggen over de medicamenteuze behandeling van daders, voor zover daarvoor belangstelling bestaat.

Ik zal uiteraard uitsluitend over daders en daderhulp spreken. Het steuncentrum behoort tot een netwerk in Vlaanderen met verschillende centra voor geestelijke gezondheidszorg die een forensische equipe hebben en die aan daderhulp doen.

Wij zijn zorgverleners en onze expertise gaat over daders.

In het Universitair Forensisch Centrum, dat bestaat sinds begin van de jaren 90, hebben wij in feite alles samen – ik heb het hier genoteerd – 994 cliënten gezien. Dat zijn seksuele misbruikers, maar ook parafielen. Heel de pathologie van de vroegere seksuele perversies die de nieuwe naam hebben gekregen in de psychiatrische taxonomie van parafilieën, zijn daar allemaal in geïncorporeerd.

Hoe komen de mensen bij ons terecht? Voor 65 % via Justitie. Wij zijn begonnen in het begin van de jaren '90. Toen waren er nog heel weinig justitiële verwijzingen want de samenwerkingsakkoorden met Vlaanderen waarover wij nu spreken, dateren van 1999. Het zorgcircuit stuurde ons een kwart van ons cliënteel. 10 % van de mensen komen op eigen initiatief.

Als ik kijk naar hoeveel mensen wij gezien hebben met seksueel overschrijdend gedrag naar minderjarigen, dan bedraagt dit 567 over heel deze periode, wat neerkomt op 68 %. Als ik dat vergelijk met andere ambulante centra in andere delen van de wereld dan klopt dit ongeveer met wat men daar ziet. De andere 32 % zijn totaal andere pathologieën. Dat zijn verkrachters, exhibitionisten, hyperseksuelen, voyeuristen, sadisten, frotteuristen en tal van anderen in lage frequentie.

Wel moet ik nog zeggen dat in deze centra in Vlaanderen waarover ik spreek en waarvan het

Universitair Forensisch Centrum van Antwerpen een steuncentrum is, uitsluitend ambulante zorg, ambulante hulpverlening, wordt verstrekt. Eens de mensen uit de gevangenis terugkeren in de maatschappij worden zij verplicht om zich te laten volgen in een van die centra, uitsluitend ambulante.

Als u vragen hebt over residentiële opnames in Vlaanderen kan ik daar ook iets over zeggen.

Wie verwijst uiteindelijk? Vanuit de justitiële instanties: de hoofdleverancier is de probatiedirectie, de onderzoeksrechters. Dat is vrij onder voorwaarden. Wij als zorgverleners hebben hier wel wat problemen mee omdat wij weinig gegevens hebben over de feiten. Dat is dan in onderzoek en wij krijgen moeilijk informatie over de feiten zelf en dat duurt maar drie maanden. Het kan eventueel verlengd worden, maar dat is zeer beperkt in de tijd. Vanuit de gevangenis: de psychosociale diensten. Dat zijn dan voorwaardelijke invrijheidstellingen.

Wij zien ook dat sommige advocaten, zodra zij een cliënt hebben die een probleem heeft in die richting, hun cliënt doorsturen en adviseren om contact op te nemen met een behandelcentrum en een gespecialiseerd behandelcentrum.

Dat is natuurlijk een van de nieuwigheden van die samenwerkingsakkoorden tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap of tussen Justitie en de Waalse Gemeenschap, namelijk dat men wilt vermijden dat ouders zelf zouden kiezen bij wie ze in behandeling gaan. Dat heeft men uiteraard geleerd van de zaak-Dutroux. Als ze mogen kiezen, kiezen ze iemand die hen schikt maar niet meest gekwalificeerde persoon. Men heeft dat veranderd. Er is een verplichting voor de ouders om naar die centra te gaan die daarin gespecialiseerd zijn en die erkend zijn. Dat is ook een goede zaak.

Bemiddeling in strafzaken, geïnterneerden, het is in dalende lijn. De politie stuurt soms ook rechtstreeks of adviseert aan mensen, want de politie kan natuurlijk niemand sturen, maar de politie kan wel aan bepaalde mensen van wie ze een proces-verbaal opstellen, zeggen dat die persoon beter even tot daar zou gaan en contact zou opnemen.

Strafuitvoeringsrechtbanken, dat is een beetje zoals de probatiedirectie, maar is toch recenter, de procureur des Konings, de jeugdrechter en af en toe anderen.

Als ik kijk naar het zorgcircuit, dat zijn de interne

verwijzingen buiten Justitie, naar psychiatrische centra, residentiële psychiatrische centra die patiënten behandeld hebben en die kunnen ontslagen worden en waarvan men van oordeel is dat ze best gevolgd worden in een gespecialiseerd circuit, ambulante.

Huisartsen verwijzen, net als psychiaters, psychologen, het centrum voor geestelijke gezondheidszorg, vertrouwensartsen, justitieel welzijnswerk enzovoort.

De behandeling en begeleiding ambulante, het programma wordt individueel opgesteld, het is op maat van de persoon op basis van de zorgnoden. Over het algemeen duurt het twee à vijf jaar, gemiddeld, zolang worden zij opgevolgd. Er zijn natuurlijk verschillende stadia. Ik kan daarover spreken als u daarvoor belangstelling hebt.

De inhoud van de behandeling. Er zijn verschillende modules. Men werkt steeds met motivatiebevordering, want motivatie is een van de problemen die wij tegenkomen. Er is terugvalpreventie, het voorkomen van terugval in hetzelfde seksueel gedrag. Er zijn cognitieve distorsies, de wijze waarop zij redeneren en hetgeen zij doen en verkeerd doen ergens goedpraten. Er is de controle van de seksuele drang, eventueel kan hier medicatie bij te pas komen. Dat is het geval in ongeveer 20 % van het ambulante cliënteel. Er is de module empathie, eventueel slachtofferempathie.

Er is seksuele opvoeding en er zijn er nog andere, op basis van de noden, dat kan impulscontrole zijn enzovoort.

In de discussie die wij eind jaren '90 hadden bij de opstelling van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap, meer bepaald de sector volksgezondheid en zorgverlening, was het moeilijkste punt om tot een akkoord te komen de discussie over wat er moet worden doorgegeven door de zorgverlener aan officiële instanties. Het probleem van het beroepsgeheim rees daar.

Er is toen een akkoord gekomen dat men de volgende punten doorgeeft: de data en uren van de gemaakte afspraken, de afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn, de eenzijdige stopzetting. Specifiek voor Vlaanderen, want dit vindt men niet in de andere samenwerkingsakkoorden, is er ook de mate waarin de betrokken persoon inspanningen levert om nuttig gebruik te maken van de begeleidingsessies. Ik wil daarmee zeggen dat er casussen zijn waar wij als behandelaars



zeggen: “het haalt niets uit, wij stoppen ermee.” Het geeft ons als behandelaars de mogelijkheid ermee te stoppen.

Ook situaties van acuut sociaal gevaar met een ernstig risico voor derden worden doorgegeven. Dit gebeurt allemaal op formele wijze. Wij noteren in drie exemplaren de condities waarbinnen de behandeling gebeurt. Eén exemplaar is voor de betrokkene, één voor de justitieassistent, en één voor de behandelaar.

Wij behandelen bovendien intern de behandelcontracten die wij afsluiten met de betrokkene, omdat wij eventueel moeten vastleggen binnen welk kader de betrokkene volgens ons op een veilige manier in de gemeenschap behandeld kan worden. Wij kunnen daarin bepaalde eisen stellen waarbij wij menen dat iemand veilig in de gemeenschap gevolgd kan worden.

Het principe van de verslaggeving is dat wij geen inhoudelijke gegevens doorgeven. Wij geven wel de formele gegevens of iemand het akkoord behandeld te worden wel of niet opvolgt. Wij geven wel inhoudelijke informatie als het over een noodtoestand gaat.

Ik doe de suggestie – voor zover het toegelaten is – ervoor te zorgen dat de behandelaar of de zorgverlener van een dader spreekrecht zou hebben. Dat hebben wij nu niet. Artikel 458bis van het Strafwetboek is alleen geldig voor de behandelaar van slachtoffers. Wie daders behandelt, heeft dat spreekrecht nu niet. Wij kunnen die situaties wel doorgeven aan het gerecht als er sprake is van een noodtoestand, maar het is een rechter die achteraf zal beslissen, in het geval er een klacht is, of het wel een noodtoestand was. Wij weten dat niet goed op voorhand.

Wanneer men de behandelaar spreekrecht geeft, zoals dat het geval is voor de behandelaar van een slachtoffer, is hij veilig op dat vlak.

Ik kan daar meer uitleg over geven als daarover vragen zijn.

Wij zien in ons cliënteel ook enkele priesters. Dat vernoem ik, omdat dat toch het onderwerp is van de commissie. Het zijn er enkele. We hebben er altijd gehad, maar niet veel. Zij zijn door het gerecht gestuurd, maar sommige werden ook door hun congregatie gestuurd, omdat er een probleem geweest is. Ik kan u meteen zeggen dat die priesters in het circuit van behandeling dat

bestaat in Vlaanderen – en ik denk ook in België – helemaal op hun plaats zijn. Zij hebben hun plaats daarin en zij kunnen daar adequaat door opgevangen worden. Daarop kom ik straks nog even terug. Het gaat om zeer weinig priesters en ik heb er geen significante cijfers over.

Ik wil nu even iets vermelden over de studie die uitgevoerd is in de Verenigde Staten. In 2002 heeft men in Boston hetzelfde meegemaakt als wat wij hier in België hebben meegemaakt. Aan de hand van één bepaald groot schandaal is er een toelichting geweest en is er een enorme toevloed aan klachten binnengekomen, zoals wij dat hier ook hebben gekend. Dat is allemaal onderzocht in de jaren 2000 en gepubliceerd in 2008, in een speciaal nummer van *Criminal Justice*, waarin vijf tot zes artikels staan over die populatie. De studie overspant een periode van 52 jaar, van 1950 tot 2002, het moment waarop het schandaal in de Verenigde Staten uitgebroken is.

Het gaat over 4 390 daders. Er werden 10 600 slachtoffers geteld. Daaraan moeten nog 3 000 toegevoegd worden die via de dossiers gekend zijn. Alles samen gaat het dus over 13 000 slachtoffers. Het aantal daders bedraagt 4 % van het totaal, maar het gaat natuurlijk wel over daders die in de loop van hun carrière ooit seksueel overschrijdend gedrag gesteld hebben. Zo moet u dat eigenlijk begrijpen.

Het is interessant om zien dat het percentage daders met één slachtoffer, dus daders die een eerste en enig seksueel delinquent gedrag gesteld hebben, meer dan de helft bedraagt, namelijk 56 % heeft één slachtoffer gehad.

Ook interessant om te zien is dat er een hele kleine groep is van 141 daders, 3 %, met meer dan tien slachtoffers. Maar die kleine groep van 3 % maakt een kwart uit van alle slachtoffers, namelijk 26 % van alle slachtoffers van heel de groep.

De tijdsverdeling was ook interessant.

Immers, alle klachten die binnengekomen zijn in 2002 naar aanleiding van dat schandaal – en ik herken een beetje wat wij in België hebben gezien – dateren van 10, 20, 30 jaar geleden. De frequentie van seksueel overschrijdend gedrag was maximaal in de tweede helft van de jaren '70.

Wat de slachtoffers – dus 10 000, maar u moet er nog 3 000 aan toevoegen – betreft, 81% is jongen en 19% meisje. Er wordt wel gezegd dat het pas vanaf 1994 is dat meisjes ook misdienaar konden

zijn in de kerk.

Wat de leeftijden van de slachtoffers betreft, de helft is tussen 11 en 14 jaar, 27% tussen 15 en 17 jaar. Het grootste gedeelte van het seksueel misbruik van minderjarigen gaat over adolescenten, dus over efebofielen. Het percentage met prepubertaire kinderen – en dan spreken wij van pedofilie in de strikte psychiatrische betekenis van het woord – ligt aanzienlijk lager. In de pers zie ik dat men dat allemaal door mekaar jaagt. Pedofilie zoals wij dat begrijpen als psychiater gaat over seksueel contact met kinderen voor de puberteit of prepubertair. Dat ligt dus aanzienlijk lager. Het gaat meestal over adolescenten.

Wat de daders betreft, de gemiddelde leeftijd varieert tussen 30 en 39 jaar. Interessant om te zien is dat het misbruik, gemiddeld over de totale groep, ongeveer 11 jaar na het priesterschap begint. De eerste seksueel overschrijdende gedraging die zij stellen, is 11 jaar later. Bij pedofielen is dat 16 jaar na het priesterschap. Efebofilie, adolescenten benaderen, begint vroeger, namelijk 8 jaar nadien. Ik moet wel zeggen dat dit een apart kenmerk is, dat verschillend is voor de algemene bevolking van pedofielen en efebofielen. Bij degenen die wij zien buiten de Kerk, gebeurt het veel vroeger. Hier is het nogal laat nadat zij priester zijn. Hoe meer slachtoffers zij maken, hoe vroeger zij beginnen. Maken ze 10 slachtoffers, dan beginnen ze al na 4 jaar. Er zijn enkele casussen met meer dan 20 slachtoffers. Die beginnen al een jaar nadat zij priester zijn.

Wat haal ik nog uit die studies over die priesters? In de Verenigde Staten waren reeds meer dan de helft probleempriesters. Zij zijn bijvoorbeeld zelf slachtoffer geweest van seksueel overschrijdend gedrag, alcoholabuse 17%. Andere gekende problemen zoals problemen met vrouwen maken 42% uit. Dat wil dus zeggen dat 55% van de daders reeds genoteerd was binnen de Kerk in de Verenigde Staten als zijnde probleemgevallen. Ik denk dat dit interessant kan zijn indien u preventief denkt. U hebt daar toch reeds signalen waarbij u eventueel iets kunt doen. Als u kijkt naar de gevolgen van het misbruik van die 4 600 gevallen: 40% heeft men in behandeling gestuurd, dat is zeer variërend. Het is niet altijd adequaat, moet ik zeggen. 3% is veroordeeld en 2% heeft een gevangenisstraf gehad.

Om te besluiten kan ik zeggen dat het in mijn ogen zeker niet aangewezen is om voor priesterdaders een apart behandelingscircuit op te

richten. Die mensen kunnen heel goed opgevangen worden in het reguliere, bestaande circuit. Er is geen reden om hen een apart statuut te geven. De preventie is in zekere zin gericht op de detectie en de aanpak van probleempriesters, priesters die gekend zijn om bepaalde problemen. Wat zeker opvallend is, is dat het in meer dan de helft van deze casussen gaat om een maal een slachtoffer gedurende een zekere periode. Als men dat analyseert, dan ziet men dat het vooral situationele factoren zijn en dat er misbruik wordt gemaakt van opportuniteiten die voorkomen. Volgens mij kunnen er binnen de Kerk maatregelen genomen worden om voor een meer veilige omkadering en een veilige omgeving te zorgen.

Ik wil heel kort iets zeggen over hormonale behandeling. Ik wil het niet te lang trekken. Er bestaan internationaal aanvaarde richtlijnen over correct gebruik van medicatie en hormonale preparaten voor deze indicatie. Dat is een artikel dat hier verschenen is in 2010, internationaal, met consensus over de stappen die men kan volgen en de logica die men als behandelaar en zorgverlener kan volgen voor het al dan niet toedienen van deze medicatie. Ik zal daar niet over uitweiden maar u moet weten dat het wel bestaat. Ik heb daar zelf ook aan meegewerkt. Dat wordt algemeen aanvaard als zijnde *the state of the art* op dit ogenblik.

In België zijn er in feite drie medicaties die in aanmerking kunnen komen voor daders. Ten eerste zijn er, en dat heb ik hier nog niet vermeld, sommige vormen van antidepressiva, de ssri's. Ten tweede zijn er hormonale medicaties. Androcur bestaat sinds de jaren '70. Ten derde, een ander, meer recent middel, is een GnRH-analoog dat Salvacyl heet en dat in België beschikbaar is sinds 2009. We zijn dus nogal laat geweest daarin. Dat zijn medicaties die invloed hebben op het testosteronmetabolisme en de afscheiding centraal regelen en eigenlijk stopzetten. Ik zal informatie geven over die medicatie als u daar belangstelling voor hebt. Ik weet niet of dat deel uitmaakt van het onderwerp van deze commissie.

Mijn laatste opmerking is dat die mogelijkheid in België tot nu toe ondergebruikt is. De reden daarvoor is dat het nog maar recent is ingevoerd en de equipes die zich daarmee bezighouden moeten dat nog leren gebruiken. Dat vergt heel wat aanwezigheid van artsen in die equipes en dat ontbreekt.

Ik heb u een kort overzicht gegeven van enkele

punten. Ik weet niet precies in welke mate u meer informatie wenst over bepaalde aspecten. Ik laat het woord nu aan mijn collega's.

La **présidente**: Chacun va regagner sa place et je vais donner la parole aux intervenants suivants.

**Bernard Pihet**: Je vais donc continuer pour vous donner quelques indications sur le centre de Wallonie.

Notre siège est à Tournai et nous avons un siège de consultation à Namur et un autre à Liège. Les données générales ressemblent très fort à celles que le Pr Cosyns vient de donner puisque nous avons quasiment le même accord de coopération en Flandre et en Wallonie et nous avons des manières de fonctionner très similaires. Les chiffres qui vous ont été donnés sont relativement semblables dans la proportion.

Nous travaillons depuis 1997-1998 et nous avons 1 700 dossiers ouverts. J'ai fait le comptage des personnes qui étaient dans des relations d'autorité. C'est assez difficile à faire parce que nous n'avons pas de critères précis dans l'encodage des statistiques à ce sujet mais, par recoupements, nous en avons extrait un certain nombre où il y avait des victimes non connues, sans lien de parenté. Nous avons analysé chaque dossier. Finalement sur l'année 2010, sur 156 traitements, nous avons cinq personnes qui sont en lien d'autorité, professionnellement, avec la victime: trois enseignants, une activité extra-sportive et un cuisinier en internat scolaire. Nous avons aussi 147 expertises faites durant la même année, en 2010. Sur ces 147, nous avons seulement dix personnes qui ont été en lien d'autorité professionnelle: deux enseignants, deux activités extra-sportives, trois baby-sitters et deux éducateurs. Donc, pas de prêtres.

Il y en a finalement un dans la consultation actuelle mais cela ne rentre pas dans la même catégorie puisqu'il s'agit simplement de pornographie sur internet.

Sur les 1 700 dossiers en dix ans, nous avons trois prêtres en traitement chez nous. C'est donc relativement peu.

Au départ, je me suis dit que c'était vraiment très peu, peut-être même moins qu'attendu et, finalement, je dois reconnaître que c'est peut-être un chiffre normal: sur dix millions d'habitants en Belgique, si on prend cinq millions d'hommes et peut-être trois millions d'hommes valides et adultes, nous en avons entre cinq et dix mille qui

sont des AICS reconnus et condamnés. Donc on est sur une proportion de un à deux pour mille environ. Comme il y a environ 5 000 prêtres, deux pour mille, cela fait dix pour les deux communautés linguistiques. Donc, je trouve que trois, c'est assez normal finalement. On pourrait considérer que ce n'est pas une sous-représentation.

C'est calculé grossièrement mais je pense que cela donne une idée. On ne peut pas dire qu'il y ait une sous-représentation formidable. Les chiffres que mon collègue Cosyns vient de donner sont aussi similaires dans d'autres domaines. Les personnes avec lesquelles nous travaillons proviennent toutes de la Justice, elles ne sont quasiment jamais envoyées par des centres de santé. Nous travaillons toujours avec des personnes, soit condamnées, soit dont le parquet est au minimum informé du délit. Le pourcentage communiqué par mon collègue concernant les mineurs et les majeurs est sensiblement le même, à savoir qu'environ 70 % concernent des abus sexuels sur mineurs et non pas sur majeurs.

Dans la présentation, j'ai voulu insister sur la question du sexe des victimes. Au niveau de l'âge, je ne vois pas tellement de différence. Comme l'a dit mon collègue Cosyns, dans l'étude américaine, il apparaît que les victimes de prêtres sont en grande majorité des garçons. J'ai constaté que, lors de l'enquête de la commission Adriaenssens, on avait également remarqué que plus de 65 % des victimes étaient des garçons pour seulement 30 % de filles. On va donc un peu dans la même direction. Par contre, pour ce qui est de nos statistiques, la dernière fois que nous avons fait le comptage, garçons-filles, nous avons 65 % de filles contre 30 % de garçons. Une donnée essentielle semble donc être la surdétermination des victimes masculines. Cela nécessite une réflexion, même si j'ignore dans quelle direction.

Cette donnée a déjà été dite d'une certaine manière par Paul Lievens mais vous devez savoir que le mot "pédophilie" est un mot assez générique. Pédophilie veut dire attirance vers l'enfant. On ne condamne pas des gens parce qu'ils sont attirés sexuellement par des enfants mais parce qu'ils ont eu des comportements pédosexuels avec des enfants. Les AICS qui ont été condamnés pour des faits pédosexuels sur enfants, c'est-à-dire ceux qui ont une attirance pédophile fixée, qui sont fondamentalement, nucléairement, comme l'a dit le collègue Lievens, ou structurellement orientés sexuellement vers l'enfant et dont l'objet d'attirance sexuelle est l'enfant, ne représentent qu'environ 25 %. Nous

ne disposons pas de chiffres scientifiques mais, cliniquement, tout le monde s'accorde à dire que c'est à peu près cela. Par conséquent, 75 % vont commettre des actes sexuels sur enfants, pas tellement parce qu'ils sont uniquement attirés par des enfants ou que c'est leur cible préférentielle mais parce qu'étant attirés par des femmes ou des hommes, ils se reportent sur des enfants du fait de la difficulté d'avoir des réalisations sexuelles avec des femmes ou des hommes. C'est donc une sexualité de report.

Je m'interroge donc, en effet, sur le fait que le nombre de victimes chez les garçons soit plus élevé. Parce que, malgré tout, vous devez savoir que plus de 95 % des abuseurs sont des hommes, on n'a que moins de 5 % d'abuseurs femmes et donc, préférentiellement les abuseurs hommes abusent des femmes, de l'autre sexe. Il n'y pas tant d'homosexuels que ça. Il n'y en a que 4 %.

Dès lors, on peut se demander si le fait que nous ayons un nombre de victimes plus important chez les garçons ne relèverait pas d'une pédo sexualité de report. Les prêtres sont-ils plus pédophiles que la moyenne de la population ? Je dirais que les chiffres tendent à faire penser que non. Par contre, s'ils sont en difficulté sexuelle et qu'ils iraient vers la femme ou vers la fille, peut-être sont-ils plus enclins à aller vers les garçons que vers la femme. Cela nécessiterait peut-être une réflexion en relation avec les contraintes ou avec les pré-supposés, les valeurs primitives de la maîtrise et de la chasteté.

Deuxièmement, je voulais attirer l'attention sur le fait que chez les prêtres, nous avons une population un peu différente des autres, parce que nous n'avons pas de débiles mentaux, nous n'avons pas de grands brutaux, nous n'avons pas de psychopathes. Ce sont des gens qui sont relativement socialisés dans leur comportement. Il y a là une différence. Ce que je constate, c'est que, dans les chiffres, on a une certaine tendance (qui n'est pas prouvée scientifiquement) à avoir plus de victimes par nombre d'auteurs. Dans nos statistiques, les personnes qui ont fait plus de dix victimes représentent moins de 1 %. Ceux qui ont fait une seule victime tournent autour de 70 %.

Dans la recherche exposée par mon collègue Cosyns, 55 % des prêtres seulement n'ont fait qu'une seule victime. Je pense qu'il s'agit donc d'une atteinte sexuelle qui est moins grave en termes de brutalité, de violence ou de sévices, mais qui fait davantage de victimes que la pédophilie usuelle. Ceci incite quand même à

considérer le phénomène comme important.

En troisième lieu – et ce sera ma dernière remarque – je constate que les prêtres ou les personnes qui commettent des actes sexuels dans une relation d'autorité professionnelle dépendent toujours d'une hiérarchie, en plus de dépendre simplement des mœurs communes. Ce qui fait que, quand ces personnes commettent une transgression sur le plan pénal, elles commettent aussi une transgression sur le plan institutionnel, par rapport au règlement propre de leur institution. Nous voyons bien qu'un enseignant se trouve d'abord devant son directeur. Le moniteur d'un camp de vacances se trouve d'abord devant le chef de camp. Et je pense que le prêtre se trouve, en effet, d'abord, devant son supérieur hiérarchique dans l'Église. Il y a donc une vraie tendance à d'abord régler le problème en interne. Que ce soit chez les prêtres ou chez les enseignants, je constate que, quand il y a des faits de pédophilie, il y a d'abord des questionnements internes: "Est-ce bien vrai?", "Me promettez-vous?", "Vous devez faire un effort", etc. Il y a toute une série de recommandations internes à l'institution et qui sont d'ordre professionnel.

Et je constate aussi que, quand ça s'aggrave légèrement ou fortement, il y a quand même une tendance générale à licencier, à déplacer, à remettre ailleurs. Il est difficile pour un directeur d'institution, que ce soit l'Église, une école, un internat ou un camp de vacances, de déferer devant un tribunal, parce que cela met aussi en péril l'institution. Je pense que, là, il y a un problème particulier dont il faut tenir compte.

Pour le traitement et les recommandations, je n'ai rien à dire de plus que mon collègue. Je pense également qu'il faudrait un traitement le plus égalitaire possible par rapport aux prêtres. Il est vrai que les prêtres qui sont venus en traitement chez nous – trois en dix ans –, par rapport aux questions posées à Paul Lievens, ces prêtres me choisissent ou choisissent notre service comme thérapeute. En effet, ils nous disent: "Je dois d'abord demander l'aval de mon évêque". Ils reviennent quinze jours ou trois semaines après en disant: "L'évêque est d'accord que je vous choisisse comme thérapeute". Cela ne va pas au-delà, jusqu'à présent.

Il est important qu'ils suivent le chemin normal du traitement, parce que nous voyons bien qu'il y a des effets positifs. Nous avons fait une évaluation en Wallonie des effets du traitement sur des AICS qui ont été en traitement dans les services de la

Région wallonne dans les années 2001-2002. Sur l'ensemble des AICS qui avaient suivi un traitement, nous avons mesuré un taux de récidives réelles – ce n'est pas un échantillon, c'est la population globale – de 7,9 %, alors que le pourcentage international de récidives sexuelles est autour de 15 %. Je vous rappelle que le taux de récidives en criminalité totale est autour de 27 à 30 %. Et donc, on peut penser qu'il y a une réelle réduction du risque de récidive chez les personnes qui ont suivi un traitement par rapport à celles qui n'en ont pas suivi.

Je plaide aussi pour ça: je pense que les prêtres devraient avoir l'occasion de réfléchir clairement à leur sexualité, et donc avoir un espace de parole à ce sujet, qui n'est pas l'espace ecclésial.

En troisième lieu, je pense que c'est nécessaire pour la recherche. On a dit: "Est-ce que ça a un rapport avec la chasteté?" Je pense surtout qu'il faut étudier la question. Et pour étudier la question, il faut des chiffres et des renseignements, il faut savoir réfléchir à cette question de manière scientifique. Il est certain que, pour l'instant, nous avons tellement peu de prêtres dans les chiffres... Et pourtant, en Belgique, nous sommes très bien placés pour faire des recherches. Nous sommes le pays où il y a le plus de renseignements scientifiques sur les personnes qui ont commis des délits sexuels. Nous en avons, je vous l'ai dit, presque chaque année, 10 000 en Belgique. Dans notre centre, on en a environ 300 par an. Mais, en Wallonie, on en a quand même 1 200 par an. Nous avons la possibilité d'avoir ces chiffres très importants et de faire des comparaisons entre la population générale et les petites populations ciblées à l'intérieur. Pour cela, il faudrait qu'ils soient dans nos services le plus normalement possible.

La **présidente**: Merci, monsieur Pihet. J'imagine que, l'ensemble des chiffres que vous nous avez donnés au début, vous allez nous les donner via des tableaux statistiques que vous avez sûrement dans l'un ou l'autre de vos rapports.

**Bernard Pihet**: Je vais essayer de prendre le temps de faire des extraits mais travaillent avec moi normalement trois personnes mais qui sont enceintes et écartées. J'avoue que j'ai beaucoup de problèmes avec mes clients en ce moment et j'ai fait au plus vite pour venir devant vous.

La **présidente**: Si ce n'est pas possible, faites-nous parvenir vos rapports. D'un côté, il y a les prêtres mais de l'autre, il y a toutes les formes d'autorité qui nous intéressent aussi. Vous nous

avez dit avoir dix autres personnes et j'imagine que les autres concernent des abus sans autorité.

**Bernard Pihet**: Oui, c'est de l'ordre strictement privé, en dehors de rapports d'autorité professionnels ou institutionnels. Il peut y avoir une autorité familiale – de grand-père ou de père par exemple – mais pas d'autorité professionnelle, dans le cadre institutionnel.

La **présidente**: C'est cela. C'est ce qui nous intéresse. Si vous avez d'autres données à ce sujet, des questions vous seront certainement posées. Je passe maintenant la parole à Mme Michèle Janssens.

**Michèle Janssens**: En fait, je ne savais pas si vous étiez au courant du contenu des accords de coopération. Je vous ai donc mis les points essentiels dans le document qui vous a été remis; dois-je les reprendre ou est-ce du connu?

La **présidente**: Je ne pense pas que ce soit du connu, ces accords de coopération bruxellois. Vous pouvez donc les expliquer à l'ensemble des membres.

**Michèle Janssens**: L'accord de coopération bruxellois est un accord conclu entre l'État fédéral, la Commission communautaire commune (COCOM) et la Commission communautaire française (COCOF) concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. C'est un accord de coopération entre la Justice et la Santé et l'Aide aux personnes.

Pour Bruxelles, il y avait sept ministres signataires: le ministre de la Justice, trois ministres pour la politique de la Santé (1 COCOF et 2 COCOM) et trois ministres pour la politique de l'Aide aux personnes (1 COCOF et 2 COCOM).

La **présidente**: Ne riez pas, monsieur Landuyt. Bruxelles est compliquée! Si vous le voulez, je pourrais vous donner un cours!

**Michèle Janssens**: Il n'est pas toujours facile d'avoir les noms des ministres: ceux qui ont signé, oui, mais pour ceux qui leur ont succédé, ce n'est pas évident.

L'exposé des motifs est le même que pour les deux autres accords de coopération, flamand et wallon: c'est "la nécessité de créer un cadre permettant de guider l'évolution personnelle, relationnelle et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel et de favoriser leur réinsertion afin d'éviter la répétition de l'abus sexuel".

Cet accord définit également ce qu'est un centre d'appui. Le centre d'appui bruxellois a une spécificité par rapport aux deux centres d'appui wallon et flamand. "Le centre d'appui est un centre qui assure un appui aux équipes spécialisées dans la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, et ce, à l'intérieur ou à l'extérieur du milieu carcéral".

Ce qui est spécifique à la situation bruxelloise, c'est que le centre d'appui est uniquement un interface entre la Justice et la Santé. Il n'y a pas de soins thérapeutiques, on ne fait pas de traitement; on fait uniquement l'interface. En fait, on s'occupe de l'évaluation et de l'orientation avant le traitement. Je vous expliquerai plus en détail comment les choses se passent. Nous ne faisons pas le traitement nous-mêmes.

Je voulais aussi signaler qu'en ce moment, les trois accords de coopération régionaux sont en cours d'évaluation par le Service de Politique criminelle qui doit faire un rapport, qui doit être transmis au ministre de la Justice très prochainement. On a participé à l'évaluation des accords de coopération avec tous les intervenants de la Justice et de la Santé.

J'ai repris les missions du centre d'appui bruxellois. Nous intervenons après la Justice.

Il y a des missions structurelles:

- remplir une fonction de consultant à la demande des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- mettre des informations scientifiques à la disposition des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- remplir une fonction de coordination et d'intervision à l'attention des équipes de santé spécialisées;
- initier et participer à des recherches scientifiques, notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et les assistants de justice;
- contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'attention des équipes spécialisées et des assistants de justice, en concertation avec ceux-ci;
- collaborer à des actions d'information à la demande du ministre de la Justice et à celles de ministres signataires de l'accord de coopération via le ministre de la Justice;
- participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leur action et partager informations et

expériences;

- recueillir et mettre à disposition toutes les données disponibles relatives à l'évaluation de l'importance de la problématique;
- réunir les rapports annuels d'activités des équipes de santé spécialisées et rédiger un rapport annuel d'activités qui doit être remis aux ministres signataires de l'accord de coopération.

Ce sont les missions structurelles: recherche scientifique, formation, information, intervision, etc.

Je dirais que les missions quotidiennes du centre d'appui bruxellois sont essentiellement de formuler un avis quant aux possibilités de traitement, à l'indication thérapeutique, à l'orientation et à l'évaluation de l'auteur d'infractions à caractère sexuel, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale et rendre cet avis à l'autorité compétente. C'est une visée expertale, en fait.

Ensuite, il s'agit de rechercher l'équipe de santé spécialisée la mieux adaptée à la guidance ou au traitement de l'auteur d'infractions à caractère sexuel et transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à la guidance ou au traitement établis par les équipes de santé spécialisées. Les équipes spécialisées sont obligées de nous transmettre les dates des rendez-vous, les absences injustifiées et les cas de danger imminent pour des tiers. Elles ne nous transmettent pas le contenu des séances thérapeutiques.

Ensuite encore, il s'agit d'effectuer une réévaluation régulière et transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à l'évaluation de l'auteur d'infractions à caractère sexuel ainsi qu'à l'effet identifiable du traitement. À Bruxelles, on a séparé l'évaluation et le traitement. Le traitement est effectué par les équipes spécialisées et nous faisons une évaluation avant et régulièrement.

En pratique, nous examinons la pertinence d'une indication thérapeutique, spécialisée ou pas. Il n'est pas toujours pertinent qu'il y ait un traitement ou une guidance pour un auteur d'infraction à caractère sexuel. Dans certains cas, ce n'est pas pertinent mais il est également important de savoir s'il faut une indication spécialisée, c'est-à-dire pour une sexualité déviante ou un traitement pour un autre problème qui n'est pas forcément sexuel. Cela peut arriver pour des polydélinquants chez qui le fait de mœurs est annexe à une

délinquance plus générale. Ensuite, on va examiner quel type de prise en charge, guidance ou traitement est le plus adapté à la problématique du justiciable qui devient un patient.

Pour ce qui est des lieux d'orientation à Bruxelles, il n'y a que deux équipes de santé spécialisées agréées: le service de santé mentale Chapelle-aux-Champs et le service de santé mentale Psycho-Belliard qui ont donc une spécialisation pour des faits de délinquance sexuelle. On travaille aussi régulièrement avec des services d'aide aux justiciables, notamment avec l'ASBL Autrement Bis qui travaille aussi en prison et avec l'Office de réadaptation sociale. On travaille également avec le programme de formation Triangle qui dépend de l'UPPL et qui donne des formations pour des délinquants sexuels légèrement déficients ou qui ont besoin d'une psycho-éducation sexuelle. On travaille encore avec d'autres équipes thérapeutiques ou avec des thérapeutes indépendants.

Au centre d'appui bruxellois, il y a quatre personnes, représentant deux équivalents temps plein et demi: deux psychologues à mi-temps, la coordinatrice à mi-temps et une secrétaire à temps plein. Le financement en est assuré essentiellement par le SPF Justice. Nous éprouvons certaines difficultés financières, je me permets de le dire en passant. Le financement n'est pas du tout évident.

Au niveau des statistiques, je vous ai donné les statistiques des dossiers de 2010. En fait, nous étions en cours de rédaction du rapport d'activité. J'ai pris quelques extraits. Ce n'est pas encore tout à fait complet mais j'ai pris l'essentiel.

On a 283 dossiers actifs en 2010. Ce sont donc des dossiers qui ont pu commencer avant 2010 mais pour lesquels il y a eu des démarches en 2010. Je vous ai donné la situation judiciaire des auteurs. Il y en a 40 % en probation, 19 % en alternative à la détention préventive (ils ne sont donc pas encore jugés et sont donc toujours présumés innocents), 18 % sont détenus, 10 % en libération conditionnelle. On a un certain nombre de cas marginaux de défense sociale, en appel, sous surveillance électronique. Nous avons trois personnes qui sont venues sans mandat, c'est-à-dire qu'elles sont venues de leur propre initiative. Elles ne sont pas judiciairisées. Il y a 1 % de libération à l'essai, liberté provisoire et détention limitée.

En ce qui concerne les mandats reçus en 2010, puisque nous travaillons uniquement sur mandat,

il y a 62 nouveaux mandats en 2010, 31 % en sursis probatoire, 26 % en alternative à la détention préventive, 18 % qui sont détenus et 11 % en appel, les autres étant moins de 10 %.

Cela vous donne une idée de la situation judiciaire des personnes que nous suivons.

Nos interlocuteurs judiciaires: sur 62 nouveaux dossiers en 2010, il y en a 40 (deux-tiers) qui sont envoyés par la maison de justice de Bruxelles. Il y a en 12 qui sont envoyés par le service psychosocial des prisons, les différentes prisons concernées sont au nombre de sept. Six sont envoyés par la cour d'appel pour des gens en appel. Ils nous demandent en fait un avis motivé pour savoir si la personne est accessible à un traitement. Une personne de défense sociale, une envoyée par le parquet et deux personnes qui sont venues spontanément.

Les types d'infraction toujours pour les dossiers 2010. Vous voyez qu'il y a plus d'infractions que de mandats car dans certains mandats, un justiciable peut avoir commis plusieurs infractions. On a 36 infractions de viol. Vous voyez que sur ces 36, il y en a cinq pour des enfants de moins de dix ans, neuf entre dix et 14 ans, six entre 14 et 16 ans, deux au-dessus de 16 ans et 13 pour des majeurs. Cela veut dire qu'on a à peu près un tiers de viols commis sur majeurs et deux tiers de viols commis sur mineurs.

En ce concerne les attentats à la pudeur, sur 35 il n'y en a que sept commis sur des majeurs, soit un cinquième.

Quatre cinquièmes sont commis sur des enfants mineurs. Vous voyez la répartition par catégories d'âges sur le tableau.

Le téléchargement d'images pédopornographiques est également une infraction à caractère sexuel. Nous en comptons 6 dossiers. Il y a aussi 5 incitations à la débauche de mineurs et 3 outrages publics aux mœurs. Les deux infractions principales sont donc le viol et l'attentat à la pudeur.

Je vous ai également mis un petit tableau avec le nombre d'infractions par justiciable, la plus grande fréquence étant une infraction. La moitié, 30 sur 60, n'a commis qu'une infraction. Certains ont commis deux infractions et, dans un seul dossier, le justiciable a commis plus de trois infractions. C'est assez rare. C'est généralement une ou deux infractions.

En ce qui concerne les victimes, la grande majorité des justiciables ont eu une seule victime; c'est le cas pour 37 justiciables, soit plus de la moitié. Certains ne comptent aucune victime. Ceux qui ont fait du téléchargement pédopornographique n'ont évidemment pas de victime directe. Il n'y a qu'un seul dossier où le justiciable compte plus de trois victimes, en l'occurrence quatre. C'est généralement un maximum de une ou deux victimes.

Pour ce qui est de l'âge et du sexe des victimes, nous avons indiqué 62 + x car, pour un dossier, le nombre de victimes était indéterminé. Il s'agissait d'une personne prenant des photos de femmes dans la rue. Comme vous le voyez, il y a 50 victimes féminines contre 12 victimes masculines. Il y a donc une grande majorité de victimes féminines. Il y a 20 victimes féminines majeures et 1 victime majeure masculine. Trois cinquièmes des victimes féminines sont mineures. Chez les garçons, il y a également une grande majorité de victimes mineures.

Nous avons analysé le type d'infraction avec le lien auteur-victime. Cela fait l'objet d'un tableau séparé. Nous avons essayé de voir le lien qu'il y avait entre l'auteur d'infraction à caractère sexuel et la victime car il n'y a pas, dans nos critères statistiques, le lien d'autorité, ni d'abuseurs qui seraient prêtres.

Comme vous voyez les victimes inconnues, il y en a 12 sur 93 infractions, ce qui est très peu. Ça veut dire que, dans la grande majorité des cas, la victime est connue de l'abuseur et vice versa. On a 9 infractions au sein d'un couple, 10 infractions intrafamiliales avec lien biologique, 11 infractions intrafamiliales sans lien biologique, 30 infractions avec une personne connue sans lien de parenté (le cas des prêtres pourrait s'apparenter à ce cas-là, bien que nous n'ayons pas de prêtres) et des victimes inconnues, on n'en a que 12.

On a formulé des recommandations par rapport à nos missions et par rapport aux dispositifs qui existent actuellement pour le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Nous pensons qu'il serait bon de sensibiliser les magistrats à l'application de l'accord de coopération Justice-Santé. Ces accords existent, ils sont bien faits, ils sont praticables mais, parfois, ils sont méconnus (curieusement, car il s'agit quand même d'une loi). Les magistrats ne sont pas toujours au courant des possibilités thérapeutiques après le jugement. Nous pensons que ce serait bien d'évaluer systématiquement la problématique et le risque de récidive des AICS,

avant la guidance ou le traitement.

On a aussi remarqué que le suivi était souvent interrompu entre les différentes phases du parcours judiciaire, par exemple entre l'alternative à la détention préventive, le jugement, la détention, la probation, la libération conditionnelle. Il y a souvent des interruptions de traitement; or ce serait bien qu'il y ait une continuité du suivi pendant tout le parcours du justiciable. Nous recommandons également une réévaluation systématique de l'engagement thérapeutique et la mise à jour du risque de récidive jusqu'à la fin de la contrainte, c'est-à-dire régulièrement, tous les six mois ou tous les ans, pour voir l'effet du traitement.

Pour Bruxelles en particulier, nous manquons d'offre de traitement et de guidance. Il n'y a que deux équipes agréées. Il faudrait donc diversifier l'offre de traitements à Bruxelles (cela relève du domaine de la santé et de l'aide aux personnes), en cherchant d'autres équipes à agréer et en contribuant, éventuellement, à leur formation et leur supervision. Il faudrait également développer les recherches scientifiques, notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et les assistants de justice. C'est prévu par l'accord de coopération, mais ça n'a pas encore été mis en œuvre.

Nous pensons enfin qu'il faudrait faire de la prévention, parce que les faits de mœurs sont assez méconnus, aussi bien des professionnels que du public. Une meilleure connaissance de cette problématique contribuerait, éventuellement, à une diminution des cas. Il faudrait notamment sensibiliser d'autres professionnels de la santé par des journées d'étude, la diffusion des recherches scientifiques et peut-être aussi inciter d'autres thérapeutes à prendre en charge les auteurs d'infractions à caractère sexuel, ce qui n'est pas évident. Il y a souvent une forme de réticence à traiter les AICS. Il faudra également sensibiliser le public, l'informer pour une meilleure connaissance de la problématique et une meilleure connaissance des ressources judiciaires et psycho-sociales dans les dossiers mœurs.

On demande aussi un petit renforcement des moyens et de personnel afin qu'on puisse assumer nos missions, notamment la recherche scientifique et les demandes de formation, et pour renforcer le partenariat avec tous les intervenants en lien avec le parcours judiciaire des AICS: les magistrats, les services psychosociaux des prisons, les assistants en justice et les équipes thérapeutiques.



La **présidente**: Je vous remercie, madame Janssens, pour cet exposé détaillé qui suscitera aussi, j'imagine, de nombreuses questions, comme les trois autres. Je vais laisser la parole à l'ensemble de mes collègues.

Bien entendu, vous pouvez répondre tous les trois à une même question, parce que vous avez une expérience et une expertise particulières. C'est à vous de décider ensuite.

**Daphné Dumery** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik dank alle sprekers voor hun heldere uiteenzetting. Ik heb twee vragen voor professor Cosyns.

U heeft het over het spreekrecht voor zorgverleners die met daders bezig zijn. U bent daar tamelijk summier over geweest, maar ik zou daar graag wat meer over weten. U doet ons eigenlijk een zeer belangrijke aanbeveling. Vanwaar denkt u dat de noodzaak er is voor een spreekrecht voor deze zorgverleners? Ik kan het mij wel voorstellen, maar ik zou het van u toch wel willen horen.

Een tweede vraag gaat meer over de cijfers, maar dat hebben de andere sprekers ook wel aangehaald. U hebt het over daders met één slachtoffer en daders met meerdere slachtoffers. Wanneer het gaat over daders met één slachtoffer, vermoed ik dat het dan gaat om meerdere feiten met één slachtoffer. Zijn er ook daders met één slachtoffer en één feit die het daarbij dan houden? Of hebt u er ervaring mee, of meer zicht op, of het meestal gaat om daders met één slachtoffer en meerdere feiten?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw uiteenzetting. Wij zijn altijd op zoek naar interessant cijfermateriaal. Professor Cosyns, wij hebben recidivecijfers gekregen, wat de Franse Gemeenschap betreft, maar ik weet niet of u zicht hebt op de slaagpercentages van behandelingen en cijfers over recidive? Dezelfde vraag zou ik ook willen stellen aan de mensen uit Brussel. Hebt u cijfers daarover? Wanneer men bijvoorbeeld de chemische castratie toepast, ziet men dan een verschil in slaagkansen of recidivecijfers?

Bestaan er ook wachtlijsten bij jullie? Kunnen jullie voldoende snel mensen behandelen wanneer zij doorgestuurd worden of kan het zijn dat de daders vrij lang moeten wachten? Wat zijn, in voorkomend geval, jullie suggesties om die wachttijden weg te werken? Welke extra capaciteit zou noodzakelijk zijn om aan die vraag te

voldoen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Je vous remercie pour votre participation à nos travaux.

On commence à comprendre l'aide thérapeutique pendant le parcours judiciaire des abuseurs, avec l'intérêt de ceux-ci en matière de sursis probatoire, d'alternatives à la détention préventive.

Que se passe-t-il une fois que ce parcours judiciaire est terminé? Quel est le risque encouru par la société? Avez-vous eu à gérer des cas de récidive après traitement, une fois que ces personnes qui vous avaient été confiées avaient quitté le milieu judiciaire et le milieu du soin et de l'aide? Avez-vous l'une ou l'autre idée à soumettre à la commission en ce qui concerne l'accompagnement de ces potentiels récidivistes au-delà de leur parcours judiciaire?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Op mijn beurt wil ik alle sprekers danken en hen de volgende vraag stellen.

Er werden ons reeds cijfers meegedeeld over recidive met betrekking tot pedofilie die, in tegenstelling tot wat ik persoonlijk verwachtte, eerder laag zijn. In de uiteenzetting van professor Cosyns heb ik een zekere nuance gehoord wanneer hij het heeft over terugval. Wanneer wij het over cijfers hebben, neem ik aan dat er een onderscheid te maken is tussen recidive van iemand die strafrechtelijk werd vervolgd en veroordeeld en van iemand waarvan u tijdens een behandeling aanwijzingen hebt van een terugvalgedrag. Ik neem aan dat de cijfers daarvan niet opgenomen zijn in de recidivecijfers. Kunt u daarover wat meer duidelijkheid geven?

Ik wil een tweede vraag stellen aan mevrouw Janssens. Een van de vorige sprekers, dokter Adam, deelde ons mee dat het voor een juiste doorverwijzing naar een juiste behandelingswijze belangrijk is dat er een prebehandeling zou zijn, of dat het, wanneer iemand wordt behandeld, vaak een zestal maanden duurt om de juiste behandelingswijze aan te kunnen geven. Als ik u uw werking hoor beschrijven, zegt u dat u iemand niet behandelt, maar begeleidt naar het juiste traject. Hoe kunt u dat doen wanneer u zo weinig gegevens hebt over de patiënt? Is dat dan geen verloren werk? Ik verontschuldig mij voor mijn kritische vraagstelling, maar in welke mate kan uw werk nuttig zijn als u, zonder de patiënt in behandeling te nemen, op dat ogenblik al een aanbeveling moet formuleren omtrent de wijze waarop de betrokkene wordt behandeld?

In dezelfde zin wil ik aan alle sprekers het volgende vragen. Het gaat hier niet over een residentiële behandeling, maar over mensen die eerder een gevangenisstraf hebben uitgezeten of die in voorlopige hechtenis hebben verbleven. Hoe gaat men om met de doorstroming van die gegevens?

Is er opvolging van het dossier, of starten jullie telkens opnieuw van nul? Iemand is behandeld in de gevangenis of begeleid in de gevangenis, hij verlaat de gevangenis en wordt dan door jullie verder opgevolgd. Is er dan doorstroming van de gegevens of is dat werkelijk opnieuw een dossier opstarten op basis van de gegevens die u door de opdrachtgever worden overgemaakt en die eigenlijk eerder administratieve gegevens zijn, neem ik aan? Hoe gaan jullie daar met die informatiestroom om?

**Bert Schoofs** (VB): Mevrouw de voorzitter, dames en heren sprekers, ik heb vragen die u alledrie kunt beantwoorden.

Mijnheer de professor Cosyns, mijn eerste vraag is misschien eerder voor u. Ze gaat over de chemische castratie. Misschien werd ze reeds gesteld, want ik was even weg. Hoe wordt het feit dat er te weinig gebruik van wordt gemaakt bedoeld? Zijn er werkelijk mensen die hervallen of die niet genezen omdat dit te weinig wordt aangewend? Is dat een significant cijfer? Of is daarover significante informatie beschikbaar?

Wat is de huidige stand van zaken in de wetenschap? Nu heeft men toch blijkbaar medicijnen, sedert de jaren '70. In hoeverre wordt de huidige stand van zaken op het vlak van neurobiologie, neurofysiologie, genetica en dergelijke betrokken bij de allernieuwste trends van onderzoek naar daders?

Ten tweede, krijgt u vaak vragen van gerechtelijke diensten met betrekking tot uw expertise en uw ervaringen? Doet men eventueel vaak een beroep op uw diensten, bijvoorbeeld voor het opstellen van daderprofielen, om bepaalde pathologieën beter te kunnen begrijpen? Ik denk dan bijvoorbeeld aan de databank ViCLAS, die speciaal gericht is op daders van zware, agressieve of seksuele misdrijven, waar men toch allerhande informatie verzamelt nopens zeer zware gevallen. Het gaat dan echt wel over de zware en vaak onverbeterlijke daderprofielen. Kunt u bepaalde informatie geven aan het gerecht?

Hebt u misschien het gevoel dat er vanuit de gerechtelijke wereld iets te weinig een beroep gedaan wordt op datgene dat u aan informatie verzamelt dankzij uw ervaring?

Hoe zit het met het verstrekken van opleiding aan speurders, aan profilers? Profilers maken de laatste jaren opgeld en tien jaar geleden waren zij nog nauwelijks bekend.

La **présidente**: Je vais clôturer ce premier tour de questions en rebondissant sur la question posée par Mme Van Cauter.

La question est posée aux trois centres mais, dans les recommandations du CAB, il y a le problème d'interruption de traitement.

Il serait intéressant d'avoir des chiffres détaillés pour les trois centres, sur base de qui envoie, à quel acteur judiciaire, à quel moment de la procédure, etc. Peut-être se trouvent-ils déjà dans vos rapports et qu'il suffirait de regarder l'ensemble des rapports.

Selon vos chiffres, on voit que, déjà sous détention préventive, il y a possibilité de traitement et que, apparemment, c'est fortement utilisé à Bruxelles par les juges d'instruction bruxellois. Puis, c'est vrai que la personne pourrait être condamnée et qu'elle rentre en prison. Si j'ai bien compris, elle n'a plus de traitement. Puis elle sort, etc.

J'aimerais savoir puisqu'il y a un problème de suivi dans tous ces acteurs judiciaires durant toute cette période, ces séquences judiciaires, si vous avez des propositions. J'entends bien le suivi, mais seriez-vous d'accord d'avoir, par exemple, des thérapies en prison?

Le questionnement, c'est: est-ce qu'une personne qui a eu une thérapie en détention préventive, qui a donc eu une alternative à la détention préventive parce qu'elle allait en thérapie, puis qui est condamnée à une peine de prison – cela peut arriver –, qui rentre en prison, qui arrête donc sa thérapie, est-ce qu'on pourrait continuer simplement la thérapie en prison?

C'est un questionnement: il s'agirait de ne pas donner d'arrêt au traitement et pour qu'à la sortie de prison, la personne soit sans doute mieux traitée et mieux préparée que d'autres qui n'auraient rien reçu en prison. C'est une question que je me pose par rapport à une de vos recommandations. Avec toute la question de l'aide contrainte, de l'injonction thérapeutique et des

possibilités thérapeutiques en prison.

Vous parliez aussi, monsieur Pihet, de la problématique d'abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité, ce qui nous concerne ici, peu importe le type de relation d'autorité.

Vous avez fait une remarque à la fin en disant que vous aviez suivi dix cas en 2010, et que vous remarquiez – est-ce une observation réelle ou une impression – qu'en cas de relation d'autorité et dans le cadre d'institutions, on essaie d'abord de régler cela entre soi, c'est-à-dire on va vers la direction, la direction parle à l'abuseur ou parle à la victime avant de parler. On ne va pas spécialement vers la justice.

Est-ce que, dans les dix cas que vous suiviez, il y a eu ce processus où il y a d'abord eu un règlement en interne avant de dénoncer les faits à la justice, simplement pour la notoriété de l'institution? Je ne sais pas si vous pouvez me répondre ou pas.

Je vais abuser en posant une dernière question sur un chiffre. Dans un tableau Excel du CAB, vous mentionnez un "lien auteur-victime" dont une catégorie est "connu sans lien de parenté": cela implique-t-il l'absence de relation d'autorité dans le cadre professionnel, telle que définie par M. Pihet, dans le sport, à l'école ou ailleurs? Et s'il y en a, au contraire, de quelle sorte?

Vous répondez comme vous l'entendez, vous pouvez compléter les réponses de vos prédécesseurs. On peut procéder dans l'ordre des exposés.

**Paul Cosyns:** Mevrouw de voorzitter, antwoord ik eerst op de vragen die u hebt gesteld of wat is de gang van zaken? Er zijn veel vragen gesteld. Ik zal beginnen met het volgende.

U vermeldt de pretherapie. Wat kan er in de gevangenis worden gedaan? Wij hebben op vraag van het gevangeniswezen indertijd een monografie geschreven over wat in de gevangenis kan worden gedaan. Ik bedoel daarmee pretherapie. Dat wil zeggen dat de mensen kunnen worden voorbereid op het feit dat zij, de dag dat zij de gevangenis verlaten, iets kunnen ondernemen. In feite gaat het over het bevorderen van de motivatie bij zij die in de gevangenis verblijven, om hen voor te bereiden op het volgen van een behandeling de dag dat zij de gevangenis verlaten.

Dat gebeurt weinig in de gevangenissen, omdat

de noden van de gevangenen zo groot zijn dat de er aanwezige zorgteams niet weten waarmee juist te beginnen. Ik heb er geen goed zicht op, maar er gebeurt naar mijn aanvoelen weinig op dat vlak.

Er is ook een vraag gesteld naar de informatie die de behandelaar of zorgverlener vanuit de gevangenis krijgt. Dergelijke informatieverstrekking is doorheen de jaren enorm verbeterd. De psychosociale dienst maakt een verslag. Wij krijgen een verslag van de psychosociale diensten. Hun verslagen zijn, eerlijk gezegd, over het algemeen heel goed gestoffeerd en zeer volledig. Wij krijgen van hen echt goede informatie. Dat moet ik eerlijk zeggen.

Zulks was niet het geval in de jaren negentig, toen ik ben begonnen. Wanneer ik kijk naar de verslagen die wij nu krijgen, moet ik eerlijk toegeven dat de informatie van de psychosociale diensten heel positief is. Die informatie stroomt dus wel door.

Voor de mensen in de gevangenis is het vooral een kwestie van hun motivatie te bevorderen, hen voor te bereiden en hen te motiveren om iets te ondernemen de dag dat zij de gevangenis verlaten.

Er is evenwel een probleem dat wij opmerken binnen het gevangeniswezen. Steeds meer seksuele delinquenten zitten hun straf tot het einde uit en kiezen ervoor om niet op voorhand te worden vrijgelaten. Het is hun eigen keuze. Zij kiezen er niet voor. Zij zitten hun straf tot het einde uit, met de bedoeling dat het dan voor hen gedaan is en er geen opvolging komt. Zij hebben in hun ogen dus betaald, want hun straf uitgezeten. Daartussen zijn er af en toe problematische gevallen. Dat moet ik toegeven. Ik heb er geen algemeen zicht op, maar ik ben wel al gevallen tegengekomen waarbij een en ander in mijn ogen niet verantwoord is. Dat is een probleem dat in ons land bestaat en dat niet direct zal zijn opgelost.

**Bruno Valkeniers (VB):** U zegt dat er een aantal problematische gevallen tussen zit, maar u hebt dus geen cijfers of indicaties van degenen die weigeren om inspanningen te doen om vervroegd vrijgelaten te worden, hun termijn tot het einde uitzitten en daarna hervallen?

**Paul Cosyns:** Daar heb ik dus geen gegevens over. Ik ken incidenteel casussen waarvan ik vind dat het toch problematisch is omdat wij ze eventueel gezien hebben, maar zij weigeren dan

om voorwaardelijk in vrijheid te worden gesteld en zeggen: "Voor de tijd die nog overblijft, ga ik tot het einde." Ik heb geen globaal zicht op die populatie. Daar kan ik dus niet op antwoorden.

**La présidente:** Professeur Cosyns, nous avons demandé des chiffres à l'administration pénitentiaire sur les personnes qui demandaient d'aller en bout de peine et qui refusaient la libération conditionnelle.

**Paul Cosyns:** Er zijn vragen ook gesteld over recidive. Ik weet niet welk vooroordeel u had over recidiven en hoeveel er zijn. Ik kan wel zeggen – dat is gezegd, de studies, we zijn daar toch nogal goed over gedocumenteerd. Dus ik heb hier studies van 2004-2005: 95 studies over 31 000 seksuele delinquenten. Er is een terugvalcijfer van seksuele delinquentie, want men moet een onderscheid maken terugval in seksuele delicten of in andere delicten, dus voor seksuele delicten is de terugval 13,7 % na 5 jaar. Dat is het cijfer dat men gewoonlijk wel terugvindt.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Spreekt u dan over (...) mensen in uw praktijk van dewelke u weet dat er een terugval is? Want dat is een groot verschil.

**Paul Cosyns:** Nee, dat zijn mensen die veroordeeld geweest zijn, vrijgelaten en dan terug hervallen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dus veroordeeld, vrijgelaten en strafrechtelijk vaststelling gebeurt dat er opnieuw dezelfde feiten zijn?

**Paul Cosyns:** Ja, absoluut.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat is één categorie. Maar daarnaast kan ik mij inbeelden dat er dossiers zijn waarbij u een seksuele delinquent in therapie hebt en dat er een terugval is, maar dat er niet noodzakelijk een vaststelling is door justitie.

**Paul Cosyns:** Ja, dat is juist.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat was mijn vraag.

**Paul Cosyns:** Als zorgverlener, als tijdens de behandeling opnieuw risicosituaties dreigende zijn of in feite gebeuren, dan is dat natuurlijk een probleem. Dat is een zwaar probleem. Dat wil dus zeggen dat de veiligheidsmaatregelen een beetje hoger moeten worden gesteld. Dat moet onderzocht worden. Dus inderdaad, terugval tijdens de behandeling is een probleem dat we

dan speciaal aanpakken.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U pakt dat speciaal aan. Wat de cijfers betreft, zitten die gevallen niet in de recidivecijfers, dus dat heb ik goed gehoord. Maar, twee, hoe pakt u dat dan speciaal aan? Is er nog altijd een melding naar justitie? Of naar de opdrachtgever – ik zal het zo zeggen? Is er altijd een melding en wat doet u dan specifiek om erger te voorkomen?

**Paul Cosyns:** Ik zal heel kort antwoorden. Wat wij aan justitie doorgeven of naar buiten brengen, dat zijn dan de noodtoestanden. Dat is natuurlijk een populatie met een hoog risico eventueel, en dus het is ons al voorgekomen dat wij casussen, dat wij de betrokkenen verwittigen dat we daarmee eigenlijk wel naar de justitieassistent zullen gaan. Ofwel, als wij vinden dat het toch dringender is, dat wij direct de procureur verwittigen. Dus dat gebeurt. Dat gebeurt niet frequent, maar als men zo'n populatie behandelt, moet men klaar zijn om dat eventueel te overwegen. Dat zijn de noodtoestanden.

Buiten die noodtoestanden geven wij eigenlijk niets door. Als ik evenwel op een zeker ogenblik denk dat er bijvoorbeeld met medicatie moet worden begonnen omdat het niet gaat, omdat we de drang ergens moeten kunnen couperen, dan zal ik dat ook zeggen. Als de betrokkene dat eventueel weigert, dan zal ik dat wel melden aan de justitieassistent en aan Justitie. In de context vind ik dan dat voor een veilige opvolging van die bepaalde persoon in de maatschappij de condities niet aanwezig zijn. Ik zal daar eventueel bijzeggen dat ik vind dat er medicatie toegediend moet worden en dat de betrokkene dat weigert. Dan wordt hij geroepen door de commissie voorwaardelijke invrijheidsstelling. Die commissie, of de strafuitvoeringsrechtbank, zal dan met de betrokkene spreken.

**Bernard Pihet:** Je voulais ajouter que, dans la situation des AICS que l'on suit, quand un AICS est en traitement et qu'une récidive intervient, il y a une nouvelle condamnation, il y a une nouvelle inculpation qui naît. Quand, chez moi, il y a une récidive en cours de traitement, c'est toujours une nouvelle condamnation. La révocation n'intervient que quand une condition de la libération n'est pas respectée, mais un nouveau délit a toujours comme effet une nouvelle condamnation. Ils sont dans les chiffres de rechute, de mon point de vue. Je voulais apporter cet élément.

Par ailleurs, peut-être sur le même sujet, par rapport à la question de madame, tout à l'heure: le

chiffre paraît bas. En effet, il faut lutter contre certains clichés. Il faut aller vers la connaissance scientifique. Mais, là où vous avez raison, c'est que nous avons une récidive criminelle générale autour de 30-35 %. La récidive sexuelle est de moitié: environ 15%. Mais il faut dire que c'est une moyenne. Et donc, il faut peut-être examiner avec sérieux, à l'intérieur de la moyenne. Une moyenne, c'est un mélange. Mais nous n'avons pas tellement une courbe de Gauss. Vous connaissez les courbes de Gauss où l'on a la grande majorité au centre. Mon expérience montre que c'est plutôt une courbe comme ça.

En effet, on a une certaine importance de la population en intrafamilial qui dépasse notamment les 50-60 %, où le taux de récidive est encore plus bas: vers 5 %. Par contre, à l'autre extrême, on a la situation des pédophiles fixés qui ont, en plus des critères criminologiques, de grandes carrières délictueuses ou de profils pervers ou psychopathiques. Et là, nous avons des pourcentages de récidive très élevés. Il n'y a pas d'homogénéité. Ce n'est pas tout le monde à 15 %. Il y a une grande différence à l'intérieur de la population. Et je dirais que la grande difficulté, pour les experts et pour le tribunal *in fine*, c'est de savoir à qui on a affaire: à celui qui est dans une probabilité de haute ou de faible récidive.

Quand nous faisons des expertises, nous accordons beaucoup d'importance à l'examen précis de cette chose, y compris quand nous commençons des traitements, de savoir sur quels paramètres nous devons nous appuyer – justement, en évaluant ce risque-là.

**Paul Cosyns:** Ik wil er het volgende aan toevoegen.

U moet heel goed beseffen dat het een heterogene populatie is. Dus dé seksuele delinquent bestaat niet, net zoals dé pedofiel niet bestaat. Het is een erg heterogene populatie. De meeste gevallen zijn intrafamiliaal incest. Heteroseksuele intrafamiliale incest is het meest gunstig, met een terugval van 3 % op lange termijn, wat heel laag is. Homoseksuele intrafamiliale incest is erger. Homoseksuele pedofielen hebben een slechtere prognose dan heteroseksuele pedofielen.

Wij weten dat al vooraleer wij beginnen. Wanneer het een homoseksuele pedofiel betreft, weten wij dat wij moeten opletten, omdat de risico's groter zijn. Voor een verkrachter ligt het terugvalpercentage hoger dan de genoemde 15 %.

Het volgende interesseert u minder, omdat het niet om minderjarigen gaat. Voor de exhibitionisten bedraagt het terugvalpercentage echter 70 %, wat het maximum is van wat wij kennen. Dat is dus ongelooflijk. Ter zake hebben wij te maken met het fenomeen van *impulse dyscontrol* en drang, die op een karikaturale wijze onbeheersbaar is.

Daarmee wil ik aangeven dat het een heterogeen publiek is. Wij kunnen dus niet stellen dat voor alle gevallen één bepaalde maatregel naar voren kan worden geschoven.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik hoor de heer Pihet verklaren dat het onder meer om die reden van belang is om een heel grondige analyse van het dossier te maken, teneinde tot een therapeutische oriëntatie te komen en risico's in te schatten.

Ik kom nu bij de vraag die ik daarstraks al heb gesteld. Hoe kan dan voorafgaandelijk via enige pretherapie iemand naar een zekere therapie worden georiënteerd? Hoe kunnen dan aldus de risico's worden ingeschat?

Dat is de vraag die ik eigenlijk aan mevrouw Janssens heb gesteld.

**La présidente:** Madame Van Cauter, on n'a pas fini de répondre aux questions, il n'y en a qu'un qui a répondu. Nous allons donc laisser parler les experts.

**Paul Cosyns:** Ik wou nog even ingaan op de vraag over de medicatie en de hormonale behandelingen. Het is belangrijk om te weten dat met de hormonale behandeling van het type Salvacyl – ik mag dat product noemen, want in België is er maar een dat daarvoor beschikbaar is, er is geen concurrentie – het terugvalcijfer uitzonderlijk laag is. Dat zijn de laagste cijfers. Die kan men niet halen met een psychosociale begeleiding.

Wij kennen de literatuur over heelkundige castraties al sinds de periode tussen de Eerste en de Tweede Wereldoorlog. Die gebeurden niet direct in België. Hier hebben wij dat nooit gedaan, maar er zijn veel studies gemaakt tussen de Eerste en de Tweede Wereldoorlog. Men kent de heelkundige castraties van seksuele delinquenten. Op basis van die kennis en ervaring is men medicatie gaan gebruiken die niet voor seksuele delinquenten, maar voor prostaatlijders ontwikkeld werd. Het gaat over medicatie tegen

prostaatkanker. Dat is een kanker die gevoelig is voor het mannelijke hormoon. Men blokkeert dat systeem. Daar gaat het om.

Wij hebben wel problemen met het wetenschappelijk onderzoek daarover, omdat er veel kleinschalige studies zijn. U zult best begrijpen dat het heel moeilijk is om wetenschappelijk verantwoord methodologisch te werk te gaan. Men kan moeilijk 50 verkrachters met behandeling en 50 verkrachters zonder behandeling gaan vergelijken op basis van het aantal slachtoffers dat zij in de komende vijf jaar zullen maken. Er is geen ethische commissie die dat kan aanvaarden. Men moet dus andere systemen vinden om onderzoek daarnaar te doen.

Er zijn wel mogelijkheden. Ik zal daar niet op ingaan, maar men kan eventueel nagaan wat de frequentie was van feiten die gepleegd zijn vóór men opgesloten werd en wat de frequentie is van de feiten die men nadien pleegt. Het is echter een feit dat de terugvalcijfers bijzonder laag zijn. Er zijn nog maar twee landen die op dit ogenblik heelkundige castratie toelaten, namelijk Duitsland en de Verenigde Staten. Het is een zeer lage frequentie. De medicatie die men daarvoor heeft, is een spuit om de drie maanden.

Het probleem met andere medicatie die wij sinds de jaren '70 hebben, is dat men die oraal moet innemen. Dat is niet zo zeker. Men kan wel zien of men het volgt of niet. Een bloedafname toont duidelijk aan of men al dan niet de behandeling volgt. Die medicatie bestaat ook in een inspuitsbare vorm, maar niet in België, omdat de firma geen prijs gekregen heeft die voor haar voldeed.

La **présidente**: Vous dites que ce n'est autorisé qu'aux États-Unis et en Allemagne. Ici, si un délinquant sexuel demande un traitement, peut-on le lui fournir?

**Paul Cosyns**: J'ai dit que la castration chirurgicale se faisait uniquement dans ces deux pays. J'ai connu un détenu qui m'a demandé un traitement chirurgical mais nous ne le faisons pas en Belgique, pour des raisons éthiques.

La **présidente**: Je pensais à la castration chimique.

**Paul Cosyns**: Il n'y a pas de problème pour la castration chimique.

La **présidente**: Même quand il s'agit d'injections?

**Paul Cosyns**: On propose ce traitement mais le

patient doit être d'accord. Il doit recevoir l'information. Nous devons appliquer la loi concernant les droits des patients. Quand nous prescrivons un médicament, nous devons donner des informations. Si j'estime que ce type de traitement est nécessaire pour pouvoir suivre le patient en ambulatoire dans la communauté et que le patient le refuse, je refuse de le suivre.

La **présidente**: Vous donnez alors un avis négatif au juge du tribunal d'application des peines.

**Paul Cosyns**: Et j'explique la raison au juge, en lui suggérant de convaincre l'intéressé de suivre le traitement.

**Bert Schoofs** (VB): U hebt daar nog geen cijfers over, professor? Het is blijkbaar spectaculair. Het middel helpt goed, beter dan vroeger, maar u hebt nog geen zicht op het globale beeld, op het aantal mensen dat u behandeld hebt? Helpt het bij alle mannen of zijn er bij wie het middel niet werkt? Welke zijn eventuele bijwerkingen? Ik veronderstel dat zij daar ook over ingelicht moeten worden, want het heeft wellicht een implicatie op heel het lichamelijke gestel.

**Paul Cosyns**: Dat is juist, maar ik zou zeggen dat het wel onderzocht is in de literatuur. Er is een publicatie van 2010. Ik kan ze u doorgeven. Het is wel 54 bladzijden, maar alle wetenschappelijke gegevens staan erin. Men heeft gegevens. Absoluut. Daar is geen twijfel over. Men heeft gegevens daarover. Absoluut.

**Bert Schoofs** (VB): (...) (zonder micro).

**Paul Cosyns**: Ja, van degenen die via internet testosteron bestellen en extra nemen. Dat is ook al... Maar ik kan u zeggen dat wij daar ook iets tegen hebben. Wij kunnen dat ook voorkomen als het nodig is. Dat is stap 6 van het algoritme.

**Bert Schoofs** (VB): Kunnen de documenten misschien worden opgevraagd bij de professor?

La **présidente**: Je vais demander à M. Cosyns de transmettre l'article par internet. Nous l'enverrons à tous les commissaires.

**Michèle Janssens**: Je vais d'abord répondre à votre question sur le tableau Excel. Chaque fois, dans la petite colonne de droite, j'ai indiqué "mineur" ou "majeur". Comme les auteurs d'infractions à caractère sexuel sont majeurs, dès qu'il y a une infraction sur un mineur, il s'agit d'un abus sexuel. S'il y a une différence d'âge, s'il y a un mineur, il s'agit d'un abus sexuel. Quand

l'infraction se fait sur un majeur, cela ne s'appelle plus abus mais "violences" ou "agression". Quant à la relation d'autorité, dans la catégorie "connu sans lien de parenté", sur 17 viols, il y a 11 mineurs, ce qui implique nécessairement une relation d'autorité, puisqu'il s'agit d'un auteur adulte et d'une victime enfant. Idem pour les attentats à la pudeur: si c'est un adulte vis-à-vis d'un mineur, c'est forcément dans une relation d'autorité. Il ne s'agit pas nécessairement d'une autorité institutionnelle.

La **présidente**: C'est ce que je vous demandais: s'il s'agissait d'abus dans le sport, à l'école.

**Aziz Harti**: Disons qu'il y a toujours une ascendance mais on n'a pas précisé quel type d'ascendance. De toute façon, c'est toujours la commission des faits; c'est par exemple dans une piscine où l'adulte est censé apprendre la natation au mineur. Il y a toujours une ascendance mais pas forcément un lien d'autorité, bien qu'il y ait une influence de l'adulte sur le mineur, de toute façon.

**Michèle Janssens**: Quant au parcours du justiciable, à Bruxelles, on a pas mal de demandes pour l'alternative à la détention préventive mais ce n'est pas pour autant qu'un traitement est indiqué dans ce cas-là car le justiciable est présumé innocent et qu'il est en train de préparer sa défense. Souvent, il ne reconnaît pas les faits. Si la personne ne reconnaît pas les faits, il est très difficile de lui proposer un traitement.

Si la personne ne reconnaît pas du tout les faits et est en désaccord total avec ce qu'on lui reproche, on ne va pas proposer une orientation thérapeutique parce qu'elle est encore présumée innocente et cela irait en contradiction avec la défense qu'elle est occupée à organiser avec son avocat.

Donc, il arrive qu'on fasse un avis d'orientation où on préconise qu'il n'y a pas de traitement possible à ce moment. C'est assez fréquent en alternative à la détention préventive, si la personne ne reconnaît pas les faits.

Si par contre, la personne est en demande d'un traitement. Si elle dit "oui, je reconnais une difficulté; oui, je reconnais une souffrance; oui je ne parviens pas; oui j'ai commis les faits, je voudrais de l'aide", à ce moment, on va l'orienter. Donc, les cas de non-orientation sont beaucoup plus fréquents en alternative à la détention préventive puisque la personne est encore en train de se défendre. Au niveau d'un traitement

éventuel, elle va aussi organiser son... C'est une démarche complètement différente de se faire soigner pour quelque chose que de se défendre par rapport à des faits reprochés.

En ce qui concerne l'ADP, c'est donc assez difficile de proposer un traitement.

**Aziz Harti**: C'est effectivement à nuancer. Pour tout ce qui est ADP, parfois il y a des personnes qui reconnaissent les faits et qui sont prêtes à entamer une thérapie. Nous pensons qu'à ce moment, c'est propice pour qu'elles entament cette thérapie. Il ne faut pas les laisser jusqu'au jugement.

Le problème qui se pose parfois c'est que la mise en liberté sous condition est de trois mois renouvelables mais à un moment donné, il y a une suspension de ces conditions. La personne n'est plus sous injonction judiciaire. C'est cette période-là pendant laquelle nous ne sommes de toute façon plus mandatés et la personne pourrait elle-même suspendre son traitement. Parfois cela peut prendre plusieurs mois, voire plusieurs années avant de revoir la personne jugée. C'est cela qu'on rencontre parfois dans le parcours de ces justiciables. Ils viennent après, quand ils sentent qu'ils vont être jugés, ils vont chercher un thérapeute, le premier qu'il rencontre, qu'ils verront sur les pages jaunes et ils viendront avec. Cela nous pose problème dans la mesure où on se demande si on valide ce suivi. On n'est pas là pour évaluer le travail non plus mais pour évaluer l'investissement du patient dans son traitement. Il y a encore d'autres nuances mais je dirais juste qu'il y a une discontinuité de soins qui nous pose problème.

Ils ne seront pas forcément incarcérés, vu la surpopulation carcérale.

La **présidente**: Monsieur Harti, j'essaie de vous suivre. Vous dites qu'avec la nouvelle loi sur la détention préventive, les conditions ne valent que pour trois mois et que, si elles ne sont pas renouvelées par le juge, elles deviennent caduques. Dans la pratique, il arrive souvent que le juge ne les renouvelle pas. De ce fait, les conditions n'existant plus, une personne peut mettre fin unilatéralement à une thérapie tout en respectant la loi. Vu l'arriéré judiciaire à Bruxelles, puisque l'on parle de Bruxelles, la personne arrête parfois son traitement pendant un an et demi, avant de passer devant le tribunal et, la veille de son audience au tribunal, elle fait vite vite appel à un thérapeute pour montrer au juge sa bonne volonté. C'est cette interruption-là qui pose

problème. Comme vous n'êtes plus sous mandat, vous ne pouvez rien imposer à la personne, l'assistant de justice non plus d'ailleurs. C'est une responsabilité du juge d'instruction. Est-ce bien cela?

**Aziz Harti:** Exactement!

La **présidente:** Avez-vous également la même expérience en Flandre et en Wallonie?

**Paul Cosyns:** Ik kan daar het volgende op zeggen. Als wij mensen zien vrij onder voorwaarden, dus gestuurd door de onderzoeksrechter, zijn we niet zo veeleisend dat ze de feiten moeten erkennen waarvoor ze vervolgd worden. Ze moeten wel erkennen dat ze een seksueel probleem hebben, zodat we een ingangspoort hebben voor de behandeling.

Er is dus een seksueel probleem en dan kan men starten. Als de persoon hardnekkig weigert en zegt dat het om een vergissing gaat en dat hij onschuldig is, dan zeg ik die persoon dat hij een goede advocaat moet nemen. Op dat ogenblik is de behandelaar uit de circulatie en wachten wij tot de rechter zich uitgesproken heeft.

Het is misschien toch van belang om iets goed te beseffen inzake de behandeling onder dwang. Wij zien de mensen die door justitie verwezen zijn. Zij gaan akkoord met de behandeling maar eerlijk gezegd hebben ze niet veel keuze. Ze kunnen wel neen zeggen maar dan staat hen nog erger te wachten.

Globaal gezien zijn er wel positieve aspecten verbonden aan de behandeling onder dwang. Ik zie er bijvoorbeeld twee. Een eerste dat wij absoluut gebruiken, is dat, eens de rechter zich uitgesproken heeft en wij de betrokkene zien voor behandeling, wij altijd zeggen dat de feiten bewezen zijn en dat men bij de behandelaar niet opnieuw een pleidooi moet gaan voeren om te zeggen dat het maar zus en zo was en dat men alleen ja heeft gezegd omdat men door de politie bij de ondervraging onder druk werd gezet. Wij zeggen dat de rechter en dus ook de maatschappij zich heeft uitgesproken en dat de feiten vaststaan. Wij zullen daar later misschien met hem over praten, maar wij vertrekken vanuit het feit dat dit inderdaad zo is. Dat maakt het voor ons wel gemakkelijker.

Een tweede punt dat positief is bij de mensen die men onder dwang behandelt, als ik die vergelijk met diegenen die niet door justitie verwezen worden, is dat men een psychotherapeutische

behandeling volgt die een proces is en waarin altijd moeilijke momenten zullen zijn. Die moeilijke momenten in de therapie zelf hebben het gevaar dat de mensen op dat ogenblik afhaken en stoppen met de behandeling. Het voordeel van een verplichting is dat de mensen in die moeilijke momenten toch blijven doorgaan tot ze door die moeilijke periode heen zijn. Dat is wel het positieve. Wij weten uit onderzoek immers ook dat diegenen die in behandeling gaan en tijdens de behandeling afhaken, de slechtste prognose hebben. De beste prognose is voor diegene die het hele proces doormaakt.

**Bernard Pihet:** Plusieurs questions tournent autour du traitement, du pré-traitement et de l'après traitement, donc de la continuité dans le traitement.

Par rapport à la question relative à ce qu'avait dit M. Adam, je pense en effet qu'une phase de pré-traitement est nécessaire. Ce pré-traitement, on l'appelle parfois aussi une phase de motivation, c'est parfois une phase d'examen: quelle est la problématique?

J'attire l'attention sur le fait que traitement ne signifie pas toujours traitement médical, ce n'est pas toujours un traitement de psychothérapie. On ne sait pas toujours exactement au départ ce qu'il faut faire. Parce que les problématiques sont extrêmement diverses.

Est-ce que les pédophiles sont tous malades? Non. Il faut savoir que certains ont un trouble mental, mais beaucoup n'en ont pas. Certaines personnes ont un profil plutôt déviant sur le plan sexuel, certaines ont un profil plutôt criminel et disent: la loi, tant pis, je prends du plaisir. Mais certains sont plutôt malades et déficients et ont du mal de réaliser leur vie. Nous avons aussi des profils conjugués.

Il faut donc savoir si, en effet, nous devons aider la personne à dépasser son handicap, son dysfonctionnement, son inaptitude ou, au contraire, faudra-t-il travailler avec un délinquant qui est un grand transgresseur et lui dire: finalement, puisque tu veux le maximum de plaisir, est-ce que c'est en transgressant que tu vas l'obtenir?

Je dois dire que, sexuellement, c'est assez facile pour moi de prouver qu'un acte sexuel non transgressif est certainement plus enrichissant qu'un acte sexuel transgressif. Je n'y arriverai peut-être pas sur le plan financier, dans les délinquances financières. Mais sur le plan sexuel,



c'est assez simple.

Puis, nous avons parfois des problèmes de déviations sexuelles. Des gens arrivent à l'âge adulte avec une nature sexuelle telle qu'il faut bien qu'ils l'assument.

On dit "thérapie", mais, pour moi, il n'y a vraiment pas d'identité entre thérapie et traitement. Pour moi, traitement, c'est simplement dire: oui, vous avez une attirance sexuelle très fixée pour l'enfant; qu'est-ce que vous allez faire avec ça puisque vous ne pourrez jamais toucher l'enfant?

Il faut donc qu'il accepte qu'il en ait, puis faire un aménagement de sa vie. Ce n'est pas à proprement parler une thérapie qui changera quelque chose à ce qu'il est. C'est une thérapie qui va l'accompagner à trouver un chemin de vie pour réaliser son être particulier.

Nous avons fait ça avec des malades chroniques, nous avons fait ça avec des homosexuels qui n'aimaient pas être homosexuels. On ne sait pas changer grand-chose, mais il y a moyen d'arranger sa vie pour vivre avec ce qu'on est. Avec des délinquants, on a des thérapies, des traitements plutôt criminologiques. Enfin, bref!

Le pré-traitement, c'est plutôt ça; c'est voir ce qu'il a comme problème. De deux, que la personne puisse dire: j'ai un problème. Puis on dit: est-ce qu'on va essayer de changer quelque chose? C'est la deuxième phase qui est beaucoup plus le traitement.

Je voudrais dire que, dans la continuité, en effet, il y a sans doute un problème au niveau de la détention préventive. Quand elle dure trois mois, c'est assez court: on prend le contact une ou deux fois, puis ça s'arrête. C'est assez gênant, en effet.

Par contre, la continuité par rapport à la prison, je trouve que c'est moins problématique. En effet, il nous revient que les chiffres des personnes qui vont à fond de peine est assez élevé. Et c'est peut-être plus dû à la façon dont les TAP les traitent que de la manière dont ils voient leur problème.

Il y a un refus de conditionnelle, jusque six mois avant la fin. Il faut être raisonnable. Peut-être ne prend-on pas assez de risques en amont.

Je voudrais dire aussi que trop de traitements, ça nuit. Nous avons des personnes qui commencent le traitement dès l'arrestation et qui, pendant la prison, font deux-trois traitements parallèles. Nous

avons des gens qui arrivent, au bout de 20 ans, à avoir parlé à dix thérapeutes. Ce n'est pas non plus conseillé d'avoir trop de traitements. Et je pense que, pendant la prison - j'ai eu des traitements longs de gens en prison -, ils sont confinés dans une cellule, ils ont le gardien, le voisin, le co-détenu. Leur vie n'est pas une vie ordinaire. Donc, évidemment, ils parlent de quoi? Du mur, de la télévision, de la cantine. C'est une vie excessivement restreinte. Quelqu'un qui reste dix ans en prison n'a pas beaucoup de vie, n'a pas beaucoup d'expériences vécues. C'est donc très difficile de faire un travail.

Il faut savoir que nous avons, en Belgique, un très gros investissement sur le travail ambulatoire en dehors de la prison, mais un travail beaucoup plus faible à l'intérieur. Plus faible qu'au Canada, par exemple. Mais il faut aussi dire qu'en Belgique et en France, nous avons des détentions très, très longues par rapport au Canada, où l'on fait des traitements en prison. La plupart des détentions canadiennes, c'est deux-trois ans; chez nous, c'est sept à dix ans. Comment voulez-vous parler avec un détenu qui est dans une cellule de quatre mètres carrés, pendant dix ans? Et de quoi? Il attend de sortir. Point! C'est parfois très difficile de faire un traitement.

J'ajoute que nous avons été sollicités plusieurs fois par l'administration pénitentiaire pour faire un traitement en prison. Nous avons remis des offres de traitement. C'était d'ailleurs sous forme de cahier de charges, enfin d'une offre de marché public. Et le marché n'a jamais été attribué.

Par ailleurs, je vous donne un scoop: cette année, j'offre aux prisons wallonnes une expérience de traitement gratuite pendant six mois. Pour qui? Justement, à cause de ces fonds de peine. Les fonds de peine: des personnes graves, des personnes qui ont dix ou quinze ans de prison, qui ne peuvent pas avoir de libération sous forme de congé ou de sortie spéciale pour venir en pré-traitement chez nous. Eh bien, j'ai dit: "Nous allons à la prison et nous allons faire un pré-traitement de trois heures par semaine, pendant six mois." Je peux faire ça à l'économie parce que je n'ai pas d'argent: il n'y en a plus. Donc, je fais ça dans une prison avec deux personnes. Et je dis: "Envoyez-moi des détenus de toutes les prisons (Arlon, Iltre, Tournai)... Vous les envoyez à Namur pendant six mois. Et puis, ils retournent faire leur peine après". Entre parenthèses, c'est comme ça qu'on fait au Canada. Nous allons entamer cette expérience au mois d'avril.

Je réserve ça aux gens qui n'auront jamais de

sortie, aux cas les plus difficiles. Et c'est un pré-traitement. C'est la phase intensive. Après, il sera individualisé. Là, c'est un traitement de groupe, toujours pour gagner du temps et de l'argent.

**La présidente:** Avant la problématique des gens qui vont à fond de peine, qui n'auront jamais de congé pour suivre un traitement ou passer par vos centres, il y avait la question de M. Brotcorne.

Je pose la question aux responsables des trois centres. Vous connaissez la population de délinquants sexuels, vous la vivez au quotidien. Vous avez des centaines de cas. Quid des gens qui vont à fond de peine? Que fait-on après?

**Aziz Harti:** S'il est sorti, on ne peut rien faire!

**La présidente:** Et s'il vient vers vous?

**Bernard Pihet:** Le service est ouvert, mais nous sommes en dessous du pour-cent.

Par contre, ceux qui ont commencé un traitement en prison ou pendant une libération conditionnelle ou un congé changent de motivation au fur et à mesure qu'ils viennent. Ils ont une grosse difficulté: ils ont la justice sur le dos. Mais ils se trouvent normaux, ils n'ont pas de problème. Au fur et à mesure du traitement, je vois que les gens nouent des liens avec le thérapeute. Ils ont une façon de parler avec nous, qu'ils n'avaient jamais eue avant dans leur vie. Ils n'ont jamais parlé de leurs émotions personnelles.

Je pense que le fait de contraindre au traitement, c'est vraiment une chance qu'on donne aux personnes de rencontrer quelqu'un d'autre qu'un gardien, qu'un patron, qu'un chef de police, qu'une épouse, qu'un enfant. Elles peuvent trouver une autre manière de parler. Le problème est qu'il faut qu'elles y soient poussées et il faut trois, quatre mois voire un an pour qu'elles y prennent goût. Après, elles se rendent compte que leur vie peut changer.

Le fond de peine est une difficulté mais je ne vois pas ce que nous pouvons faire. Ils sont libres, point! Je n'ai pas d'autre réponse à donner à M. Brotcorne.

**Paul Cosyns:** Ik kan daar misschien nog een zaak aan toevoegen. Wij zien zeer regelmatig mensen die in behandeling zijn en die in behandeling blijven, zelfs al is het gedaan met de juridische dwang die erachter zit. Zij blijven in behandeling en blijven bij ons. Dat is dus wel geregeld.

Het dwangaspect is vooral van belang om aan de behandeling te beginnen, om door te gaan als het moeilijk gaat, maar eens men in behandeling is... Wij zijn zorgverleners zoals elke zorgverlener. Eens dat pakt, blijven ze, al is het gedaan met de officiële opvolging door de justitieassistent.

Ik wou nog iets zeggen over iets anders, omdat men over het spreekrecht heeft gesproken.

**La présidente:** Il y avait une question par rapport à l'article du Code pénal sur le secret professionnel.

**Paul Cosyns:** Daarover is ook een vraag gesteld. Wat ik bedoel, is het volgende. Ik heb in de kranten gelezen dat er sommigen voorstander zijn van een spreekplicht. Ik weet echter niet in welke mate die berichtgeving juist is.

**La présidente:** Des discussions ont effectivement eu lieu en commission autour de cette problématique-là. Le dernier point de vos *slides* concerne la problématique de l'article 458 du Code pénal. Vous dites que si vous ne connaissez pas la victime, vous êtes sous secret professionnel. Est-ce correct?

**Paul Cosyns:** 458bis is niet van toepassing voor de zorgverlener van daders. Dat is wat ik bedoel. Als u het artikel leest, is het heel duidelijk. Omdat wij de slachtoffers niet kennen of er geen contact mee hebben, kunnen wij daar geen beroep op doen. Dat is wat ik wou zeggen.

Wij moeten het doen zoals de zorgverleners van de slachtoffers voordat dat artikel bestond. U kunt wel wat doen, u blijft met de noodtoestand. Maar ik heb gezegd dat, als ik het omwille van de noodtoestand bekend maak aan justitie, de betrokkene zich tegen mij kan richten voor schending van het beroepsgeheim. Dat is nog niet zo lang geleden met een psychiater gebeurd in Charleroi. Dan bent u vertrokken. Als ik die beslissing neem, ben ik ook niet zeker. Het is de rechter die mij achteraf gaat zeggen of ik gelijk had of niet. Ik kan het bij voorbaat niet weten. Ik doe het op mijn eigen risico. Indien ik een spreekrecht heb, zoals het staat in artikel 458bis, dan loop ik dat risico niet meer. Dan heb ik de toelating om het te doen, als ik van oordeel ben dat er hier een groot gevaar is. Dan ben ik veilig.

Dat is nu de situatie voor de behandelaar van slachtoffers. Dat is niet de situatie voor de behandelaar van de daders. Ik zou daar wel achter staan, mocht dat kunnen. U ziet in artikel

458bis de verschillende voorwaarden die moeten vervuld worden om het te kunnen doen. Dat is wat wij de noodtoestand noemen. Het is een soort formalisering van wat de noodtoestand is. Ik denk dat daar wel een mogelijkheid is.

In de krant las ik dat sommigen spraken van meldingsplicht. Dat zou ik totaal verkeerd vinden. De waarde die centraal is in het beroepsgeheim is niet het beroepsgeheim zelf. Het beroepsgeheim is een middel voor het scheppen van een context van vertrouwen binnen dewelke de therapeutische relatie kan groeien en de behandeling mogelijk is. Als u geen context hebt van vertrouwen, gaan de mensen daar niet mee afkomen. De waarde, die moet verdedigd worden, is aan de behandelende zorgverlener garanderen dat hij een context kan scheppen van vertrouwen binnen dewelke een behandeling mogelijk is. Kunt u dat niet doen, moet u er ook niet aan beginnen en gaat het niet lukken.

Dat is de discussie die wij voeren. Ik zeg 'wij', omdat ik in de jaren '90 betrokken was bij het ontwerp van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap. De discussie die toen plaatsvond, was hetgeen ik net zeg.

Justitie heeft toen gekozen – volgens mij terecht – om de behandeling uit te besteden aan Volksgezondheid. Die discussie hebben we gevoerd bij het ontwerp van de samenwerkingsakkoorden. Als de behandeling uitbesteed wordt aan Volksgezondheid, moet je ook akkoord gaan met de basisregels van Volksgezondheid en de behandeling.

Er heeft toen een discussie plaatsgevonden, omdat er een ander alternatief was voor de organisatie van de behandeling van daders van seksueel geweld, op een meer criminologisch model. Dat is theoretisch mogelijk. Als men echt de meldingsplicht wil invoeren, dan moet men logisch zijn in de manier van denken. Dan moet het niet meer toevertrouwd worden aan Volksgezondheid, maar dan moet Justitie zelf, ik zou zeggen binnen de penitentiaire administratie, een circuit organiseren voor de behandeling en de begeleiding. Al wie dat doet, is dan een ambtenaar van Justitie, en die moet rapporteren wat er gebeurt. Dat is een totaal ander model. Daar werd hier in België niet voor gekozen. In het buitenland wordt het echter wel toegepast. Canada werkt bijvoorbeeld zo. In Canada werkt alles via de penitentiaire instellingen. De penitentiaire instellingen in Canada organiseren alles, ook de begeleiding van seksueel delinquenten. Daarin

wordt veel geld geïnvesteerd.

In België werd gekozen voor de uitbesteding aan Volksgezondheid. Daar ben ik voorstander van. Dat geldt ook voor de huidige discussie voor de behandeling van geïnterneerden. Voor al wie behandeld moet worden in de gevangenis, ben ik voorstander om het uit te besteden aan Volksgezondheid. Volksgezondheid moet dan wel betaald worden om dat te doen. Maar laten we niet aan Justitie vragen om te behandelen, want Justitie heeft dat nooit gedaan, en Justitie zal het volgens mij ook nooit doen. Het is ook geen taak voor Justitie.

Als er beslist wordt een meldingsplicht in te voeren, dan keert men de klok terug, en dan moet er een andere richting ingeslagen worden.

**Michèle Janssens:** Je voulais répondre à la question de Mme Van Cauter concernant la façon dont on évaluait les auteurs d'infractions à caractère sexuel. Il s'agit donc bien d'entretiens cliniques. Il existe des outils cliniques pour mesurer différentes échelles, mais je vais peut-être passer la parole à M. Harti.

Ce que M. Pihet a dit, c'est qu'un délinquant sexuel n'est pas nécessairement malade ou ne souffre pas nécessairement d'une pathologie. Il faut donc un peu traduire le délit sexuel, qui est la vérité judiciaire établie par la justice, en une piste de travail thérapeutique, en une problématique que la personne veuille bien travailler. C'est cette traduction du judiciaire, d'un délit sexuel, vers une piste de travail thérapeutique qu'on essaie de faire au Centre d'Appui bruxellois. La façon de le faire est clinique.

**Aziz Harti:** D'une part, comme disait M. Cosyns tout à l'heure, avant même qu'il y ait mise en place d'un traitement, nous évaluons la problématique touchant au fait que la personne peut, effectivement, ne pas être d'accord avec les faits pour lesquels elle est condamnée. Mais on peut détecter qu'il y a une problématique par ailleurs. Là, on accepte, si la personne est d'accord, d'entamer ou d'orienter vers un suivi spécialisé. Ce n'est donc pas forcément en lien avec les faits en soi, mais plutôt avec une problématique avérée.

D'autre part, en ce qui concerne le processus d'évaluation – puisqu'il s'agit bien d'un processus qui ne s'arrête pas à un moment donné avant la fin de la mesure – nous voyons les personnes, une fois orientées et une fois le suivi mis en place, tous les six mois pour une réévaluation. Cette

réévaluation s'effectue en fonction des indices de récidive. Nous avons toujours ça en tête, mais nous ne sommes pas non plus des garants de la récidive. Dans le fond, il n'y a aucune garantie. Nous évaluons si les personnes sont toujours dans les mêmes dispositions qui ont amené à la commission des faits.

Avant même la fin de la mesure, quand il ne reste que quelques mois avant la fin de la contrainte, nous évaluons la personne pour voir s'il y a quelque chose à communiquer. S'il y a vraiment un haut risque de récidive, vu notre mission, vu que nous ne sommes pas un service de soins, cela nous met dans une position plus délicate par rapport au secret professionnel.

L'échange est postulé dans les accords. Il faut se mettre d'accord sur les informations pertinentes à communiquer et à échanger. Entre le monde judiciaire et le monde de la santé, ce ne sont pas les mêmes informations ni les mêmes concertations. Dès lors, pour ce qui est de la fin de la mesure, nous communiquons à l'assistant de justice les dispositions dans lesquelles la personne se retrouve. Ensuite, nous n'avons plus aucun regard à avoir sur la personne car elle a respecté les conditions. Elle a suivi un traitement et est allée jusqu'au bout de sa mesure.

Par ailleurs, comme M. Cosyns l'a mentionné, certaines personnes acceptent de poursuivre sur base volontaire. C'est rassurant, dans la mesure où on se dit que ces personnes se sont réapproprié la contrainte. Je reconnais cependant que la contrainte reste l'adjuvant thérapeutique par excellence. Ce n'est en effet pas une population sur base volontaire que l'on retrouve dans les salles d'attente des pys. La contrainte est une sorte de levier thérapeutique.

La **présidente**: J'ai bien compris que la contrainte est un levier thérapeutique. Il n'y a plus de problème sur l'injonction thérapeutique et sur la contrainte d'injonction.

J'aimerais entendre tout le monde sur ce point. En Flandre et en Wallonie, le thérapeute lui-même analyse à un moment donné les risques de récidive, etc. À Bruxelles, le thérapeute peut évidemment les analyser car il rencontre l'individu beaucoup plus fréquemment que tous les six mois mais il y a un double contrôle. Tous les six mois intervient une évaluation externe, pas du thérapeute qui suit ou de l'équipe thérapeutique. Je suppose que ce sont des équipes et non pas des thérapeutes individuels. Il y a donc un contrôle externe du CAB qui, tous les six mois, procède à

une évaluation pour déterminer si l'équipe thérapeutique normalement multidisciplinaire ne se fourvoie pas car on sait que ces personnes sont manipulatrices, etc.

À la fin des trois ans de suivi, à la libération conditionnelle, il y a aussi une évaluation du CAB. Vous donnez une information à l'assistant de justice. J'ai bien entendu que, pour l'assistant de justice, lorsque les choses sont finies, elles sont finies mais cela peut éventuellement servir de surveillance policière par la suite. On ne sait jamais! Comment les deux autres centres procèdent-ils?

Vous livrez-vous à une évaluation finale des conditions? Au bout de trois ans de suivi thérapeutique, y a-t-il une évaluation finale de l'individu, notamment des risques de récidive, des changements de comportement, de tout ce qui est important?

**Bernard Pihet**: Je reconnais le bien-fondé de tout ce mouvement dont vous parlez mais il est fait chez nous naturellement. Évidemment, le thérapeute se livre à une évaluation au début du traitement mais il dispose pour ce faire soit de l'avis motivé d'un service comme le nôtre dans les cas de probation par exemple, soit du service intra-pénitentiaire, plus l'expertise qui avait été requise à l'instruction. On ne part pas de rien. On a le rapport psychosocial, on a le rapport d'avis motivé. Un important travail est accompli là-bas, et c'est systématique.

En cours de traitement, chez nous, une des règles de l'accord de coopération, c'est de travailler en équipe: pas de thérapeute solitaire. L'équipe, c'est le double regard. Il y a un colloque singulier, comme ailleurs, entre le patient ou l'AICS et le thérapeute mais tout est rapporté en réunion d'équipe plus ou moins régulièrement. Dans le cas des délégations, par exemple, le traitement est évalué tous les ans. Cela fait partie du travail d'équipe normal. Je serais très ennuyé qu'il faille le faire refaire par quelqu'un qui serait moins impliqué dans le traitement.

La **présidente**: Mais y a-t-il une évaluation globale en fin de traitement?

**Bernard Pihet**: Ce qui est important, à la fin du traitement, ce n'est pas la justice, puisque de toute façon, elle ne peut rien faire, c'est l'évaluation avec le patient, c'est que lui sache où il en est à la fin de son traitement, où en est sa vie, ce qu'il doit encore faire. Nous le faisons certainement avec les patients à chaque fin de

traitement. Cela ne s'arrête pas brusquement, comme ça: il y a toujours un bilan. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore une étape imposée: dans la plupart des cas, il demande la réhabilitation et à cette fin, il faut aussi un avis motivé désormais. Trop d'exams, cela nuit également, autant que pas d'examen.

La **présidente**: Vous ne faites pas de rapport à l'assistant de justice en fin de traitement?

**Bernard Pihet**: Non. Je ne vois pas sur quelle base on pourrait le faire. Le thérapeute n'a pas grand-chose à communiquer en fin de traitement.

La **présidente**: Les points que vous pouvez communiquer à la justice, pour lesquels vous avez été mandaté, pas sur l'élément thérapeutique.

**Bernard Pihet**: En fin de formation Triangle, cela se fait. En fin de traitement, non.

**Paul Cosyns**: Ik kan daar nog iets aan toevoegen. Bijna los van wat Justitie ons oplegt, is er regelmatig een evaluatie van de mensen die wij volgen. Ik ben het eens met wat gezegd is. Wij evalueren ze in team. Er is wel één therapeut, maar wanneer men van 's maandagsmorgens tot 's vrijdagsavonds met seks bezig is, heeft men wel een beetje steun nodig van andere mensen om opnieuw correct te redeneren. Men kan dat niet van 's morgens tot 's avonds doen, zeven dagen per week. Ik meen dat men dat alleen maar kan doen in teamverband, zodat men men met andere mensen kan ventileren over wat men allemaal meemaakt. De casussen worden regelmatig besproken met het team. Wie in behandeling gaat, weet dat de mensen van het miniteam hem opvolgen, hoewel hij maar contact heeft met één persoon. Het team is duidelijk aanwezig.

Wij maken geen speciaal verslag wanneer de 5 jaar voorbij zijn. Wij maken gewoon een verslag, met de punten die ik eerder vermeld heb. Wij kunnen eventueel zeggen dat de betrokkene bereid is verder te gaan, en dat wij hem nog zullen zien.

Ik wil nog één zaak vermelden. Er is het einde van de formele begeleiding zoals deze is opgelegd door Justitie. Iemand stelde de vraag wanneer een behandeling gedaan is. Dat is een grote vraag. Wij weten dat eigenlijk niet zo goed. Er is de fase van intensieve actieve behandeling, die 2 jaar duurt. Wij volgen de betrokkenen sowieso ook in de *follow-up*, met iets grotere tijdsintervallen tot het einde van de 5 jaar. Eventueel duurt het langer en komen zij het volgende jaar nog eens terug.

Wanneer kunnen we met een behandeling stoppen? Dat weten wij niet goed. Wij weten uit onderzoek dat sommige mensen op langere termijn toch recidiveren en soms zware feiten plegen. Dat is voor een stuk een vraagteken. Wij hebben nog vele vraagtekens op te lossen inzake de behandeling van seksuele delinquenten.

**Bert Schoofs** (VB): Dat is blijkbaar een domein waar men een bepaald *dark number* heeft. U weet dus niet, van alle mensen die u behandeld hebt - van 1993 tot heden, geloof ik - wie al dan niet gerecidiveerd heeft? U kunt er geen cijfer opplakken. U weet dus bijvoorbeeld niet hoeveel er gerecidiveerd zijn van een groep die u in een bepaalde periode hebt gehad. U hebt die cijfers niet.

Hebt u daarvoor een bepaalde ondersteuning nodig? Dat zou uw werk volgens mij nochtans kunnen vooruithelpen. Zijn er bepaalde overheidssubsidies waarop u een beroep kunt doen, medewerkers die dat bijhouden?

**Paul Cosyns**: U hebt gelijk. Er werd ook de vraag gesteld of er een wachtlijst is. Een steuncentrum zoals het onze of dat van Wallonië, dat ongeveer hetzelfde is, op enkele punten en komma's na, heeft veel opdrachten en ook onderzoeken daarin. Wel, wij kunnen niet alle opdrachten vervullen met de subsidies die wij krijgen van Justitie. Wij moeten zelf een keuze maken.

**Bert Schoofs** (VB): Er is geen terugkoppeling vanuit de gerechtelijke wereld met betrekking tot daders die u ooit geholpen hebt?

**Paul Cosyns**: Nee, maar dat is mogelijk. Die projecten liggen wel klaar. Er zijn twee projecten. Het is niet zo moeilijk om dat te doen, want wij hebben alle namen, wij weten wie wanneer geweest is enzovoort. Het is een kwestie van, via Justitie, een opvolging van die dossiers te kunnen doen. Dat is theoretisch wel mogelijk. Men moet dan natuurlijk wel iemand hebben die zich daarop toelegt, iemand die men daarop kan zetten.

Ten tweede, het programma dat wij nu willen starten is om nu bij het nieuwe systeem dat wij invoeren, over het elektronisch opslaan van de gegevens, op een regelmatige wijze de efficiëntie van hetgeen wij doen op te volgen. Proactief, dus de mensen volgen en de gegevens zodanig opslaan dat men die wel wetenschappelijk kan uitbuiten. Daarmee zijn wij nu bezig, met de proactieve opvolging van de mensen.

**Bert Schoofs** (VB): Daarstraks, in het eerste betoog, werden de geïnterneerden aangehaald. U zou daar iets meer over zeggen. Hebt u daar meer gegevens over?

**Paul Cosyns**: Het gaat hier dan over Vlaanderen, want ik ga mij niet uitspreken over het zuiden van het land, want ik ben niet zeker dat het daar ook zo is. In Vlaanderen zijn er verschillende reguliere psychiatrische ziekenhuizen die forensische eenheden hebben.

Onze visie over bijvoorbeeld de geïnterneerden is dat geïnterneerden die geen hogere graad van gevaarlijkheid vertonen dan een moeilijke psychiatrische patiënt, in de reguliere psychiatrie moeten terecht komen. Dat is een stelling. Dat gebeurt in Vlaanderen ook, omdat er in de gevangenissen geen andere mogelijkheden zijn. Er gebeurt anders niets.

En, om een stap verder te gaan, zijn er in verschillende psychiatrische ziekenhuizen die daar kandidaat voor waren forensische eenheden uitgebouwd die als kenmerk hebben dat zij architecturaal meer gesloten en veiliger zijn, want de andere psychiatrische eenheden zijn niet veilig en met meer personeel. Extra betoelaagd dus.

Er zijn in twee centra, die ik ken, eenheden die exclusief met seksuele delinquenten bezig zijn en die daar een tijd blijven. Wij volgen dan eventueel die mensen als zij daar hun residentiële tijd voorbij zijn.

**Bert Schoofs** (VB): (...) (*zonder micro*)

**Paul Cosyns**: In Sint-Niklaas is er een en in Limburg is er een. Dokter Vandeputte houdt zich daarmee bezig.

U weet ook dat men beslist heeft om twee beveiligde forensisch psychiatrische ziekenhuizen te bouwen: in Gent en in Antwerpen. Daar zullen natuurlijk een hogere graad van gevaarlijkheid aan geïnterneerden, seksuele delinquenten worden opgenomen en in die twee centra behandeld worden.

Het positieve is dat de regering of de politieke autoriteiten toch beslist hebben om die forensisch psychiatrische eenheden in reguliere psychiatrische ziekenhuizen structureel uit te bouwen. Dat was een project gedurende jaren, maar dat is nu structureel ingebed. Dat ligt structureel vast en zij hebben – als ik goed geïnformeerd ben – dit jaar nog beslist om het uit te breiden en in nog meer bedden te voorzien.

Dat past in het kader van wat werd goedgekeurd door de vorige regering om een heel forensische netwerk uit te bouwen rond die twee forensisch psychiatrische ziekenhuizen. Zij zullen in de kortste keren vollopen, maar men moet dan zorgen voor de uitstroom. Dat is een andere discussie.

**Bernard Pihet**: Nous avons peu de choses au niveau résidentiel en Wallonie. Il y a un centre de jour chez le Dr Depauw (?). C'est déjà quelque chose et il peut hospitaliser aussi dans un service psychiatrique mais il n'accepte pas la contrainte judiciaire donc on ne peut pas vraiment considérer que c'est un service.

Beaucoup se fait en internement. En Wallonie, les hôpitaux d'internement sont très gros. En fait c'est là que cela se fait mais le projet thérapeutique est lourd à porter parce qu'on n'entre pas là pour faire un traitement, on entre là pour très longtemps. Donc cela démobilise un peu les personnes.

Finale, le problème est la longueur des incarcérations en Belgique par rapport à l'étranger. C'est vraiment manifeste. C'est trois, quatre fois plus long qu'ailleurs et une fois qu'on y est on ne sait pas très bien si c'est pour punir, protéger la société et les garder sous une cloche où ils n'ont plus de contact avec les autres ou si c'est pour faire du traitement. Plus on est dans la punition et dans le résidentiel long pour protéger, moins on va vers la définition d'un programme d'action. Alors que si on travaille sur des durées plus courtes, d'un an et demi, deux ans, on peut avoir un projet, un programme de travail résidentiel et on peut tenir en haleine et on a un objectif. Mais quand on a une durée qui n'est jamais fixée, qui peut durer une éternité (certains sont là depuis 30 ou 40 ans), cela démobilise absolument tout le monde.

Je trouve que les durées devraient être adaptées. Je ne sais pas si au-delà d'un an et demi, deux ans, on gagne quelque chose à ce que cela dure quatre, cinq, dix ans, si ce n'est avec des cas très graves, des gens qui ne doivent jamais sortir.

Et je fais une autre recommandation. Nous avons un certain nombre de personnes qui ne pourront vraisemblablement jamais sortir sous peine de mettre en danger autrui. Mais ce n'est pas beaucoup, sur dix millions, on en a quatre ou cinq, mais ceux-là devraient être en placement à vie; or nous n'avons rien de ce côté. Il y a un manque de sérieux de dire qu'il faudrait avoir des endroits où peuvent vivre jusqu'à la fin de leur vie des gens

par mesure de sûreté mais, de grâce, pas dans une cellule de 4 m<sup>2</sup>. Il faut avoir comme en Allemagne, comme au Canada, des endroits où des gens peuvent vivre hors de la société mais d'une façon décente, digne. On peut faire tout notre possible, il en restera toujours une dizaine quelque part avec lesquels on ne sait rien faire mais qu'ils puissent vivre alors.

La réponse rapide à la question de la liste d'attente: chez nous c'est maximum un mois.

La **présidente**: Un mois? Pour avoir un rendez-vous?

**Bernard Pihet**: Dans les équipes de santé de la Région, c'est parfois plus long. Le Centre d'Appui a un rôle de chambre de compensation. Quand il n'y a pas de place ailleurs, c'est chez nous qu'on vient et nous faisons notre possible.

On a parlé de la question ViCLAS. Nous avons des rapports avec ViCLAS mais nous n'envoyons pas de données individuelles à ViCLAS. Nous avons été chez ViCLAS à leur demande pour les aider à décoder les critères de profilage. Cela nous l'avons fait, mais pas de renseignements individuels.

La dernière question de Mme Dumery: y a-t-il parfois une victime avec un seul fait? Oui mais le plus vite, c'est le mieux. N'oubliez pas que 50 % des abuseurs commencent à l'adolescence. Un fait, si nous le prenons tout de suite a beaucoup de chances de s'arrêter. Les Anglais disent qu'on arrête d'abord, on discute après. L'ennui c'est quand on discute et que cela s'enchevêtre, on n'est pas sûr et dans le cas des institutionnels dont je parlais tout à l'heure, un directeur d'école qui reçoit un parent qui dit "oui mais votre professeur ceci", comment peut-il être certain qu'il se passe quelque chose? Il ne peut pas.

S'il dit quelque chose à la justice alors qu'il n'y a que des rumeurs, il sera condamné pour avoir diffamé quelqu'un.

Ce n'est pas facile. La première fois repose souvent sur le conjoint, sur la maman, sur le collègue direct. Ce n'est pas facile quand vous connaissez bien quelqu'un et qu'il exagère. Bien souvent, cela traîne parce qu'on n'est pas sûr. C'est une réalité dont il faut tenir compte.

C'est une courbe montante en asymptote. Il y a des cas dans lesquels il n'y a qu'une victime et qu'un seul fait. Je suis tellement content quand cela arrive.

**Michèle Janssens**: En ce qui concerne Bruxelles, il n'y a pas d'institution psychiatrique qui s'occupe spécifiquement des délinquants sexuels. Il n'y a que deux équipes spécialisées agréées. Il s'agit de deux services de santé mentale: Chapelle-aux-Champs et Psycho Belliard. Ce n'est pas assez!

La **présidente**: Quelle est la durée de l'attente?

**Michèle Janssens**: Cela peut durer plusieurs mois avant qu'ils prennent quelqu'un. Ils prennent plusieurs rendez-vous avant d'accepter une personne. Il leur arrive également de refuser des patients. Ces patients reviennent alors au Centre d'Appui et nous les réorientons éventuellement. Mais dans certains cas, c'est impossible. Les services de santé mentale n'acceptent pas toujours de prendre en charge les délinquants sexuels.

**Paul Cosyns**: Mevrouw de voorzitter, ik wil nog iets aan de woorden van Bernard Pihet toevoegen.

Ik ga ermee akkoord. Ik ken ook enkele uitzichtloze gevallen. Zij bestaan. Het gevangeniswezen is zich daarvan echter bewust. Bijvoorbeeld in Leuven-Centraal zijn er eenheden die voor het verblijf op lange termijn van de betrokkenen goed zijn georganiseerd, zonder dat de betrokkenen direct een uitzicht hebben op het verlaten van de gevangenis. Een en ander zou ik niet veralgemenen.

De penitentiaire administratie heeft het natuurlijk moeilijk. Jullie weten ook dat er een overbevolking is. Er is dus wel een probleem. De administratie is er zich wel goed van bewust dat er enkele personen zijn waarvoor niet zo direct naar buiten gericht moet worden gedacht. Voor hen moet ervoor worden gezorgd dat er binnen de muren van de instelling iets menselijks wordt georganiseerd.

La **présidente**: Une dernière question de la part de M. Van Hecke.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik heb een vraag over de wachtlijsten in Vlaanderen. Hebt u daar enig idee over?

**Paul Cosyns**: Juiste cijfers kan ik u niet geven. Bij ons duurt het wel een maand of twee vooraleer men voor een intake kan komen, maar het stroomt door. Wij hebben een netwerk. De verschillende centra in Vlaanderen, regionaal,

laten we zeggen voor Antwerpen, die de mensen dan opvolgen, doen dikwijls een gezamenlijke intake en verdelen het dan intern om te zorgen dat dit beperkt zou blijven.

Wij verzorgen de klinische functie en de behandelfunctie ten nadele van andere functies die wij misschien beter als steuncentrum zouden moeten doen. Hetgeen men daar doet, kan men op een ander niet doen. Er is dus wel een gebrek aan middelen, als men kijkt naar wat wij zouden willen realiseren, ook qua onderzoek, over die populatie. Wij staan wel onder druk om het klinische ook op te nemen.

La **présidente**: Je pense que nous avons fait le tour. Je voudrais vraiment remercier nos quatre intervenants. Ce fut plein d'informations très pratiques, nécessaires pour notre rapport.

Si vous avez quelques chiffres, avec quelques classifications, c'est bien pour nos travaux. Monsieur Pihet, je sais que vous êtes débordé. Mais si vous pouviez faire un copier-coller pour nous envoyer des documents chiffrés, ce serait gentil!

Merci à vous quatre. Vous pouvez rester dans la salle pour suivre la suite de nos travaux. Vous êtes, bien entendu, les bienvenus. Même si nous avons une demi-heure de retard, je vais faire une petite pause de maximum dix minutes, parce que les collègues sont assis ici depuis 12 h 30.

*La réunion publique de commission est levée à 16.31 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.31 uur.*



COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 28 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 28 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 16.44 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 16.44 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Stefan Bogaerts, professeur en psychologie légale et victimologie criminalistique à l'Université de Tilburg et à la KULeuven et chef de la cellule de recherche du "Forensisch Psychiatrisch Centrum van Kijvelanden/Dok"**

- **M. Kris Van Hoeck, licencié en psychologie, I.T.E.R. (centre ambulatoire d'aide aux auteurs de faits de mœurs)**

- **M. Rudy Verelst, psychiatre judiciaire**

**Hoorzitting met**

- **de heer Stefan Bogaerts, hoogleraar Forensische Psychologie en Victimologie aan de Universiteit van Tilburg en aan de KULeuven en hoofd onderzoek van het Forensisch Psychiatrisch Centrum van Kijvelanden/Dok**

- **de heer Kris Van Hoeck, licentiaat in psychologie, I.T.E.R. (centrum voor daderhulp aan plegers van zedenfeiten)**

- **de heer Rudy Verelst, gerechtspsychiater**

**Stefan Bogaerts:** Mevrouw de voorzitter, ik zal een vrij korte inleiding geven over het fenomeen seksuele delinquentie.

Drie vragen staan centraal: wie zijn ze, wat doen ze, detectie, bestaat dat, behandeling en voorkomen van recidive. Op dat laatste wil ik inzoomen, maar dan moeten wij eerst weten om welk soort typologie van seksuele delinquenten het gaat.

Waarschijnlijk zijn deze verschillende typologieën

niet nieuw voor u. Wij maken een onderscheid tussen het gefixeerde type, bij wie de aandacht, het seksueel verlangen zich bijna exclusief focust op het kind.

Als wij over het kind spreken, moeten wij een onderscheid maken tussen jonge en oudere kinderen. Binnen de DSN4 wordt 13 jaar als onderscheidende factor vooruitgeschoven. Wanneer men met zedendelinquenten spreekt, gaat het veeleer erom of het kind secundaire kenmerken zoals haargroei, menstruatie of de baard in de keel heeft of niet.

Bepaalde pedoseksuelen vallen op oudere kinderen, terwijl andere op jongere kinderen vallen. Er zijn ook pedoseksuele delinquenten die vallen op heel jonge kinderen, op zuigelingen. Dat is iets waaraan wij niet onmiddellijk denken, maar seksueel misbruik van zuigelingen van vier, vijf, zes maanden gebeurt ook, niet frequent, maar het gebeurt.

Vervolgens, kijken wij of de seksuele geaardheid zich richt op een kind van hetzelfde geslacht of van het andere geslacht. Een belangrijk element daarbij is of het om een zedendelinquent gaat dat wij kunnen beschrijven als specialist of generalist.

Dat maakt een verschil uit op het vlak van behandeling. Wij hebben heel vaak het idee dat zedendelinquenten enkel en alleen zedenfeiten plegen. Dat is echter niet zo. Bij die groep die enkel en alleen zedenfeiten pleegt en recidiveert met nieuwe zedenfeiten, spreken wij van specialisten.

Een vrij grote groep, en ik zal dat straks laten zien op basis van recidivecijfers, zijn generalisten. Dat

betekent dat zij seksuele feiten plegen, alsook niet-seksuele feiten, al of niet gewelddadig.

Wij kennen de soloplegers en de groepsplegers die wij nauwelijks aantreffen bij volwassenen, maar vaker bij jongeren en adolescenten.

Een vrij nieuwe groep zijn de kinderpornodownloaders. Dat zijn de mensen die zich bezighouden met cybercrime. Zij plegen seksuele delicten via het internet. Zij leggen contacten met kinderen door gebruik te maken van aliases. Dan is de vraag in welke mate dit soort zedendelinquenten, die plaatjes van naakte of bijna naakte kinderen downloaden, overgaat tot handsonfeiten. Of zijn dat zedendelinquenten die zich alleen maar bezighouden met dit soort van perversiteiten achter het beeldscherm?

Dan is er ook nog een vrij kleine groep vrouwelijke zedendelinquenten. Die bestaan ook. Er zijn ook nog mentaal geretardeerden, autisten en dergelijke meer, maar dat is een kleine groep. Dat betekent dat de groep zedendelinquenten op zich eigenlijk een zeer heterogene groep is. Er zijn voorspellers. Er zijn ontzettend veel voorspellers en er zijn ontzettend veel boeken volgeschreven over voorspellers van seksueel delinquent gedrag of van seksuele recidive, maar een aantal springt eruit.

Een eerste is een gebrek aan impulscontrole. Dat ligt vrij voor de hand. Zedendelinquenten hebben in regel een gebrek aan het beheersen van de impulsen. Zij zijn uiteraard geïnteresseerd in kinderen, al dan niet zeer jong, iets ouder of van adolescentenleeftijd.

Een andere sterke voorspeller zijn de deviante seksuele fantasieën. Wanneer men van zedendelinquenten spreekt, dan merken wij dat een groot aantal zedendelinquenten stelt deviante seksuele fantasieën te hebben. Wanneer men via delictscenarioanalyse – wat een belangrijk onderdeel van de behandeling is – daarop verder ingaat, dan komen bepaalde deviante seksuele fantasieën naar boven. Het is heel belangrijk om een onderscheid te maken tussen agressieve seksuele fantasieën over kinderen of niet-agressieve seksuele fantasieën over kinderen.

Een ander punt is de persoonlijkheidsproblematiek. Hebben wij te maken met een schizofreen, bij wijze van spreken, die een zedenfeit pleegt of hebben wij te maken met een zedendelinquent die er een antisociale levensstijl op nahoudt en een antisociale persoonlijkheidsstoornis of een narcistische

persoonlijkheidsstoornis of misschien een psychopathie heeft? Dat maakt een verschil uit voor de behandeling. Dat maakt ook heel wat verschil uit voor aftercare, na een behandeling of na een detentie.

Bij iemand die bijvoorbeeld aan schizofrenie lijdt en die vanuit een psychose bijvoorbeeld een ernstig – vaak zijn dit immers ernstige gevallen – seksueel delict pleegt, is het eerste wat moet gebeuren, het instellen van neuroleptica. De dokters achteraan in de zaal weten dat uiteraard.

Andere risicofactoren zijn een gebrek aan empathie, vijandigheid, een gebrek aan sociale vaardigheden, enzovoort.

Nog een factor die een rol kan spelen, zijn neurofysiologische defecten, waarbij wij nog vrij weinig zicht hebben op wat neuropsychologisch en neurobiologisch fout kan lopen, waardoor iemand bijvoorbeeld seksuele delicten gaat plegen of seksuele delicten in combinatie met andere, niet-seksuele delicten gaat plegen.

Wat doen zij? Ik heb het daarnet opgesomd. De gerichtheid kan zich op heel jonge leeftijd of op iets oudere leeftijd – jongeren die in de pubertijd zitten – ontwikkelen. Internet heb ik ook aangehaald.

Wat doen zij nog? Als wij naar de ernst kijken, zouden wij kunnen stellen dat het grootste deel van het seksueel misbruik binnen de familiale sfeer plaatsvindt. Wij nemen dan best de familiale sfeer iets breder dan enkel het gezin. Wij nemen beter ook de buurt en de school. Wij merken dan dat er zelden sprake is van bijvoorbeeld fysieke letselschade bij het slachtoffer. Dergelijke schade zie ik helemaal los van de psychologische letselschade die een slachtoffer doormaakt.

Wanneer wij daarentegen te maken hebben met een zedendelinquent die zich extrafamiliaal op vreemde kinderen richt en er een bepaalde vorm van agressie of zelfs van sadisme bij de feiten aanwezig, dan merken wij dat de letselschade vaak veel ernstiger is.

Internet is een nieuw medium, dat niet altijd even veilig is en op grond waarvan we op basis van Nederlands onderzoek ook weten dat het toezicht dat ouders houden op het gedrag van hun kinderen achter de pc – Facebook, Hyves en dergelijke meer – zeer laag is. Tachtig à negentig procent van de ouders weet niet wat hun kinderen op internet doet.

Detectie, dat zou ideaal zijn mocht er op iemands voorhoofd komen te staan: ik ben zedendelinquent. Dat zou de preventie bij uitstek zijn en het zou zeer handig zijn om dat aan te pakken, maar helaas is dat niet zo. En de tijd van Lombroso, waar delinquenten een getypeerd jukbeen of voorhoofd hebben, is ook lang gepasseerd. Dus we lezen dat niet af aan het gezicht of aan de lichaamstaal van mensen.

Er zijn twee belangrijke balansen. Een eerste balans is: behandelen en beveiligen. Dat is zeer belangrijk. In welke mate moet men beveiligen, in welke mate moet men behandelen en hoe gaan behandelen en beveiligen samen? Daar speelt natuurlijk het punt of iemand behandeld wordt ambulantly dan wel residentieel. De situatie in de gevangenissen is een andere situatie. De behandeling die daar aan bod komt is eigenlijk de pretherapie.

Ik denk dat – en ik denk dat op grond van zowel klinisch onderzoek wat gebeurd is als op grond van praktijkervaring – dat multitreatment, dus verschillende benaderingen in de aanpak van zedendelinquenten, heel belangrijk is. Die multitreatment zou eigenlijk moeten worden afgestemd op welke mogelijkheden heeft een individu om vanuit zichzelf de controle te behouden, dus het intern beheersen van de controle, en welke externe handvatten, hulpbronnen, zijn nodig om ervoor te zorgen dat iemand niet meer of niet meer zo snel recidiveert. De balans interne controle/externe controle is dus zeer belangrijk.

Ik heb hier een schematisch plaatje van de behandeling in het Dok Rotterdam en Breda, een poliklinisch psychiatrisch centrum, en waar men vier grote onderdelen ziet. Enerzijds zijn er daar de groepstherapieën, de preklinische interventies.

Anderzijds, zijn er de psychotherapieën: met terugvalpreventie, het essentiële delictscenario, farmacologische interventies, cognitieve gedragstherapie en andere vormen van psychotherapie.

Verder is er iets wat volgens mij in België vrij weinig wordt toegepast, en dat is gaan kijken naar de kwaliteit van sociale netwerken. Wanneer een zedendelinquent ambulantly behandeld wordt, zien wij die persoon 1 uur of 2 uur of zelfs 3 uur per week, en daarna gaat hij terug naar zijn natuurlijke biotoop, zonder dat wij eigenlijk goed weten welke soort biotoop het is. Zijn daar beschermende factoren aanwezig, die ervoor kunnen zorgen dat die persoon niet recidiveert, dat hij zijn medicatie

neemt, dat hij op tijd naar de justitieassistent gaat? Krijgt hij de mogelijkheid om bepaalde netwerkfiguren aan te spreken? Of moeten wij het sociale netwerk waarin hij zit, zien als een risiconetwerk? Het kan dan zowel gaan om een real life risiconetwerk als om een meer virtueel risiconetwerk. Wij weten dat vele pedoseksuelen via internet met elkaar spreken, afspreken, en ontzettend goed zijn in het beveiligen van hun eigen sites waar zij plaatjes doorsturen over de hele wereld. De kwaliteit van het netwerk is heel belangrijk, maar ook het monitoren van het netwerk is ontzettend belangrijk.

Tot daar wat de behandeling betreft. Ik heb ze vrij kort behandeld. Nu heb ik het over de recidive.

Wij hebben in België inderdaad, zoals collega Cosyns gezegd heeft, geen officiële recidivecijfers. Wat u hier ziet, zijn recidivecijfers uit Nederland. Het gaat om een groep zedendelinquenten die is uitgestroomd in 1997. Het gaat om bijna 2 000 zedendelinquenten. In dit geval zijn zij geobserveerd 7 jaar na de uitstroom. Er is dan gekeken naar de geregistreerde recidive.

U ziet ook dat er een opdeling naar leeftijd is gemaakt. Men zou bijna kunnen zeggen dat de jongeren meer recidiveren in nieuwe seksuele feiten, maar wij zien dat de oudere groep, in dit geval zijn er ook 200 50-plussers, na 7 jaar ook recidiveren. Het cijfer dat 1 op 7 recidiveert is een correct cijfer. Dat is ook gevonden in het onderzoek van FAN, in het Zuiden des lands. Dat wordt ook gevonden in internationale studies.

Alleen moeten wij daarbij zeggen dat het gaat om geregistreerde criminaliteit. Dat is iets helemaal anders dan het *dark number*. Het was al eind jaren 80-begin jaren 90 dat internationale onderzoekers heel duidelijk aangaven dat het lage recidivecijfer met drie of vier moest worden vermenigvuldigd. Wanneer wij dat doen, zien wij dat de seksuele recidive veel hoger ligt dan de geregistreerde recidive.

Dat betekent ook dat recidive op zeer lange termijn, wat de heer Cosyns ook aanhaalde, gewoon een realiteit is. Het is niet zo dat de criminaliteit afneemt naarmate men ouder wordt. Bij zedendelinquenten ziet men een lichte afname, maar men blijft doorgaan. Het zijn *life persistent offenders*.

Recidiveren zij alleen in nieuwe zedendelinquentie? Als wij naar dezelfde groep kijken, zien wij ook dat een aantal een nieuwe veroordeling heeft opgelopen voor niet-

gewelddadige delinquentie. Ook hier zien wij dat de jongste groep het sterkst recidiveert.

Het tabelletje rechts gaat over nieuwe veroordelingen voor gewelddadige delicten. Ook daar zien wij dat deze groep zedendelinquenten ook in gewelddadige nieuwe feiten hervalt en dat, over een periode van 7 jaar, de gewelddadige recidive 15 % bedraagt voor de groep van 18 tot 25 jaar, 25 tot 26 % voor de jongste groep van 12 tot 17 jaar.

Hiermee is duidelijk aangetoond dat er inderdaad een onderscheid moet worden gemaakt tussen generalisten en specialisten.

Dit zijn cijfers die we in België jammer genoeg niet hebben op grote schaal.

Ten slotte, wat wanneer iemand uitstroomt, wat wanneer iemand ontslagen wordt uit de gevangenis? Ik heb er daarnet al iets over gezegd. Wanneer iemand vrijkomt hebben we te maken met een zwarte doos, een black box. De zedendelinquent die uitstroomt wordt geconfronteerd met tal van risicofactoren. Dat zijn veel meer risicofactoren dan diegene die we in artikelen lezen. Elke zedendelinquent heeft zij eigen specifieke specifieke risicofactoren. Dat is dus een zwarte doos, black box.

Wat we nog steeds niet kunnen is ons als hulpverleners of maatschappelijk werkers of wat dan ook vastketenen aan een zedendelinquent om te bekijken of hij recidiveert of niet. Belangrijk is dus – dan kom ik even terug op wat ik daarstraks zei – om te investeren in sociale netwerken. Iemand stroomt vandaag uit en de vraag zou moeten worden gesteld waar hij naartoe kan als hij uitstroomt. Ik zeg het nu kort door de bocht. Dan zie je altijd dat de verwachting die de zedendelinquent heeft van de netwerkleden die bijvoorbeeld opnieuw met hem ergens naartoe willen en de draad willen oppakken heel vaak niet overeenstemt met het engagement dat de netwerkleden in zijn sociale omgeving willen geven aan de persoon. Dan zie je vaak een zware discrepantie tussen wat hij verwacht en wat eigenlijk de realiteit is. Vaak is een belangrijke reden voor recidive eenzaamheid, gebrek aan werk, gebrek aan sociaal netwerk, sociale figuren en dergelijke meer. Ik denk dat het belangrijk is om daar op in te spelen.

Dit was een korte inleiding.

La **présidente**: Je donne la parole à M. Kris Van Hoeck, psychologue auprès de l'ITER.

**Kris Van Hoeck**: Mevrouw de voorzitter, ik werk sinds 1989 met seksuele delinquenten in een ambulanc centrum en sinds 1998 is dat bij ITER in Brussel waar ik coördinator ben.

In uitvoering van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap, zijn er in Vlaanderen en Nederlandstalig Brussel negen centra voor geestelijke gezondheidszorg erkend, en vijf centra algemeen welzijnswerk, die als opdracht hebben om ambulante, gespecialiseerde therapie voor seksueel delinquenten uit te bouwen, naast het steuncentrum van professor Cosyns, die daarstraks aan het woord geweest is.

Daarnaast zijn er nog de leerprojecten daders seksueel geweld, die in elk gerechtelijk arrondissement actief zijn.

Er zijn drie residentiële psychiatrische voorzieningen, namelijk in Sint-Truiden van dokter Vandeput, in Sint-Niklaas, en Fides in Beernem.

In Brussel hebben wij alle erkende diensten in één team samengebracht, zowel vanuit geestelijke gezondheidszorg, algemeen welzijnswerk als de leerprojecten. Op die manier konden wij een wat groter team samenstellen om die multidisciplinaire aanpak, waar mijn collega het zojuist over had, te kunnen realiseren.

Sinds enkele jaren is daar nog het leerproject voor jeugdige plegers bij gekomen, vanuit de bijzondere jeugdzorg. We hebben dan ook een apart jongerenteam kunnen oprichten. Daarover zal ik straks nog iets meer zeggen.

Op het einde zal ik ook cijfers aanhalen van de dossiers die wij vorig jaar hebben behandeld.

Graag wil ik ook antwoorden op vragen in verband met de behandeling. Omdat behandeling echter al uitgebreid aan bod is gekomen bij de vorige sprekers, heb ik een eerder korte inleiding voorbereid vanuit het perspectief van preventie.

Ik wil spreken over seksueel misbruik in een perspectief van volksgezondheid en maatschappelijk werk. Centraal daarin staat de zorg voor het slachtoffer. Over de jaren heen hebben wij geleerd dat die gevolgen zeer ernstig zijn. Daar is veel inzicht in bij gekomen.

De jongste jaren hebben wij steeds meer vastgesteld dat er niet alleen de gevolgen voor het slachtoffer zelf zijn, maar ook voor zijn omgeving,

zoals de ouders van het slachtoffer, of, op latere leeftijd, de partner die er eventueel zal komen en de kinderen. Er zijn veel meer mensen die daaronder lijden dan enkel het individueel, rechtstreeks slachtoffer.

Wat het daderperspectief betreft, waar ik dan mee te maken heb, stellen wij eigenlijk iets gelijkaardig vast. De omgeving van de dader, zijn partner, zijn ouders, zijn kinderen, zijn familieleden, hebben vaak ook heel veel vragen en lijden mee onder de gevolgen van wat er is gebeurd. De jongste jaren krijgen wij ook steeds meer vragen vanuit de context van de dader. Om aan die vele vragen tegemoet te komen, hebben wij ook een aparte website voor hen ontwikkeld. Op [www.familievan.be](http://www.familievan.be) vinden familieleden van daders informatie over seksueel misbruik, over wat er met daders gebeurt, over hoe therapie eruitziet. Daar wordt druk gebruik van gemaakt.

Nu in dat preventieperspectief zou ik eigenlijk drie dingen naar voren willen brengen: het belang van een maatschappelijk gesprek over seksueel misbruik, het verder uitbouwen van die preventiegedachte in de hulpverlening en nog kort iets over jeugdige plegers. Een van de dingen die wij zeker geleerd hebben, uit wat er nu allemaal naar voren is gekomen over het misbruik in de Kerk, is hoe belangrijk het is te praten over misbruik. De commissie-Adriaenssens heeft daar zeker goed werk verricht. Iedereen wist dat het in de Kerk gebeurde, maar niemand praatte erover. De slachtoffers hadden er geen woorden voor of ze werden niet geloofd. Of ze namen het zelf ook niet ernstig, omdat zij dachten dat anderen het ook niet ernstig namen. Er was een taboe op. Dat is gelukkig nu aan het veranderen. Er wordt wel over gesproken. Er is wel een aanmoediging om met een verhaal naar buiten te komen. Seksueel misbruik is niet normaal. Je moet dat niet verdragen. Spreken mag.

Ik denk dat het ook vanuit preventieoogpunt belangrijk is dat het maatschappelijke gesprek verder wordt gevoerd en dat het genuanceerd wordt gevoerd. Seksueel misbruik is er in gradaties. Het is niet zo dat het er niet is en dan ineens wel in heel erge mate. Er zijn heel veel gradaties in. Voor slachtoffers is het soms een extra drempel om met hun verhaal naar buiten te komen. Dat merken wij toch in onze praktijk. Soms nemen zij rechtstreeks met ons contact op omdat zij schrik hebben dat, als zij ermee naar buiten komen door ermee naar de politie te stappen of het in de buurt of de familie bekend zou worden, er ineens heel extreem in de andere richting gereageerd zou worden. Daders worden

gedemoniseerd. "Het zijn monsters".

Ik denk dat het belangrijk is dat er verder in dat maatschappelijke gesprek genuanceerd over gesproken wordt: dat seksueel misbruik en de gevolgen ervan zeker verschrikkelijk kunnen zijn, maar dat daders ook meer zijn dan dat; dat het niet allemaal de monsters zijn die soms in de media vooral aan bod komen. Het uiteindelijke doel van dadertherapie – en dat is ook al aan bod gekomen bij de vorige sprekers – blijft toch dat zij uiteindelijk hun plaats in de maatschappij terug moeten kunnen innemen. Het is maar een kleine groep – de heer Pihet heeft dit daarstraks ook nog naar voren gebracht – die men voor de rest van het leven van de maatschappij gescheiden moet houden, omdat er geen rehabilitatie mogelijk is. Voor de meerderheid is het wel een optie dat zij uiteindelijk terug in de maatschappij hun plaats moeten kunnen vinden. Daarover moet worden nagedacht hoe dit op een zo veilige, goede en respectvolle mogelijke manier kan gebeuren.

Daar zijn begeleiding en behandeling zeker een goede bijdrage bij. Uit studies in het buitenland – ook dit is helaas al aan bod gekomen dat wij voor studies op het buitenland een beroep moeten doen – met name in de Verenigde Staten blijkt wel dat hoe meer u daders marginaliseert, hoe meer u ze uit de samenleving uithaalt. Er zijn staten in de Verenigde Staten waar u als dader van seksueel misbruik, niet binnen een straal van 2 km rond een school moogt gaan wonen. In de praktijk wil dat zeggen dat u eigenlijk niet meer in een stad kunt wonen, ook niet meer in de meeste dorpen. Er zijn staten waar die mensen onder de bruggen eindigen, omdat ze nergens meer terecht kunnen, of ergens in een afgelegen camping, midden in de bossen. Zij kunnen daar dan helemaal niet meer gevolgd worden. Zij leven echt in de marginaliteit. Het blijkt dat dat alleen maar recidive bevordert.

Wij moeten ernaar streven dat zij op een begeleide manier – daar zijn heel goede instrumenten voor ontwikkeld bij Justitie en ook in de hulpverleningssector – een veilige plaats in de samenleving kunnen innemen. Het is zeker goed dat er ook mogelijkheden gekomen zijn om de beroepsmogelijkheden van de dader te beperken, zodat hij niet meer kan werken waar hij nog in contact kan komen met kinderen. Wij zien dat het in de loop van de jaren algemeen moeilijker en moeilijker wordt voor daders om nog aan werk te geraken. Om ergens op een bureau te werken, hoeft het niet problematisch te zijn dat u ooit een veroordeling hebt gehad. Meer en meer wordt het wel gebruikt als criterium om iemand niet meer terug aan het werk te laten gaan of om hem te

ontslaan uit zijn werk. Een preventieaanpak moet ook heel het maatschappelijk plaatje mee in het oog nemen.

Wat de hulpverlening betreft – dat is een tweede preventiegedachte, die ik kort zou willen uitwerken –, gaat nu alle aandacht naar het voorkomen van recidive. Recidive is een juridisch begrip. Het gaat om het opnieuw plegen van feiten nadat iemand veroordeeld is. Dan blijkt inderdaad dat die cijfers minder hoog zijn dan over het algemeen gedacht wordt. Stefan Bogaerts heeft daarover cijfers gepresenteerd.

Uit een Nederlands onderzoek blijkt bijvoorbeeld dat 53 % van alle personen die voor zedenfeiten worden opgepakt, niet bekend is bij justitie. Dat zijn de zogenaamde first offenders. Wellicht kunnen wij ervan uitgaan – dit is dan weer het dark number, waarover wij niet zoveel weten – dat de meerderheid van de zedenfeiten misschien wel wordt gepleegd door mensen die niet bekend zijn bij justitie.

Vanuit het oogpunt van preventie moeten wij ons naar voornoemde groep richten en niet alleen naar zij die ondertussen bij justitie gekend zijn. Wij kunnen hen dan vanaf dat punt begeleiden, om te voorkomen dat zij recidiveren.

Hoe kan een en ander verlopen? Het probleem is dat wij niet weten wat de echte oorzaken van seksueel misbruik zijn. Wij kunnen niet voorspellen wie dader zal worden en wie niet. Het heeft bijgevolg absoluut geen zin om een soort screening te organiseren, om na te gaan wie er risico loopt om dader te worden en wie niet.

Evenwel, in de loop der jaren dat ik mijn werk doe, zijn er altijd mensen geweest die zelf de stap naar hulpverlening hebben gezet, omdat zij zich zelf zorgen maakten over hun eigen fantasieën. Zij weten van zichzelf dat zij fantasieën hebben over kinderen en vinden dat niet normaal. Zij hebben er problemen mee en willen er eigenlijk graag over spreken. De drempel om dat te doen is echter heel hoog.

Er is een project in Berlijn dat zich enkel en alleen daarop heeft toegelegd. Zij hebben televisiespotjes gemaakt, affiches in de metro gehangen en hebben ook een heel uitgebreide internetwebsite. Er zijn mensen die zich over hun eigen fantasieën en hun eigen aandrang om een kind te benaderen, wat zij soms al hebben gevoeld, zorgen maken en zij zoeken soms anoniem contact met de hulpverlening. Het aanbod kan vanuit de anonimiteit starten. Zij

hoeven hun gegevens daarom niet bekend te maken. Er is ook anonimiteit in het kader van het beroepsgeheim.

In dergelijke gevallen is het echt preventief werk. De betrokkenen willen immers aan hun eigen problemen werken teneinde ervoor te zorgen dat het niet zover zou komen dat zij feiten zouden plegen.

Het plegen van feiten heeft altijd met twee elementen te maken: enerzijds, met de aantrekking tot wat er voor hen in seksualiteit te vinden kan zijn, maar, anderzijds, heeft het ook te maken met normale inhibitiemechanismen die iedereen heeft en die bij daders lager kunnen zijn dan bij de gewone bevolking. Het zijn altijd die twee voornoemde elementen die in de therapie van belang zijn. Er kan zowel aan de aantrekking als aan de zelfcontrole worden gewerkt.

Het ontwikkelen van dat preventieve zou volgens mij nog meer aan bod kunnen komen in de hulpverlening.

Nog iets over jeugdige plegers. De preventie moet daar zeker ook beginnen in de samenwerkingsakkoorden. In Vlaanderen, maar ik meen ook in Franstalig Brussel en Wallonië, zijn de jeugdige plegers daarin vergeten. Het samenwerkingsakkoord gaat enkel over volwassen plegers. Niet alle jeugdige plegers worden levenslange plegers in de volwassenheid, maar wij stellen wel vast dat veel plegers die als volwassene worden gevat, al in hun jeugd begonnen zijn.

Dat probleem werd lang onderschat. Ik heb de artikels daaromtrent nog eens opgezocht. In het begin van de jaren 80 werd ervan uitgegaan dat 3 tot 5 % van de zedenfeiten door minderjarigen werd gepleegd. In 2008 is er een overzichtswerk verschenen van Marshall en Barbaree over wat er is geweten over jeugdige plegers. Op basis van eigen onderzoek en van literatuurstudie gaan zij ervan uit dat 20% van alle verkrachtingen en 30 tot 50% van alle misbruik op kinderen wordt gepleegd door minderjarigen. Zelfs als wij uitgaan van dat laagste cijfer, 30 %, is dat nog een heel grote groep. Het gaat wel om een onderzoek in de Verenigde Staten, maar wellicht zijn die cijfers hier niet zoveel anders.

Ten slotte, nog een specifiek probleem bij jongeren is die nog steeds heel strikte scheiding tussen het jeugdrecht en het volwassenenrecht. Een minderjarige die als zestien- of zeventienjarige gepakt wordt voor feiten, kan niet

lang meer worden gevolgd door de jeugdrechter. Er is wel de mogelijkheid van een verlengde maatregel tot twintig jaar, maar dat is veel minder strikt en veel minder dwingend, terwijl wij voor dit soort begeleiding en behandeling toch over een langere duurtijd van behandeling spreken.

Wat cijfers betreft, kan ik alleen over de cijfers voor het Centrum ITER spreken, waar ik coördinator ben. In 2010 hadden wij 289 dossiers van volwassen plegers, waarvan er 193 in behandeling zijn geweest, en 66 dossiers van minderjarigen. Van die 289 dossiers van volwassen plegers gingen er 236 over kindermisbruik. Dat is 78 %, driekwart, dus een heel grote groep. Van die dossiers waren er 88, of 30 %, binnen de gezinscontext. Daarbij wordt het gezin ook ruimer genomen: niet alleen een vader, zoon of dochter, maar het kan ook om een grootvader, broer of stiefvader gaan.

80 dossiers of 28 % was buiten het gezin en 33 dossiers of 11 % ging om feiten zowel binnen als buiten het gezin. Er is ook een grotere overlap tussen die twee categorieën dan over het algemeen wordt aangenomen. Er waren 25 dossiers of 9 % enkel kinderporno en daarnaast dan 42 dossiers of 14 % volwassen slachtoffers, aanranding of verkrachting, en 21 dossiers exhibitionisme, waarvan er ook zes waren die zich ook geëxhibeerd hadden ten opzichte van minderjarigen.

Nu, bij die 236 dossiers kindermisbruik waren er dus 25 enkel kinderporno, maar waren er ook 26 waar er zowel feiten op kinderen waren plus kinderporno, wat samen toch 22 % van de dossiers dan uitmaakt waar kinderporno een rol in heeft gespeeld. En er waren ook 21 dossiers waarbij zowel minderjarige als meerderjarige slachtoffers waren gemaakt.

En dan nog iets over gezagsrelaties. Bij die 236 dossiers die over kinderen gingen, waren er drie dossiers waarbij het over een relatie in de jeugdbeweging ging, drie dossiers van priesters of geestelijken, zes in een opvoedersituatie, in een instelling dus, zes in een sportclub, vier in een situatie van kinderoppas, zeven in de context van een school, dus ofwel een leerkracht ofwel iemand die een opdracht van toezicht had in de school, en vier hulpverleners of therapeuten. Samen zijn dat 33 dossiers of 14 % waarbij een professionele gezagsrelatie een rol speelde. Uiteraard speelde een gezagsrelatie ook in de andere misbruiksituaties een rol, als het gaat over het gezin.

Dat was mijn inleiding.

De **voorzitter**: Mijnheer Rudy Verelst, gerechtspsychiater.

**Rudy Verelst**: Goedemiddag. Ik denk dat hier heel wat al gezegd is. Ik zal proberen een paar reflecties te maken over drie gebieden waar ik zelf actief ben.

Ik ben psychiater-coördinator van de Centrale Psychosociale Dienst van het ministerie van Justitie. Er zijn hier al een paar mensen van die dienst gepasseerd. Ik zal het ook een stuk hebben vanuit het veld van de expertise, aangezien ik werkzaam ben op de dienst Forensische Geneeskunde in Leuven, en een stuk vanuit de ambulante zorg.

Vanuit mijn functie in de psychosociale dienst, het luik binnen Justitie dat zich bezighoudt met verslaggeving rond expertise in het kader van de verschillende juridische maatregelen, hetzij een voorwaardelijke invrijheidsstelling hetzij internering, denk ik dat de meeste dossiers waar er seksuele feiten zijn, een grondige analyse krijgen. Er wordt opnieuw een grondig psychodiagnostisch onderzoek gedaan, waar wij proberen een adequaat reclasseringsvoorstel uit te werken dat rekening houdt met, zoals professor Bogaerts zegt, het heel verschillend individueel profiel van elke dader.

Wij worden daarbij geconfronteerd met het feit dat het vinden van een verzorgingsluik dat aansluit op het expertiseluik, in heel wat gevallen moeilijk is. Wat misschien nog het meest problematisch is, is dat wij voor de meest problematische gevallen, de daders met een heel multiproblematisch profiel, het minst gemakkelijk een adequate behandeling vinden.

Wij botsen daarbij op een kwantitatief gebrek aan plaatsen, zeker voor de meest problematische plegers van seksuele feiten, los van een juridisch statuut en los of het gaat om een persoon die werd geïnterneerd of een dader die werd gestraft.

Vanuit de PSD vinden wij dikwijls geen ideale oplossing. Voor mensen met een langere straf is het uiteindelijk de strafuitvoeringsrechtbank, die beslist, maar wij proberen een voorstel te formuleren. Voor de problematische gevallen komen wij daarbij uit bij de tweede keuze.

Een strafeinde is gelukkig nog een uitzondering. Het neemt toe, maar het is nog wel de uitzondering. Wij proberen dat te voorkomen door

een tweede keuze uit te werken. Die tweede oplossing is het dossier aanbieden bij een ambulante centrum. Dat is niet altijd een goede samenwerking en gaat met heel wat frustratie gepaard.

Wij komen tot de conclusie dat er enig gebrek is aan intramurale zorg voor die groep, zowel binnen de psychiatrie en binnen Justitie. Er gebeurt heel wat werk, zoals pretherapie, onder andere samen met ITER, maar er is binnen de muren van het gevangeniswezen nood aan een echte residentiële behandeling voor de meest problematische daders.

Misschien kan inventief juridisch denken zorgen voor een externe motivatie. Juridische maatregelen, strafinkorting of bepaalde andere juridische faciliteiten kunnen de betrokkenen extern motiveren deel te nemen aan die programma's om strafeinde te voorkomen.

In hoofde van een aantal hulpverleners wordt de PSD ook geconfronteerd met een zeer strikte en orthodoxe interpretatie van het beroepsgeheim. Daarmee bedoel ik dat wij dikwijls personen doorverwijzen naar een residentiële setting. Die personen worden teruggestuurd en komen dus terug in een penitentiaire inrichting terecht. De residentiële zorg weigert ons mee te delen waarom een persoon wordt teruggestuurd, waarom de VI wordt ingetrokken.

Dat maakt het voor ons erg moeilijk een adequaat nieuw voorstel uit te werken. Gaat het om nieuwe feiten? Gaat het om nieuwe feiten in de seksuele sfeer? Gaat het gewoon om zich niet houden aan afdelingsregels? Dat maakt toch een fundamenteel verschil voor de toekomst en voor het uitwerken van een nieuw reclasseringsvoorstel. De problematiek van het beroepsgeheim bestaat dus wel ten aanzien van bepaalde residentiële settings. Wij kunnen daarop later terugkomen, maar tot zover mijn werk binnen de centrale PSD.

Thans kom ik tot het onderdeel expertise. Ik denk dat de problematiek van de psychiatrische expertise inzake seksuele feiten niet anders is dan inzake alle andere feiten. Ik denk dat die problematiek genoegzaam bekend is. Ik denk dat hier geen andere problemen inzake de psychiatrische expertise rijzen dan inzake de psychiatrische expertise tout court.

Ik kan misschien nog stellen dat het juridisch instrumentarium voor de rechters wel voor handen is. Men kan een straf opleggen, een

terbeschikkingstelling van de regering opmaken of probatiemaatregelen voorstellen. Daarmee moet creatiever worden omgegaan om daders extern te motiveren om in een behandelingstraject te willen instappen.

Ten slotte kom ik tot het stuk ambulante zorg. Professor Bogaerts heeft er ook nog op gewezen. Alle literatuur pleit voor een biopsychosociale aanpak van plegers van seksuele delicten.

In de praktijk denk ik dat wij er op het biologische, farmacologische deel gelukkig wel wat op voorgaan. Recent, dit jaar, is er toch eindelijk – het is misschien toch wel schrijnend dat dit vrij lang heeft geduurd – een terugbetaling voor een langdurig werkend preparaat gekomen en de hormonale behandeling. Daardoor is er toch enige controle mogelijk.

Als men iemand een depotpreparaat geeft, weet men dat die het krijgt. We kunnen de testosteronspiegels monitoren, maar het is wel belangrijk dat het wordt terugbetaald, anders blijft een aantal mensen in de kou staan. Gelukkig is dat recent in orde gekomen.

Wij hebben dus een instrumentarium op biologisch vlak. Wij hebben uiteindelijk ook een aantal gedragtherapeutische of therapeutische interventies.

Ik denk dat de ambulante zorg vrij goed gericht is op de biologische behandeling, ook nog wel op de psychologische behandeling, maar wel een erg verbale behandeling. Het is mijn aanvoelen echter dat wij in Vlaanderen tekortschieten in het sociale aspect van de ambulante zorg.

Ik denk dat de erkende ambulante centra werken met daders die naar hen toekomen en heel weinig naar de dader zelf gaan, laat staan naar het sociale netwerk, laat staan een echte klare kijk hebben op de kwaliteit van dat netwerk.

Wij kunnen alleen hopen dat dankzij de recente voorstellen die er zijn binnen artikel 107, de afbouw van ziekenhuizenbedden, misschien meer outreacheteams zullen komen die ook daadwerkelijk in samenwerking met de residentiële zorg en de ambulante zorg ook meer ter plaatse gaan en de dader in zijn echte sociale context gaan opzoeken. Uiteindelijk komt de dader zegen wat hij wil en checken wij dat te weinig.

Tot daar mijn inleiding.

La **présidente**: Chers collègues, je vais vous



céder la parole pour les éventuelles questions.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank de heren voor hun uiteenzetting. Ik heb een vraag voor de heer Bogaerts.

Tijdens uw toelichting over de cijfers inzake recidivisme kwam u met cijfers naar voren die wij al verschillende keren hebben gehoord, namelijk 13, 14 en 15 %. U verklaarde echter dat wij met de realiteit rekening moesten houden en dus voormelde percentages misschien met drie of met vier moesten vermenigvuldigen. Er is dus opnieuw een dark number bij het vaststellen van het recidivisme.

Geldt datzelfde echter ook niet voor andere misdrijven? Worden wij met andere woorden bij recidivisme bij inbraken en geweldplegingen niet met hetzelfde probleem geconfronteerd?

Sommigen opperen dat het recidivisme gemiddeld lager ligt dan bij andere misdrijven. Als wij uw formule toepassen, komen wij misschien uit op een cijfer dat erboven ligt. Moeten wij de andere categorieën misdrijven dan ook niet met een bepaalde factor vermenigvuldigen?

Dat is een eerste vraag. Ik heb een tweede vraag voor de heer Rudy Verelst.

Ik heb één zaak niet goed begrepen. Helemaal op het einde sprak u over de afbouw van artikel 107 en de mogelijke creatie van outreachbedden.

Wij zijn echter juristen uit de commissie voor de Justitie. Er zijn hier dus maar weinig specialisten in het sociaal beleid. Kan u dus even toelichten wat er aan de hand is en wat de eventuele, mogelijke opportuniteiten zijn?

Dat had ik niet echt goed begrepen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik had graag van de heer Verelst enige verduidelijking gekregen bij het punt dat hij aanhaalde over de last die is er met de verkeerde interpretatie van en het omgaan met het beroepsgeheim. Kan hij dat verduidelijken?

Hij maakte ook nog een andere opmerking, met name dat er misschien wel nood is aan een meer creatief omgaan met dwangmiddelen, om daders te helpen bij hun motivatie om zich te laten begeleiden.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik heb slechts één vraag, die aan professor

Bogaerts is gericht.

Het is mij opgevallen dat hij verklaarde dat er aan daderstudie wordt gedaan en dat multitreatment een sleutelement is. Tegelijkertijd is mij echter ook opgevallen dat hij toegaf dat het sociale weefsel rond een dader nooit wordt bekeken.

Ik ben op voormeld punt absoluut geen specialist. Zulks lijkt mij echter een grote tekortkoming.

U moet vanzelfsprekend het hele plaatje bekijken en als u dat niet doet – en blijkbaar is dat zo – dan vraag ik mij af: “Waarom doen ze dat niet? Wat belet hen om dat te doen?”

**Raf Terwingen** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, een vraagje aan de heer Bogaerts in verband met zijn tiende slide – de ondersteuning door sociale netwerken. U heeft dat de opvang van de monitoring genoemd, maar ook het plaatsen binnen een sociaal netwerk van plegers en de opvolging ervan. U verwijst daar ook naar bepaalde methodieken. Ik denk aan een aantal projecten, COSA onder andere in – als ik mij niet vergis – Antwerpen. Kan u daar nog wat uitleg over verschaffen hoe dat juist in zijn werk gaat en of dat eventueel structureel oplossingen kan bieden in de toekomst?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): In die dossiers waar Justitie opdrachtgever is en als we het dan hebben over ambulante, dan wel residentiële zorg, heb ik professor Bogaerts horen zeggen: “Wij hebben eigenlijk te weinig aandacht voor het sociale netwerk. Er is te weinig monitoring.” Diezelfde opmerking hoor ik terug bij dokter Verelst die zegt: “Wanneer er een overgang is van residentiële zorg naar de gevangenisituatie worden wij af en toe geconfronteerd met zorgverleners – geneesheren, neem ik aan – die zich beroepen op hun beroepsgeheim.” Opnieuw datzelfde probleem.

Als wij het nu hebben over die sociale context, het beroepsgeheim. Hoor ik jullie dan pleiten voor het opheffen van dat beroepsgeheim en in ieder geval voor een spreekrecht of zeggen jullie dat het nog verder moet gaan en dat er een spreekplicht moet komen? Ik bedoel: sociale context, de justitieassistent controleert de voorwaarden of volgt ze op, zou ze moeten opvolgen. Die voorwaarden hebben dikwijls te maken met die sociale context. De betrokkene komt naar de justitieassistent. Dat blijkt dus onvoldoende te zijn als ik jullie hoor. Jullie pleiten eerder voor een effectieve controle en opvolging ter plaatse, en de mogelijkheid aan degenen die gevat zijn om ten

minste te mogen spreken. Of zeggen jullie dat ze moeten spreken? Dus werkelijk een proactieve opvolging/controle zonder dat daar enig tussenschot van beroepsgeheim bestaat? Of zeggen jullie dat er in extreme gevallen moet kunnen worden gesproken, maar dat er toch nog een afbakening moet zijn tussen zorg enerzijds en justitiële controle anderzijds?

Dat is denk ik een eerste vraag.

Ik heb nog een tweede vraag. Heb ik de heer Van Hoeck horen zeggen dat een woonverbod recidive zou bevorderen? Heb ik het goed begrepen dat wanneer men iemand een woonverbod oplegt, dat recidive zou bevorderen? Kunt u dat eens uitleggen want dat begrijp ik niet.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraag aan professor Bogaerts. Ik wil ook iedereen in het panel danken. Helemaal onderaan, bij de oorzaken van dat deviant gedrag, ging het om neurobiologische en fysiologische kenmerken van daders. Ik meen dat u zelf zei dat men daar nog te weinig over weet. Is dat onderzoek gaande? Ik weet bijvoorbeeld dat er studies zijn van professor Swaab om de naam maar te noemen. Vroeger was hij controversieel maar de laatste jaren wordt hij wat minder met de nek aangekeken. Hoe staat het met die onderzoeken die gevoerd worden? Pleit u ervoor om vanwege de overheid misschien wat meer middelen te besteden om na te gaan of er zich in de menselijke biologie misschien ergens iets afspeelt waardoor veel mensen gedrag vertonen dat wij maatschappelijk onaanvaardbaar vinden?

**Thierry Giet (PS):** Monsieur Van Hoeck, vous nous avez dit que, dans les accords de coopération Bruxelles-Wallonie, on aurait oublié la problématique des jeunes auteurs. J'aurais simplement voulu avoir votre confirmation sur ce point et, éventuellement, un mot d'explication. Je vous remercie.

**Daphné Dumery (N-VA):** Ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb een vraag voor de drie sprekers. Worden de slachtoffers soms geïnformeerd over of betrokken bij de behandeling van de dader? Hebt u soms weet van slachtoffers die daarbij betrokken willen worden terwijl dat niet kan? Misschien willen zij zicht hebben op de behandeling. Ik zou dus graag iets meer weten over de informatie aan het slachtoffer.

La **présidente:** Monsieur Van Hoeck, vous avez axé votre intervention sur la prévention.

Évidemment, il est mieux de ne pas commettre d'actes de délinquance que de diminuer la récidive. J'aurais aimé savoir si vous estimiez qu'il y a de réels manques – si j'ai bien compris: oui – par rapport à la prévention de ce type de délinquance en Belgique. Quel type de prévention pourrait-on organiser? Vous avez donné l'exemple de Berlin. Cela fait la deuxième fois qu'on nous le donne. Y a-t-il déjà eu une évaluation de cet exemple? A-t-il porté ses fruits en matière de prévention de délinquance sexuelle tant au niveau des majeurs que des mineurs? Il faut faire de la prévention, j'en suis convaincue. C'est une première question.

Et puis, j'avoue ne pas avoir compris, monsieur Bogaerts, l'étude hollandaise sur la récidive. C'est une étude longitudinale sur sept ans, avec les différents âges des auteurs et le taux de récidive. Est-ce de la récidive légale? Ou ces faits sont-ils connus, mais pas condamnés? Vous dites qu'il faut multiplier par trois ou par quatre le taux de récidive que nous ont donné les autres experts. Ai-je bien entendu? C'est quand même fondamental, parce que les experts nous disent que c'est basé sur des études américaines, parfois sur des dizaines de milliers de cas. Sur la base de l'étude longitudinale hollandaise, vous nous dites que tous ces taux ne ressemblent à rien et qu'il faut les multiplier par trois ou par quatre.

Chacun répond aux questions au fur et à mesure. Bien évidemment, plusieurs personnes peuvent répondre aux mêmes questions. Je vous cède la parole.

**Stefan Bogaerts:** Mevrouw de voorzitter, ik zal beginnen met uw vraag over het dark number. Dat komt ook voor bij andere misdrijven, dat is juist, dat is ook zo. Dat komt voor bij alle misdrijven.

Wij moeten echter een onderscheid maken tussen enerzijds seksueel misbruik, want daarover gaat het, op kinderen, jongeren, adolescenten en anderzijds andere vormen van delinquentie, zoals diefstallen die nooit worden opgehelderd en noem maar op.

Als het over seksueel misbruik gaat, hebben wij een direct slachtoffer of directe slachtoffers. Wij weten dat het meldingsgedrag van slachtoffers van seksueel misbruik zeer laag is, ontzettend laag. Het meldingsgedrag van incestslachtoffers of wanneer er een relatie is tussen dader en slachtoffer ligt nog veel lager dan wanneer het gaat om een onbekende dader en een onbekend slachtoffer.

Wij zien hetzelfde in het kader van huiselijk geweld. Wij hebben recent, een maand à anderhalve maand geleden, een landelijke studie in Nederland afgerond rond huiselijk geweld. Men ziet dan ook dat de meldingsbereidheid van slachtoffers ten tijde van het huiselijk geweld, vooral als het gaat over partners of ex-partners, zeer laag is, ontzettend laag is, omdat men angst heeft voor de represailles, omdat er mogelijks dreigementen kunnen zijn van de dader in de richting van het slachtoffer in de zin van als je dit gaat melden, blaas je het hele gezin op, dan moet papa of wie dan ook, de dader, naar de gevangenis, wat gaat er met jou gebeuren en dergelijke meer.

Wij hebben dus te maken met een toch bijzondere situatie. Het blijft voor een deel in het verborgene, het komt niet naar buiten. Maar er is ook de angst om het te melden.

Dat betekent ook dat misschien, maar daarover heb ik geen cijfers, de pakkans voor zedendelinquenten veel lager is dan voor andere delinquenten. Dat is echter eerder een hypothese dan wat anders. Ik weet niet of dit een antwoord is op uw vraag.

**Kris Van Hoeck:** Ik kan daar aan toevoegen dat slachtoffers die overweging maken: wat is de kans dat het, als ik met mijn klacht naar buiten kom, effectief tot een veroordeling leidt? De bewijslast is niet altijd evident in gevallen van seksueel misbruik.

Er is recentelijk een studie verschenen, helaas ook weer in de Verenigde Staten, waaruit blijkt dat gevallen waar jongens over hun slachtofferervaring spreken veel sneller en vaker geseponneerd worden dan bij meisjes die met hun verhaal komen. Wanneer het tot een veroordeling komt, blijkt dat de straf voor misbruik van jongens veel lager uitvalt dan voor misbruik van meisjes.

De manier waarop de samenleving daar nog altijd naar kijkt maakt het voor jongens die slachtoffer worden moeilijk. Dat is gelukkig aan het veranderen. Daarom vond ik in mijn preventiebetoog het spreken over misbruik zo belangrijk. Het maatschappelijke gesprek is belangrijk. Het speelt een rol in het naar buiten durven komen met hun verhaal. Zal het geloofd worden? Is er een kans dat het tot vervolging en veroordeling zal leiden?

Ik sluit meteen aan bij een andere vraag die gesteld is: nemen slachtoffers zelf contact op? Ja,

dat gebeurt. Vaak is dat in die gevallen waar zij denken: "Als ik met mijn verhaal naar buiten kom, gaat misschien niet gebeuren wat ik graag zou willen." Dan stappen zij in vele gevallen naar een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling, of soms rechtstreeks naar een centrum als het onze. In de meeste gevallen stappen zij echter naar een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling en wordt daar gekeken wat er met de dader moet gebeuren en wordt die op die manier verwezen. Dan houden wij het slachtoffer via het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling op de hoogte van de vorderingen.

Tenzij het slachtoffer zelf rechtstreeks contact gezocht heeft, gebeurt het niet zo vaak dat wij de stap naar het slachtoffer maken, omdat wij de weg die het slachtoffer zelf kiest belangrijk vinden. Als een slachtoffer therapeutische ondersteuning nodig heeft, is het beter dat het daar gebeurt. Het op de hoogte houden kan dan gebeuren via contact met de hulpverleners.

Het gebeurt wel dat slachtoffers de stap naar ons maken en vooral willen dat het misbruik stopt en dat de dader – in vele gevallen gaat het om directe familieleden – gevolgd en behandeld wordt.

**Stefan Bogaerts:** Ik zal nu een antwoord geven op de vraag van de heer Bracke. Klopt het dat er in België – ik spreek liefst alleen over Vlaanderen, want die situatie is mij het meest bekend – nooit gekeken wordt naar het sociaal weefsel, naar sociale netwerken? Dat klopt uiteraard niet. Er wordt gekeken naar het sociaal weefsel, naar het sociaal netwerk.

De vraag is wel: hoe wordt daarnaar gekeken? Doe je dat op een hap-snap-manier, in de zin van: we moeten toch ook wat informatie hebben van het netwerk waar die persoon opnieuw naartoe gaat? Of ga je effectief op een gestructureerde wijze dat netwerk inschakelen, mits toestemming van de dader?

In Nederland heeft men daar heel wat ervaring mee. Alle 13 TBS-klinieken in Nederland werken met sociale netwerkanalyses. Je gaat effectief kijken hoe iemand geleidelijk aan uitstroomt, via begeleid verlof naar onbegeleid verlof, en nadien vrij onder voorwaarden. Op een bepaalde manier, als dat mogelijk is, wordt ook dat netwerk gemobiliseerd. Dat betekent dat er zich rond de schil van een aantal professionals die bezig zijn met nazorg die soms zeer lang kan duren, ook een schil van significante netwerkleden gaat manifesteren die een vorm van informele controle of support geeft aan de zedendelinquent.

Dan is het zaak dat dit gemonitord wordt. Een netwerkconfiguratie is namelijk dynamisch, het verandert om de maand. Onze netwerken veranderen ook, misschien niet maandelijks, maar ze veranderen wel. We moeten daar dus regelmatig opnieuw naar kijken. Dat gebeurt effectief door de telefoon te nemen en te bellen naar netwerkleden. Dat kunnen familieleden zijn, maar evengoed vrienden, of een werkgever, mensen die iets betekenen voor de ex-geïnterneerde, de ex-gedetineerde in dit geval.

In België is men de laatste jaren bezig. Men investeert meer en men gaat op een gestructureerde manier kijken naar en bezig zijn met sociale netwerken, maar dat staat in België en in Vlaanderen in de kinderschoenen.

COSA, Circles of Support and Accountability, is een methodiek die gestart is in Amerika en Canada en overgewaaid is naar Engeland en in het leven geroepen is door de heer Wilson. Op dit moment is die operationeel in Breda en Den Bosch. Het justitiehuis van Antwerpen participeert erin. Dat betekent ook dat men een schil van professionals heeft en daarrond een schil van vrijwilligers. Die gaan zich op een gezonde manier bemoeien met de zedendelinquent. Het is zeer intensief, zeker voor vrijwilligers, maar ontzettend interessant. De vraag is of dat effectief is. Heeft dat zin? Werkt het?

Op dit moment kunnen wij niet zeggen dat het effectief is. De studies die Wilson in de voorbije jaren in het buitenland heeft gedaan, zijn veelbelovend. Hij spreekt van een recidivereductie van om en bij de 60 à 70 %. Het element dat verantwoordelijk is voor die recidivereductie is sociale ondersteuning, sociale support.

Als men naar andere forensische outpatientprogramma's, zoals Assertive Community Treatment, kijkt, dan ziet men dat ook daar de sociale ondersteuning, die tegelijkertijd een vorm van informele controle van de zedendelinquent is, het element is dat ervoor zorgt dat men minder vlug of niet hervalt.

Ik weet niet of ik op beide vragen geantwoord heb.

Het fysiologisch aspect is een heel interessant aspect. Dick Swaab is daar inderdaad mee bezig. In Nederland heeft men twee jaar geleden een NWO-subsidie naar buiten gebracht in het kader van het programma Hersenen en Cognitie met twee belangrijke pijlers. Enerzijds gaat het om het veilige brein, wat gaat over het veiliger maken van

onze samenleving. Anderzijds gaat het om het lerende brein.

Hier heeft het betrekking op het veilige brein. U doelt op het veilige brein. Dick Swaab is inderdaad iemand die een aantal jaren geleden met een scheef oog werd aangekeken omdat hij oorzaken van delinquent gedrag in de brede zin – niet alleen zedendelinquentie – toeschreef aan, laten wij zeggen, biologische afwijkingen. Bij de zedendelinquent-psychopaat zou de amygdala veel kleiner zijn. Er zouden stoornissen in het emotiecentrum zijn en een slechte doorgeleiding van signalen via de neurotransmissie, enzovoort.

Dick Swaab is op dit moment iemand die onderdeel uitmaakt van het programma Hersenen en Cognitie. Er situeert zich echter op dit moment een probleem. Dat is een probleem dat, denk ik, binnen een paar jaar, als het hele onderzoeksprogramma meer vaste vorm krijgt, zal moeten opgelost worden. Het gaat om het volgende: wanneer men bijvoorbeeld van zedendelinquenten een fMRI-scan afneemt, en hen op dat moment bijvoorbeeld plaatjes toont van bijna naakte kinderen, dan is de kans vrij groot dat men bepaalde hersenactiviteiten ziet oplichten. Wanneer men dat dan vergelijkt met een normale groep, niet-child molestors, dan gaan daar misschien geen oplichtingen zijn in de hersenactiviteit of veel minder hersenactiviteit. Dat is op zich heel interessant. Waar men nu tegenaan loopt is hoe men dit moet vertalen naar de klinische praktijk. Wat moet men daarmee in de klinische praktijk? Dat is eigenlijk een ontzettend belangrijke stap die nog moet gezet worden.

Het is heel interessant om te weten dat bijvoorbeeld zedendelinquenten die tevens hoog scoren op psychopathie, een lager cortisolniveau in hun bloed hebben en daardoor minder stressonderhevig zijn, enzovoort, maar ik ben geen medicus. Wat men mij heeft verteld, is dat men dit niet oplost door zo iemand een pilletje cortisol te geven. Ik kijk dan naar de dokter. Zo simpel is het niet. Die vertaalslag moet worden gemaakt.

Ik denk dat het goed zou zijn om ook neurofysiologische uitkomstmaten te gebruiken in het kader van bijvoorbeeld risicotaxatie van seksuele delinquenten. Ik denk dat dit fundamenteeler is dan alleen te werken met vragenlijsten of observaties. Het een mag het ander niet uitsluiten, maar hoe meer wij weten, hoe beter het is.

La **présidente**: La question sur le tableau de récidive.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik denk dat de vraag gedeeltelijk beantwoord is.

Als ik u goed heb begrepen, mag de taak van de justitieassistent die de sociale voorwaarden moet opvolgen er niet toe beperkt zijn dat de betrokkene naar het bureau komt en een uiteenzetting geeft over hoe zijn voorbije week is geweest. U zegt dat de justitieassistent moet voorzien, in samenspraak met de betrokkene, in een aantal contacten die men actief gaat controleren. Hij moet in de praktijk kijken wat er van aan is. Hij moet nagaan of het plaatje dat hij voorgeschoteld krijgt wel klopt. Zo heb ik het begrepen.

Ik had ook nog een tweede vraag die daaraan gekoppeld was. Indien de justitieassistent informatie krijgt, wat kan hij daarmee dan doen? Mag hij melden? Moet hij melden? Of is er een beroepsgeheim en zegt u dat de vertrouwensband blijft bestaan en dat er met die informatie niets gebeurt? Dat is wat ons bezighoudt.

**Stefan Bogaerts**: De laatste vraag vind ik een heel moeilijke vraag. Ik ben ook geen jurist. Als ik kijk hoe het in Nederland werkt, daar doet men het op voorhand. Zedendelinquenten die instappen in dat programma, weten dat informatie gedeeld wordt tussen professionals. Die weten dat zeer goed en die geven daarvoor ook toestemming. Er zijn ook zedendelinquenten, maar het wordt ook bij andere delinquenten toegepast, die geen toestemming geven. Men zou dan ook kunnen zeggen dat er dan eigenlijk een rode lamp zou moeten gaan branden: waarom geeft die persoon daar geen toestemming voor? Wat heeft hij te verbergen? Dat is dan ook weer interessante informatie om binnen de psychotherapie op te nemen.

Het doet mij denken aan uw vraag over het beroepsgeheim. In 2006 was er op de Nederlandse televisie het programma Zembra met een uitzending over levensgevaarlijke pubers. Ik herinner mij de woorden van professor Doreleijers die zei dat er zoveel informatie is en dat het grote probleem is dat er geen informatieoverdracht is van de ene hulpverleningsdienst naar de andere hulpverleningsdienst en dat elke hulpverleningsdienst opnieuw het warm water uitvindt en opnieuw gaat testen. Dat zijn niet mijn woorden, maar uw vraag doet mij een associatie maken met die woorden van professor Doreleijers in 2006.

**Rudy Verelst**: Ik zou daarop willen aansluiten, het was ook een van de vragen gericht aan mij. Zonder een standpunt in te nemen over een zwijgrecht of een spreekplicht, het is misschien het werk van de commissie om daar een standpunt in te nemen. Ik denk dat er toch wel een aantal uitgangspunten belangrijk zijn om in het debat mee te nemen.

Ten eerste, forensische psychiatrie of forensische hulpverlening bestaat per definitie uit drie partijen, namelijk de betrokkene, de hulpverlener en de maatschappij. Ik denk, als men zich inschrijft als hulpverlener in dat discours, in die behandeling, dat het belangrijk is om daarmee rekening te houden. Men moet rekening houden met het feit dat het geen klassieke hulpverleningsrelatie is tussen een betrokkene, een patiënt en een hulpverlener, maar dat het om een tripartiete verhouding gaat. Dat is toch wel belangrijk.

In die zin heb ik het moeilijk, ook als hulpverlener, om dan een orthodox standpunt te gaan innemen en te zeggen dat de derde partij helemaal niets mag weten.

Ik denk dat dit ook voor de PSD bijvoorbeeld een probleem is, als iemand terugverwezen wordt. Dat hoeft niet ten koste te gaan van de gedetineerde wiens voorwaardelijke invrijheidstelling ingetrokken wordt. Ik denk net het tegenovergestelde, en dat het belangrijk is dat het ook ten bate kan zijn van de gedetineerde die een nieuw voorstel moet krijgen. De PSD moet ten minste weten of het gaat over de schending van een afdelingsregel, dan wel om een nieuw delict.

Ik denk dat er juridisch-technisch wel een aantal voorbeelden zijn. Er is een samenwerkingsakkoord inzake seksuele hulpverlening tussen de Vlaamse Gemeenschap en Justitie, waarin toch al een canvas uitgetekend is voor wat er meegedeeld kan worden, welke gegevens er meegedeeld kunnen worden in het raam van die driehoeksverhouding.

Ik denk dat het belangrijk is dat uw commissie voorstellen formuleert om daar creatiever mee om te gaan, met behoud van de rechten van allen, maar toch ook wel met de inachtneming dat het hier gaat om een driehoeksverhouding, en niet een klassieke hulpverleningsbehandelingsrelatie. Daarover moet worden nagedacht, maar dat hoeft niet zwart-wit te zijn, in de zin van spreekplicht of spreekverbod. Daar kan creatiever mee worden omgegaan.

La **présidente**: Monsieur Verelst, je vous entends bien quand vous parlez de "traiter les dossiers avec plus de créativité" mais il faudrait savoir ce que cela veut dire. Vous dites que selon l'accord de coopération entre la justice et notamment le secteur des soins en Flandre et dans les autres Régions, vous n'êtes pas tenu au secret professionnel sur certaines choses pour lesquelles vous devez prévenir l'assistant de justice ou le juge d'instruction en cas de détention préventive. Ce qui se trouve dans l'accord est-il suffisant? Si vous nous dites que non et qu'il faut être créatif, qu'est-ce qu'être créatif?

M. Cosyns a rappelé tout à l'heure l'importance du lien de confiance, les équipes de SOS Enfants ont fait de même. Quand vous dites que ces accords de coopération ne suffisent pas en matière de données transmises par la justice, qu'entendez-vous par là?

**Rudy Verelst**: Volgens mij zijn de samenwerkingsakkoorden vrij goed. Als ik kijk naar het stopzetten van een VI binnen een residentiële setting, dan zou voor het uitwerken van een adequater reclaseringsvoorstel het wel moeten kunnen als er feiten gepleegd zijn binnen de sfeer waar iemand al reeds voor veroordeeld is. Dat is een creativiteit die nu niet in het akkoord zit. Ik heb het niet van buiten geleerd voor vandaag, maar dat zou wel een creatieve manier kunnen zijn om er mee om te gaan. De facto denk ik dat heel wat hulpverleners op die slappe koord toch ook al wel dansen en daar met respect voor omgaan. Voor het uitwerken van een nieuw reclaserings-VI-voorstel is het belangrijk te weten of iemand teruggestuurd wordt omwille van het schenden van formele afdelingsregels dan wel het plegen van feiten in de sfeer van waarvoor dat die persoon een VI gekregen heeft en waarvoor hij in behandeling gegaan is.

La **présidente**: "Les règles de la section"? Je ne comprends pas!

**Rudy Verelst**: Mevrouw de voorzitter, het gaat bijvoorbeeld over te laat terugkeren. Elke ziekenhuisafdeling heeft een aantal huisregels.

La **présidente**: C'est pour les individus déjà en résidentiel et cela correspond à l'injonction donnée par le juge d'instruction? C'est bien cela?

**Rudy Verelst**: Mevrouw de voorzitter, het is de situatie waarin iemand een VI krijgt van de SURB, naar de residentiële sector gaat en naar het gevangeniswezen wordt teruggestuurd, waarbij

het gevangeniswezen niet weet waarom hij wordt teruggestuurd. Gaat het om een schending van een huisregel? Gaat het om nieuw grensoverschrijdend gedrag? Gaat het om het weigeren van het volgen van een behandeling? Het gaat dus over het negatief gemotiveerd zijn.

La **présidente**: Cela, c'est pour les personnes en résidence. On vous impose une injonction thérapeutique résidentielle et on ne vous met pas en prison. Dans les autres cas, la majorité étant de l'ambulatoire, les accords de coopération suffisent-ils, pour vous qui êtes psychiatre?

**Rudy Verelst**: Ik heb het gevoel dat het kader wel vrij goed functioneert en dat het ons binnen het gevangeniswezen vrij voldoende informatie geeft.

**Kris Van Hoeck**: Ik kan er misschien aan toevoegen dat het een van de problemen is dat in een samenwerkingsakkoord de residentiële sector niet is opgenomen. Formeel zijn zij nog geen partij. Voor hen zijn er dan ook minder mogelijkheden om gegevens door te geven.

Wat de ambulante sector betreft, zijn er vijf punten in het samenwerkingsakkoord die minstens zesmaandelijks moeten worden gerapporteerd. De inhoudelijke rapportage over andere dingen, zoals waarom een therapie slecht loopt of iemand weinig op de afspraak komt, mogen wij niet rechtstreeks laten weten. In de praktijk lossen wij dat op door een driegesprek te organiseren tussen de hulpverlener, de cliënt en de justitieassistent. Daarbij horen wij zelf wat de cliënt tegen de justitieassistent zegt. Als dat niet verloopt op een manier die een zinvol traject in de hulpverlening mogelijk maakt, kan dat op de duur leiden tot het stopzetten van de opvolging. In zulke driegesprekken, zoals dokter Verelst zegt, met een actieve bijdrage van de justitieassistent als derde partner die er mee moet over waken dat alles in goede orde verloopt, kan veel worden opgelost.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Volgt u de redenering van de heer Verelst, in die zin dat er hulpverlening is, maar ook specifiek forensische hulpverlening, namelijk hulpverlening die zich kan situeren in strafuitvoering? Dat is een verschil en dat zou implicaties moeten hebben voor de opdrachtgever.

**Kris Van Hoeck**: Daar volg ik u volledig in. Ik denk dat het een goede keuze geweest is om daarvoor gespecialiseerde centra aan te duiden.

Het is geen opdracht die voor de algemene, reguliere hulpverlening weggelegd moet zijn. Het werken binnen die driehoek vraagt een aparte methodiek en een aparte bereidheid. Er zijn regels om zich aan te houden. Het werken vanuit dwang, vanuit een opdracht, vanuit een mandaat is toch een andere manier van werken dan in het reguliere circuit, waar gewerkt wordt met een vraag van de cliënt.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Het is een open vraag, maar ik vraag mij af of die houding van de hulpverlening in het algemeen vol te houden is en of het niet een soort abdicatie is omwille van een of ander heilig principe en het weigeren van het meewerken aan het oplossen van een maatschappelijk probleem. Men kan toch niet verwachten dat men nogmaals met veroordeelden gaat spreken en dat men hun vrijwilligheid nodig heeft om zijn werk goed te doen. Ik begrijp niet dat men vanuit de hulpverlening niet meer bereid is om in te zien dat er ook taken zijn die nuttig zouden kunnen zijn voor de maatschappij in het geheel, zonder te zondigen, want het gaat hier toch over een groot maatschappelijk probleem. Wij proberen met ons allen een veiligere maatschappij te creëren. Wij zijn ervan overtuigd dat zuivere repressie niet de oplossing is. Waarom weigert men dan vanuit de hulpverlening om mee te werken?

**Kris Van Hoeck**: Ik weet niet goed waar u op doelt, als u zegt dat er geweigerd wordt om mee te werken. Ik denk dat de hulpverlening wel meewerkt en haar rol daarin wil spelen. Professor Cosyns heeft dit daarstraks ook uitgelegd: het werken vanuit dwang is iets wat in de normale hulpverlening veel minder gebeurt. Dat wordt wel wat overdreven, want ook in de normale hulpverlening spelen dwangaspecten een rol. Als een man meegesleept wordt naar de therapeut omdat zijn vrouw anders dreigt te scheiden, dan gaat die man niet mee omdat hij dat echt zelf wil, maar omdat hij zich gedwongen voelt. Die grens is minder scherp dan soms wordt volgehouden. De hulpverlening wil wel meewerken met Justitie, wil die opdracht aanvaarden en wil ook rapporteren. De erkende centra schikken zich allemaal naar het samenwerkingsakkoord en naar de rapportageverplichting die daarin opgenomen is.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Heel specifiek. Het samenwerkingsakkoord houdt in dat jullie niet mededelen aan Justitie als de hulpverlening faalt?

**Kris Van Hoeck**: Nee, dat staat er wel in.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Zo hebben zij het ons

uitgelegd. Men zegt enkel dat de therapie ten einde is. Ik vind dat een fout. Ik geef u dat in alle eerlijkheid mee. Wat mij betreft, vind ik dat een fout in het samenwerkingsakkoord dat de hulpverlening niet wenst te zeggen of iets al dan niet gelukt is.

**Kris Van Hoeck**: In het samenwerkingsakkoord staat dat er vijf punten mogen worden gerapporteerd: de aanwezigheden, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de therapie; dat kan zowel van de kant van de cliënt zijn als van de kant van de hulpverlener. Ik denk dat dit wel kan worden gerapporteerd. Ik zie niet in waarom dat niet zou kunnen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Wat u nu zegt, is dan belangrijk want het mislukken van de therapie wordt dus wel medegedeeld.

**Kris Van Hoeck**: Ja.

**La présidente**: Monsieur Landuyt, nous avons reçu des documents à ce propos. C'est ce que les trois centres précédents nous ont dit, si j'ai bien compris.

**Kris Van Hoeck**: Er kunnen wel interpretatieverschillen zijn tussen de hulpverleningscentra over of men ook de inhoudelijke reden waarom de therapie mislukt is meegedeeld mag worden. In de praktijk kan dat opgevangen worden via een driegesprek. Al wil de hulpverlening misschien niet op papier zetten wat de reden is waarom het mislukt is, kan dit via een driegesprek wel opgevangen worden. In de praktijk is er volgens mijn ervaring wel bereidheid daarover samen te werken met Justitie. Dat wil niet zeggen dat alles wat in de hulpverlening besproken wordt met Justitie gedeeld kan worden.

Professor Cosyns heeft het daar ook over gehad. Dan is er geen vertrouwensrelatie meer en kan Justitie het beter zelf organiseren. Is dit een antwoord op uw vraag?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ja.

**Kris Van Hoeck**: Er was ook een vraag over het woonverbod. Ik heb het woord "woonverbod" zelf niet gebruikt. Ik had het over het marginaliseren en uit de samenleving proberen te houden van delinquenten. Inderdaad, in de Verenigde Staten zijn er verschillende staten die dat soort van maatregelen hebben. Er zijn staten waar een seksuele delinquent in zijn voortuin een bord moet zetten: "Hier woont een seksuele delinquent." Zo

zijn er ook staten waar een maatregel bestaat dat iemand niet dichterbij dan 2 kilometer van een school mag wonen. Dat is het voorbeeld dat ik gaf.

Dit soort maatregelen zijn in de Verenigde Staten dan meestal op alle seksuele delinquenten van toepassing, van minder erge tot de ergste. Wanneer zulke maatregelen lineair worden toegepast op iedereen, blijkt eerder – dat is ondertussen door onderzoek aangetoond – dat dit recidivebevorderend werkt, omdat het deelnemen aan en een plek vinden in de samenleving is wat mensen motiveert om zich aan regels te houden. Als men een leven kan leiden...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat had ik verkeerd begrepen.

**Kris Van Hoeck:** Er was ook een vraag over jonge daders. Ik ben er bijna zeker van dat niet in het Waalse en het Brusselse samenwerkingsakkoord opgenomen is. Het samenwerkingsakkoord in Vlaanderen – maar volgens mij ook de twee andere – vertrekt van een opsomming van justitiële maatregelen op basis waarvan iemand naar de hulpverlening verwezen kan worden. Daar wordt het jeugdrecht niet in vernoemd. Het gaat om alle mogelijke andere maatregelen, maar niet het jeugdrecht.

La **présidente:** Dans les trois accords de coopération, c'est bien cela?

**Kris Van Hoeck:** Ik ben daar quasi zeker van.

La **présidente:** En Flandre, on ne s'en occupe pas non plus.

**Kris Van Hoeck:** Nee

La **présidente:** Et cela, c'est vraiment un manquement au niveau des accords.

J'aimerais, si possible, que vous nous envoyiez tous les chiffres que vous avez cités ici. Cela nous semble être des chiffres importants, issus de votre expertise, de gens qui passent dans votre centre.

Si j'ai bien compris, en 2008, 20 % des viols étaient commis par des mineurs ...

**Kris Van Hoeck:** Dat is op basis van een onderzoek in de Verenigde Staten, een studie die in 2008 werd gepubliceerd. Dat zijn geen cijfers van ons centrum. Volgens die studie worden 20% van de verkrachtingen in de Verenigde Staten en 30 tot 50% van het misbruik op kinderen door minderjarigen gepleegd.

La **présidente:** Sur la base de votre expérience à tous les trois, pouvez-vous dire si les mineurs, même si vous ne les voyez pas dans vos centres, sont impliqués dans les faits de mœurs, d'abus et de viol?

**Kris Van Hoeck:** In 2010 hadden wij 66 dossiers van minderjarige plegers. Het verschil met de dossiers van volwassen plegers is dat er bij de minderjarige plegers meer niet-gerechtelijke verwijzingen zijn, waarbij andere kanalen dan Justitie worden gevolgd om de minderjarigen bij ons aan te melden.

Het gaat soms om ernstige feiten. Groepsverkrachtingen werden genoemd. Er zijn ook minderjarigen die voor kinderporno worden gepakt. Er zijn ook veel volwassen plegers die als minderjarige met feiten als exhibitionisme begonnen zijn.

Men moet vroegtijdig kunnen ingrijpen. Daarom hoeft niet voor elke minderjarige en elk zedenfeit meteen de meest strenge straf worden uitgesproken. Er moet echter wel een signaal zijn dat zij een grens hebben overschreden en dat er moet worden nagedacht over wat dit betekent, wat de gevolgen hiervan zijn voor henzelf, hun familie en het slachtoffer en wat zij daaruit kunnen leren voor hun verdere leven.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik wil op dit punt ingaan. U zei eerder dat een van de problemen was dat minderjarigen niet een tijdlang kunnen worden gevolgd omdat ze van het ene rechtssysteem naar het andere overstappen.

Ik begrijp dat probleem, maar heeft u enig idee van een oplossing? Ik denk dat men dat niet kan oplossen of ziet u dat anders?

**Kris Van Hoeck:** Ik ben geen jurist en weet niet hoe dit juridisch moet worden opgelost. Ik denk louter in termen van hulpverlening. Ik denk dat het een goede zaak zou zijn indien de maatregelen die door een jeugdrechter worden opgelegd aan iemand die als zeventienjarige feiten pleegt, achteraf nog door een justitieassistent kunnen worden opgevolgd wanneer de pleger meerderjarig is. Hoe dat juridisch moet worden opgelost, daarop kan ik geen antwoord geven.

La **présidente:** Je vous avais également posé une question sur la prévention, notamment concernant l'expérience à Berlin.

**Kris Van Hoeck:** Mevrouw de voorzitter, het



project in Berlijn bestaat nu een viertal jaar. Voor zover ik weet, zijn er nog geen concrete resultaten over recidivepercentages bekend.

Wij hebben in de studies ook gemerkt dat, om goede recidivestudies te maken, een looptijd van vijf of zeven jaar nodig is. Echt goede studies hebben zelfs een looptijd van twintig jaar en meer.

De cijfers zijn er dus nog niet.

Ik kan alleen meegeven dat van de desbetreffende diensten wel gebruik wordt gemaakt. Zij hebben een dertigtal therapieplaatsen per jaar, die tijdens de vier jaar dat het project nu loopt, altijd volledig bezet zijn geweest door mensen die vrijwillig de stap hebben gezet. Zij hadden geen enkele verplichting en hebben enkel op een televisiespotje of op een affiche in de metro gereageerd. De voorbije jaren is ook steeds meer op de internetwebsite van het project gereageerd.

Zij hebben, enerzijds, een programma voor mensen die fantasieën over kinderen hebben en voor wie dergelijke fantasieën voornamelijk de reden is om contact te zoeken. Zij hebben, anderzijds, ook een programma voor mensen die al naar kinderporno hebben gesurft, maar daarvoor nog niet door Justitie zijn opgepakt. Zij hebben dus twee programma's. Voor het programma rond kinderporno hebben zij vijftien plaatsen. Mensen nemen daarvoor zelf spontaan contact op, omdat zij het zelf als een probleem aanvoelen en hopen via hulpverlening van hun probleem af te kunnen komen.

Wat een preventieaanpak in het algemeen betreft, heb ik vooral gesproken over wat de hulpverlening ter zake kan bijdragen. Rond preventie in het algemeen moet ook aan scholen en andere kanalen worden gedacht, om het maatschappelijk gesprek rond de kwestie op gang te brengen en te houden evenals de bewustwording daaromtrent en het problematiseren van misbruik, met name dat misbruik niet normaal is en dat daarover kan en mag worden gesproken, aan te zwengelen.

De hulpverlening kan ter zake een specifieke bijdrage leveren.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer Van Hoeck, ik heb een vraag in verband met kinderpornografie. Jullie zien daders, of iemand die in het bezit is van seksueel misbruik van minderjarigen. Jullie hebben daar kennis van. Achter die beelden zit er echter ook een realiteit, feiten. Wij weten dat kennis hebben van de

beelden of het bezit hebben van de beelden, voor politie, Justitie en de parketten een mogelijkheid biedt tot de opheldering van toch wel zeer ernstige misdrijven. Hoe gaat u daarmee om? U zegt dat die mensen hulpverlening zoeken, zelfs preventief, om te vermijden dat zij zelf tot handelen overgaan. Die betrouwbaarheid moet er zijn, want anders stoten we die mensen helemaal af, en dan hebben we misschien twee daders. Maar hoe lost u het luik op dat degenen die verder onderzoek zouden moeten kunnen plegen naar de gruwelijke realiteit achter die beelden, niet in het bezit geraken van dat spoor dat jullie in handen hebben? Hoe denkt u daarover? Moet Justitie niet op een of andere manier, misschien zelfs zonder te weten wie de bron is, kennis krijgen van die beelden om te kunnen identificeren enzovoort?

**Kris Van Hoeck:** In de praktijk hebben wij zelf die beelden niet. Ik denk dat Peter De Waele daarover hier ook al gesproken heeft. In de praktijk komen zij heel vaak, wanneer er huiszoekingen gebeuren en computers in beslag genomen worden, dezelfde collecties tegen. Er worden niet zo vaak totaal nieuwe beelden gevonden. Het is een circuit dat wereldwijd ronddraait en waarbij alles wordt uitgewisseld.

De uitzonderingen zijn de besloten netwerken van pedofielen die rechtstreeks beelden onder mekaar uitwisselen. Soms kan men maar tot zo'n netwerk toetreden als men zelf ook nieuwe beelden aanlevert. Dan gaat het om mensen die eventueel hun eigen kinderen of die zelf ook feiten plegen, om op die manier beelden op het net te kunnen zetten, om dan verder aan dat netwerk te kunnen deelnemen. Dat soort van mensen komt echter niet vrijwillig naar de hulpverlening. Zij worden naar ons gestuurd door Justitie. De feiten zijn dan al bekend. Justitie kan dan ook achterhalen om wie het gaat. Justitie kan haar werk dan doen, en dat is zeker heel belangrijk werk.

Degenen die enkel kinderporno gedownload hebben en ernaar gekeken hebben, dus degenen die niet zulke feiten gepleegd hebben, hebben vaak zo'n abstractie gemaakt van de realiteit die erachter zit. Zij zijn alleen maar bezig met hun eigen plezier en met het beeld dat zij op de computer zien. In therapie laten wij hen dan ook de verhalen lezen.

Er zijn ook wel slachtoffers van dergelijke kinderpornocircuits die hun verhaal uitgeschreven hebben en die daarover getuigd hebben. Het lezen van die verhalen is een belangrijk onderdeel van de therapie; gewoon met de realiteit geconfronteerd worden die achter die beelden zit,

dat is zeker belangrijk.

**Daphné Dumery** (N-VA): Aansluitend op datzelfde punt waar mevrouw Van Cauter naar toe wil gaan eigenlijk, als er nu een dader tijdens die therapie vertelt dat hij zwakke momenten heeft en dat hij eigenlijk een bepaald kind zal benaderen, wat doet u met die gegevens?

**Kris Van Hoeck**: Als dat om een concreet kind gaat dat identificeerbaar is, dan zullen wij altijd minstens een vertrouwenscentrum kindermishandeling inschakelen. Dan kan de therapie eigenlijk alleen maar in veilige omstandigheden voortgezet worden wanneer er dan ook zorg is dat die feiten niet doorgaan en zich niet kunnen herhalen en, mochten ze in het verleden dan al gebeurd zijn, dat er ook zorg is voor het slachtoffer. Dat is een aspect.

Het andere aspect is dat het in ieder geval een aanwijzing is dat de therapie plus de omkadering die er tot dan toe rond de dader geweest is, onvoldoende is. Want het heeft niet kunnen voorkomen dat er opnieuw feiten zouden kunnen gepleegd worden en dus moet er opnieuw nagedacht worden over de vraag wat is hier veilig om verder te kunnen werken.

**Daphné Dumery** (N-VA): U blijft wel binnen hulpverlening. In de vorige getuigenissen hebben we hier wel gehoord dat er eigenlijk vanuit de hulpverlening een beetje kritiek was dat de kloof naar Justitie te groot was. Mijns inziens kan een hulpverleningsinstantie die kloof met het gerecht, Justitie zelf verkleinen. Maar u zelf verwijst naar andere hulpverleningsinstanties. U zult niet die kloof met Justitie verkleinen.

**Kris Van Hoeck**: De wet op de noodsituatie geldt om situaties van mogelijk recidive in de toekomst. Dus in zover iemand iets vertelt over iets wat gebeurd is en dat er nog een verdergaand risico is naar de toekomst, kunnen wij en zullen wij Justitie zelf ook wel inlichten. Het is in het verleden ook al geweest dat we met een client hebben afgesproken: wij kunnen u alleen verder helpen als dat wat je nu tegen ons verteld hebt, ook aan de justitieassistent vertelt. Als we niet helemaal zeker zijn dat hij dat ook zal doen, kan dat ook in het kader van zo'n driegesprek georganiseerd worden en dan zijn wij erbij op het moment dat hij dat dan zelf zegt aan de justitieassistent.

Misschien sluit dat een beetje aan bij de creatieve oplossingen waarnaar dokter Verelst op zoek is? Het heeft geen zin om hulpverlening verder te zetten als dat niet in veilige omstandigheden kan,

wat niet wil zeggen dat wij in alle omstandigheden het beroepsgeheim of de vertrouwensrelatie zullen doorbreken en zelf actief naar Justitie stappen.

Wij hebben ook al, in het geval van een dader die nog niet bekend was bij Justitie en die in de loop van de therapie vertelt dat hij het terug moeilijk kreeg, zelf gezegd: "Wij kunnen u alleen verder helpen als jij u zelf gaat aangeven bij Justitie, zodat Justitie ook mee kan kijken en mee kan beoordelen of dit allemaal op een goede manier verder loopt."

Waar ik zelf een beetje huiverig voor ben, zijn standaardrichtlijnen die op alle situaties op dezelfde manier moeten worden gevolgd. Ik denk dat elke situatie anders is. Slachtoffers vragen ook niet altijd dat het op dezelfde manier gevolgd wordt. Er zijn ook getuigenissen in de pers geweest van slachtoffers, ook van bekende Vlamingen die slachtoffer geweest zijn, en die eigenlijk verteld hebben dat zij daar zelf geen zware trauma's of nadelige gevolgen aan over hebben gehouden. Het blijft toch een zoeken naar wat het beste is voor de maatschappij en wat het beste is voor de individuen die hierbij betrokken zijn.

Justitie moet haar werk doen en daarnaast – ik ben het helemaal eens met de heer Landuyt – zijn er gespecialiseerde hulpverleners nodig die dit soort van werk willen doen en die dit ook intiem willen doen. Dat soort van beslissingen neemt men nooit alleen. Daar moet overleg zijn met collega's. Daar moet overleg zijn. Ook tussen centra onderling is er dikwijls overleg om te zoeken naar de beste manier om in deze situatie met het risico om te gaan. Dat is gespecialiseerd werk.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik heb een technische vraag over het artikel 107 in verband met outreachbedden. Kunt u dat nader toelichten?

**Rudy Verelst**: Binnen Volksgezondheid laat het artikel 107 van de ziekenhuiswet toe om middelen die gealloceerd zijn aan bedden te gebruiken met behoud van de middelen voor zorginnovatieve projecten. Een punt dat zeker in Vlaanderen zeer sterk op de agenda staat is de vermaatschappelijking van de zorg, het uitwerken van ambulante teams, dus het afbouwen van residentiële bedden met het oog op het uitbouwen van ambulante zorg waaronder outreachteams die bij de patiënt aan huis gaan.

Nu moet ik hieraan toevoegen dat het gaat om algemene psychiatrische zorg. Ik vrees dat die

middelen niet onmiddellijk zullen worden gealloceerd aan forensische populatie. Ik denk dat er een grote weerstand is in het hele land, dat is toch mijn ervaring, om forensische patiënten, of het nu gaat om seksuele delinquenten of niet, binnen de reguliere zorg op te nemen. Het is ook de vraag of dat goed is, de opmerking van de heer Landuyt in acht genomen.

Het gaat om gespecialiseerde zorg, waarin mensen moeten worden opgeleid. De moeilijkheid is nu dikwijls dat algemene zorgverleners die zorg opnemen maar dan de verregaande consequenties niet willen nemen omdat het gaat hier om een driehoeksverhouding. Het gaat hier dus wel om een specifieke zorg.

Wat we wel zien is dat de pilootprojecten voor geïnterneerden – de drie ziekenhuizen in Rekem, Zelzate en Bierbeek hebben in het kader van Volksgezondheid pilootprojecten voor de zogezegde medium security geïnterneerden – verleden jaar ook middelen hebben gekregen om specifiek aan outreach te doen om de doorstroming binnen de ziekenhuisbedden te bewerkstelligen.

Ik denk dat dit belangrijk is. Ik verwacht niet onmiddellijk dat de toepassing van het artikel 107 gaat leiden tot meer forensisch psychiatrische capaciteit, maar het zou wel een middel kunnen zijn.

Ik denk trouwens dat het een en-enverhaal is. Ik denk dat de huidige residentiële voorziening, de huidige capaciteit van ziekenhuisbedden voor seksuele delinquenten in de initiatieven zoals die nu in Sint-Truiden, Sint-Niklaas en Beernem aanwezig zijn, onvoldoende zijn. Wij botsen daar in Justitie op dat zij de luxe hebben om alleen de kersen van de taart te nemen en de echt moeilijke gevallen niet moeten nemen. Daar is ook geen opnameplicht. Ik pleit ook niet voor een opnameplicht.

De capaciteit is nu al te weinig en de reconversie van ziekenhuisbedden naar outreachteams of naar andere zorginnovatieve projecten in de psychiatrie heeft zeker niet deze doelgroep voor ogen in de discussies binnen Volksgezondheid.

La **présidente**: À titre d'information, la commission de la Santé publique dressera demain un état des lieux de la santé mentale, notamment en ce qui concerne l'article 107. Il y aura un exposé introductif de la vice-première ministre, Laurette Onkelinx, ainsi qu'un échange de vues. J'ai demandé que notre commission soit

tenue au courant de cet échange de vues.

**Rudy Verelst**: Ik moest nog twee vragen beantwoorden. De heer Landuyt had een vraag gesteld naar de reflectie over dwangmiddelen. Ik denk dat wij met een groep patiënten zitten waarbij de interne motivatie tot het vragen en zoeken van hulp en verandering relatief beperkt is. Voor heel wat van ons cliënteel kan externe motivatie een belangrijk therapeutisch instrument zijn. Het meest extreme zijn het niet-doen van strafeinde en het verkrijgen van voorwaardelijke invrijheidsstelling als vormen van externe motivatie. Er is ook het verkorten van de gevangenisstraf wanneer men in een therapeutisch project stapt. Er zijn genoeg juridische voorbeelden, zoals ook probatie wanneer men in hulpverlening gaat.

Ik geloof voor een stuk in de therapeutische waarde van dwangmiddelen – al is dat misschien sterk uitgedrukt – of van een zekere dwang om in een bepaald therapeutisch project te stappen. Ik denk dat dat niet negatief is. Het kan ook worden gebruikt als positieve bekrachtigers. In die zin geloof ik in het uitwerken van therapeutische programma's, ook voor seksuele delinquenten binnen de gevangensmuren. Er zijn daarvan ook buitenlandse voorbeelden. Zij komen dan terecht in een apart regime en worden positief bekrachtigd in een dergelijk programma te stappen. Ik geloof in de therapeutische waarden van bepaalde juridische kaders.

Ik kom tot een laatste bedenking over de rol van het slachtoffer. Bij het uitwerken van reclasseringsvoorstellen wordt bij een bepaalde straf een slachtofferfiche opgemaakt en wordt er rekening gehouden met de verzuchtingen en de wensen van de slachtoffers.

**Stefan Bogaerts**: Nog even iets over de recidivecijfers waar u naar vroeg. Het gaat om een heterogene groep zedendelinquenten die in Nederland is uitgestroomd in 1997 en die men eigenlijk tot zeven jaar na datum gevolgd heeft. Die recidivecijfers zijn geregistreerde recidivecijfers op basis van nieuwe veroordelingen. Ze liggen bijzonder laag, in de zin dat 13 à 14 % na zeven jaar – even kort door de bocht – opnieuw geregistreerd wordt als recidivist. Die hebben dus een nieuwe veroordeling voor een zedenfeit.

Ik zei daarnaast dat men die 14 % of 12 % - het gaat niet om 1 % meer of minder - eigenlijk met een factor drie of vier moet vermenigvuldigen. Dat is iets wat Marshall al twintig jaar zegt, dat is iets

wat Jos Frenken in Nederland al twintig jaar zegt. Er zijn studies in het buitenland. Er is een vrij kleine Nederlandse studie die kadert in eerder research and development waarin men veroordeelde zedendelinquenten zei dat ze de mogelijkheid kregen om alle feiten op tafel te leggen zonder dat daar juridische gevolgen aan verbonden zouden zijn. Toen zag men eigenlijk dat er een veelvoud aan zedenfeiten zelf gerapporteerd wordt door de zedendelinquenten. Dat betekent dat er een ontzettende onderrapportering is via die geregistreerde data en dat dit helemaal geen beeld geeft van de werkelijkheid.

Wanneer men daders vraagt om nu eens echt te vertellen hoeveel feiten ze gepleegd hebben, gaande van lichte tot ernstige feiten, een hele mix van feiten, dan ziet men dat er veel meer boven tafel komt dan wat geweten is bij de Justitie of bij hulpverleners. Een zelfde studie, vrij kleinschalig, is gebeurd in Nederland. Daar is dezelfde vraag gesteld aan een vijftigtal zedendelinquenten. Daar merk je dezelfde lijn. We kunnen natuurlijk niet zeggen of zij de waarheid spreken of opscheppen. Zit daar soms een soort genoegdoening richting de onderzoeker of de hulpverlener in die met dat soort vragen komt, in de zin dat men toch geïnterneerd is en het dus niet uitmaakt of men nog twee of drie feiten toegeeft? Dat weet ik niet. De lage recidivecijfers voor seksuele recidive zijn wel laag, maar geven dus absoluut geen beeld van de werkelijkheid.

**La présidente:** Par rapport à la délinquance auto-rapportée.

**Stefan Bogaerts:** Hoe zegt u?

**La présidente:** Par rapport à la délinquance auto-rapportée. C'est sur ce type de méthodologie que vous vous basez.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik vraag mij voortdurend af wat de waarde is van die cijfers. Wat kan men daarmee doen?

**Stefan Bogaerts:** Dat is een heel goede vraag. Wat is de waarde van de cijfers? Wij spreken steeds over het dark number. Wij hebben binnen de criminologie de neiging om te zeggen dat wij geen antwoord hebben op het dark number. Wij hebben daarop wel antwoorden, er zijn methodes om het dark number boven tafel te halen.

Men heeft vangst- en hervangstmethodes om datgene dat niet gerapporteerd is, te schatten op basis van hetgeen men wel weet. Wij moeten ons

absoluut niet alleen blindstaren op een percentage, van 14 %, 17 % of 18 %, want dat hangt met zoveel samen, zoals meldingsbereidheid, registratiebereidheid en weet ik veel wat. Die cijfers bieden echter wel uitdagingen en realistische mogelijkheden om een meer realistische omvangschatting te maken van het fenomeen.

Dat is recent gebeurd in het kader van huiselijk geweld, waarover ik daarstraks sprak. De universiteit van Utrecht heeft op grond van de politiecijfers, de meldingen die bekend waren van slachtoffers en daders van huiselijk geweld bij de politie, een vangst-hervangstschatting gemaakt. Dan heeft men toch bij benadering een omvangschatting van het fenomeen.

Wij mogen ons echter absoluut niet blindstaren op dat soort van cijfers, dat is het grote probleem met cijfers. Statistieken geven heel vaak onderrapporteringen, terwijl als men aan mensen vraagt of ze ooit slachtoffer zijn geweest van, dan krijgt men een overrapportering en de waarheid zal ergens in het midden liggen, denk ik.

**La présidente:** Chers collègues, y a-t-il encore des questions? (*Non*) Zijn er nog vragen? (*Nee*) Dans ce cas, je vais remercier les trois intervenants tout en rappelant à M. Van Hoeck de nous transmettre ses chiffres, ce serait gentil.

Mme Coppieters est déjà dans notre salle. Je vais m'excuser du retard que nous avons pris tout en nous permettant de prendre cinq minutes pour pouvoir raccompagner les trois intervenants précédents. Je vous remercie.

*La réunion publique de commission est suspendue de 18.50 heures à 19.04 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 18.50 uur tot 19.04 uur.*

**Audition de Mme Marina Coppieters, présidente de la Commission de probation auprès du tribunal de première instance de Bruxelles (Chambre francophone)**

**Hoorzitting met mevrouw Marina Coppieters, voorzitter van de probatiecommissie bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel (Franstalige Kamer)**

**La présidente:** Nous n'allons pas faire patienter plus Mme Coppieters qui, déjà, nous a fait le plaisir d'attendre pendant une heure. Chers collègues, nous allons maintenant entendre Mme Coppieters, présidente de la commission de probation auprès du tribunal de première instance

de Bruxelles. Mme Coppieters va nous faire un exposé. Bien entendu, nous passerons ensuite aux différentes questions. Madame Coppieters, vous avez la parole.

**Marina Coppieters:** Madame la présidente, mesdames et messieurs, vous avez eu une longue et fatigante journée. Je vais dès lors essayer d'être aussi brève et claire que possible.

Les commissions de probation ont été créées en 1964 à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et l'arrêté royal du 9 novembre 1964 relatif au fonctionnement de la commission de probation.

Quelle est la composition de la commission de probation? La commission de probation est composée d'un président, un magistrat effectif ou honoraire – personnellement, je suis honoraire –, d'un avocat et d'un fonctionnaire qui est psychologue, criminologue ou sociologue.

La **présidente:** Je sais que vous accélérez le rythme mais les interprètes n'arrivent pas à suivre!

**Marina Coppieters:** Le procureur du Roi assiste, avec voix consultative, aux séances de la commission uniquement lorsqu'il s'agit de vérifier le bon déroulement des mesures probatoires. La commission siège à huis clos. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Il est institué une commission de probation auprès de chaque tribunal de première instance.

Quelles sont les compétences et les attributions de la commission de probation? Lorsqu'une décision judiciaire est coulée en force de chose jugée, c'est-à-dire lorsque la décision est devenue définitive, la commission est là pour contrôler l'exécution des mesures probatoires prononcées soit dans le cadre d'une mesure de suspension probatoire du prononcé de la condamnation, soit dans le cadre d'une condamnation à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis probatoire. La commission surveille l'accomplissement des conditions pendant la durée de mise sous probation.

La seconde mission de la commission de probation est de contrôler l'exécution et le déroulement de la peine de travail autonome.

Les décisions judiciaires, lorsqu'elles sont devenues définitives, sont envoyées par le greffe à la commission de probation qui les adresse à la maison de justice. Cette dernière désigne un

assistant de justice qui sera chargé de vérifier si le justiciable respecte les mesures probatoires ou, s'il s'agit d'une peine de travail, s'il l'exécute correctement.

La commission est tenue au courant du respect des conditions probatoires ou de la bonne exécution de la peine de travail par l'intermédiaire de l'assistant de justice désigné. L'assistant de justice rédige à l'intention de la commission de probation des rapports de signalement très complets expliquant l'évolution de la situation du justiciable. Lorsque le rapport de l'assistant de justice signale un ou plusieurs faits graves d'inobservation des conditions imposées ou d'inexécution de la peine de travail autonome, le justiciable est convoqué devant la commission de probation.

La commission de probation entend l'intéressé et décide, soit de lui accorder une ultime chance s'il s'engage à respecter scrupuleusement les conditions probatoires ou, dans le cas d'une peine de travail autonome, s'il s'engage à l'effectuer dans les plus brefs délais et de manière positive. Si la commission de probation constate que le justiciable n'est nullement motivé, elle renverra le dossier à M. le procureur du Roi aux fins de demander à la juridiction compétente la révocation de la mesure probatoire. Dans le cas d'une peine de travail non effectuée ou mal effectuée, le dossier sera renvoyé à M. le procureur du Roi pour application de la peine de substitution.

En matière de délinquance sexuelle, vous savez que l'accord de coopération du 12 mars 2000 impose au justiciable, qui a l'obligation par jugement de suivre une thérapie, de consulter pour la Région de Bruxelles-Capitale le Centre d'Appui bruxellois qui, après examen du dossier et de la décision judiciaire, dirigera le délinquant sexuel vers le centre de santé spécialisé adéquat. Ce sera Psycho-Belliard, Chapelle-aux-Champs, l'ASBL Triangle ou encore l'ASBL Autrement.

Lorsque le Centre d'Appui bruxellois constate que le justiciable n'observe pas le suivi thérapeutique, ne s'y investit pas, il le signale dans un rapport détaillé à l'assistant de justice chargé du dossier. L'assistant de justice en avise immédiatement la commission de probation. La commission de probation convoque le justiciable, l'entend et, s'il s'avère que la reprise d'un suivi thérapeutique est impossible, la commission de probation n'a d'autre issue que de renvoyer le dossier à M. le procureur du Roi aux fins de demander au tribunal la révocation de la mesure probatoire.

Si la mesure probatoire est révoquée, le justiciable devra subir la peine d'emprisonnement.

Un autre cas qui peut se présenter – et il se présente quand même de temps en temps – est celui où une personne reconnaît les faits d'abus sexuels devant le tribunal. Elle est condamnée à une peine d'emprisonnement avec un sursis probatoire dont l'une des conditions est d'être suivie par le Centre d'Appui bruxellois et un centre de santé spécialisé. Lors de son entretien avec le Centre d'Appui bruxellois, le justiciable revient sur ses aveux et nie formellement les faits pour lesquels il a été condamné. Toute thérapie est impossible. L'assistant de justice présente le dossier devant la commission de probation. La commission de probation essaiera de raisonner l'intéressé mais s'il persiste dans ses dénégations, la commission de probation ne pourra que proposer la révocation de la mesure. L'affaire est renvoyée devant le tribunal qui, la plupart du temps, révoquera la mesure. Le justiciable devra exécuter la peine d'emprisonnement.

Autre cas que nous avons rencontré: un justiciable est condamné du chef d'attentat à la pudeur et viol à 40 mois d'emprisonnement avec un sursis probatoire de trois ans. Il est suivi par le Centre d'Appui bruxellois qui estime, qu'après un suivi thérapeutique de deux ans, la condition peut être suspendue. La commission de probation est extrêmement prudente à cet égard et si nous n'avons pas tous nos apaisements, nous convoquons le responsable du Centre d'Appui bruxellois afin qu'il puisse nous expliquer en détail les raisons profondes qui l'amènent à proposer la suspension du suivi thérapeutique. Dans certains cas, la commission de probation s'est ralliée à la proposition du Centre d'Appui bruxellois; dans d'autres cas, elle a maintenu la condition craignant une récidive.

Je suis personnellement sceptique quant à la réinsertion sociale d'un délinquant sexuel. Je ne suis ni psychiatre, ni psychologue, je ne suis que juriste et magistrat. Je préside depuis trois ans la commission de probation mais j'ai aussi été, dans ma carrière, pendant dix ans, juge d'instruction et ensuite également présidente de la chambre du conseil de Bruxelles qui voit défiler l'ensemble des affaires correctionnelles et criminelles.

D'une manière générale, les délinquants sexuels ont une personnalité fragile qui peut à tout moment basculer et le risque de récidive est bien présent. Certaines affaires m'ont particulièrement ébranlée. Je vous en cite une. Ce sont des

affaires qui datent de quand j'étais juge d'instruction, de 1981 à 1992.

Un jeune homme d'environ 20 à 25 ans est recherché depuis plusieurs mois et est soupçonné d'avoir violé plusieurs jeunes filles. Un portrait-robot est diffusé et le jeune homme est dénoncé par un de ses amis. L'affaire est mise à l'instruction, le jeune homme reconnaît les faits et explique qu'il a une petite amie avec qui il n'a pas de relation sexuelle parce qu'elle ne prend pas la pilule et qu'il la respecte.

Vous voyez donc que, d'un côté, c'est quelqu'un qui est plus ou moins équilibré.

Il précise qu'à certains moments, il a des pulsions incontrôlables, qu'il sort de chez lui, se rend à la sortie d'une école, entraîne une jeune fille et la viole dans un endroit retiré.

Je décerne évidemment un mandat d'arrêt et ordonne une expertise psychiatrique. L'expert conclut que l'intéressé était au moment des faits dans un état grave de déséquilibre mental, le rendant incapable du contrôle de ses actes et qu'il est toujours dans le même état. L'on se dirige dès lors vers la loi de défense sociale et le jeune homme est interné.

Au bout de trois ans d'internement et de suivi, il obtient des permissions de sortie. Il rencontre une jeune fille dont il tombe amoureux et qu'il met au courant de sa situation. À chaque permission de sortie, les jeunes gens se rencontrent et tout a l'air de bien se passer. Un an et demi plus tard, leur relation se détériore et la jeune femme le quitte. Quinze jours plus tard, l'homme viole une jeune fille.

Autre cas. On recherchait dans toute la Belgique un homme d'une quarantaine d'années qui, aux arrêts de tram ou d'autobus, pinçait les fesses des petites filles qui rentraient chez elles après l'école. L'auteur est vivement recherché, un portait-robot est diffusé.

Il s'avère qu'un matin, un homme à Bruxelles arrête sa voiture dans une station d'essence. Le gérant constate qu'après avoir fait le plein d'essence, l'homme recouvre sa plaque d'immatriculation arrière avec du papier essuie-tout. Alerté, le gérant prend note immédiatement du numéro de la plaque d'immatriculation à l'avant qui n'avait pas encore été dissimulée. Il prévient la police, sans savoir de quoi il s'agit.

La voiture et son propriétaire sont très rapidement

identifiés. L'affaire est mise à l'instruction. Le suspect comparait devant moi, reconnaît les faits, explique qu'il est représentant de commerce – ce qui entraîne que les faits étaient malheureusement perpétrés dans toute la Belgique –, il vit avec une compagne avec laquelle il s'entend bien. Il explique qu'il a eu des moments de faiblesse.

Je constate dans son casier judiciaire qu'il avait été antérieurement condamné à dix ans d'emprisonnement pour viol. À l'époque, il avait 25 ans et on était 15 ans plus tard. Je vous dis bien que la récidive, ce n'est pas trois, quatre, cinq ans après, mais cela peut être beaucoup plus tard.

Pincer les fesses des petites filles est tout à fait inacceptable, mais moins grave qu'un viol. Étant donné que les faits s'étaient produits pendant plusieurs mois et dans tout le pays, je décide de décerner un mandat d'arrêt dans l'attente du dépôt du rapport psychiatrique.

L'expert désigné dépose un rapport favorable, relève que l'intéressé a connu une période dépressive, mais qu'il a parfaitement conscience de la gravité de ses actes. L'expert souligne encore qu'il vit depuis plusieurs années avec sa compagne, que leur entente est bonne et qu'elle le soutient. Enfin, il a un emploi stable. L'expert précise encore que l'intéressé ne constitue pas un danger social, mais qu'une thérapie s'impose.

L'homme en question comparait devant la chambre du conseil. En ma qualité de juge d'instruction, j'expose en détail et en toute objectivité le contenu du dossier et le rapport de l'expert qui m'a convaincu que l'intéressé pouvait être remis en liberté sous condition. L'avocat de l'inculpé prend la parole, insiste sur tous les côtés positifs: emploi stable, petite amie, remise en question de l'intéressé.

Au mois d'avril, l'inculpé est libéré sous condition de suivre une thérapie. Le ministère public ne fait pas appel de la décision. Au mois de septembre, l'homme viole une petite fille.

À la suite de cette pénible affaire, j'avoue avoir eu une conception différente de la délinquance sexuelle. Je pense qu'un délinquant sexuel doit être suivi quasiment à vie.

Il est évident qu'une affaire n'est pas l'autre. Certains abuseurs sexuels ont des personnalités fragiles, d'autres sont pervers, d'autres encore violents, agressifs, d'autres des psychopathes.

Mais le passage à l'acte est néanmoins à craindre dans tous les cas. Le risque zéro n'existe pas, mais il y a des précautions à prendre.

Actuellement, lorsqu'un délinquant sexuel est condamné à une peine d'emprisonnement avec un sursis probatoire maximum de cinq ans, au bout de cinq ans, il n'est plus suivi. Lorsqu'un délinquant sexuel est condamné à une peine ferme d'emprisonnement et qu'il va à fond de peine, lorsqu'il sort de prison, il n'y a aucun suivi thérapeutique.

Pour être concrète et positive, je pense que certaines réformes s'imposent. Il faudrait qu'un délinquant sexuel puisse, pendant son incarcération, commencer un suivi thérapeutique. Cela existe en France. Il y a chez nous un projet de loi en ce sens.

Le sursis probatoire devrait être prolongé au-delà des cinq ans par une mesure, je dirais de sûreté, qui impliquerait l'obligation d'un suivi thérapeutique et même une surveillance électronique.

Enfin, lorsqu'un délinquant sexuel sort de prison après avoir purgé l'entièreté de sa peine, il devrait avoir l'obligation de poursuivre le traitement commencé en prison. Il faudrait également prévoir une surveillance électronique.

En ce qui concerne les victimes, je pense qu'il est très dur pour elles de se restructurer et d'arriver à oublier les faits subis. J'ai eu une triste affaire au cours de laquelle une jeune fille, en rentrant chez elle un soir, a été attirée dans un parc par un jeune homme qui l'a violée. Le jeune homme confronté à un test ADN a reconnu les faits. Le jour de l'audience, la jeune fille s'est suicidée. Une autre affaire: une petite fille de 12 ans victime d'attentat à la pudeur et de viol par son grand-père. La famille ne porte pas plainte de peur du scandale. La petite fille est suivie pendant plusieurs années par un psychiatre. À 20 ans, elle se marie. Deux ans plus tard, elle donne naissance à un enfant. Le couple a l'air heureux. Tout a l'air de se passer bien. À 24 ans, la jeune femme dépose une plainte contre son grand-père, ne pouvant plus supporter ce qu'elle a subi.

Tout ceci pour vous dire à quel point il est difficile pour les victimes d'oublier ce qu'elles ont subi et de tirer un trait une fois pour toutes.

Enfin, pour terminer, je voudrais rendre hommage aux assistants sociaux qui travaillent avec nous et qui font preuve d'une disponibilité et d'un sens de

l'écoute extraordinaires. Je voudrais également rendre hommage au Centre d'Appui bruxellois et au service de santé spécialisé qui forment une équipe compétente et motivée et indispensable.

Je suis ouverte à vos questions.

La **présidente**: Je vous remercie madame Coppieters pour votre soutien aux travailleurs de terrain. En effet, on sait que parfois la collaboration avec les magistrats pose question.

Je vais directement céder la parole aux collègues pour leurs questions.

Avez-vous été tellement claire qu'il n'y en a aucune?

**Thierry Giet (PS)**: Je comprends qu'en fonction des expériences que vous nous avez relatées, vous avez quelques difficultés par rapport à la récidive potentielle. Vous proposez d'ailleurs une surveillance électronique, même si l'intéressé va jusqu'à fond de peine. Je ne me prononce pas mais ma première réaction est de m'interroger si nous ne sommes pas là devant une peine à vie.

**Marina Coppieters**: C'est mon opinion personnelle. Les psychiatres n'ont peut-être pas la même opinion. J'ai 43 ans de carrière, voire un peu plus puisque je suis maintenant à la commission de probation. J'ai donc une carrière de quasiment 50 ans. La récidive n'arrive pas tout de suite car, dans un premier temps, ils sont suivis. À partir du moment où ils ne le sont plus, le danger revient. Ce sont, selon moi, des personnalités très fragiles. Il faut bien entendu nuancer. Il y a les exhibitionnistes, les voyeurs, les violeurs, ceux qui consultent les sites pédopornographiques, etc. Il faut dès lors un peu nuancer et être prudent.

Je suis effectivement pour un suivi thérapeutique de longue durée, en tout cas, et une surveillance électronique. Tout cela doit évidemment être examiné dans un contexte, notamment dans le respect de la vie privée. C'est une idée que je lance. Je pense d'ailleurs qu'il y a eu un projet de loi à cet égard. Mais c'est évidemment à nuancer! Il faut rester prudent. Selon moi, la délinquance sexuelle est certainement la plus grave de toutes au vu de ses conséquences pour les victimes.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Mevrouw Coppieters, ik dank u voor uw uiteenzetting.

Wij hebben hier al wat verhalen gehoord over daders die er bewust voor kiezen om hun straf tot

het einde uit te zitten, zodat zij aan de opvolging achteraf en de voorwaarden ontsnappen. Hebt u daarmee ervaring?

Kunt u mij bevestigen dat het om bepaalde daders gaat die van zichzelf heel goed weten welk type dader zij zijn en die erg goede inzichten ter zake hebben? Hebt u dezelfde ervaring of is er een bepaalde typologie van dader die ervoor kiest zijn straf tot het einde uit te zitten?

**Marina Coppieters**: Non, là, je suis incapable de vous le dire. Je préside la commission de probation. Ceux qui vont à fond de peine, il n'y a pas grand monde qui les voit. C'est pourquoi je préconise pour ceux qui vont à fond de peine, et d'ailleurs pour les autres, un suivi thérapeutique en prison. Il faut que le suivi thérapeutique puisse commencer dès le moment où ils sont condamnés. Il y aurait au moins une base. Ce système est pratiqué en France, mais pas chez nous. Je pense que c'est essentiel.

Par exemple, une personne est condamnée à une peine de prison de cinq ans. Il est évident que, même s'il y avait un suivi thérapeutique après, ce serait très bien. Mais c'est trop tard pour commencer le suivi thérapeutique. Il faut le commencer tout de suite pour que ce soit efficace.

**Carina Van Cauter (Open Vld)**: Mevrouw Coppieters, u hebt in uw uiteenzetting al min of meer een toelichting gegeven bij de opvolging en de controle van voorwaarden die worden opgelegd. Het gaat zowel om de voorwaarden die door de justitieassistenten worden gecontroleerd of opgevolgd als om de politieel controleerbare voorwaarden en de informatiedoorstroming naar het parket.

Ervaart u dat als pertinent of ervaart u af en toe moeilijkheden inzake informatiedoorstroming, in die zin dat de informatie niet snel genoeg verloopt of dat niet alle informatie wordt doorgegeven. Of vindt u, integendeel, dat het systeem zoals dat vandaag is uitgewerkt, pertinent is en werkt op het terrein?

**Marina Coppieters**: Je ne peux vous parler que dans le contexte de la commission de probation. En ce qui concerne les condamnations avec un sursis probatoire, dès qu'il y a un problème, nous sommes informés immédiatement par l'assistant de justice, que ce soit parce que le suivi thérapeutique par le Centre d'Appui bruxellois n'est plus efficace ou parce que le justiciable dit à son assistant de justice qu'il a de nouveau des pulsions et qu'il est tenté. L'assistant de justice



nous le communiquons immédiatement dans un rapport. Ce rapport est exposé à la commission de probation devant le procureur du Roi. Le procureur du Roi est immédiatement informé, et c'est évidemment à lui de prendre des mesures.

À la commission de probation, on n'a pas véritablement de secret professionnel: tout sort.

**La présidente:** Je ne sais pas si on tient des statistiques au niveau des commissions de probation. J'aimerais savoir s'il y a eu beaucoup de révocations de mesures de probation en matière de délinquants sexuels.

**Marina Coppieters:** Je suis incapable de répondre à votre question et je vais vous dire pourquoi. Les choses ont changé depuis un mois. De manière générale, quand la commission de probation demandait la révocation de la mesure probatoire, que ce soit un suivi thérapeutique, une recherche d'emploi ou autre chose, il y avait une période d'au moins neuf mois entre le moment où la commission de probation introduisait la demande et celui où l'affaire passait devant le tribunal. C'est évidemment beaucoup trop long, c'est aberrant! Nous avons pu obtenir qu'à partir du moment où la commission de probation demandait la révocation de la mesure probatoire, l'affaire passe devant le tribunal dans le mois suivant. C'est très récent.

Les demandes de révocation du mois de janvier sont passées vendredi dernier. Les demandes passent le dernier vendredi de chaque mois. Il y avait quatre demandes de révocation, trois demandes ont été révoquées par le président du tribunal et la quatrième affaire n'a pas pu être prise étant donné qu'il s'agissait d'un arrêt de la cour d'appel et que le dossier n'avait pas été transmis au tribunal, étant donné que plusieurs personnes étaient impliquées dans la même affaire dont certaines avaient fait appel de la décision.

Pour les trois dossiers examinés, ce fut la révocation. Le président a une politique très ferme: pas de remise. Il estime qu'on ne doit plus se prononcer sauf pour les suspensions probatoires mais pas sur la peine, uniquement sur la révocation.

Donc, l'affaire est assez simple: le président n'accorde pas de remise et prononce son jugement le jour même. Je vous dis: c'est tout neuf. On expérimente ça depuis un mois. J'estime que c'est un énorme progrès.

Mais les lenteurs de la justice ne sont pas toujours dues aux magistrats.

**La présidente:** Vous nous expliquiez que, s'il y avait un assistant de justice qui venait devant vous avec un procureur exposé ayant un souci avec le suivi thérapeutique et un danger imminent, il passerait neuf mois après devant le tribunal?

**Marina Coppieters:** Non, pas du tout: c'est un peu plus nuancé que ça. À partir du moment où la commission de probation demande la révocation de la mesure probatoire, le dossier est renvoyé au procureur du Roi qui fixe l'affaire et qui demande au tribunal de révoquer la mesure. Mais il est vrai qu'anciennement, il y avait entre six mois et un an de décalage.

**La présidente:** Mais, donc, pendant un an, la personne...

**Marina Coppieters:** ... n'a plus du tout de suivi. Mais, en matière de délinquance sexuelle, je précise que cela va plus vite. Enfin, maintenant, tout cela est réglé. Si on arrive à maintenir ce rythme, c'est excellent. Mais, en matière de délinquance sexuelle, non.

**La présidente:** Y a-t-il encore des questions au sujet de la probation?

Pensez-vous, madame la présidente, que toutes les compétences devraient être transférées au tribunal d'application des peines?

**Marina Coppieters:** Je pense que c'est un projet. Pourquoi pas?

Les compétences sont différentes. Nous nous occupons uniquement de gens qui sont condamnés avec un sursis probatoire. Le tribunal d'application des peines s'occupe de gens qui sont condamnés à des peines fermes et qui, au cours de leurs peines fermes, demandent une libération conditionnelle. Je précise que dans le cas des délinquants sexuels, il est assez rare qu'ils demandent une libération conditionnelle. Ils vont à fond de peine parce qu'après cela, ils ne sont plus suivis. C'est cela le drame. C'est cela qu'il faut corriger et rectifier. Il faut un suivi après la peine d'emprisonnement ferme. Je suis catégorique sur ce point!

**La présidente:** Madame Coppieters, je vous remercie de nous avoir transmis votre expérience. Si j'ai bien compris, l'information suit son cours en ce qui concerne l'arrondissement de Bruxelles.

*La réunion publique de commission est levée à  
19.33 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt  
gesloten om 19.33 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 2 MARS 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 2 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.30 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Johan Put, professeur à l'Institut pour le Droit social de la KULeuven**

- **M. Damien Vandermeersch, professeur de droit pénal à l'UCL**

**Hoorzitting met**

- **de heer Johan Put, professor bij het Instituut voor Social Recht van de KULeuven**

- **de heer Damien Vandermeersch, professor strafrecht aan de UCL**

La **présidente**: Nous allons commencer nos travaux par l'audition de M. Damien Vandermeersch.

**Damien Vandermeersch**: Madame la présidente, je précise que je vais m'exprimer en qualité de professeur et pas en qualité de magistrat: je dois prendre les précautions d'usage.

On s'est mis d'accord pour que je fasse un exposé sur les principes et les exceptions en matière de secret professionnel avant de répondre aux questions plus précises qui nous avaient été posées. Mon collègue Johan Put va notamment reprendre et compléter mon exposé et aussi approfondir les situations néerlandaise et française comme cela avait été demandé.

Pour ce qui est du principe du secret professionnel, on sait que ce n'est pas uniquement pour protéger certaines personnes. D'abord, le secret professionnel n'a pas été

institué pour protéger ceux qui en sont dépositaires, notamment dans les professions les plus couramment citées à cet égard: avocat, médecin, prêtre, ministre du culte. On songe d'abord et avant tout à la protection de la personne qui se confie à ces différentes catégories de personnes mais plus largement, on protège l'intérêt général.

En d'autres termes, les intérêts particuliers ne sont pas les seuls en jeu; il y a également ce que l'on considère comme une valeur sociale éminente. C'est la nécessaire discrétion qui doit entourer l'exercice de certaines professions ou de certaines activités.

Il faut identifier les trois éléments qui cadrent, balisent le secret professionnel. Pour tomber sous la "protection" ou la "couverture" du secret professionnel, trois éléments sont déterminants et définissent le champ d'application.

Il s'agit, premièrement, comme l'article 458 l'évoque, de la profession ou de l'état auquel la protection d'un secret professionnel est attachée. L'article 458 indique certaines professions qui doivent être considérées à titre tout à fait exemplatif. On sait que toute une série de catégories de personnes sont tenues au secret professionnel. On pense évidemment au personnel médical, aux auxiliaires médicaux, aux ministres du culte, aux avocats mais également aux notaires, aux membres de professions judiciaires. Les magistrats sont tenus au secret professionnel de même que les agents d'administration publique, les travailleurs sociaux qui constituent une catégorie importante, les experts comptables, les réviseurs d'entreprise etc. Soit la loi, soit la jurisprudence a reconnu pour de

nombreuses catégories que la protection du secret professionnel y est attachée.

Il faut signaler que la protection ou la couverture du secret professionnel s'applique également à tous les collaborateurs, stagiaires ou secrétaires des personnes soumises au secret professionnel. Il est évident que la secrétaire qui dactylographie une lettre d'avocat est tenue, comme l'avocat, au secret professionnel. Sinon, cela n'aurait bien entendu pas beaucoup de sens. La première exigence est donc une profession ou un état auquel la protection du secret professionnel est attachée.

La deuxième condition, c'est le caractère confidentiel de l'information. On parle de secrets que l'on confie. Par conséquent, la dimension de confidentialité est évidemment un élément important. Si certaines informations peuvent être communiquées, elles ne sont pas du tout couvertes par la confidentialité. Je prendrai l'exemple des médecins experts judiciaires. Le médecin expert judiciaire a un mandat de la justice. Sa mission est de rapporter tout ce qu'il va apprendre dans le cadre de sa mission à la justice. Bien entendu, par définition – et la déontologie lui impose d'avertir la personne intéressée – sa mission n'est pas couverte du sceau de la confidentialité. En effet, sa mission est de faire rapport de ses constatations à l'autorité judiciaire.

En troisième lieu, la confiance doit être faite *qualitate qua*. Ainsi, la personne qui confie le secret, le fait expressément parce que la personne qui l'écoute exerce cette profession *qualitate qua*. Cet élément revêt également son importance, car des secrets peuvent être confiés à un médecin, alors qu'ils n'ont rien à voir avec sa profession. Si l'on estime que c'est étranger à l'exercice de la profession, à ce moment, l'on peut considérer que la matière est dénuée du caractère secret et qu'elle ne tombe pas directement sous le secret professionnel.

On estime également à cet égard que, lorsque l'objet de la confiance est la commission d'une infraction, principalement lorsque le dépositaire serait complice ou co-auteur de l'infraction, cela ne rentre, bien entendu, pas dans le cadre de la profession. L'exercice de cette dernière n'est pas de commettre ou de favoriser la commission d'infractions, mais bien d'exercer celle de médecin, d'avocat.

J'en viens aux exceptions. Le secret professionnel n'est pas absolu. La loi elle-même a prévu des

exceptions. La jurisprudence prévoit des exceptions que je vais rapidement parcourir en m'attardant un peu plus à celles qui peuvent être plus pertinentes par rapport au sujet qui nous retient aujourd'hui.

Première exception prévue par l'article 458: le témoignage en justice.

Il faut être très clair: c'est une interprétation stricte. C'est le témoignage sous serment devant un juge. Ce n'est pas le témoignage au sens large devant la police ou le procureur. C'est uniquement le témoignage sous serment devant un juge. Évidemment, on pense principalement au juge d'instruction et à la juridiction de jugement; si l'on s'en tient à la matière pénale, il peut y avoir le témoignage également devant le juge civil.

Dans ce cadre, on admet que c'est une exception au secret professionnel, mais le dépositaire du secret, s'il a la faculté de révéler les secrets sans s'exposer à des poursuites pénales, il n'en a pas l'obligation. On considère donc qu'il juge encore en âme et conscience de répondre ou de ne pas répondre aux questions.

Bien entendu, le juge va quand même exercer un contrôle pour savoir si l'information demandée par la question posée est couverte ou non par le secret professionnel. Si elle tombe sous le secret professionnel, c'est alors au dépositaire à choisir soit de répondre aux questions, puisqu'il est dans le cadre d'un témoignage, soit, s'il estime qu'il croit devoir garder le secret selon le choix de la décision dictée par sa conscience, il peut alors choisir de se taire, sans être exposé à des poursuites du chef de refus de témoigner. Là, il existe une autre obligation: l'obligation de témoigner.

Deuxième exception: l'ordre ou l'autorisation de la loi.

Il y a certaines dispositions légales où la loi prévoit, oblige même à révéler des éléments qui, sans cette disposition légale, seraient considérés comme tombant sous le secret professionnel. En d'autres termes, ce sont des éléments couverts par le secret professionnel qui peuvent ou doivent être révélés.

Nous avons l'exemple le plus pertinent pour ce qui nous préoccupe: c'est l'article 458bis du Code pénal. Il autorise "toute personne dépositaire du secret professionnel à informer le procureur du Roi (donc l'autorité judiciaire), de l'existence d'abus sexuels ou de sévices commis sur un mineur d'âge, à condition qu'elle ait examiné la

personne ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide de tiers de protéger cette intégrité."

C'est vraiment un exemple d'autorisation de la loi où il y a des informations confidentielles, couvertes par le secret professionnel, mais où le dépositaire peut les révéler au procureur du Roi, dans les conditions assez strictes – faut-il le souligner – prévues par le Code pénal.

Une autre disposition qui, à mon avis, est également une obligation, qui va même peut-être un peu plus loin en termes de faculté, d'obligation ou d'autorisation de la loi, c'est l'article 422bis du Code pénal relatif à la non-assistance à personne en danger. La non-assistance à personne en danger, c'est de révéler des faits couverts par le secret professionnel pour mettre fin à une situation qui met en danger une personne. Sous la seule réserve que, et ce sera la même situation que pour l'état de nécessité que nous examinerons plus loin, la seule solution envisageable serait de révéler les secrets à l'autorité judiciaire. Il pourrait y avoir d'autres moyens pour mettre fin à la situation de danger. Ici, l'obligation ne porte pas sur "révéler les secrets", elle porte sur "mettre fin à la situation de danger". Donc, la personne qui trouverait éventuellement une alternative pour mettre fin à cette situation de danger, sans violer le secret professionnel, pourrait privilégier cette solution.

En revanche, on a toujours considéré que les articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle, qui impose l'obligation - non sanctionnée - de dénoncer toute infraction à l'autorité, ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel. L'article 29 c'est l'obligation de dénoncer les infractions pour tout fonctionnaire public. D'autre part, l'article 30, c'est la même obligation pour tout citoyen. On a donc toujours considéré que ces obligations ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel, parce que sinon cela viderait celui-ci de sa raison d'être, vraisemblablement et en tout cas pour le secret professionnel de tous ceux qui ont la qualité de fonctionnaire et même, si l'on devait être logique, pour tout citoyen.

Un point qui est moins clair, au point de vue de l'exception, c'est la question de l'incidence du consentement de la victime. C'est un point sur lequel je reviendrai par rapport à la levée du secret professionnel. En d'autres termes, le fait que la victime donne son consentement pour que

l'information soit révélée suffit-il pour que le dépositaire révèle les informations qu'il a recueillies sous la confiance ?

Je pense que tout sera souvent cas d'espèce. Il est évident que le consentement de la victime a parfois pour effet que l'information n'est plus confidentielle. Je prends l'exemple de l'avocat: quand un avocat a une discussion avec son client et prépare une affaire, ils s'échangent toutes sortes d'informations qui sont couvertes par le secret professionnel. Ceci étant dit, le but est de plaider après et de pouvoir, par la suite, faire état de certaines informations, mais dans une finalité bien déterminée. C'est la défense de la personne.

Il est donc évident qu'il y a là un consentement ou un mandat – explicite ou implicite – de révéler ces informations. Il y aura peut-être, du reste, un tri qui sera fait entre les informations qui resteront confidentielles et celles qui pourront être révélées à l'audience. On considère donc que le fait que la personne donne son consentement – le secret professionnel étant d'ordre public – ne dispense pas le dépositaire du secret professionnel d'avoir encore son propre jugement et sa propre appréciation.

En d'autres termes, je pense que le consentement de la victime pourrait justifier la révélation de certains éléments que la victime ne considérerait plus alors comme confidentiels, mais n'obligerait jamais le dépositaire à révéler le secret. De nouveau, il devrait trancher en conscience s'il parle ou s'il ne parle pas.

Je passerai très rapidement sur l'exception liée aux droits de la défense. C'est quand le dépositaire du secret professionnel est lui-même accusé. On considère qu'à ce moment-là, les droits de la défense priment sur la protection du secret professionnel, mais la jurisprudence ajoute "dans la stricte nécessité de l'exercice de ses droits à la défense". En d'autres termes, il ne s'agit pas de commencer à raconter tout, mais si un élément apparaît essentiel à la défense, alors qu'il est couvert par le secret professionnel, il pourra être utilisé.

Par exemple, un médecin qui doit se défendre contre une accusation de faute médicale, dans le cadre d'un procès dirigé contre lui, pourra, bien entendu, faire état des actes médicaux qu'il a accomplis, mais qui sont effectivement des éléments, des informations, couverts par le secret professionnel. Dans ce cas-là, on estime que les droits de la défense priment.

Enfin – et c'est la dernière exception – il y a l'état de nécessité ou la contrainte morale. Ce sont des situations assez extrêmes où l'on rencontre – et c'est la théorie développée par Pierre Lambert qui est un spécialiste du secret professionnel – ce que l'on appelle le conflit de valeur, où, pour sauvegarder une valeur supérieure, on va admettre de sacrifier la valeur que constitue la protection du secret professionnel.

En fait, on n'est pas tellement loin de la non-assistance à personne en danger. Des deux valeurs qui sont en jeu, pour sauver une valeur supérieure, on admet qu'on a pu sacrifier le secret professionnel.

On a eu une situation, qui est souvent citée d'ailleurs à titre d'exemple aux étudiants, précisément en matière d'abus sexuel. Des médecins qui avaient en traitement un abuseur qui reconnaissait qu'il abusait toujours – pour moi, ce n'était même pas un état de nécessité, c'était de la non-assistance à personne en danger – ont révélé ces faits à la justice. On a retenu l'état de nécessité estimant que la sauvegarde de l'intégrité des enfants devait primer sur la valeur liée à la protection du secret professionnel.

J'en viens rapidement aux différentes professions sur lesquelles vous nous avez invités à émettre davantage de réflexions.

D'abord les professions médicales. Cela me semble vraiment le cas classique de la protection du secret professionnel. Il y a secret professionnel mais les exceptions que je viens de citer peuvent trouver à s'appliquer: le témoignage en justice, la non-assistance à personne en danger ainsi que l'article 458bis. Je me permets de souligner ici une distinction que fait l'article 458bis – mais que nous devons peut-être faire par la suite – suivant que le dépositaire recueille les confidences de la part de la victime ou de la part de l'auteur. Cela se pose dans des termes – il faut le reconnaître – différents. Dans le cas de la victime, l'article 458bis autorise une certaine communication, dans les conditions strictes prévues par la loi. Ce que j'ai évoqué (l'état de nécessité, la contrainte morale ou la non-assistance à personne en danger) s'applique dans les deux cas de figure mais, à nouveau, dans ce cadre strict de nécessité actuelle de sauvegarder un intérêt supérieur avec aussi – et je sais que l'Ordre des médecins est assez soucieux de ce principe – le principe que, par exemple dans la problématique des abus sexuels, le médecin pourrait très bien rechercher une alternative de traitement mais celle-ci devrait présenter, à mon

sens, les garanties pas à 50 % ni à 80 % mais qui devrait mettre hors de danger les personnes. Il pourrait choisir cette alternative en ne violant pas le secret professionnel puisqu'il adresserait l'intéressé à des confrères qui seraient également tenus au secret professionnel.

Le médecin pourrait privilégier cette voie-là plutôt que de s'adresser aux autorités judiciaires. Là encore, il faudra apprécier. Quand c'est de l'ordre de la non-assistance à personne en danger, j'ai envie de dire qu'on est presque face à une obligation de résultat: il s'agit de pouvoir écarter définitivement le danger. Il ne suffit pas de renvoyer la patate chaude à quelqu'un d'autre et puis de s'en laver les mains. Il y a là un minimum de garanties à se donner pour que le danger soit écarté. L'état de nécessité, c'est la même logique: il y a une valeur supérieure à sauvegarder. Il faut être sûr et se donner les garanties qu'on sauvegarde bien cette valeur.

Le service d'accueil aux victimes a été développé notamment suite à la commission d'enquête parlementaire et à l'affaire Dutroux. Dans ce contexte d'attention particulière, on s'est rendu compte que les victimes étaient parfois mal traitées mais aussi maltraitées par le système judiciaire. On a donc mis sur pied le service d'accueil aux victimes, avec comme missions l'accueil, l'information et l'assistance aux victimes. Dans ce cadre-là, on peut imaginer qu'il peut arriver que certaines victimes se confient, qu'elles se confient au-delà de ce qui est la stricte mission d'aide et de soutien.

Le service d'accueil aux victimes a un secret professionnel vis-à-vis des tiers. Cela résulte d'ailleurs du secret de l'instruction et du secret de l'information: ce sont des collaborateurs de justice; ils sont donc bien entendu tenus au secret professionnel par rapport aux tiers.

Une autre question est de savoir s'ils sont tenus au secret professionnel par rapport aux parquets auxquels ils sont rattachés - les maisons de justices sont en lien direct avec les parquets – avec cette nuance qu'ils ne sont pas tout à fait dans le cadre d'un mandat. Ou plutôt, ils ne sont pas dans le cadre d'un mandat au sens où ils devraient faire un rapport de contenu à l'autorité judiciaire – on verra que pour les obligations thérapeutiques, c'est différent.

Mais dans ce cadre-ci, il s'agit bien d'un service d'accueil aux victimes qui se traduit par de l'écoute, du soutien et de l'information. Dès lors, on peut imaginer qu'il y ait une certaine

confidentialité. Nous pouvons avoir différents cas de figure. Imaginons une victime qui fasse état du fait que, non seulement elle a été abusée, mais peut-être qu'elle-même a eu une autre agression, dans d'autres temps, dans d'autres situations.

Il est évident que ça peut relever de la confiance, évidemment, que cette victime fasse état d'autre chose. Imaginons encore, par exemple, que sa mère lui a confié qu'elle-même avait été abusée. Ce sont des éléments, me semble-t-il, qui sont confiés dans le cadre de la confiance. Ils ne sont pas nécessairement pertinents par rapport à l'affaire et peuvent tomber sous le secret professionnel.

Autre chose serait la victime, par exemple d'un viol, qui dirait à son assistant de justice, d'accueil aux victimes: "en fait j'ai menti". Là il faut quand même le savoir, de nouveau, dans le conflit de valeurs, le secret professionnel n'est évidemment pas destiné à couvrir des situations pareilles. Je crois que là, le principe de loyauté impliquerait – mais on est dans le conflit de valeurs, on est dans l'état de nécessité – de révéler que la dénonciation ou plutôt l'accusation faite de viol n'est pas conforme à la vérité.

Troisième point: le service d'accompagnement et de thérapie des auteurs. Ici ce qu'on vise, évidemment, ce n'est pas la thérapie volontaire – on serait alors dans le cadre des professions, dans le cadre de la première situation que j'avais évoquée, c'est-à-dire les professions médicales, dans le cadre d'un traitement – mais ici, on est dans le cadre de l'injonction thérapeutique. L'obligation thérapeutique, on sait qu'elle peut être ordonnée notamment dans les mesures alternatives à la détention préventive – les mesures de probation, les mesures de libération conditionnelle.

Et là c'est intéressant de voir que le législateur lui-même a été obligé de rencontrer le problème du secret professionnel. Il y a évidemment tout un aspect de mesure contraignante, dont il faut pouvoir vérifier l'effectivité – puisque quand même, c'est une des conditions ou un des éléments essentiels de la mesure qui a été ordonnée. Mais d'autre part, il y a une dimension de thérapie, et donc une dimension indubitable de secret professionnel.

On retrouve cela à l'article 62, § 4, de la loi du 17 mai 2006 concernant la libération conditionnelle et dans différentes dispositions propres à chacune des autres mesures. Cette disposition prévoit que la personne ou le service chargé de la guidance

ou du traitement – sous probation, libéré sous condition ou libéré à l'essai – doit informer l'autorité compétente, c'est à dire l'autorité mandante, de l'interruption de la guidance ou du traitement et des difficultés survenues dans son exécution.

On a toujours considéré que cette communication était limitée : est-ce que la personne se rend à la thérapie ? Est-ce que le traitement est effectivement suivi ? Mais elle ne va pas au-delà d'un rapport concernant simplement les conditions d'exécution de la mesure par rapport à l'obligation qui est imposée.

Pour ce qui est de l'ordre de la confiance dans le cadre du traitement: imaginons qu'on a une psychanalyse, il n'est pas question que le psychanalyste commence à mettre dans ses rapports l'ensemble des éléments qu'il aurait recueillis dans le cadre de la confiance.

Par contre, si la personne ne vient pas ou si la personne fait un pseudo-traitement mais n'adhère nullement au traitement, là il peut faire état de difficultés survenues dans l'exécution.

En ce qui concerne les ministres du culte, nous ne sommes pas des spécialistes en la matière. Tout d'abord, parce que la question, jusqu'à présent, ne s'est jamais tellement posée, sauf – je ne prendrai pas ma casquette de magistrat, mais j'ai quelques souvenirs d'affaires – pour des aumôniers de prisons.

Il fut un temps, on a considéré que pour les ministres du culte, la confidentialité était liée à l'acte de confession. Cela me semble incontournable, d'ailleurs par rapport au droit au silence. En l'absence de cette protection-là, il y aurait vraiment un problème du droit au silence, qui je le rappelle est un droit de ne pas s'auto-incriminer. Alors que vous avez un devoir de sincérité, me semble-t-il, dans le cadre de la confession si, par après, tout est révélé à la justice, il y aurait non seulement une violation du secret professionnel mais également du droit au silence.

Les ministres du culte au sens large, car ce concept ne touche pas que les prêtres catholiques, mais les autres cultes aussi, - il n'y a pas de raison *a priori* de faire de différence - exercent à certains moments des missions comparables à des travailleurs sociaux, à des médecins, à des thérapeutes ou à des accompagnateurs. Je pense que l'exemple de l'aumônier de prison est un bel exemple. S'était

posée la question de perquisition chez un aumônier de prison, afin de savoir s'il détenait un secret professionnel. On est bien d'accord que la question dans l'affaire évoquée dans ce cadre-là, n'était pas la confession. C'était un aumônier qui venait visiter des détenus et des détenus qui se confiaient à lui et de savoir s'il y avait une dimension de secret professionnel.

Il me semble que, dans cet accompagnement de soutien, il faut considérer que les détenus sont déjà dans une situation très vulnérable. S'ils font appel à un professionnel - il en est un par état - ils font donc appel à cette personne *qualitate qua*. Il me semble qu'elle doit pouvoir bénéficier d'une protection liée au secret professionnel si, de nouveau, c'est bien *qualitate qua* que les confidences sont faites, c'est-à-dire dans l'exercice de cette profession d'aumônier de prison.

Mais, de nouveau, les exceptions sont applicables. L'article 458bis, qui parle de confidences de victimes, est applicable. On ne fait pas de distinction. On ne parle pas que de médecin. Il y est stipulé "toute personne", "toute profession". Cela s'applique bien entendu aux ministres du culte également. La règle de "non-assistance à personne en danger", "l'état de nécessité" s'appliquent également aux ministres du culte.

Pour ne pas accaparer tout votre temps et laisser à mon collègue l'occasion de développer certains points, j'en viens à l'obligation de dénoncer. Je vais en rester à une réflexion sur l'approche qu'on peut avoir de cette question. D'abord, il faut être clair sur le plan légal: l'obligation ou l'autorisation de la loi, c'est l'une des exceptions sur le secret professionnel. S'il faut prévoir des exceptions, il faut une loi. Cela ne peut se faire que par une disposition légale; de ce point de vue, ce serait l'obligation ou l'autorisation de la loi.

Il existe déjà des dispositions: l'article 458bis est une faculté, une autorisation de la loi de dénoncer à l'autorité judiciaire. La faculté a été instaurée par l'article 458bis à certaines conditions voulues et définies par le législateur. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la notion de non-assistance à personne en danger implique une obligation, si nécessaire, de révéler des secrets pour écarter le danger. C'est une obligation légale. La question qui reste est celle de la voie: la dénonciation à l'autorité judiciaire n'est pas la seule. On a également l'état de nécessité, qui peut inclure une autorisation jurisprudentielle mais justifiée par un principe général de l'état de nécessité ou de la force

majeure qui pourrait justifier la violation du secret professionnel.

Mais s'agissant de l'autorisation ou de l'obligation de dénoncer, il faut établir ici une distinction très nette entre celui qui recueille les confidences des victimes et celui qui recueille les confidences des auteurs. Pour la victime, il me semble que permettre au dépositaire du secret professionnel de dénoncer avec son consentement pourrait être positif - c'est pour cela que j'avais visé le consentement comme une des exceptions à condition que ce soit mis explicitement dans la loi. Je m'explique: la victime qui estime, de commun accord avec le dépositaire du secret professionnel ou pas, qu'il faut avoir recours à l'autorité judiciaire et donc à la voie pénale, doit pouvoir compter sur la personne à qui elle s'est confiée pour la soutenir dans cette démarche.

Je ne vous cache pas qu'à un moment donné, les Équipes SOS Enfants, lorsqu'il y avait un échec dans la prise en charge, suggéraient aux victimes, les poussaient à dénoncer mais ne le faisaient pas elles-mêmes. J'ai rencontré plusieurs victimes qui m'ont dit qu'au moment où elles avaient le plus besoin de soutien, quand elles s'adressent à l'autorité judiciaire et qu'elles portent plainte, elles se retrouvaient toutes seules parce que les personnes qui avaient recueilli leurs confidences se retranchaient derrière le secret professionnel.

C'est quelque chose dont on a discuté, à l'époque, avec les médecins qui travaillent dans des Équipes SOS Enfants, pour permettre d'avoir ce soutien dans cette étape importante, lorsque la victime demande ou souhaite qu'on s'adresse à l'autorité judiciaire. Je pense qu'il est important que celui qui a recueilli les confidences des victimes puisse accompagner et ne se draper pas derrière le secret professionnel. Cela se retournerait contre la victime qui, peut-être pendant plusieurs semaines, a attendu en se confiant à cette personne.

Donc, une autorisation de la loi pour révéler, avec le consentement de la victime, l'abus sexuel, me semble quelque chose qui pourrait être constaté, mais même coulé dans un texte pour que les choses soient claires de ce point de vue-là. Rien ne s'y oppose, d'ailleurs, à l'heure actuelle. Je le reconnais, on n'a pas besoin nécessairement d'un nouveau texte à cet égard-là.

Une autre question, me semble-t-il, est la révélation, l'autorisation ou l'obligation contre la volonté de la victime. Là, je pense qu'il faut être prudent. Attention: la révélation du secret des



confidences contre la volonté de la victime est déjà possible, à l'heure actuelle, en cas de non-assistance à personne en danger, dans l'hypothèse du 458bis et dans l'hypothèse de l'état de nécessité. Dans des cas extrêmes, c'est déjà possible. La question est de savoir dans les cas non extrêmes. Dans les cas où il n'y a pas de danger, en tout cas actuel, est-ce qu'il faudrait prévoir une obligation de révéler les secrets – je parle bien: contre le consentement de la victime? Je ne vous cache pas qu'il faut peut-être relire les travaux de la commission parlementaire Dutroux à cet égard. Cela avait été inscrit dans les travaux de la commission parlementaire: c'était le sentiment que les victimes avaient eu, face aux autorités judiciaires, d'être déresponsabilisées, infantilisées, dépossédées de leur propre cause.

Ici, cela veut dire que, contre l'avis des victimes, on les dépossède des confidences qu'elles ont déposées en leur disant: "Elles ne vous appartiennent plus, et nous, nous allons nous charger de les communiquer à l'autorité judiciaire." Cela pose quand même un problème en termes de respect des victimes.

Deuxième point: ça part du postulat, surtout si l'on impose une obligation de dénoncer, que la voie judiciaire est la seule voie ou serait la voie idéale. En d'autres termes, la solution serait la justice – et la justice pénale. Je vais prendre ma casquette de professeur – et je vais aussi faire preuve d'autocritique, par ailleurs. La justice doit rester modeste. De toute façon, on l'invite à rester modeste! La justice a été drôlement critiquée. Des fois, à bon droit. Il serait quand même paradoxal de dire aujourd'hui: "Mais, au fond, la justice est formidable! Elle répond de façon extraordinaire à toutes les demandes des victimes en la matière. Elle fait des enquêtes impeccables; elle fait preuve de psychologie; elle trouve toujours la réponse juste et adéquate."

Non, je crois que la justice fait ce qu'elle peut. Elle n'est pas toujours extraordinaire. Vous avez des magistrats ou des policiers qui sont plus psychologues, d'autres moins; certains sont plus motivés, d'autres moins motivés. C'est un peu à l'image de ce qu'on peut retrouver par ailleurs.

Je pense que l'obligation de dénoncer implique de dire: la voie de la justice pénale est la bonne voie, est la voie exclusive qu'il faut se réserver. C'est évidemment un choix.

La justice pénale pourrait se sentir très flattée. Mais elle pourrait également se sentir chargée d'un fardeau où elle risque de s'exposer aussi à

des critiques ultérieures parce qu'elle ne répondrait pas aux attentes extrêmement importantes qui seraient mises en elle. C'est le nœud de la question si l'on parle toujours du point de vue de la victime.

Personnellement, je pense que la justice est des fois nécessaire, que la justice a sa raison d'être et qu'on demande légitimement que justice soit rendue. Et que là, la justice doit faire l'investissement nécessaire, doit avoir la rigueur de travail pour aboutir. C'est une exigence qu'on peut avoir. Mais faut-il pour autant considérer que, dans toutes les hypothèses, il n'y a que cette voie-là et que c'est la meilleure voie, à l'exclusion de tout autre; c'est un pas que, personnellement, je ne ferai pas.

Sachons aussi que, dans la justice pénale, il n'y a pas uniquement la question de l'action de la justice dans le sens de la volonté, de la motivation et de la compétence de ses acteurs, mais il y a également le processus judiciaire lui-même et ses règles propres.

N'oublions pas que le doute profite à l'accusé. La victime et l'accusé ne sont pas sur un pied d'égalité lors du jugement final. Le doute va profiter à l'accusé, ne va pas profiter à la victime. La procédure est une nouvelle épreuve pour la victime, une sorte de confrontation. La justice prend le temps de la réflexion, parfois plus que le temps de la réflexion. Les procédures peuvent être longues; on sait que cela pèse sur les victimes.

Et puis, il y a tout ce processus judiciaire. On sait que, pour les victimes, cela peut être très lourd. D'ailleurs, d'aucuns disent qu'il y a peut-être aussi, si la victime le souhaite, à prévoir des prises en charge d'un autre type. Je pense que la Belgique a une expérience assez originale, avec les Équipes SOS Enfants qui – j'en ai été témoin – font du travail excellent. Faut-il donc nier tout ce travail accompli depuis plus de 20 ou 25 ans par ces équipes? Mais je crois qu'il serait intéressant de faire l'évaluation d'autres actions ou d'autres alternatives.

À nouveau, je ne dis pas que la justice ne doit pas intervenir, mais doit-elle être la seule à intervenir, à l'exclusion de tout autre? C'est ce qu'impliquerait l'obligation de dénonciation. Et sachant que quand la justice arrive, elle arrive avec ses gros sabots. Il faut être clair: la justice pénale ne fait pas dans la dentelle; c'est une justice qui suit des règles strictes et où l'intérêt premier est la recherche de la vérité.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas rechercher le bien-être des victimes à travers cela, mais ce n'est pas l'objectif premier. Tandis qu'une optique de prise en charge du type des Équipes SOS Enfants peut avoir davantage, comme premier but, le bien-être des victimes.

Enfin, en ce qui concerne les révélations ou les confidences faites par les auteurs, je pense que là, on touche à l'essence même du secret professionnel. Alors, si en la matière, on doit considérer qu'il y a une obligation de dénoncer, je dirais que quelque part, il n'y a plus de secret professionnel. Là, il faudrait pouvoir dire haut et clair que par rapport au monde médical, par rapport à l'ensemble du champ social, du champ médical – et il y a d'autres professions où il y a une couverture par le secret professionnel –, qu'il n'y a plus de secret professionnel dans cette matière-là. Or, le secret professionnel est quand même considéré comme une valeur sociale. Pourquoi? Parce qu'on se dit qu'il vaut mieux, parfois, que les gens fassent une démarche dans le secret plutôt que de ne pas faire de démarche du tout. De nouveau, il y a un choix fondamental à faire, mais si l'on estime qu'il y a obligation de révéler les confidences faites par les auteurs, je pense que cela remet effectivement en cause le secret professionnel lui-même avec - ne l'oublions pas - en toile de fond, un risque de censure par la Cour européenne des droits de l'homme.

Avec l'article 8 de la Convention européenne qui concerne la protection de la vie privée et du secret professionnel, la Cour européenne s'est toujours montrée très sensible sur cette question du secret professionnel. Je ne suis pas sûr qu'une telle modification et une pratique où il n'y aurait plus de secret professionnel pour les confidences confiées par un auteur dans le cadre d'une relation, par exemple, de thérapie avec son médecin traitant, hors le cas de non-assistance à personne en danger, hors le cas d'état de nécessité, de façon générale et obligatoire, je pense qu'on risque d'avoir également des problèmes avec le droit européen à cet égard.

Je vous propose d'en terminer là.

**Johan Put:** Mevrouw de voorzitter, geachte commissieleden, ik ben niet alleen vereerd met de uitnodiging, maar ook heel blij dat u dit thema op de agenda hebt gezet.

Dat geeft een zeker vertrouwen in het werk van de commissie. Het beroepsgeheim is zeker een

thema dat mij van groot belang lijkt in de behandeling van de problematiek.

Het feit dat wij een beetje eigenzinnig hadden afgesproken dat mijn collega eerst zou spreken, is geen gevolg van natuurlijke bescheidenheid, maar wij overliepen de punten waarvan u op voorhand had gezegd dat u graag iets zou horen. Het spijt ons dat wij over het biechtgeheim niet veel kunnen zeggen wegens weinig affiniteit daarmee, maar over het beroepsgeheim des te meer.

Mijn presentatie is te uwer beschikking. Ik kan een aantal slides overslaan omdat de inhoud ervan al aan bod is gekomen bij mijn collega.

Ik zal dus vrij snel door de eerste dia's gaan, hier en daar enkele punten aanhalen om ze nog bijkomend onder de aandacht te brengen en dan vooral ingaan op de discussie over de meldplicht.

Ik vind het in deze problematiek van belang dat wij de oorsprong van het beroepsgeheim nog even in herinnering brengen. Ik zal niet de hele evolutie overlopen, maar het wel hebben over de huidige stand van zaken in de eenentwintigste eeuw. Het beroepsgeheim is een Franse rechtsfiguur, is daar in de Code pénal in het begin van de negentiende eeuw ingeschreven, maar louter vanuit het standpunt van de artsen.

Het was eigenlijk een middel om de beroepsgroep te beschermen tegen interventies vanwege de overheid of tegen claims van de overheid om informatie door te geven. Dat was oorspronkelijk een beetje de visie achter het beroepsgeheim: wij artsen zijn een superieure beroepsgroep en hebben onmondige en onwetende patiënten die wij paternalistisch zullen helpen, maar de overheid heeft daarmee niets te maken en wij wensen ook geen informatie te moeten doorgeven aan overheden die daarom zouden vragen.

Langzaamaan zijn er afbrokkelingen gekomen van dat beroepsgeheim, vooral binnen het systeem van de sociale zekerheid, waar mededelingen van artsen aan socialezekerheidsinstellingen toch wel gereguleerd werden. Dat is slechts één aspect.

Een tweede aspect is dat de wereld van de zorgverlening drastisch gewijzigd is over die twee eeuwen heen. Wij hebben nu niet langer alleen artsen en medische interventies tussen artsen en patiënten. Het woord dat vaak gebruikt wordt voor de oorsprong van het beroepsgeheim is *colloque singulier*. Wij hebben nu een staat van *multiple relations*. Wij hebben gelijktijdige en opeenvolgende relaties tussen hulpverleners en

hun netwerken enerzijds en tussen cliënten en hun context anderzijds.

Het is dus een veel complexere situatie. Het is ook een situatie waarin de aard van de interventies grondig gewijzigd is. Wij hebben niet alleen medische maar brede welzijnsinterventies.

Het artikel over het beroepsgeheim is nauwelijks mee geëvolueerd. Laat mij echter toch toe te zeggen dat het een sterk artikel moet zijn, want het is er over 200 jaar heen toch in geslaagd, grotendeels op eigen kracht en dankzij een beetje rechtspraak en een beetje rechtsleer maar ook dankzij veel gezond verstand, om nu nog steeds een adequate rechtsfiguur te zijn op het vlak van hulpverlening en zorgverlening.

Ik kan hier misschien nog één aanvulling geven, als het gaat over degenen die gebonden zijn door het beroepsgeheim. Uiteraard is artikel 458 van het Strafwetboek het basisartikel, en men ziet daarin nog heel sterk die medische kleur. Er is daar ook een uitloper naar alle noodzakelijke vertrouwensfiguren, wat dan een soort van restcategorie is waarbij men moet afoetsen of aan die voorwaarden voldaan is voor wie niet nominatum genoemd is in dat artikel.

Er zijn echter ook tal van bijzondere wettelijke bepalingen die expliciet aan bijzondere categorieën een beroepsgeheim hebben toegeschreven.

Een groot verschil met artikel 458 is dat de andere artikelen zich meestal niet hechten aan een vaste beroepsgroep, maar wel aan een bepaalde sector van hulpverlening of van zorgverlening.

Ik geef een aantal voorbeelden van wetten – maar er zijn er tientallen – waar nog expliciet in staat dat iedereen die zijn medewerking verleent aan de uitvoering van die wet, ook door het beroepsgeheim gebonden is. Bij het OCMW geldt het zowel voor de raadsleden als voor de maatschappelijke werkers. Het staat in de jeugdbeschermingswet en de gemeenschapsdecreten over jeugdbijstand en jeugdhulp en het geldt bij bemiddeling zowel voor volwassenen als voor minderjarigen. Ook in de wetgeving betreffende het algemeen welzijnswerk en op de geestelijke gezondheidszorg zijn gelijkaardige bepalingen opgenomen.

Dit toont aan dat men nu het beroepsgeheim ook buiten de medische sector als een belangrijke waarde moet beschouwen. Telkens is het belang ervan door de wetgever bevestigd.

Ik wil nog één puntje vermelden, omdat daar vaak discussie over bestaat, met name het gedeelde beroepsgeheim. Er zijn situaties waarin de politie aan de deur staat van een jongerenvoorziening of een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg en zegt: “Wij hebben net iemand opgepakt. Heeft die hier een dossier? Mogen wij dat inkijken?”

Wij gaan er per hypothese vanuit dat de betrokkenen door het beroepsgeheim gebonden zijn. Daar is dat meestal het geval. De betrokkene antwoordt “Ik mag u niets vertellen”, want die uitzondering van daarnet over het afleggen van een getuigenis gaat alleen over een getuigenis in rechte, voor de onderzoeksrechter of voor de rechter ten gronde. Politiediensten en ook parketdiensten vallen daar niet onder.

Het lapidaire antwoord van de politie is dan soms: “O, maar wij hebben ook een beroepsgeheim. In onze wet staat dat ook.” Los van het feit dat het ongelukkig is het ambtsgeheim van de politieberoepsgeheim te noemen – wat een vertrouwensrelatie oproept, wat bij politiediensten waarschijnlijk niet het geval is; er is wel vertrouwen, maar er is geen vertrouwensrelatie tussen de politiedienst en wie ondervraagd wordt –, gaat het om een andere soort beroepsgeheim.

Het gedeelde beroepsgeheim laat toe tussen geheimplichtigen informatie uit te wisselen, maar wel onder een hele reeks voorwaarden. Belangrijk is ookdat deze uitzondering niet in de wet staat. U hebt die daarstraks in het lijstje van wettelijke uitzonderingen niet horen terugkomen, tenzij er een expliciete regeling is van informatie-uitwisseling. Als algemene uitzondering staat dit niet in de wet, maar het wordt wel sinds lang door de rechtsleer ontwikkeld, het wordt ongelooflijk veelvuldig toegepast – veel te veel naar mijn zin – maar het is ook iets waarin we toch een aantal voorwaarden moeten scherp krijgen om daar toepassing van te kunnen maken. Er zijn ook bepaalde wetten waar het in hun context wel is geregeld. Zo bijvoorbeeld in het Vlaams decreet over integrale jeugdhulp vindt u een mooie bepaling daarover.

De voorwaarden van toepasselijkheid van het gedeelde beroepsgeheim zijn dat het gaat om een informatie-uitwisseling tussen twee geheimplichtigen. Beiden moeten dus door het beroepsgeheim gebonden zijn en zij moeten zich situeren binnen dezelfde hulpverleningscontext. Dit betekent dat zij betrokken moeten zijn – rechtstreeks of onrechtstreeks – bij de

hulpverlening en dat zij ook met dezelfde finaliteit moeten optreden. Vandaar dat er dus geen sprake kan zijn van gedeeld beroepsgeheim tussen hulpverleners en politiediensten, of tussen hulpverleners en Justitie.

Voor alle duidelijkheid: dit betekent niet dat er geen enkele vorm van communicatie mogelijk is, maar u mag die niet baseren op het gedeelde beroepsgeheim, want dan zou dat – zoals al eens in de rechtsleer wordt geschreven – een uitgesmeerd beroepsgeheim zijn dat ook van zijn fundamenten ontdaan is.

Ik wil me dan vooral concentreren op de zeer expliciete vraag in onze uitnodiging om ook eens uitspraak te doen of minstens te kijken naar de vraag of het zinvol is een meldplicht in te voeren of niet. Ik begrijp die vraag heel goed. Ik denk dat wij ten gronde – dat hoop ik toch – allemaal als gezamenlijk belang hebben het voorkomen van verdere gevallen van bijvoorbeeld kindermishandeling, als die zich voordoen. In dat perspectief is het een perfect legitieme vraag om ons af te vragen wat daar de meest geschikte instrumenten voor zijn.

Ik heb voorstellen gehoord in die zin. Ik heb reacties daarop gehoord. Wat ik hier probeer te doen, is wat informatie meegeven die kan worden meegenomen in de overwegingen en die misschien tot een iets genuanceerdere oplossing kan leiden dan wat er soms wordt gehoord.

De informatie zit enerzijds in een analyse van de huidige toestand, wat de meldplicht betreft, en anderzijds in buitenlandse voorbeelden en onderzoek dat daarnaar is gedaan. U zult op het einde wel mijn conclusie horen, maar dat is alleen maar mijn conclusie.

De huidige toestand, zoals al aan bod is gekomen, is het principe dat het beroepsgeheim moet worden gerespecteerd en dat het voorrang heeft op het melden van feiten die men van daders of slachtoffers heeft vernomen. Er zijn daarop echter uitzonderingen die niet zo expliciet als meldplicht zijn geformuleerd, maar die daarop wel neerkomen.

Ten eerste, de meldplicht bestaat al in ons Belgisch recht, met name onder de figuur van artikel 422bis, zijnde de plicht tot hulpverlening en het misdrijf van schuldig hulpverzuim als men niet optreedt indien de voorwaarden van artikel 422bis zijn voldaan.

Dat zijn relatief strikte voorwaarden, dus daarover

kan enige discussie bestaan. Het gaat over de situatie waarin het schenden van het beroepsgeheim de enige manier is om aan hulpverlening te doen, hetzij door zelf hulp te verlenen, hetzij door hulp te verschaffen door het inroepen van een derde persoon. Bovendien moet het gaan om een onmiddellijk dreigende en grote fysieke, psychische of seksuele gevaarstoestand.

Dat betekent dat op het ogenblik dat de vraag rijst of men moet melden of niet, de relevante vraag luidt: als men niet meldt, zou dan bijvoorbeeld zeer binnenkort misbruik kunnen gebeuren door die persoon? Of: als men niet meldt, zal mijn cliënt dan een revolver halen en zijn echtgenote neerschieten? Ik geef maar een voorbeeld, om te visualiseren dat het over toekomstig en onmiddellijk dreigend gevaar moet gaan. Dit is geen mogelijkheid om feiten uit het verleden als zodanig te melden.

Ten tweede, wij hebben niet alleen een meldplicht onder die strikte voorwaarden, maar ook een meldrecht. Dat is het al aangehaalde en geduide artikel 458bis. Dat somt ook een aantal voorwaarden op, onder andere dat het slachtoffer minderjarig moet zijn. Ook daarover kan wat discussie bestaan. Men moet ook door het slachtoffer zelf in vertrouwen zijn genomen of men moet vaststellingen hebben gedaan bij het slachtoffer. Het kan dus niet iets zijn van horen zeggen, bijvoorbeeld door de moeder of een buur van het slachtoffer. Een rechtstreekse kennisname moet aanwezig zijn geweest.

Ten derde aanvaardt de rechtspraak dat, indien het slachtoffer cliënt is en onder bepaalde voorwaarden die deels juridisch zijn zoals daarnet geschetst, maar die ook in een behoorlijke vertrouwensrelatie niet meer dan passend zijn – namelijk de positie van het slachtoffer erkennen, de mening van het slachtoffer respecteren – er geen strafbaarheid geldt bij het melden van bepaalde gegevens. Dat is de situatie naar huidig Belgisch recht. Daarover zijn lange discussies geweest en daarover kan opnieuw worden gediscussieerd, maar het is belangrijk om die artikelen terug in rekening te brengen.

Vervolgens, binnen- en buitenlandse voorbeelden. Ik zal het niet uitdiepen, maar in de bijlage van de presentatie vindt u een reeks artikelen, niet enkel uit het Strafwetboek, maar ook uit decreten van de Franse en Duitstalige Gemeenschap, die een meldplicht bevatten. Men moet dus niet eens naar Frankrijk gaan om de meldplicht te vinden. Er zijn ook artikelen uit het Franse en het Nederlandse recht die meldplicht en meldrecht bevatten. Die

voorbeelden zijn niet zo eenduidig als soms uit de teksten zou blijken. Bijvoorbeeld in de Franse Gemeenschap geldt er onder bepaalde omstandigheden een meldplicht omtrent feiten van kindermishandeling, maar, voor zover ik daar een zicht op heb, lees ik in de literatuur dat zulks grotendeels dode letter blijft en dat die plicht die daarin beschreven staat, niet zeer consciëntieus wordt gevolgd. Het zou interessant zijn te bekijken hoe dat komt. Blijkbaar is het niet voldoende dat alleen maar in de wet in te schrijven.

Het Franse voorbeeld. Mocht u aan teksten denken, dan is het misschien goed niet te veel naar het Franse recht te kijken. U kunt de artikelen eens lezen, en het is eerlijk gezegd moeilijk om daaruit wijs te geraken en om te weten wat precies de toestand is. Er is sprake van een plicht tot beroepsgeheim en er bestaat een uitzondering hierop, soms vrij algemeen, maar soms behalve voor wie door het beroepsgeheim gehouden wordt, soms met toestemming van het slachtoffer, soms als het slachtoffer jonger is dan vijftien jaar. Een hele reeks artikelen verder kan men een parallelle maar toch een andere regeling vinden. De Franse regelgeving inzake meldplicht is dus absoluut niet zo duidelijk.

Als men naar de rechtsleer kijkt in Frankrijk – ik kan die ook bezorgen als u wilt – dan merkt men dat er nog veel discussie is over de werkelijke aard daarvan. Het feit is ook dat de meldingsplicht niet strafrechtelijk gesanctioneerd wordt, er staan dus geen concrete strafsancities op het niet volgen van die meldplicht. In de literatuur wordt eigenlijk nog steeds aangegeven dat wat hier gebeurd is, een soort van veiligheid of bescherming biedt aan geheimplichtigen om, als zij in eer en geweten beslissen om een bepaalde melding te doen, niet tuchtrechtelijk vervolgd te worden door bijvoorbeeld de orde van geneesheren.

Het belangrijkste gevolg van deze bepalingen, en dat blijkt dan ook uit de tuchtrechtspraak, is dus dat er aan meldingen van bijvoorbeeld kindermisbruik door artsen, geen tuchtgevolg gegeven wordt. Het is niet zo dat dit een algemene meldplicht heeft gecreëerd bij iedereen die in Frankrijk onder het beroepsgeheim valt en dat dit in de praktijk heel veel wijziging tot gevolg heeft gehad.

Zo dadelijk zeg ik nog iets over Nederland. Dat is interessant omdat daar net ook een zeer zware discussie over die meldplicht bezig is.

Ten derde, ik vind dit zelf ook van groot belang: wij moeten rekening houden met het feit dat er

kwaliteitsvolle en specifieke hulpverlening voor kindermishandeling is ontstaan de laatste 10 tot 20 jaar. Er zijn in Vlaanderen de Vertrouwenscentra voor Kindermishandeling en in de Franse Gemeenschap de Équipes SOS Enfants. Dat zijn specifieke instanties die een bijzondere positie innemen in het landschap van de hulpverlening, die door de brede hulpverlening meer en meer, dat vraagt natuurlijk wel wat tijd, erkend worden als instanties die een bijzondere positie innemen en die dus ook een rol te vervullen hebben in de aanpak en preventie van kindermishandeling en in eventuele contacten tussen hulpverlening en Justitie. Ook op dat vlak zijn er trouwens bijvoorbeeld in Vlaanderen een heleboel ontwikkelingen inzake integrale jeugdhulp, waar er rond het begrip maatschappelijke noodzaak verder gedacht wordt.

Ten vierde, als wij naar de huidige toestand kijken, is er de vaststelling dat de hulpverlening niet alleen specifieke instellingen heeft gecreëerd, maar zich ook zeer bewust is van het probleem van omgaan met verontrustende situaties. Dit is echt niet iets dat pas nu opgedoken is, zelfs niet pas na Dutroux. Men is daarmee reeds lang bezig.

Men merkt daarin ook evoluties. Wij hebben tien jaar geleden een onderzoek over beroepsgeheim gedaan en over deontologie in de welzijnsector. Ik kan u zeggen dat ik sindsdien ongeveer elke week vragen krijg van hulpverlenende en andere instanties om te komen spreken over beroepsgeheim. Ik doe dat niet elke week, maar ik doe dat wel regelmatig, omdat dat heel leerrijk is.

Men zoekt daar zeer hard naar wat de precieze betekenis van het beroepsgeheim is, ook in een juridisch perspectief. De laatste jaren merk ik dat men ook meer en meer met een zoektocht bezig is op welke manier men tot een gezonde relatie met Justitie kan komen. Bij de hulpverlening bestaat daarover soms een grotere openheid dan bij Justitie zelf.

Er zijn ook tools ontwikkeld binnen de hulpverlening over het omgaan met verontrustende situaties. Kind & Gezin heeft een tool daarvoor. Er is een website vermeld, met een signaallijst waar men doorheen kan gaan voor het herkennen van bijvoorbeeld signalen van kindermishandeling en met een aantal stappen over wat men daarmee dan moet doen. Men is daar dus wel degelijk mee bezig.

Ten vijfde, ik wil u signaleren – dat is wellicht al gevallen – dat er in Antwerpen momenteel een experiment wordt voorbereid over casusgebonden

overleg in geval van kindermishandeling.

Dat is een voortvloeisel uit een reeds jarenlang overleg tussen Justitie en de hulpverlening, eerst op federaal vlak. Dat is twee of drie jaar geleden federaal afgesloten en verder naar de Gemeenschappen doorgeloopt. Er is in Vlaanderen alleszins een samenwerkingsprotocol gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin over een protocol in verband met kindermishandeling. Een element daarvan is dus casusgebonden overleg. Ik kan daarvan geen definitieve teksten voorleggen, aangezien die discussies nog bezig zijn. Discussies is niet het juiste woord. Het overleg is nog bezig.

Er is een stuurgroep, waarvan ik deel uitmaak. Soms gaat het misschien wat traag, omdat het moeilijk is om agenda's samen te leggen, maar de manier waarop er daar overlegd wordt, met respect voor elkaars positie en met het zoeken naar wat wij samen willen bereiken, wat relevant is en wat niet en welke situaties wij daarin kunnen onderscheiden, vind ik zeer zinvol.

In de tekst, die hopelijk over een paar maanden gefinaliseerd zal zijn, zult u een schets krijgen van het internationaal en internrechtelijk kader inzake de aanpak van kindermishandeling. Ook het hulpverleningslandschap en het justitielandschap in het algemeen worden erin geschetst. Dat is niet onbelangrijk, gezien de soms wederzijdse onbekendheid. Ook de Antwerpse context komt aan bod: over wie gaat het concreet?

Tot slot staat er een draaiboek in over wat de verschillende stappen zijn die wij ondernemen in bepaalde situaties die men onderscheiden heeft. Voorlopig gaat men uit van vijf situaties. Het kan nog een beetje schuiven. In een aantal gevallen zal men zeggen dat men geen informatie over een specifieke persoon moet doorgeven en dat het algemeen structureel overleg volstaat. In een aantal gevallen zal er wel informatie, met een aantal voorwaarden, kunnen worden uitgewisseld. Dat is zeker een interessant experiment.

Ik zei al dat ik ook een korte toelichting over de Nederlandse situatie zou geven. Daar is er sinds een vijftal jaar een discussie gaande over een meldrecht, een meldplicht of een meldcode, die men zou invoeren. Door de vorige regering werd de positie ingenomen dat men een verplichte meldcode, dat is iets tussen de twee, zou invoeren, wat betekent dat men aan de diverse beroepsgroepen of hulpverleningssectoren een plicht oplegt om intern in die groep een code op te

stellen over hoe men moet omgaan met signalen en gevallen van mishandeling, zowel partnergeweld als kindermishandeling.

Voorafgaand of tijdens die discussie is er eventjes een literatuurzoektocht geweest over systemen van meldplicht en voor- en nadelen daarvan die werden gesignaleerd. Ik denk dat het nuttig is die even op te lijsten. Als voordeel van een meldplicht werd aangehaald de maatschappelijke taak tot bescherming. Dat vloeit ook voort uit het EVRM: er is niet alleen artikel 8, er is ook artikel 3 dat eigenlijk een positieve verplichting voor de staten oplegt om het fysiek welzijn of de fysieke integriteit van haar burgers te beschermen. Wel, een van de middelen om dat te doen, is ervoor zorgen dat gevallen van kindermishandeling of van huiselijk geweld bekend zijn en dat daartegen opgetreden kan worden. Dus dat is een van de manieren om aan die positieve plicht te voldoen. Er zijn meer mogelijkheden om de pleger te vervolgen: men heeft meer informatie, meer bewijs eventueel. En het is voor de professionals, zoals men dat in Nederland zegt, een stimulans om beter te letten op signalen van mishandeling. Als men weet: ik moet, of er wordt van mij verwacht dat ik gevallen van huiselijk geweld signaleer, dan gaat men daar ook attenter voor zijn en bewuster omgaan met die signalen.

Nadelen die werden genoemd in die studie waren de grote hoeveelheid ongegronde meldingen: tot 79 % in Canada bijvoorbeeld. Dat heeft er mee te maken dat men een beetje, waarschijnlijk als menselijke reactie van hulpverleners en artsen, zag: als er twijfel is, is het niet in het voordeel van de beklagde, maar is het in mijn voordeel van het toch maar te melden. Ik ben niet zeker, maar ik speel liever op veilig en ik meld.

Er zijn dus grote hoeveelheden ongegronde meldingen, ook meldingen waar men eigenlijk ook verder geen bewijs van heeft. Dat leidt tot een overbelasting van het systeem. Zelfs in de hypothese dat Justitie perfect performant was en dat er geen gerechtelijke achterstand en geen seponeringsbeleid uit een overvloed aan zaken zou zijn, dan nog is er een probleem als men een meldplicht zou inlassen. Geringe betrokkenheid van melders, eigenlijk een soort afschuiven van verantwoordelijkheid ook. Dat vind ik een bijzonder nefast neveneffect, als dat het geval zou zijn. Slechte handhaafbaarheid van die meldplicht. Dat lijkt ook het Franse voorbeeld te suggereren. Het is moeilijk om te bewijzen dat men aan die plichten heeft voldaan. De consequentie die daar dan aan verbonden is dat dit langzaamaan eerder tot een morele dan tot een strafrechtelijke plicht

verwordt. Het zet de relatie tussen hulpvrager en hulpverlener onder druk. Dat behoeft niet veel toelichting, zeker als het gebeurt tegen de wil van de hulpvrager in, of dat nu een slachtoffer of een pleger van geweld is. Zeker als men achter zijn rug informatie gaat melden aan Justitie, mag men de hulpverlening aan die betrokken persoon wel stopzetten. Het verhoogt de drempel naar hulpverlening voor slachtoffers en plegers. Wat ik toch ook wel een belangrijk argument vind, is dat zeker in geval van kindermishandeling onderzoek uitwijst dat er nog heel vaak een grote loyaliteit bestaat tussen de pleger en het slachtoffer van kindermishandeling. Het gaat bijvoorbeeld om de vader van het kind. Ik denk dat we daarmee rekening moeten houden in de manier waarop we dat kind behandelen en waarop er dan geïntervenieerd wordt bij die kindermishandeling. Het meenemen van die loyaliteit is belangrijk om een respectvolle hulpverlening voor dat kind te creëren.

Ook belangrijk in dat onderzoek is een passage die zegt dat de genoemde voor- en nadelen veelal opiniërend zijn. Ik verwijs daarvoor naar wat ik daarstraks zei, dat er veel argumenten heen en weer worden uitgewisseld die dan ook veelal opiniërend zijn. Dat is goed, een idee moet opiniërend zijn. Daar staat echter wel tegenover dat er ook in onder andere de VS en Canada geen empirisch bewijs is gevonden dat een wettelijke meldplicht leidt tot het terugdringen van huiselijk geweld en kindermishandeling. Er is dus zeker geen rechtstreeks verband tussen meldplicht en de omvang van het fenomeen.

Er is een onderzoek geweest in de Verenigde Staten. Een opmerkelijk aspect, was dat bij de vraag of er meldplicht moest zijn voor huiselijk geweld of partnergeweld, 71 % van de bevroegde vrouwen daarvan voorstander was, maar als men hetzelfde vroeg aan vrouwen die mishandeld waren geweest, dat substantieel daalde van 71 naar 59 %.

Dat is ook iets om mee te nemen. Als men het aan de slachtoffers zelf vraagt, is er minder steun voor een meldplicht dan als men het aan de bevolking in het algemeen vraagt. Een reden voor die daling van het draagvlak daar, was dat die vrouwen gevoeliger zijn voor: "Als dat het gevolg is, dan durf ik mij niet wenden tot een arts of een hulpverlener." Ook het risico van wraak van de pleger van het huiselijk geweld was een reden.

Hoe is de situatie momenteel in Nederland? Er is een heel goede website waarop alle informatie daarover te vinden is. De laatste stand van zaken

is dat er een plan was, en ook al wetgevend werk, om een verplichte meldcode in te voeren. Daarbij werd aan de diverse sectoren gevraagd om te komen tot een meldcode met een stappenplan.

Dat stappenplan bestaat erin dat men eerst de signalen capteert en in kaart brengt. Er moet collegiale consultatie zijn – overleg tussen collega's binnen de zorgverlening – en eventueel het raadplegen van gespecialiseerde hulpverlening, naar het voorbeeld van de vertrouwenscentra of van Équipes SOS Enfants in België.

Er moet ook een gesprek met de cliënt zijn. Het mag dus niet zonder informatie aan de cliënt. Er moet een afweging zijn. Zoals daarnet al werd gezegd, en ik meen dat wij daar niet buiten kunnen, is het beroepsgeheim niet absoluut, maar ontstaat in een aantal gevallen een waardeconflict dat moet leiden tot het maken van een afweging van een en ander.

Er moet ook een beslissing zijn. Men moet niet alleen stappen zetten, maar op het einde ook een beslissing nemen, die dan moet bestaan uit ofwel hulp organiseren met de nodige veiligheid, ofwel de zaak melden.

De nieuwe regering, die er sinds een paar maanden is in Nederland – zij hebben er ook lang over gedaan – heeft de vraag over meldplicht of meldcode terug opgeworpen. De bevoegde staatssecretaris heeft eigenlijk opnieuw gelanceerd dat zij wil nadenken over die meldplicht. Daar zijn allerlei reacties op gekomen. Op 2 februari heeft zij een brief geschreven waarin zij zegt dat haar standpunt op dit moment een meldplicht is in geval van kindermishandeling verricht door professionals. Het gaat dan over kindermishandeling binnen onderwijs- of hulpverleningsinstanties. De precieze afbakening is mij nog niet bekend of bijvoorbeeld sportclubs daar ook onder zouden vallen. Maar als het gaat over extrafamiliaal geweld gepleegd door professionals zou er een meldplicht moeten zijn die vooral rust op die instelling, die voorziening of die school zelf.

Bij intrafamiliale kindermishandeling is er na beraadslaging voor gekozen om het bij een meldcode te houden, zoals daarnet toegelicht. De reden die de bewindsvoerder daarvoor aanhaalt, is effectiviteit. Het blijkt dat het invoeren van een meldcode een effect heeft op het bewust omgaan met de problematiek en dat is heel belangrijk. Misschien is er de niet-bewezen effectiviteit van de meldplicht. De autonomie van professionals. Ik

zou daaraan toevoegen: de verantwoordelijkheidszin aanscherpen van professionals. Administratieve lasten. Denk aan die bijna viervijfde ongegronde of onbewezen meldingen. Het draagvlak dat in de hulpverlening veel groter is voor een meldrecht of een meldcode dan voor een meldplicht.

Conclusie daarvan is, denk ik, dat voorzichtigheid geboden is, dat wij rekening moeten houden met de posities van hulpverlening en Justitie. Ik ga daar zo meteen nog twee slides over toelichten.

Men moet ook rekening houden met korte- en langetermijneffecten. Ik geef daar vaak volgend voorbeeld; het heeft niets met kindermishandeling te maken, maar om het punt te maken. Neem als voorbeeld de straathoekwerkers, die er in Brussel, Antwerpen enzovoort zijn en die heel goed weten wat er in bepaalde milieus aan de hand is. Stel dat men nu in Antwerpen zegt dat men alle straathoekwerkers oppakt en hen verplicht om alles wat ze weten te zeggen, en stel dat ze dat nog zouden doen ook, dan gaat men in de komende weken een enorm succes zien in de strijd tegen bijvoorbeeld drugshandel in Antwerpen, dan gaat men heel goed weten op welke plaatsen er veel gebruikt en gedeald wordt en dan gaat men waarschijnlijk ook een aantal netwerken kunnen blootleggen.

Dat lijkt interessant, maar de volgende stap is dat men het straathoekwerk mag afschaffen. Dat betekent dat de personen die zoiets gezegd hebben, die onder dwang of vrijwillig die meldingen gedaan zouden hebben aan Justitie, vervolgens nooit meer terug naar hun job zullen kunnen en nooit meer het vertrouwen zullen kunnen winnen van de mensen die hun cliënten zijn.

Op korte termijn zal dat een zeker effect hebben, op lange termijn houdt dat de afschaffing van het straathoekwerk in. Alle gunstige effecten die dit straathoekwerk heeft, maar die veel minder zichtbaar zijn, zullen daarmee dan ook verloren gaan. Dat is dus ook een keuze die men moet maken.

Gevaar voor secundaire victimisering: dat is, in het voorbeeld dat mijn collega daarnet gegeven heeft, als men tegen de wil van het slachtoffer in zou gaan melden, dan kan men daar spreken van secundaire victimisering, wat onrecht aandoen aan slachtoffers is.

Er is het punt van die responsabilisering, die ik zeer belangrijk vind. Als wij een pure meldplicht

zouden invoeren, dan zou dat voor de hulpverleners bijna een gemakkelijksoplossing zijn. Als zij dan feiten te weten komen, weten zij dat ze automatisch moeten melden, dan melden ze en zijn ze van de zaak af, dan zijn ze trouwens ook van die cliënt af, men kan dan meestal niet verder met die cliënt werken.

Dat betekent natuurlijk dat dan, ten eerste, Justitie alles op het bord krijgt, wat ook niet erg comfortabel is, noch voor Justitie, noch voor de slachtoffers in een aantal gevallen.

Ten tweede, de mogelijkheden van hulpverlenend werken gebruikt men dan niet meer.

Voor het aanscherpen, ook van hulpverleners, dat men moet tussenkomen en dat men zelfs aanklampend hulp moet verlenen in die situaties, dat men oog moet hebben voor de veiligheid van het kind, zijn er specifiekere methodes, die met name in de vertrouwenscentra worden gebruikt. Ik vind het een goede zaak dat dit gebeurt. Er gebeuren daar zaken op het gebied van hulpverlening die Justitie nooit zal kunnen doen.

Wij kunnen dus al leren uit een aantal praktijkvoorbeelden en uit voorbeelden uit andere landen. De conclusie is heel eenvoudig, niet zwartwit en – naar mijn persoonlijke mening – niet helemaal voor of tegen. Ik denk echter dat het voor iedereen beter zou zijn als wij overlegde in plaats van opgelegde oplossingen zouden hebben.

Er bestaat bereidheid in de sector, in de hulpverlening en bij Justitie. Ik merk dat in Antwerpen iedere keer als wij die stuurgroep houden. Als men de tijd geeft om elkaar te leren kennen, als men elkaars profiel respecteert, zal men samen verder geraken dan als men een bepaalde piste prioritair stelt boven een andere.

Wij hebben een drietal weken geleden een studiedag gehouden in Leuven die expliciet inging op de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening, en waar actoren uit die beide werelden in debat zijn gegaan met elkaar, in het algemeen en in specifieke workshops.

Dat was bijzonder leerzaam, niet alleen voor de deelnemers, maar ook voor de sprekers, die hebben aangegeven dat zij die gedachtewisseling willen verderzetten en niet met die dag alleen willen stoppen.

Ik heb aan het begin van die studiedag een soort



algemene hypothese geformuleerd over Justitie en hulpverlening, die ik u nu als uitsmijter wil meegeven. Ik denk, en dat moet hier ongetwijfeld al frequent naar boven zijn gekomen, dat wij niet meer in een situatie leven van *splendid isolation*, waarbij Justitie een bepaalde opdracht en werkwijze heeft en hulpverlening helemaal aan een andere kant staat.

Dat is een tijd het geval geweest, hulpverlening is soms ook als reactie tegen Justitie ontstaan. Sinds ongeveer twee decennia ontmoeten die twee werelden elkaar echter meer en meer. Dat geeft natuurlijk aanleiding tot vragen en problemen, maar ook tot kansen.

Zij hebben een eigen profiel, opdrachten en werkwijze. Als wij willen gaan naar versterkte afstemming en samenwerking, wat volgens mij wenselijk is, vergt dat wel een culturele toenadering, een zekere bescheidenheid en de erkenning vanuit Justitie dat een justitiële afhandeling niet de enige of steeds de prioritaire interventiemogelijkheid is en een erkenning vanuit de hulpverlening dat de hulpverleningsrelatie ook niet het enige referentiekader kan zijn.

Dit zijn echt geen onschuldige zinnen. Ik merk zowel bij Justitie als bij hulpverlening dat dit gevoel toch nog wel aanwezig is. Niet altijd, niet 100 %, maar in hun basishouding. Vooral als men tot die ontmoeting met elkaar nog niet sterk is gevorderd, merk je dat er een zekere hoogmoed bij beide bestaat.

Bij Justitie is dat: wij zijn de enigen die belangrijk zijn en dit is de enige manier van afhandeling van strafbare feiten. Hulpverleners zeggen: Justitie kan mij niets schelen; de warme vertrouwensrelatie met mijn cliënt is het enige wat telt.

Dat zijn twee uitgangspunten die ik begrijp, maar die men moet loslaten als men tot een toenadering wil komen.

Als wij dat proberen te koppelen aan een aantal criteria of parameters over hoe een samenwerking er zou kunnen uitzien, denk ik dat er hier een proeve van oplijsting daarvan is.

1. De actoren moeten zelf tot positieverheldering komen. Zowel bij Justitie als bij hulpverlening zijn dat mensen die bezig zijn, die elke dag hun dossiers hebben enzovoort en die niet altijd tijd maken om een reflectie over hun eigen handelen en hun eigen positie te maken.

Die reflectie is nodig. Eerst moet men zichzelf goed kennen vooraleer men met een ander gaat praten.

2. Ze moeten elkaar beter willen leren kennen en ook leren kennen, zowel de structuren als de personen. Structuren zijn belangrijk. Men moet weten hoe de sociale kaart eruitziet, hoe Justitie functioneert, maar het is ook belangrijk om persoonlijk contact te hebben, om een gezicht op te kunnen plakken. Dat kan in de meeste gevallen tot een meer constructieve relatie leiden.

3. Elkaars opdracht, eigenheid en positie respecteren. Als er een verdergaande samenwerking is, zeker als het gaat over individuele dossiers, over communicatie, over gegevensuitwisseling, denk ik dat het van belang is daarvoor een transparant en duidelijk kader af te spreken binnen de grenzen van de geldende wetgeving en met een maximale betrokkenheid van de cliënten.

Het gaat niet op om geen afspraken te maken of om afspraken te maken die maar met een deel van de actoren is doorgepraat of waaraan men zich niet kan houden achteraf. Dat zijn geen afspraken.

Ten slotte, maar dit is een algemene verheldering, mogen wij van al die actoren toch een grondhouding verwachten van eerbied voor de fundamentele rechten en voor waarden als menselijke waardigheid, veiligheid en vrijheid.

Dit is wat ik u wou meegeven. Zoals gezegd, vindt u aan het eind van mijn presentatie de wetsartikelen die inspirerend kunnen zijn, of niet. Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Mijnheer Put, ik dank u voor uw toelichting. Wij gaan nu over tot de vragen van de commissieleden.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Mevrouw de voorzitter, ik wil beide sprekers bedanken voor hun heldere en volledige uiteenzetting, want ik heb slechts een kleine vraag voor beide sprekers.

Wanneer een dader in een hulpverleningscontext melding maakt van feiten die nog moeten plaatsvinden, is men zich in de hulpverlening dan wel bewust van de mogelijkheid tot meldingsplicht? Weet u of men er in de opleiding tot sociaal assistent attent op wordt gemaakt dat men zich in dergelijke situaties niet achter het beroepsgeheim kan verschuilen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame la présidente, les exposés étaient tellement intéressants qu'on en redemande. Je m'adresserai plus particulièrement au Pr Vandermeersch. Monsieur le professeur, quand vous avez abordé le problème des exceptions éventuelles au secret professionnel, disant d'abord que seule la loi peut les établir, vous avez dit également qu'il fallait distinguer selon que l'on reçoit les confidences de la victime ou de l'auteur. Il y avait deux branches à l'alternative et vous avez développé la première, quand il est question de la victime mais vous n'avez rien dit au sujet des confidences des auteurs. Cela signifie-t-il que vous considérez les textes actuels suffisants, applicables ou avez-vous une opinion plus personnelle à livrer à la commission, comme pour la première branche de l'alternative?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank beide sprekers voor de heel volledige en interessante uiteenzetting.

Ik heb eigenlijk maar een vraag over een probleem dat wij enkele dagen geleden hebben gehoord. Het gaat namelijk over het beroepsgeheim of de uitwisseling van gegevens wanneer dat in opdracht gebeurt, vooral in het kader van Justitie en wie dan specifiek de opdrachtgever is. Justitie is een brede term. Er kunnen gegevens bij een onderzoeksrechter zijn. Later, als iemand in de gevangenis zit, zal de psychosociale dienst over bepaalde gegevens beschikken. Nadien, bij vrijlating en opvolging van de voorwaarden, zal de justitieassistent over bepaalde gegevens beschikken. Dat geldt misschien ook voor politiediensten die de voorwaarden controleren. Dan heeft men de strafuitvoeringsrechtbank die eigenlijk moet oordelen over een vraag tot voorwaardelijke invrijheidstelling.

Blijkbaar zijn er in de praktijk soms een aantal problemen omdat een aantal diensten bepaalde gegevens niet wensen door te geven aan de strafuitvoeringsrechtbank. Zij stellen dat die gegevens er indertijd, bij de aanhouding, gekomen zijn in opdracht van de onderzoeksrechter en dat zij die dus niet doorgeven.

De problematiek omtrent de vraag wie er nu precies werkgever is – volgens sommigen is dat Justitie – is heel breed. Degene die aan het einde van de keten staat, in dit geval de strafuitvoeringsrechtbank, zou dan ook moeten kunnen beschikken over alle relevante gegevens van een bepaald dossier.

Hoe benadert u dit? Klopt het dat men de redenering kan opbouwen dat de strafuitvoeringsrechtbank over alle nuttige gegevens kan beschikken, wie ook de opdrachtgever was binnen Justitie, of dat nu de onderzoeksrechter was dan wel dat het gaat om gegevens die binnen de gevangenis zijn verzameld? Graag uw visie daarover.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik heb twee korte vragen.

Ten eerste, rijzen er met betrekking tot de hulpverleningsplicht en het meldrecht waarin de wet vandaag voorziet, geen problemen omdat de toets uiteraard altijd slechts achteraf kan worden uitgevoerd?

Stel dat iemand die veronderstelt dat er een gevaarsituatie dreigt maar uiteraard niet met zekerheid weet dat dit zo is, het beroepsgeheim niet respecteert en achteraf wordt geconfronteerd met de problematiek dat de gevaarsituatie niet van die aard was dat ze aanleiding gaf tot een opheffing van het beroepsgeheim. Hoe lost men dat op?

Ten tweede, u hebt het beiden over een versterkte afstemming tussen Justitie en de hulpverleningssector breed gezien. Dat begrijp ik. Men zou best tot casusoverleg komen. Dat is een manier van aanpak die als lovenswaardig wordt gezien. Dat begrijp ik ook.

Als er echter casusoverleg is, neem ik aan dat alle actoren van zowel hulpverlening als Justitie de kaarten op tafel leggen om de best mogelijke aanpak van een bepaalde dossier uit te stippelen. Dat betekent dat men niet meer met beroepsgeheim werkt, maar wel dat men een volledige openheid benadert. Op dat ogenblik bestaat er dus geen beroepsgeheim. Is dat de juiste weg? Voor mij geen probleem.

Daarbij aansluitend, het volgende. Ik neem aan dat wij toch nog altijd in de logica zitten dat de opdracht van opsporing en vervolging van misdrijven toebehoort aan het openbaar ministerie en dat wij daarvan niet afwijken?

**La présidente:** Je souhaite revenir sur la question posée par M. Brotcorne. M. Cosyns, directeur d'un centre de traitement de délinquants sexuels et médecin-psychiatre nous a demandé clairement d'élargir l'article 458bis aux prestataires de soins lorsqu'il s'agissait de confidences d'auteurs de délits sexuels. J'aimerais bien vous entendre

précisément sur le questionnement qu'il a partagé avec nous. Ou bien, estimez-vous que la non-assistance à personne en danger ou l'état de nécessité suffit? C'est un médecin-psychiatre qui a l'habitude de travailler avec des délinquants sexuels qui nous en a parlé. C'est un questionnement de la commission aujourd'hui.

Par ailleurs, j'ai souvent entendu qu'un accord de coopération existait entre la Communauté flamande et le ministère de la Justice en ce qui concerne les secteurs de confiance ou d'aide, mais qui n'existait pas du côté de la Communauté francophone.

Monsieur Put, vous avez dit qu'il y avait bien un accord de coopération, mais aussi une expérience-pilote à Anvers. J'aimerais bien savoir quel lien il y a entre eux et comment le secteur d'aide et celui de la justice pourraient évoluer dans un partage d'informations - sous mandat, j'imagine - et si c'est dans le cadre de cet accord de coopération ou si c'est pour modifier l'accord de coopération et les lois.

**Thierry Giet** (PS): Une question à M. Vandermeersch: dans la mesure où, en 2003, je crois, vous avez souhaité peut-être instaurer la notion de "présomption de victime", je ne dirai pas face à la présomption d'innocence, car ce n'est pas identique, vous avez réfléchi à cette notion de présomption de victime.

Êtes-vous toujours dans cet état d'esprit? Que peut recouvrir cette notion dans le cadre de nos réflexions sur d'éventuelles recommandations?

Excusez-moi si je répète des questions déjà posées.

Je voudrais revenir à la question de savoir si, légalement, un prêtre est tenu au secret professionnel. J'ai quelque difficulté à me faire une opinion par rapport à ce que j'ai entendu. Cet article du Code pénal s'applique-t-il à un prêtre qui reçoit une confession?

La **présidente**: Voilà une première salve de questions. Bien entendu, vous pouvez répondre tous les deux aux différentes questions et vous compléter l'un l'autre.

**Johan Put**: Naar het schijnt mag ik nu beginnen, maar dan kan ik de moeilijke vragen natuurlijk doorschuiven.

Ik kies er een aantal uit waartoe ik mij

aangesproken voel om ze te beantwoorden.

Er was de vraag of de hulpverleners zelf zich voldoende bewust zijn van hun meldingsplicht die voortvloeit uit artikel 422bis en daaraan gelieerd, indien toekomstige feiten in het gesprek aan bod komen, of zij dan weten dat zij verplicht zijn dit te melden.

Eerst, een verduidelijking van de woorden "als er toekomstige feiten aan bod komen". Ik denk dat er honderden keren per dag potentiële toekomstige feiten aan bod komen tijdens therapeutische sessies, tussen cliënten, patiënten, psychiaters, therapeuten, hulpverleners allerhande. Het eerste wat men dus moet doen, is een inschatting maken van wat er daar gezegd wordt. Het is niet omdat iemand zegt naar huis te gaan en zelfmoord te plegen, of "ik ga mijn vrouw dit of dat aandoen", dat dit ook zal gebeuren. Dat wordt, naar men mij zegt althans, bijzonder frequent in dergelijke gesprekken aangehaald, maar soms zonder dat er enige grond toe is dat men dat reëel moet nemen en soms is dat wel, volgens inschatting van betrokkenen, een reëel gevaar.

Die inschatting is het eerste wat men moet doen om onder dat artikel te vallen. Er moet een onmiddellijk reëel, dreigend gevaar zijn. Dus als dit een fantasie is of iets wat in een bepaalde waan gezegd wordt... Maar dat is natuurlijk de professionaliteit van de hulpverlener om daar een inschatting van te maken. Dit is niet evident. Ik moet zeggen reeds regelmatig telefoon te hebben ontvangen van hulpverleners die iets hebben meegemaakt en die mij vragen wat zij moeten doen. Ik antwoord dan nooit. Ik zeg dan altijd: "U bent de professional, u moet een inschatting maken, dit is wel het kader, maar daarbinnen moet u uw verantwoordelijkheid opnemen."

Dat vind ik echt belangrijk. Ik heb daar daarstraks ook de nadruk op gelegd. Als men wil dat er goede hulpverlening en justitie gebeurt, dan moet men ervoor zorgen dat alle actoren hun verantwoordelijkheid opnemen.

Weet men dat na die inschatting? Dat is een empirische vraag waar ik heel moeilijk een antwoord op kan geven. Ik denk dat men over het algemeen in elk geval wel weet dat er iets moet gebeuren. Of men perfect weet dat het artikel bestaat, dat zijn de voorwaarden. Er staat ook niet in naar wie je moet gaan natuurlijk. Dat kan een andere hulpverlener zijn, dat kan een familielid zijn, dat kan de procureur zijn enzovoort. Dus je moet het meest adequate doen dat op dat moment voorligt.

Ik twijfel aan de juridische kennis van hulpverleners, zoals ik ook even grote twijfels heb over de hulpverleningskennis van juristen. Zelf jurist zijnde mag ik dat wel zeggen, denk ik. Dus die toenadering van daarstraks waar ik voor pleitte, betekent ook wel dat je dat een beetje leert kennen, dat je elkaars taal wat leert en methodieken, redeneerwijzen enzovoort. De presentatie die ik gaf, is een heel kleine selectie uit een presentatie die een hele dag kan duren, afhankelijk van waar dat moet gebeuren. Ik eindig meestal met aan te geven dat wat we hier gezegd hebben, een wettelijk kader is waarbinnen je verantwoordelijkheid moet nemen als professional. En dan een lijstje van dingen die ik belangrijk vind buiten het recht. Daar staat opleiding bij, daar staat intervisie, supervisie, goede praktijken, deontologische codes enzovoort bij.

Ik laat nooit een gelegenheid voorbijgaan om te pleiten voor rechtsvakken in opleidingen die leiden tot hulpverleners, of dat nu maatschappelijk werkers, opvoeders, psychologen enzovoort zijn. Sommige opleidingen hebben geen enkel rechtsvak, sommige hebben rechtsvakken, maar dan is dat beperkt tot het technische recht: hoe ziet die regeling eruit? Ik zou daarnaast liefst zelfs recht geïntegreerd zien met een cursus rond ethiek en deontologie. Men moet ook kunnen aanleren hoe je met recht moet omgaan, dat recht niet alleen instrumenteel en technisch benaderd moet worden, maar het moet aangeleerd worden dat het ook een belangrijke redeneerwijze is, dat daar algemene beginselen zijn, dat het tools geeft, eigenlijk ook om analyses te maken van moeilijke situaties die men voor zich krijgt.

Ik denk dat daar zeker nog een hele weg af te leggen valt op het gebied van opleiding. Maar er is wel honger, als ik dat zo kan zeggen. Echter niet bij de opleidingsinstituten, heb ik de indruk, want die vinden dat zij meer van hun eigen methoden moeten aanleren, zoals wij altijd denken dat we meer recht moeten geven. Er is echter wel een grote honger van de mensen daarnaar, eens zij in de praktijk staan. Er is dus, voor wie dat wil, nog een grote markt.

Ik stap over naar een vraag over de toets achteraf van het feit, als men gemeld heeft. Je zit in een bepaalde situatie. Je maakt een inschatting en je meldt dat. Achteraf blijkt dat er helemaal niets aan de hand was. Ja, dat is uiteraard een probleem. Ook het omgekeerde is een probleem.

Men zegt dan ook dat het misdrijf van schuldig

verzuim een ogenblikkelijk misdrijf is, wat betekent dat men zich moet plaatsen op het moment van die inschatting. Wat er achteraf de facto gebeurd is, hoe raar het ook klinkt, is niet relevant om te oordelen over de vraag of het misdrijf heeft plaatsgevonden.

A la limite zou je het volgende kunnen zeggen. Stel, je hoort hulpgeroep in een appartement boven u. Je weet bijvoorbeeld dat er daar grote problemen zijn tussen de partners of dat de vader een contactverbod heeft met de kinderen die daar zijn. Je denkt dat er toch wel echt iets aan de hand is en je gaat dat melden. In dat geval bel je naar de politie. Dan blijkt bijvoorbeeld dat er een film op stond. Welnu, als je het niet had gemeld maar de inschatting terecht had gemaakt, dan zou je vervolgd kunnen worden voor het niet-melden van het afspelen van een film in het appartement boven u. Ik overdrijf dit nu om het principe duidelijk te maken. Als je meldt, terwijl achteraf blijkt dat er niets aan de hand was, dan is dat helemaal niet erg, als blijkt dat de inschatting correct gebeurd is. Omgekeerd, als je een verkeerde inschatting hebt gemaakt, bijvoorbeeld als je denkt dat er geen probleem is, maar achteraf blijkt dat er wel iets gebeurd is, dan moet ook de rechter zich plaatsen op het moment van die inschatting, gegeven al die informatie die je hebt en jouw professioneel omgaan daarmee. Met dat laatste wordt ook rekening gehouden. De hulpverleningsplicht weegt zwaarder voor hulpverleners en professionals dan voor gewone burgers. Dat artikel is voor beiden van toepassing, maar er wordt rekening gehouden met de mogelijkheden van een professionele inschatting.

Als men de informatie aannemelijk kan maken dat men ervan kon uitgaan dat er niet echt iets ernstig aan de hand was, zal men niet worden veroordeeld voor het niet-melden of niet-ingrijpen.

**Damien Vandermeersch:** En in geval van twijfel, zal de twijfel in het voordeel van de betrokkene spelen. Schuldverzuim of eventueel schending van het beroepsgeheim is een misdrijf. Er zal wel een a posteriori-inschatting gebeuren van de feiten, maar in geval van twijfel over de beoordeling van de situatie destijds, zal de twijfel in het voordeel van de betrokken verdachte spelen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Ik begrijp wat u zegt, maar zegt u dan ook dat het risico van de afweging een aanvaardbaar risico is dat wij best zouden laten bestaan in hoofde van de hulpverlener, of denkt u dat wij de regelgeving duidelijker moeten maken zodat de hulpverlener,

of eenieder in een dergelijke situatie, die afweging niet meer dagdagelijks moet maken? Zou het niet veel duidelijker zijn om te zeggen wanneer wel en wanneer niet?

**Johan Put:** Als wij dat konden, zou ik daarvan voorstander zijn, maar ik denk niet dat wij dat kunnen. Dat kan wel in extreme of heel duidelijke situaties, maar daarvoor is het dan ook minder nodig.

Ik denk niet dat de wetgever of het recht in staat is om heel duidelijke antwoorden te geven met een soort lijst van aanvinkbare elementen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Zou bijvoorbeeld het risico voor een minderjarig slachtoffer geen eenduidig meldcriterium kunnen zijn?

**Johan Put:** Ja. In artikel 422bis staat impliciet en in artikel 458bis expliciet dat het over dergelijke feiten gaat. Ik denk dat het een beetje is wat die meldcode in Nederland probeert en wat ook een aantal tools zijn die men binnen de hulpverlening hanteert over het inschatten van de situatie.

Bij Kind & Gezin heeft men een zgn. "POS-schaal" die op basis van wetenschappelijk onderzoek door Walter Hellinckx werd opgesteld, en waarbij men een heleboel fenomenen en tekens in kaart brengt. Men ziet een kind en, afhankelijk van de vaststellingen die men doet, van wat men hoort, staan in die lijst de zaken waarmee men rekening moet houden. Vanaf een bepaalde "score" is er dan sprake van een verontrustende toestand, waarna men bepaalde stappen moet ondernemen.

Ik denk dat het kan worden gebruikt als een soort van methodiek binnen de hulpverlening, maar ik denk niet dat het strafrecht de ideale plaats is om dat te doen. Ik meen dat wij daarin wel moeten komen tot de grote criteria en de bepaling wanneer wel en wanneer niet, en de verhouding tussen het beroepsgeheim en de melding. Die basiskeuzes moeten uiteraard wel in de wetgeving gemaakt worden. Ik geloof echter niet, noch voor de melding, noch voor het beroepsgeheim in het algemeen, in de slaagkansen van een ja-neenvragenlijst.

De volgende vraag ging over het casusoverleg tussen Justitie en de hulpverlening. Als alle actoren de kaarten op tafel leggen, is er dan nog sprake van een beroepsgeheim? Dat is een moeilijke vraag. Men kan natuurlijk zeggen dat het beroepsgeheim vrolijk geschonden wordt, als men het zo stelt. Ik zou echter het zwaartepunt van de discussie een beetje naar voren brengen. Vandaar

gaf ik aan dat men op voorhand een transparant en duidelijk kader moet vastleggen, als men tot samenwerking wil komen. Het is in dat kader dat er met die elementen rekening gehouden moet worden. Als dat kan binnen de grenzen van de wetgeving, dan is dat natuurlijk het beste.

Men merkt dat het in een aantal situaties perfect mogelijk is om tot oplossingen te komen zonder dat er namen genoemd hoeven te worden. Het gaat dan natuurlijk niet over casusoverleg. Heel veel zaken waarover parketmagistraten of hulpverleners graag eens van gedachten zouden wisselen, gaan niet altijd over een concrete persoon, maar wel over wat er gebeurd is en wat de beste manier van optreden is. Dat hoeft natuurlijk niet nominatim te gebeuren.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Als er in een bepaald dossier overleg plaatsvindt tussen het parket en hulpverleners, als het slachtoffer in kwestie wordt opgevangen door de hulpverleningssector, als blijkt dat de feiten hebben plaatsgevonden in een school of een vereniging en als uiteindelijk uit de concrete elementen van het dossier blijkt dat het misschien toch wel aangewezen is om verder onderzoek te voeren naar de instelling in kwestie, dan zou het mij logisch lijken dat in een dergelijke situatie de informatie gedeeld wordt tussen degenen die de zorg voor het slachtoffer op zich nemen en anderzijds het parket, dat eventueel opsporingen doet naar mogelijke andere slachtoffers binnen eenzelfde situatie, instelling, plaats of omstandigheid. Dan moet men in volle vertrouwen met elkaar kunnen handelen. Misschien wordt een dossier best afgehandeld door de zorg- of hulpverlening.

Los daarvan moet er ook ruimte zijn voor opsporing en eventueel vervolging door het parket.

Het zijn die situaties die ik in mijn achterhoofd heb.

**Johan Put:** Het is moeilijk daarop een antwoord te geven. U moet ook het gevaar in rekening brengen dat inhoudt dat, indien niet zorgvuldig wordt omgegaan met de informatie die wordt gedeeld, de vervolging die men eventueel wenst in te stellen, ook kaduuk wordt. Immers, het bewijs dat is verzameld, is op een onwettige manier verzameld, waardoor de stukken en alles wat eruit voortvloeit, niet meer mogen worden gebruikt.

Het is dus ook in het belang van het parket en van de onderzoeksrechters dat met de informatie op

een deugdelijke manier wordt omgegaan.

In Antwerpen wordt ter zake een onderscheid gemaakt tussen gevallen die, bij Justitie dan wel bij de hulpverlening, al dan niet reeds bekend waren. Er worden naargelang van de situatie andere afspraken gemaakt. Soms zal worden beslist dat men over de info overleg kan houden, zij het alleen indien de cliënt ermee instemt. Indien het gaat over een hulpverlening die bezig is en er binnen hetzelfde gezin andere interventies vanwege Justitie zijn, kan de hulpverlener enkel participeren, indien zulks met medeweten en eventueel met de toestemming van bijvoorbeeld het slachtoffer gebeurt.

Er wordt ook gesteld dat het hele casusoverleg in geen geval in het belang van de vervolging van de dader gebeurt. Het casusoverleg heeft dus niets met de basisopdracht van het openbaar ministerie te maken.

U hebt terecht opgemerkt dat een en ander de opdracht van het openbaar ministerie, van de onderzoeksrechter en van Justitie blijft.

Het is duidelijk dat de hulpverlening zich niet als een verlengstuk van Justitie mag en kan gedragen, door informatie die zij heeft, mee te geven, opdat de vervolging tot betere resultaten zou blijken te leiden. Zulks komt erop neer dat het beroepsgeheim wordt afgeschaft. Zodra er ergens een vervolging lopende is, zouden desgevallend immers alle dossiers moeten worden opengelegd. Het is echter nooit zo zwart-wit. Men moet proberen ter zake een afgesproken weg te vinden, wat wel mogelijk is. Alleen bevinden zelfs de afspraken die nu in Antwerpen in de maak zijn, zich in een aantal gevallen op de grens van het wettelijke. Men wil ter zake tot een ruimere gegevensuitwisseling komen dan strikt genomen wettelijk mogelijk is.

Eerlijk gezegd, er zijn vertrouwenscentra die nu ook verder gaan dan hetgeen de wet toelaat en die ruimer de weg naar de parketten bewandelen dan wat men in een strikte afbakening van het beroepsgeheim zou mogelijk maken. Het lijkt mij daar dan net zinnig dat er in de wet wordt aangegeven wat daarvoor de condities zijn om te vermijden dat die onderzoeksdaden nadien niet meer geldig zouden zijn en die hulpverleners strafrechtelijk of tuchtrechtelijk vervolgd zouden kunnen worden.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb een reactie en een bijkomende vraag.

Gelet op uw laatste redenering denk ik dat wij vragende partij zijn voor suggesties vanuit uw ervaring, zodat wij een verfijnde wetgeving kunnen maken.

Moeten wij daarenboven de hulpverlening ook niet in twee fases bekijken? Er is de hulpverlening op het moment dat er nog geen vervolging is ingesteld of nog niets geweten is, maar er is ook het groeiende probleem van de hulpverlening in het kader van de strafuitvoering. Ik denk dat dat een andere situatie is waarover wij toch ook geruchten horen. Als men een straf beschouwt als een middel om iemand op het betere pad te brengen en ondertussen ook de maatschappij beter te beschermen, dan heeft men natuurlijk nood aan interne informatie over de evolutie van die persoon.

**Johan Put:** Ik ben het daarmee eens. Ik denk dat dit een van de relevante onderscheiden is die men moet maken. Gaat het hier over hulpverlening die volledig buiten het justitiële kader staat en die vrijwillig werd aangegaan zonder dat men weet of er een dossier is bij Justitie? Of gaat het over hulpverlening die wordt ingeschakeld in bijvoorbeeld de strafuitvoering, de voorlopige invrijheidstelling of de probatie? Daarin is er eventueel ook nog een relevant onderscheid te maken tussen het statuut van die hulpverleners. Gaat het over externe, private diensten dan wel over bijvoorbeeld justitieassistenten, die iets meer binnen het justitiële landschap gekaderd zijn? Wat daar de consequenties van zijn, is natuurlijk nog een heel andere discussie.

Ik zou dat eigenlijk verbinden met de vraag die gesteld is over die gegevensuitwisseling, als het gaat over het uitvoeren van opdrachten van Justitie en hoe breed dat is. Ik weet dat daar nogal wat problemen zijn. Ik heb daar ook, laat ons zeggen, vrij expliciete standpunten over gelezen van bepaalde magistraten van strafuitvoeringsrechtbanken en tegenreacties daarop.

Er zijn twee belangrijke elementen die we in de appreciatie daarvan moeten meenemen. Het eerste is dat er een wettelijk kader bestaat voor een aantal van die zaken. Het tweede is die mandaatfiguur. Voor sommige mandaten of opdrachten die men vanuit Justitie krijgt, zoals bemiddeling of begeleiding van daders van seksuele misdrijven, zijn er samenwerkingsakkoorden of wettelijke bepalingen. In die bepalingen staat uitgewerkt dat er een rapportageplicht is en wat de inhoud van die rapportageplicht is. Ik geef een voorbeeld, als

het gaat over de dader-slachtofferbemiddeling tussen een minderjarige dader en een slachtoffer. Dan is er zowel in de wet als in het samenwerkingakkoord en de omzendbrieven een rapportageplicht van die diensten aan het parket of de rechter georganiseerd. Er staat echter ook bij dat die rapportage beperkt is tot een aantal gegevens die opgelijst staan. Wel ja, dan is dat de omvang van de rapportage enerzijds en anderzijds is ook de adressant van die rapportage duidelijk gemaakt.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Juist op dat punt, juist op de vermelding van wat moet gerapporteerd worden. Wat men wil rapporteren, is nogal zeer inhoudsloos. Men kan de voorwaarden van een therapie gevolgd hebben; dat kan men zien, stopzetting of niet. Het effect van de therapie op de persoon wordt echter niet vermeld. Mocht het de intentie zijn – voor zij die erin geloven – dat een straf ook opvoedend zou kunnen zijn en echt tot resultaten kan leiden, dan wordt dit deels geblokkeerd door zo'n akkoord waarin men eigenlijk zegt dat enkel het al dan niet deelnemen wordt meegedeeld.

**Johan Put:** Ja, er bestaan natuurlijk verschillende visies over hoe omvangrijk die rapportage zou moeten zijn. Ik ga ervan uit dat als daar op een bepaald moment wetgeving over is gemaakt, men met kennis van zaken en nadat men de verschillende betrokkenen heeft gehoord, tot die keuze is gekomen. Als die keuze nadien beperkend of te uitgebreid blijkt te zijn geweest, dan kan die heroverwogen worden. Waar echter dat evenwicht precies moet zitten, dat kan ik moeilijk zelf beantwoorden. Ik meen dat dit met de mensen van het terrein besproken moet worden.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb nog een juridisch vraagje. Dergelijk protocol, gesloten tussen twee ministers, wat is daarvan de juridische waarde tegenover strafrechtelijke wetgeving?

**Johan Put:** Als men tot een deugdelijke wetgevende regeling wilt komen, moet men, na overweging of het nodig is, dat bij wet doen.

Ik vind dat een protocol tussen ministers relevant is om te kijken wat de beleidsdimensie is en welke keuzes er daar gemaakt worden. Dat is niet onbelangrijk, maar men kan niet bij protocol of akkoord, ook niet bij akkoord tussen diensten, een uitzondering op een wettelijke bepaling definiëren. Als men een wettelijke bepaling heeft die duidelijk is, moet een uitzondering daarop bij wet bepaald worden.

Natuurlijk, de meeste wettelijke bepalingen zijn niet duidelijk en geven interpretatieproblemen. Bij een interpretatie is het belangrijk om na te gaan wat de achtergrond is van die bepaling en wat de huidige maatschappelijke context is. Daarin kunnen dergelijke beleidsinstrumenten wel meespelen, maar zonder dat dit echt een rechtszekere oplossing geeft.

**La présidente:** Monsieur Vandermeersch, vous souhaitez ajouter quelque chose sur cette même thématique?

**Damien Vandermeersch:** Non, pas spécialement. Je suis assez d'accord avec ce qu'a dit mon collègue.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Na het protocol heb ik een andere juridische vraag. In uw overzicht geeft u de uitzonderingen op het beroepsgeheim. Op een bepaald moment, bij sectorgebonden beroepsgeheimen, verwijst u naar decreten. Kunnen wij met een decreet een strafwet invullen en verder aanvullen of uitzonderingen maken op een strafwet?

**Johan Put:** Ja.

**Renaat Landuyt** (sp.a): In welke zin?

**Damien Vandermeersch:** Dat is een wet. Als het decreet binnen de bevoegdheid van de gewestautoriteit valt, is er geen probleem. Dat heeft de waarde van de wet. Dat staat expliciet in artikel 558: "behalve bij uitzonderingen bij wet". Een decreet heeft de waarde van een wet, zolang het binnen de bevoegdheid van het gewestelijke parlement blijft.

**Johan Put:** Het is alleen op sommige plaatsen in de Grondwet dat "wet" in formele betekenis gebruikt wordt. Een federale wet kan nooit zeggen dat alleen de federale wet en niet de gemeenschaps- of gewestdecreten een bepaalde regeling kunnen treffen. Dat is een kwestie van bevoegdheidsbepaling die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet over de hervorming van de instellingen. Men moet naar de materiële bevoegdheid gaan kijken.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik zal mijn vraag nog wat meer specificeren. Er is een wet die het beroepsgeheim regelt. In uw mooie analyse beschrijft u dan het feit dat de decreten gezorgd hebben voor een soort van sectorgeheim. Kan het ene zomaar met het andere gelinkt worden?

**Johan Put:** Misschien gaat u vervolgens nog een

complicatie voorleggen, maar op dit moment zie ik niet echt een probleem, in de zin dat artikel 458 een algemene bepaling is. Er zou misschien wel een probleem zijn als decreten even algemeen zouden zeggen dat het beroepsgeheim niet bestaat. Dan komen wij wel voor een probleem.

Ik verwijs ook naar rechtspraak van het Grondwettelijk Hof over de privacywet, waar men zegt dat het federale kader een soort van minimum te respecteren kader is, maar dat binnen hun bevoegdheden Gemeenschappen en Gewesten dat mogen specificeren.

Gemeenschappen en Gewesten, vooral Gemeenschappen aangezien het grotendeels over persoonsgebonden aangelegenheden gaat, zijn bevoegd om regelingen te treffen inzake hulpverlening aan de jeugd, inzake algemeen welzijnswerk en kunnen daarvoor een uitbreiding van het beroepsgeheim inschrijven, maar ze kunnen ook een wettelijke regeling binnen dat bevoegdheidsdomein uitschrijven over communicatie, uitwisseling van informatie enzovoort. Dat kan dus inderdaad.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Er zit in mijn vragen geen addertje onder het gras. Ik probeer alleen te begrijpen hoe men de term beroepsgeheim via decreten kan uitbreiden qua betekenis. Dat is een beetje mijn vraag na uw analyse, waarvoor dank. Dit eindigt namelijk bij de vraag of dat zodanig uitgebreid kan worden, dat een geloofsgebonden biechtgeheim ook al beroepsgeheim genoemd kan worden, wat jullie bijna gedaan hebben.

**Johan Put:** Ik heb niets over het biechtgeheim gezegd; alleen dat ik daar niets van ken. Daar mag u toch zeker geen conclusies aan verbinden.

De discussie gaat over de bevoegdheden om bij decreet zaken te regelen. De federale wetgever heeft echter hetzelfde gedaan. In specifieke federale wetgeving staat er evengoed een uitbreiding van het beroepsgeheim. Daar zie ik dus geen verschil tussen de bevoegdheid van de federale wetgever in specifieke wetgeving of de bevoegdheid van de decreetgever.

La **présidente:** (*Hors micro*) (...) qu'on veut renforcer de manière significative, monsieur Landuyt!

**Johan Put:** Het ging over hulpverleners die onder mandaat van Justitie werken, waarbij een onderscheid tussen al dan niet mandaat wordt gemaakt. Er was een vraag hoe breed dat mandaat moet worden geïnterpreteerd.

Eén is kijken naar de wetgeving. Twee, denk ik, tenzij de wetgeving daar anders over beslist, moeten wij ervan uitgaan dat het mandaat ook de grenzen van het mandaat bepaalt. Ik bedoel daarmee dat een mandaat door een bepaalde, daartoe gerechtigde instantie is gegeven, met een bepaalde opdracht als inhoud.

Dan lijkt het mij dat de rapportageverplichting of –mogelijkheid die daaruit voortvloeit, gezien moet worden met dezelfde grenzen van het mandaat. Ik bedoel daarmee dat dit moet gaan naar degene die het mandaat heeft gegeven en dat ook de grenzen van de opdracht daarbij moeten worden gerespecteerd.

Als men wil dat vervolgens dat document op nog andere plaatsen kan worden gebruikt, kan men zien of dat mogelijk is via de algemene regeling van inzage in het strafdossier, bijvoorbeeld, want dat zal een stuk in het dossier worden. Daar zijn regelingen voor.

Ik denk niet dat men voor een opdracht, die een paar maanden of jaren geleden aan een bepaalde instantie is gevraagd door een onderzoeksrechter, kan zeggen dat wat daar gezegd is vervolgens door degene die de opdracht heeft gedaan jarenlang aan om het even wie ook nog eens gezegd kan worden als die van ver of dichtbij iets met Justitie te maken heeft.

Het is een uitzondering op het beroepsgeheim. Uitzonderingen moeten restrictief worden geïnterpreteerd. De grenzen van het mandaat bepalen ook de grenzen, de vrije ruimte om die informatie te laten uitwisselen.

Tenzij via andere manieren, zoals via de algemene regeling van het strafdossier, of tenzij er een specifieke wetgeving is die toelaat dat bijvoorbeeld een strafuitvoeringsrechtbank mag gebruikmaken van of dingen mag opvragen, maar dat moet expliciet worden geregeld.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Hoor ik u nu zeggen dat in het kader van de opvolging van de uitvoering van de straf door de justitieassistent, alle informatie die hij of zij bekomt in het kader van de opdracht, met de opdrachtgever wordt gedeeld?

**Johan Put:** Al de informatie die binnen de opdracht valt, kan met de opdrachtgever gedeeld worden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Men heeft geen



andere opdracht, want men is werkstellig gemaakt in het raam van de strafuitvoering, waarmee ik daderopvolging bedoel. Men wordt werkstellig gemaakt in het raam van de opvolging van de uitvoering van de straf. Dat is het enige mandaat wat men heeft. Dus, alle informatie die men in het raam daarvan verwerft, kan gedeeld worden met de opdrachtgever.

**Johan Put:** Alle informatie die daarover gaat. Niet: informatie die daarbuiten staat of die er totaal niet relevant voor is.

Men heeft een bepaalde opdracht gekregen met een finaliteit. Alles wat daar nuttig, relevant voor is, mag aan de opdrachtgever meegedeeld worden.

Dat is niet hetzelfde als zeggen dat misdrijven ook aan de procureur gemeld mogen worden, bijvoorbeeld. Dat is namelijk niet de opdrachtgever van de justitieassistent op dat moment. De opdrachtgever is de strafuitvoeringsrechtbank, bijvoorbeeld, op een bepaald moment.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Eventueel.

**Johan Put:** Ja. Ik bedoel dus dat nagegaan moet worden wie de opdrachtgever is.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat kan een parketmagistraat zijn, het kan een strafuitvoeringsrechtbank zijn, het kan een onderzoeksrechter zijn, het kan gebeuren in het kader van probatievoorwaarden. Dus, degenen die opdracht geven...

**Johan Put:** Degene die die concrete opdracht heeft gegeven.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Die deelt de informatie met degene die de opdracht uitvoert.

**Johan Put:** Ja, maar niet met andere potentiële opdrachtgevers voor andere opdrachten. Dat is een zeer belangrijk en relevant verschil, ook in de huidige discussie over de positie van de justitieassistenten, denk ik.

**Damien Vandermeersch:** Je voudrais apporter deux précisions en réponse à cette question.

C'est d'abord entre les différents acteurs, la transmission d'informations. Il ne faut pas oublier qu'il y a le *gemeenrecht*, c'est le parquet; il n'y a pas de secret professionnel par rapport au parquet. Je vais revenir sur le problème *van de opdrachtgever*. En ce qui concerne le parquet, les

rapports qui figurent dans un dossier, le parquet a accès à tous les dossiers judiciaires même clôturés. C'est donc au parquet à jouer ce rôle d'interface et éventuellement à prendre des informations d'un dossier d'instruction et de les communiquer au tribunal d'application des peines. C'est un parquet un et indivisible. Je pense que la question est plutôt: comment dans la réalité peut-on mettre cela en œuvre de façon efficace pour ne pas revenir non plus avec des rapports d'il y a quinze ans qui ne sont plus pertinents au regard de la situation actuelle? En termes de cadre légal, c'est le rôle du parquet. Ce n'est pas le rôle du président du tribunal d'application des peines. Ce n'est pas le rôle du juge d'instruction. C'est le rôle du parquet d'assurer cette transmission de l'information pertinente.

En ce qui concerne la question de toutes les informations de l'assistant de justice, il y a un débat. Je pense que pour ce qui rentre – cela a été dit – dans la mission de l'assistant de justice, c'est-à-dire le respect des conditions, tout ce qui est pertinent par rapport au respect des conditions, il y a *een plicht van rapportage*.

Dat is de taak van de justitieassistent.

Met andere informatie in het kader van de begeleiding van de persoon en de steun aan de persoon in verschillende etappes, kan eventueel ook vertrouwelijke informatie aan de justitieassistent worden meegedeeld. Dat is volgens mij een beetje dezelfde situatie als bij een ander maatschappelijk werker. Dan is er volgens mij ruimte voor een beroepsgeheim.

Checking en controle van de voorwaarden vallen echter binnen de opdracht en er is geen beroepsgeheim bij, bijvoorbeeld, het niet-plegen van misdrijven. Als het in het kader van een controle is, heeft de justitieassistent de plicht om die problemen mee te delen.

**Johan Put:** Mevrouw de voorzitter, ik wil uw vraag in verband met het protocol en het samenwerkingsakkoord nog beantwoorden.

Ik heb de voorgeschiedenis ervan niet meegemaakt. Als ik het goed begrijp, is er destijds een nationale commissie geweest voor slachtoffers van seksuele uitbuiting, die tot bepaalde eindconclusies heeft geleid. Daarna is er verder gewerkt aan het specifiek protocol over de aanpak van kindermishandeling. Dat heeft echter niet geleid tot een tekst die door alle betrokken deelnemers aan die gesprekken werd gefinaliseerd.

Hoe dat precies is gebeurd, weet ik niet. Op een bepaald moment werd beslist dat de gesprekken konden worden verdergezet, maar dat de situatie tussen de Gemeenschappen gedeeltelijk verschillend was omdat het een ander landschap is en er andere relevante wetgeving is.

Aan Vlaamse zijde is er op 30 maart 2010 een akkoord gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, dat grotendeels de tekst was die al op de federale tafel lag, maar waaraan een aantal zaken is toegevoegd, gelet op de Vlaamse situatie.

Het gaat dus over een analyse van de wetgeving, over het landschap, over structuren zoals een arrondissementele raad en een Centrale Raad voor Kindermishandeling. Op het einde staat dat er kan worden gewerkt aan dat experiment dat men nu in Antwerpen aan het voorbereiden is.

De precieze inhoud van dat experiment staat niet in dat akkoord. Daar zal de vraag zijn hoever men kan gaan om dat experiment in de realiteit uit te voeren of dat daarvoor een bepaalde wetswijziging nodig is.

Het zal pas op het einde van de besprekingen duidelijk worden dat het voor een aantal zaken, indien men echt wil gaan voor de zaken die er rond de tafel leven, rechtszekerheid zou creëren, indien er ter zake een wettelijk kader bestaat.

**Damien Vandermeersch:** Madame la présidente, rapidement car beaucoup de choses ont déjà été dites. Je vais toutefois répondre aux questions qui m'ont été adressées directement.

En ce qui concerne l'aspect dépositaire du secret professionnel, le recueil des confidences de l'auteur, j'ai été très court mais j'y ai répondu. J'y ai répondu sans doute rapidement parce que je n'avais pas tellement d'autres propositions à faire. Je veux quand même préciser que si l'on voulait élargir l'article 458bis à la situation de celui qui reçoit la confiance de l'auteur pour des questions de clarification, je n'y verrais pas d'inconvénient car, pour moi, cela décrit vraiment une situation de non-assistance à personne en danger. Avec une personne, on parle de danger grave imminent.

Qu'on ait fait le choix, par rapport aux confidences des victimes, d'une possibilité de dénonciation judiciaire, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas faire le même choix pour l'auteur. Cela me semble tout à fait équilibré puisque l'on est quand

même dans une situation décrite de danger imminent. Là, je vous rejoins en disant qu'il faut réagir. Il faut absolument avoir une réaction efficace.

Si, pour des questions d'égalité, si on a estimé nécessaire de faire cette disposition pour la victime, personnellement, je n'y verrais pas d'inconvénient pour l'auteur mais cela recoupe pour moi la non-assistance à personne en danger et l'état de nécessité.

Par contre, si c'est pour en faire une obligation ou élargir, au-delà de cette hypothèse, pour les confidences de l'auteur, je vais être franc avec vous. J'ai une inquiétude! Je crains que le praticien ne soit obligé, dès le départ, à avertir – un peu comme nous devons le faire maintenant avec Salduz – du droit au silence. Le praticien ne sera-t-il même pas obligé ... quand l'intéressé ira plus loin, même en cours, en disant "attention, si vous me le dites...". il y a quand même une loyauté à avoir. Nous sommes dans une relation patient-médecin. La loyauté du médecin ne sera-t-elle pas de dire: "attention, si vous me dites cela, je vais aller de suite le raconter." Vous pensez bien... Ou bien la relation, la thérapie, va s'arrêter ou bien l'intéressé, s'il n'est pas trop idiot, comprendra vite. On risque donc peut-être de rencontrer une difficulté.

Il faut savoir que de nombreux thérapeutes travaillent avec des auteurs et les invitent à faire la démarche judiciaire ou à faire face à leurs responsabilités. Il ne faut pas croire que tous les thérapeutes sont là pour cacher et éviter à tout prix la justice. Je ne le pense pas! Certains préconisent d'ailleurs de faire appel à une généralisation de l'obligation. Les thérapeutes peuvent faire un travail à ce niveau-là pour rencontrer le problème et, si nécessaire, parfois par la voie pénale.

Ils ont aussi le verrou de sécurité. En cas de danger actuel... On est quand même dans une matière très sensible, où le risque de récidive est important. Personnellement, je pense qu'il ne doit pas attendre que la récidive se soit réalisée. Le thérapeute est bien placé pour l'apprécier! On lui fera difficilement reproche si lui-même, en sa qualité de thérapeute, prévoit un risque de récidive et, en parlant de l'efficacité de la thérapie, affirme qu'elle ne donne aucun résultat. À cet égard, il doit quand même prendre ses responsabilités aussi pour éviter cette récidive en prenant les mesures qui s'imposent. La loi dit "s'il n'y a pas d'autre qui ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide d'un tiers de protéger cette intégrité". C'est l'article

458bis. Si on reprend dans ces termes-là, je suis plutôt d'accord.

De façon générale, je crains que les thérapeutes ne risquent pas d'être très préventifs par rapport à toute confiance de cet ordre-là et que l'on en arrive finalement à une situation très contre-productive, parce que le thérapeute n'aura plus connaissance du danger à ce moment-là. Cela peut être aussi un problème. Personnellement, je préfère que les thérapeutes, dans le cadre de la confiance, aient connaissance des confidences et du danger éventuel, quitte à ce moment de prendre ses responsabilités et de dénoncer si le danger est réel, plutôt que de ne plus avoir accès à ces confidences.

À propos du *casusoverleg*, je suis un tout petit peu plus réservé. À chacun son rôle. Si l'affaire est déjà portée à la connaissance de la justice, il n'y a pas de problème, car celle-ci dans sa démarche – et elle le fait souvent – peut associer des thérapeutes, notamment en cherchant des mesures alternatives. Nous travaillons avec le secteur d'aide. Dans ce sens-là, cela ne pose pas de problème, sachant que ce secteur est lié au secret professionnel par rapport aux tiers.

Par contre, il me semble très délicat d'associer le ministère public. Lorsque cela se passe de façon anonyme, nous sommes d'accord! Il n'y a pas de problème, si la concertation a lieu de façon anonyme. Mais si on dévoile, imaginez que l'un et l'autre ne soient pas d'accord! Le procureur doit faire son boulot. Il va y aller! On va peut-être décider par la suite de ce que l'on va faire avec le secret professionnel, mais pour certaines situations, on a vu quelques exceptions, mais il sera très difficile de parler de cas concrets gérés exclusivement par le secteur de l'aide.

Alors, les cas doivent rester anonymes pour pouvoir discuter de cas concrets. Sinon, nous aurons une grosse difficulté: le ministère public devra faire son travail. Il faut imaginer ces situations de désaccord qui peuvent se produire, à moins de prévoir un cadre. Mais comment le prévoir dans la loi? Par contre, une meilleure connaissance des potentialités et des études de cas, déjà traités ou pas, cela, c'est intéressant pour avoir les bonnes réactions et pour mieux répartir les interventions des uns et des autres. Là, je vous rejoins tout à fait.

J'en viens aux questions que vous m'avez posées. J'ai évoqué en son temps la présomption: j'ajouterai "de qualité de victime". Au départ j'ai parlé de victime mais j'ai un peu affiné le propos.

En fait, l'idée est que la victime, dans le procès pénal, est dans une position très particulière, qu'on lui fait jouer un rôle particulier. Je parle de victimes d'abus sexuels. Elle a un triple statut. D'abord, elle est victime. Nul n'a choisi d'être victime et parler de tels faits est particulièrement lourd. Elle est aussi témoin: on sait que la victime est souvent un témoin essentiel. Enfin, elle est l'accusateur, avec parfois des liens avec l'abuseur, des liens qui impliquent une complexité, une ambivalence.

Mon souci est d'essayer d'alléger ce poids que la justice fait parfois peser sur la victime. Quelque part, on donne l'impression à la victime que repose sur ses épaules la bonne fin du procès et que si elle n'est pas un bon témoin, ce sera presque sa faute si la personne est acquittée. Si elle ne parvient pas à répondre aux attentes de la justice, ce sera encore l'échec et ce qui serait alors vécu comme un échec serait alors de sa responsabilité. C'est cette dimension que je voudrais éviter. J'aime bien l'expression: "Une victime vient déposer en justice.". Oui, elle vient déposer sa déclaration en justice et c'est à la justice de faire son travail, de vérifier la question de la preuve, d'éventuellement trouver d'autres preuves et de les récolter dans les meilleures conditions. Ce n'est pas la responsabilité de la victime, c'est celle de la justice.

Par rapport aux victimes, combien de victimes n'ont-elles pas dit: "Je me suis senti suspecté même, suspecté de colporter une autre accusation." C'est parfois très subtil: "Vous êtes sûr de ce que vous dites? C'est quand même grave ce que vous avancez là..." D'autant plus si la personne en cause est une personne importante ou une personne dont on n'attend peut-être pas cela. C'est alors d'autant plus difficile et le questionnement, l'incrédulité se ressentent même s'ils ne sont pas exprimés. En tout cas, ils sont ressentis par la victime. En d'autres termes, la victime se sent, dès le départ, jugée.

Donc ma proposition est de dire: au fond, l'impartialité de la justice, c'est l'absence de préjugé. On jugera au jour et à l'heure dits; on jugera alors l'affaire. Mais avant, pourquoi faut-il déjà préjuger, donner un avis, croire ou ne pas croire la victime?

Je pense que la victime a le droit de bénéficier de ce que j'appelle la présomption de qualité de victime. Pour moi, ce n'est pas autre chose que la présomption d'innocence en termes de manière de traiter un justiciable. La présomption

d'innocence, pour moi, a un aspect de traitement dans la procédure et un aspect de preuve. Comme je l'ai dit tout à l'heure, en aspect de preuve, il n'y a pas égalité: le doute profite à l'accusé et pas à la victime.

Par contre, en matière de traitement, pourquoi ne peut-on pas avoir les mêmes égards à l'égard de la victime en disant: ce que vous apportez mérite d'être pris au sérieux, mérite d'être examiné avec toute l'attention et avec toute la rigueur que doit avoir la justice quand elle mène une enquête, comme les arguments avancés par l'accusé, présomption d'innocence, mérite aussi une grande attention.

En fait, pour moi, ce sont les deux versants du même principe: c'est l'impartialité, l'absence de préjugé.

Cela permettrait aussi de faire passer, au niveau du monde policier et du monde judiciaire, qu'il n'y a pas lieu de prendre position, d'émettre déjà des avis sous peine de préjuger et de violer la présomption de qualité de victime, d'émettre déjà un avis sur la déclaration de la victime ou, comme on le dirait pour la culpabilité du suspect.

Je pense que cela s'inscrit dans la même approche, mais j'ai toujours eu l'impression – et j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de victimes – que c'était un point très sensible, qu'elle sentait, au terme de l'audition, que le policier ou le magistrat avait déjà son petit avis sur la question.

On l'interdit pour l'inculpé. Peut-être que le magistrat... Mais la question est d'avoir cet égard, cette réserve, cette absence de préjugés. Je pense qu'il est important que la victime ait ce sentiment de dire... elle dépose ce qu'elle a, elle dépose son témoignage en justice. Il revient à la justice de mener l'enquête. Mais, dans cette enquête, on ne va pas dire: "On vous croit, mais êtes-vous si sûr? Cela paraît peu plausible." Je pense que, là, il faut avoir des égards de ce point de vue-là. C'est de là qu'est venue l'idée, qui est plus au niveau de la méthodologie, de l'approche, d'avoir le même égard envers l'ensemble des parties au procès.

Alors, la confession... Je ne vais pas me confesser, parce que je ne suis pas un spécialiste de la matière et ne la pratique pas. Je peux simplement vous dire que c'est admis dans les ouvrages de doctrine. Sur la confession, on peut dire qu'il y a unanimité. J'y ajoute un petit argument qui m'est venu. Il s'agit du droit au silence: à savoir, ne pas être contraint à s'auto-

incriminer. Si, dans la confession, parce que, vis-à-vis de Dieu, vous devez loyauté, la confession repose sur un aveu de culpabilité qui, évidemment, correspond à la vérité. Si, contre la volonté de la personne, c'est révélé à la justice, je pense qu'il y a un problème de droit au silence. Elle a été contrainte à s'auto-accuser, et puis on rapporte ça immédiatement à la justice contre sa volonté. Même indépendamment du secret professionnel, on aurait un problème de respect du droit au silence si l'on passait de l'un à l'autre immédiatement.

Une autre question est l'étendue d'un secret professionnel en dehors du cadre strict de la confession. Pour moi, le repère deviendrait alors le travailleur social. L'aumônier de prison fait un travail social non négligeable. Mais je parle autant de l'accompagnateur laïc qui mérite la même protection. Pour faire un bon travail, il faut aussi pouvoir travailler avec des détenus dans une certaine confidentialité. De nouveau, c'est une question de valeur sociale, d'efficacité aussi de l'intervention de ces personnes.

Cela n'avait pas été soulevé. Hormis l'aumônier de prison qui était un aspect un peu plus exposé. Mais d'autres aspects peuvent être en relation avec cela. On pourrait imaginer que le législateur limite la confession. Pour le banquier, il n'y a pas de secret professionnel, parce que le législateur a fait le choix. On considérerait qu'il s'agissait d'une obligation de discrétion, mais qu'il n'y avait pas de secret professionnel.

**La présidente:** Il y a un secret bancaire!

**Damien Vandermeersch:** Oui, mais ce n'est pas un secret professionnel au sens de l'article. Ce n'est pas la même chose. Comme juge d'instruction, on sent la différence. Le secret professionnel, c'est plus dur!

**Thierry Giet (PS):** Selon vous, le secret professionnel s'appliquerait effectivement à la confession, mais essentiellement, dans votre esprit, pour garantir le droit au silence de celui qui se confesse.

**Damien Vandermeersch:** Je dirais que c'est un argument supplémentaire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Het argument van het recht om te zwijgen, is een verzwakking van de stelling. Ik verklaar mij nader. Ik zeg zulks met respect voor de professor en ook voor de andere mensen.

Er is evenwel een verschil. Het is niet de bekentenis die in de biecht vervat ligt, die wij willen aangrijpen. Het is wel de kennis en het signaleren van een misdrijf.

**Damien Vandermeersch:** Dat is een beetje gelijk.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Nee, want daarmee is het nog niet bewezen. Ik ga ervan uit dat wij de biecht niet als een bewijs aanzien. Dat is iets anders. U kan hier niet zomaar het argument van het zwijgrecht gebruiken, om aan te geven dat wat in een cultus iets volledig privé of een privépraktijk is, voor een overheid die voor de scheiding tussen Kerk en Staat staat, enige waarde zou kunnen hebben.

Ik begrijp dus helemaal niet dat in ons systeem van scheiding van Kerk en Staat, de biecht op een of andere manier een betekenis in ons recht zou hebben. Dat begrijp ik helemaal niet.

**Damien Vandermeersch:** Dat is een keuze. De wetgever kan in bepaalde gevallen vastleggen dat er voor bijvoorbeeld een priester geen beroepsgeheim is. Dat is desgevallend een keuze van de wetgever. Ook voor de bankinstellingen hebben wij een dergelijke keuze gemaakt. Andere landen hebben een andere keuze gemaakt. In Luxemburg of Zwitserland geldt een beroepsgeheim voor de bankinstellingen. Zulks is een democratische keuze, zou ik zeggen.

Ik begrijp uw zienswijze helemaal. Het betreft echter een keuze van de wetgever.

Het is echt enkel tegenwoordig dat, wegens het beroepsgeheim dat volgens de rechtspraak en de rechtsleer, er zijn beslissingen van de rechtspraak ter zake... Vanaf het ogenblik dat er een beroepsgeheim wordt erkend, moeten we de regels met betrekking tot het beroepsgeheim toepassen. Dat is de logica.

Wij kennen een zelfde systeem voor het probleem van de loyaleit ten opzichte van de Orde van Geneesheren of van de Orde van Advocaten. Een advocaat moet loyaal zijn en alle feiten aan zijn stafhouder bekennen. Dat is een deontologische regel. Ter zake is er echter een probleem qua bewijs of voor het gebruik van dat bewijs. De stafhouder zal nooit zeggen: ja, ja, maar ik zal het misdrijf vermelden met het bewijs. Wij weten wel dat die feiten door betrokkene bekend zijn. Dat is het probleem.

Dat is niet specifiek voor het beroepsgeheim van

de biecht. Er zijn ook andere situaties, vanaf het ogenblik dat de betrokkene de waarheid moet zeggen tegen zijn overste, bijvoorbeeld de Orde van Advocaten. De stafhouder zal het nooit meedelen. Men kan eventueel een meldplicht opleggen aan de stafhouder, maar dat zal moeilijk zijn.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is maar één zinnetje in de wet, hoor.

**Damien Vandermeersch:** Ik ben geen stafhouder, maar u kunt die vraag misschien aan de stafhouders stellen.

**Thierry Giet** (PS): J'avais encore une petite question sur l'article 458bis qui aujourd'hui permet à quelqu'un qui a examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci de dénoncer. Cela vous poserait-il problème, cela vous paraîtrait-il opportun d'élargir le champ d'application de cet article 458bis, non pas uniquement à l'hypothèse où la personne a examiné une victime et a recueilli ses confidences mais éventuellement aussi lorsque cela met en cause des victimes potentielles?

En l'occurrence, on est véritablement uniquement dans l'hypothèse où il y a une victime déterminée ici et maintenant. On pourrait envisager la rédaction du texte de façon beaucoup plus large pour quelqu'un qui aurait connaissance de victimes potentielles à l'avenir.

**Damien Vandermeersch:** J'avais déjà envisagé l'extension pour ce qui est effectivement un élément important pour celui qui reçoit les confidences de l'auteur mais je pense que précisément, c'est dans la logique de la non-assistance à personne en danger.

Je pense qu'on a inséré cette disposition pour informer les personnes, notamment du secteur de l'aide à la jeunesse qui ne connaissent pas toujours les dispositions; quand les choses sont dites explicitement, c'est mieux. Il n'est pas toujours évident de savoir ce que signifie la non-assistance à personne en danger.

Ce qui me plaît d'abord dans cette disposition, c'est que c'est une faculté. Ce qui est contraignant risque toujours d'avoir un effet pervers. C'est une faculté qui laisse une part de responsabilisation pour le dépositaire du secret professionnel, avec la possibilité d'alternatives. Laisser cette possibilité préserve, à mon avis, d'autres types d'approche, l'élargissement à d'autres victimes; j'ai envie de dire que la non-assistance à personne en

danger ce n'est pas une victime déterminée, ce n'est pas cette victime-là, c'est beaucoup plus général. Donc, je serais plutôt partisan de ne pas se limiter à une victime. Il me semble que les termes sont suffisamment clairs pour ce faire. D'ailleurs je crois que le secteur l'a toujours compris de façon plus large; on peut protéger une victime mais ce n'est pas pour laisser d'autres victimes potentielles. La problématique est la même.

Nombreuses sont les victimes qui portent plainte le jour où elles se sentent assez fortes pour résister à l'abuseur. Elles portent plainte pourquoi? Parce qu'elles veulent en protéger d'autres. C'est souvent cette démarche qui les motive et qui les aide. C'est la protection d'autres personnes. Elles disent: "Pour moi c'est terminé; maintenant je sais me défendre.

D'ailleurs, je parviens à porter plainte, mais c'est pour protéger d'autres." Donc cette dimension d'élargir à d'autres, je pense que, dans le chef des victimes, c'est aussi très important. Moi, j'y suis donc plutôt favorable.

La **présidente**: Y a-t-il d'autres questions, chers collègues?

S'il n'y en a pas, je remercie nos deux intervenants. C'était très important: ce secret professionnel est aussi au centre de nos travaux. Merci pour votre expérience et votre expertise.

Chers collègues, bonnes vacances, des *Krokusvakantie*.

Pour les rapporteurs, je sais qu'elles seront studieuses; pour les secrétaires et les experts aussi.

Je signale aussi que lundi, après les vacances de carnaval, M. Deetman est confirmé pour l'après-midi.

Pour l'Irlande, comme la personne actuelle est mandatée par le ministre de la Justice irlandais et qu'il doit évidemment avoir en premier le rapport, elle ne veut pas venir en dévoiler le contenu devant cette commission-ci; cela peut se comprendre. Du coup, nous avons demandé à M. Ryan de revenir, mais nous n'avons pas encore réellement de réponse. En tout cas, M. Deetman sera là.

À l'issue de la réunion, je voudrais faire un point sur notre ordre des travaux avec l'ensemble de la commission.

Nous aurons aussi commission le mardi après-

midi et le mercredi après-midi pour tous les secteurs: handicapés, sport, éducation, mouvements de jeunesse et médical.

*La réunion publique de commission est levée à 17.16 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.16 uur.*

COMMISSION SPÉCIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PÉDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITÉ, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 14 MARS 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 14 MAART 2011

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Stefaan Van Hecke. La séance est ouverte à 14.25 heures et présidée par M. Stefaan Van Hecke.

**Hoorzitting met de heer Wim Deetman, voorzitter van de Nederlandse onderzoekscommissie "Seksueel misbruik in de Rooms-Katholieke Kerk"**

**Audition de M. Wim Deetman, président de la commission d'enquête des Pays-Bas sur les "Abus sexuels au sein de l'Église catholique romaine"**

De **voorzitter**: Vermits onze voorzitter, mevrouw Karine Lalieux, straks om dringende redenen weg moet, zal ik deze vergadering voorzitten.

Vandaag kijken wij even over de grens. Wat gebeurd is in België, is immers niet uniek. Wij zijn blij dat wij twee buitenlandse gasten mogen verwelkomen: de heer Deetman en de heer Kreemers van de Nederlandse onderzoekscommissie "Seksueel misbruik in de Rooms-Katholieke Kerk", hier beter bekend als de commissie-Deetman, naar haar voorzitter.

Wij zullen vandaag naar hen luisteren. Ik geef de heer Deetman onmiddellijk het woord.

De bedoeling is dat hij in zijn inleiding uitlegt hoe de commissie ontstaan is en hoe zij werkt. Uiteraard kunnen er door de commissieleden vragen gesteld worden over die werking en over de aanpak in Nederland.

Ik geef u heel graag het woord, mijnheer Deetman.

**Wim Deetman:** Mijnheer de voorzitter, ik ben graag ingegaan op uw verzoek om hier een aantal vragen te beantwoorden. U hebt mij gevraagd om een korte uiteenzetting te geven over het werk van de commissie en om mij eerst te introduceren.

Ik ben voorzitter van een onafhankelijke commissie die onderzoek doet naar het seksueel misbruik binnen de rooms-katholieke kerk vanaf 1945 tot heden.

Mijn hoofdtaak is van totaal andere orde. Ik ben in Nederland lid van de Raad van State. Daarvoor ben ik burgemeester van Den Haag geweest, daarvoor voorzitter van de Tweede Kamer van het Nederlands Parlement en daarvoor minister van Onderwijs.

Naast mij zit de heer Kreemers, die de secretaris-onderzoeksleider van de commissie is. Ik heb hem vorig jaar in juni kunnen werven. Hij heeft de afgelopen twintig jaar heel veel ervaring opgedaan met het voeren van onderzoeken naar moeilijke problemen in de sfeer van het overheidsbeleid.

Zo was hij betrokken bij het onderzoek naar het drama voor Nederland en voor de mensen ter plekke in Srebrenica in de Balkan en recentelijk bij het onderzoek naar het functioneren van de inspectie voor de volksgezondheid in Nederland. Daartussen liggen nog tal van andere onderzoeken.

Mijnheer de voorzitter, u hebt gevraagd wat de taak van de commissie is en hoe de commissie is tot stand gekomen. Ik zal dat slechts duiden met een aantal trefwoorden. Toen in Nederland ruim

een jaar geleden de publicitaire golf van het seksueel misbruik met minderjarigen op gang kwam, verklaarde de voorzitter van de Bisschoppenconferentie in Nederland, de bisschop van Rotterdam, monseigneur Van Luyn, dat een onafhankelijk onderzoek zou moeten worden verricht.

Dat heeft ertoe geleid dat hij een aantal mensen kennelijk heeft gevraagd hoe men een onafhankelijk onderzoek inricht. Zijn naaste medewerkers kwamen ook bij mij uit en ik heb die vraag beantwoord. De kern van dat antwoord was: indien u een onafhankelijk onderzoek wil, moet u daartoe besluiten.

Binnen de rooms-katholieke kerk, voor Nederland, maar ook daarbuiten, betekent dit dat alle bisschoppen daarmee zouden moeten instemmen, alsook ieder van de afzonderlijke ordes en congregaties. Ik heb hem aanbevolen om een unaniem besluit te nemen. In de tweede plaats heb ik hem geadviseerd om externen in te schakelen om beredeneerd en beargumenteerd onderzoeksvragen te formuleren en tevens te adviseren over de samenstelling van een onderzoekscommissie en daarover te rapporteren in een openbaar rapport.

Ik kreeg van hem het verzoek de onderzoeksvragen te formuleren. Dat verzoek kreeg ik eind maart vorig jaar. Dat verzoek heb ik aangenomen. Het advies, hoe men een onderzoek moet inrichten, welke onderzoeksvragen er aan de orde zijn, onder welke condities onderzoek moet plaatsvinden – onafhankelijk – en dat soort vragen, heb ik in mei vorig jaar uitgebracht. Ik heb het uitgebracht aan de conferentie van de Nederlandse bisschoppen en aan de conferentie van religieuzen, dat wil zeggen de ordes en congregaties.

Gelijktijdig heb ik dat advies openbaar gemaakt en toegelicht aan de pers, in het perscentrum Nieuwspoort in Den Haag. Er is niet eerst vooraf overleg gepleegd. Het advies is kenbaar gemaakt en daarnaast meteen openbaar gemaakt en toegelicht aan de pers. Dat advies is daarna unaniem aanvaard. Ik heb toen de opdracht aanvaard om de onderzoekscommissie te leiden.

Wat zijn de onderzoeksvragen? Dat is het eerste punt. Het eerste punt betreft een beargumenteerde schatting van het seksueel misbruik vanaf 1945 tot heden binnen de rooms-katholieke kerkprovincie in Nederland. In het tweede punt wordt aangegeven hoe het kon gebeuren dat zo'n lange tijd over dit seksueel

misbruik is gezwegen. Dat is de doofpot, de *culture of silence*. Ten derde, aan te geven en te onderzoeken wie binnen de rooms-katholieke kerk bestuurlijk verantwoordelijk was voor de doofpot en het niet verlenen van hulp aan slachtoffers.

Ten vierde, advies uit te brengen over de manier waarop de hulpverlening aan slachtoffers, maar ook de schadevergoeding, indien nodig, zou kunnen worden geregeld.

Ten slotte, aanbevelingen te doen voor de toekomst met betrekking tot preventieve maatregelen: hoe kan misbruik worden voorkomen?

Dat was globaal de opdracht.

Ik wil u eerst iets meegeven over de geargumenteerde schatting van de omvang van het misbruik.

Ten eerste, het is natuurlijk heel moeilijk om voor een zo lange periode precies alle feiten en omstandigheden boven de tafel te krijgen. Op dit moment zijn er bij de commissie meer dan 2.000 meldingen binnengekomen. Echter, bij voormelde meldingen moet rekening worden gehouden met het aspect van overrapportage, maar ook met het aspect van onderrapportage. Veel slachtoffers melden zich niet. Zulks betekent dat we niet veel verder dan tot een beargumenteerde schatting kunnen komen.

Is dat mogelijk? Ja. Dat is met methodes van sociaalwetenschappelijk onderzoek mogelijk.

Hoe doen wij dat? Wij doen dat door de meldingen te analyseren. Er is een computerprogramma gemaakt waarin de relevante aspecten met betrekking tot seksueel misbruik zijn opgenomen. Er komt binnenkort een vragenlijst voor aanvullende informatie naar de slachtoffers. Wij kunnen dat analyseren.

Ten tweede, wij kunnen ook archiefonderzoek doen. Het archiefonderzoek is van grote betekenis. Er zullen immers ook feiten moeten worden geverifieerd. Wij moeten echter ook nagaan of er slachtoffers zijn die zich, om welke reden dan ook, niet hebben gemeld.

Kunnen wij in de archieven ook iets te weten komen over het toedekken van wat er is gebeurd? In verband daarmee is in de adviesaanvragen de noodzaak aangegeven tot toegang voor de leden van de commissie tot alle archieven onder het beheer van de bisdommen en ordes in Nederland,



ook de zogenoemde vertrouwelijke archieven, die in Nederland ook wel geheime archieven worden genoemd.

Die toezegging hebben wij verkregen. Toegang tot de archieven betekent niet alleen dat wij alle relevante documenten willen hebben, maar dat wij zelf fysiek in die archieven kunnen, niet alleen om een zicht te krijgen op de staat van die archieven, maar ook om gewoon te zoeken naar stukken waarvan je niet altijd op voorhand weet welke stukken je precies moet hebben, documenten.

Op dit moment is een aantal onderzoekteams, bestaande uit zeer ervaren archiefonderzoekers, aan de slag en worden de archieven van bisdommen, van de Nederlandse Bisschoppenconferentie maar ook van ordes, voor zover dat voor ons nodig is, doorgespit.

Wanneer op grond van die gegevens een indruk is ontstaan en wanneer op grond daarvan – vanwege de tijd laat ik alle technische details maar rusten – conclusies worden getrokken, is het van belang een controleonderzoek uit te voeren.

Daarom gaat er in de volgende maand een slachtoffersurvey van start. Dat is gewoon een opinieonderzoek door een van de grote onderzoekbureaus in Nederland. Daarbij wordt een zeer groot aantal Nederlanders ondervraagd met betrekking tot seksueel misbruik, zowel binnen als buiten de rooms-katholieke kerk.

Daar komen ook weer gegevens uit, die wij kunnen vergelijken met de conclusies op grond van de meldingen die bij ons zijn binnengekomen en met de conclusies die wij op grond van het archief hebben getrokken. Dan moeten er voldoende ingrediënten op tafel liggen om die beargumenteerde schatting te kunnen geven.

Daarbij is het van belang ook onderzoeken te betrekken die in andere sectoren van de samenleving en in het buitenland zijn gedaan, want het gaat niet alleen om de omvang van het misbruik. De vraag is evenzeer aan de orde of dat in vergelijking met andere sectoren in meer, mindere of gelijke mate het geval is geweest.

Ik kan daar nog geen antwoord op geven. Dat weten we nog niet, maar men moet het wel vergelijken.

Wanneer we het hebben over de vraag hoe het kon ontstaan en hoe er zo lang over kon worden gezwegen, dan is het onvermijdelijk dat ook gekeken worden naar de sociologisch-historische

kant van de ontwikkelingen in de Nederlandse samenleving, met name die van het rooms-katholieke volksdeel in de jaren na de Tweede Wereldoorlog.

Er is natuurlijk toch wat gebeurd: de voltooiing van de emancipatie van het rooms-katholieke volksdeel, op enig moment het Tweede Vaticaans Concilie, de seksuele revolutie en in Nederland het Pastoraal beraad in Noordwijkerhout, wat een zeer intensieve gebeurtenis was voor de Nederlandse rooms-katholieken met allerlei verwachtingen, die voor een groot deel anders zijn uitgekomen dan toen werd ingeschat. En, zo moet ik zeggen, daarna kwam er een ontwikkeling op gang – ik zal daar dadelijk iets over zeggen – van sluiting van internaten. Een geweldige ontwikkeling. Er moet iets over die context worden geschreven om te begrijpen wat er gebeurd is.

Er zal ook aandacht worden gegeven aan de vraag hoe in de samenleving tegen het aspect van pedoseksualiteit wordt aangekeken en werd aangekeken. Ik weet niet hoe het hier in België is, maar in Nederland is de wet op een enkel punt niet versoepeld, maar juist strenger geworden en is de strafmaat ook strenger geworden. Meest pregnant komt dit tot uitdrukking doordat seksuele intimidatie in een gezagsrelatie ook tussen volwassenen strafbaar is. Je ziet in die samenleving dat men over de hele linie strakker is geworden, in alle geledingen. Dat proberen wij in kaart te brengen. We proberen ook wat meer zicht te krijgen op het hoe en waarom. Ik voeg eraan toe dat dit niet is om iets te vergoelijken, want ieder incident met kinderen in de sfeer van misbruik is er een te veel. Daar geen enkel misverstand over. We willen echter begrijpen wat er is gebeurd en wat de context was van die samenleving, anders wordt het lastig om aanbevelingen te doen voor de toekomst. Dat is natuurlijk een heel belangrijk punt. Hoe zat het met de strafrechtontwikkeling, hoe zat het met de sociaal-historische context van het katholieke volksdeel en de ontwikkeling in Nederland?

Daarnaast is het volgens mij ook van belang om een zicht te krijgen op de opvattingen over de manier waarop hulp verleend kan worden aan slachtoffers, maar ook in hoeverre daders behandeld kunnen worden.

U zult wel vastgesteld hebben dat er breed het idee was dat een pedofiele dader behandeld zou kunnen worden. Ik zeg niets over de vraag of dat al dan niet kan. Er werd een traject ingesteld met een conclusie, waarvan we nu moeten zeggen dat veel van die conclusies niet hebben gewerkt. Daar

moet dus ook wat over gezegd worden. Het gaat over de ontwikkeling in de wetenschap, inzichten die er waren en zijn.

De kwestie van de bestuurlijke verantwoordelijkheid is ingewikkeld. Het toedekken. Er is namelijk de prangende vraag: waarom kwam opeens vorig jaar die golf van publiciteit tot stand? Men kan wel zeggen dat dat kwam door de publiciteit, eerst in Australië en Nieuw-Zeeland, toen in Amerika, Canada, daarna Ierland en Groot-Brittannië, en dan krijgen we vanzelf Nederland, Duitsland, Oostenrijk, België. Die redenering kan men wel volgen, maar de vraag is of die redenering wel klopt en of die voldoende argumenteert waarom die publiciteit tot stand komt, niet in de laatste plaats omdat slachtoffers ten overstaan van de commissie hebben beargumenteerd waarom zij zo lang hebben gezwegen. Daar speelde het publicitaire punt soms wel een rol, maar lang niet altijd. Dat gaat natuurlijk ook terug naar de gezagsrelaties, met name binnen de katholieke kerkgemeenschap, maar die kan je ook weer vergelijken met andere.

Wij hebben op dit moment meer dan 2 000 meldingen. Die meldingen zijn spontaan binnengekomen. Ik heb geen oproep hoeven te plaatsen als "wilt u zich melden". Vanaf de eerste dag dat ik het verzoek kreeg om onderzoeksvragen te formuleren, kwamen er meldingen binnen in hoog tempo, en dat gaat door tot op de dag van vandaag, en het aantal ligt over de 2 000. Ik zeg niet dat die 2 000 meldingen allemaal slachtoffers betreffen. Dat moeten we uitzoeken, maar vooralsnog nemen we dat wel aan. Er vindt echter een check plaats.

In het advies dat ik vorig jaar heb uitgebracht, is onder andere veel aandacht besteed aan de samenstelling van de commissie. Ik heb er allereerst voor gekozen om een topwetenschapper en –onderzoeker te vinden die én ervaren was als deskundige bij rechtbanken én anderzijds heel veel weet van het menselijk geheugen, de functieleer en de psychologie. Dat is heel belangrijk, want het gaat om incidenten die lang geleden hebben plaatsgevonden. Wat slachtoffers nu zeggen, is relevant. Wij tasten dat niet aan, maar het moet wel worden gewaardeerd: wat was er precies aan de hand en hoe werkte dat door? Ik vond professor Merckelbach van de Universiteit Maastricht, lid van de Koninklijke Academie van Wetenschappen in Nederland, daartoe bereid.

Naar mijn oordeel was het nodig om iemand te

vinden met grote ervaring op het terrein van slachtofferhulp. De opdrachtgevers hadden gevraagd: Kan men de gevolgen van mensen die seksueel misbruikt zijn in hun jeugd en geen hulp hebben gehad, in kaart brengen? Wat moet je dan doen? Dat staat ook in de adviezen.

Ik vond dokter Draijer daartoe bereid. Zij is twintig jaar geleden gepromoveerd op seksueel misbruik bij minderjarige meisjes. Zij is verbonden aan de Vrije Universiteit en heeft tot op de dag van vandaag een grote eigen praktijk waarin seksueel misbruikte meisjes en vrouwen voor behandeling komen. Ik zocht iemand met wetenschappelijke en praktijkervaring. Die heb ik gevonden in haar persoon. Zij heeft veel aanzien in Nederland.

Voorts vond ik het nodig om iemand te hebben met een goede kennis van de katholieke kerk in Nederland, met name de ordes. Daartoe vond ik professor Monteiro bereid. Zij is aan de Radboud Universiteit verbonden en heeft een grote reputatie.

Vervolgens was het nodig om een jurist te hebben, want er zijn juridische vragen van allerlei aard. Ik vond dat die jurist ook ervaring moest hebben op het vlak van kinderrechten en, als het kon, ervaring met het voeren van onderzoek tussen wetenschap en politierechercheerwerk in. Daartoe vond ik de heer Kalbfleisch bereid. Hij is op dit moment voorzitter van de raad van bestuur van de Nederlandse Mededingingsautoriteit. Hij was daarvoor lange tijd kinderrechtser en vicepresident van een van de rechtbanken in Nederland.

Ten slotte heb ik gezocht naar een wetenschapsfilosoof met een exacte achtergrond. De reden was tweemaal. De eerste was dat ik met veel disciplines in de commissie, maar ook daarbuiten, van doen heb, want we schakelen nogal wat mensen in. Je kan op voorhand vermoeden dat iedere discipline zijn eigen kaders heeft, zijn eigen taal spreekt en hoe moet je dat aan elkaar knopen op een manier dat het altijd wel logisch blijft?

In de tweede plaats was mij in Nederland opgevallen dat bij een aantal belangrijke, in de publiciteit opvallende rechterlijke dwalingen in de sfeer van het strafrecht, zaken die tot in hoogste instantie waren uitgesproken, na een heleboel jaren de zaak opnieuw ging rollen, in een aantal gevallen door toedoen van onderzoekers in de sfeer van de wetenschapsfilosofie in de exacte hoek. Dit viel mij op. Geen rechercheurs, geen juristen. Dat waren andere mensen. Daartoe heb

ik bereid gevonden om lid te worden: professor de Vries, ook een hoogleraar, van huis uit een ingenieur en lid van de Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid in Nederland. Dat team is nu aan de slag met een onderzoek – leider en manager de heer Kreemers. Op dit moment hebben wij een man of 12, 13 in de onderzoeksstaf. Recentelijk hadden wij er 17 of 18, want iedere activiteit voltrekt zich in een zekere periode. Er vindt dus aanstelling op tijdelijke basis plaats.

Dan de hulpverlening. De Nederlandse bisschoppen en de conferentie van religieuzen hebben in de beginjaren '90 besloten een stichting in het leven te roepen onder de naam Hulp&Recht. Wat was het doel van die stichting? Hoe was die stichting ontstaan? In de katholieke vrouwenbeweging in Nederland werd toen aandacht gevraagd voor seksueel misbruik van vrouwen. Daaronder vielen ook kinderen, maar het waren hoofdzakelijk vrouwen, dat werd door hen bespreekbaar gemaakt en dat werd door de Bisschoppenconferentie overgenomen. Er werd een stichting gemaakt die twee doelen had. Ten eerste, oordelen over de feiten en de feiten vaststellen. Gewoon het rechterswerk, zeg ik dan maar. En aan de andere kant hulp en begeleiding organiseren.

Die stichting functioneerde redelijk goed. Maar toen al die meldingen loskwamen ging het daar fout. De bisschoppen en de religieuzen hebben gevraagd of wij de stichting Hulp&Recht wilden doorlichten. Dat is gebeurd. Daar hebben wij vorig jaar over geadviseerd.

Wij hebben dat met voorrang gedaan. Ik zal u wat vertellen over ons advies, maar eerst nog dit. Er stond iets niet in mijn advies. Alles wat ik tot nu verteld heb, stond en staat in het advies. Dat is openbaar, dat kunt u lezen. Gaande de rit ontdekten wij dat de slachtoffers in de commissie een instituut hadden gevonden waar zij tegenaan konden praten. Het ging niet altijd aardig, en nog niet. Wij nemen het hun niet kwalijk, overigens. Zij vertrouwen ons en zij zijn niet boos op ons. Dat gebeurt allemaal in combinatie, gelijktijdig.

Er is wel de behoefte, iedere keer opnieuw, om te praten. Dat zijn wij dus gaan organiseren, omdat wij dachten dat indien je bezig bent met dit historisch onderzoek, indien je bezig bent met het formuleren van aanbevelingen voor de toekomst en indien je bezig bent met het aanwijzen van bestuurlijke verantwoordelijken, het grote risico bestaat dat het weliswaar over de slachtoffers

gaat, maar dat het niet met hen gaat en dat het een technocratisch onderzoek wordt. Dat is de reden waarom wij bijeenkomsten met hen hebben georganiseerd, onder leiding van een onafhankelijke buitenstaander, waar men alles kon zeggen. Men kon daar alles zeggen tegen ons. Achteraf gezien waren dat goede bijeenkomsten, maar ook emotionele bijeenkomsten. Daar zijn wij mee verder gegaan.

Wij hebben als het ware een mogelijkheid geboden om verhalen te vertellen, opmerkingen te maken, boosheid te uiten, wensen te uiten. Al dat soort zaken.

Eind dit jaar bestaat de commissie niet meer. Ons leek het verstandig om heel snel een advies over hulp, begeleiding en schadevergoeding uit te brengen, want na dat jaar zal de behoefte aan gesprek, ook tussen de slachtoffers onderling, niet weg zijn.

Het zou mooi zijn, zo dachten wij, als er daarvoor een structuur was.

Wat de hulpverlening betreft, daarover hebben wij het volgende geadviseerd.

Staccato, ten eerste, degene die de feiten vaststelt, moet zich niet bezighouden met de hulpvraag. Dat kan binnen de stichting Hulp&Recht, op een andere manier georganiseerd. Als men dat niet wil, kan men naar de politie. Niet alles komt echter in aanmerking voor behandeling door het openbaar ministerie, want er zijn verschillende vormen van seksueel misbruik. Maar dat moet het slachtoffer bepalen – dat hebben wij aangegeven –, niet iemand anders. Het slachtoffer moet bepalen of hij de weg wil nemen binnen de rooms-katholieke kerk of dat hij naar de politie en het openbaar ministerie wil stappen. Wanneer de weg binnen Hulp&Recht wordt gevolgd, dus binnen de rooms-katholieke kerk, moet men een commissie hebben die multidisciplinair is samengesteld. Dan gaat het om een feitenvaststelling, een gegrond- of ongegrondverklaring van de klacht.

Daarnaast, tot op zekere hoogte misschien zelfs ongeacht het antwoord op de vraag of een klacht gegrond is of niet, is er de hulpvraag. Dat moet afzonderlijk worden georganiseerd. Dat moet worden georganiseerd in een institutie die met de feitenvaststelling niets van doen heeft. Wij hebben ontdekt dat dit het vertrouwen bij slachtoffers kan vergroten. Daarom hebben wij voorgesteld tot een soort van expertisecentrum te komen.

In de derde plaats hebben wij geadviseerd over de schadeloosstelling, de vergoeding. Velen willen dat niet, anderen wel. Er is een aparte commissie aan het bestuderen hoe dat moet, maar wij hebben wel een aantal grondtrekken aangegeven.

Ten eerste, de Kerk moet zich bij de civiele schadevordering niet beroepen op de verjaringstermijn. Dat mag wel, dan is de zaak af, maar wij hebben gezegd dat ze dat niet moeten doen. Wij hebben daarvoor een aantal redenen aangevoerd.

Ten tweede, het zou van belang zijn, voor zover dat kan, om een generieke regeling te maken. Men kan daarin gradaties aanbrenge. Men kan maatwerk leveren. Alles is denkbaar. Er moet echter wel een generieke regeling komen. Anders is men immers jarenlang doende met het onderzoeken van elk feit, elk geval. Dat is voor de slachtoffers een drama. Ik weet niet zeker hoe dat juridisch afloopt, niet in de laatste plaats omdat veel daders reeds zijn overleden. Het is beter een generieke regeling te treffen en het verlies te nemen.

Dat advies hebben wij vorig jaar, eind november, begin december, uitgebracht en ik kan u zeggen dat in januari de beide conferenties, die van de bisschoppen en die van de congregaties en ordes, de religieuzen dus, het advies op dit punt integraal hebben overgenomen. Integraal.

Een advies met aanbevelingen overnemen is één zaak, implementeren is een heel andere zaak. U weet dat net zo goed als ik. Veel aanbevelingen worden overgenomen, daartoe wordt besloten en na verloop van tijd, als je gaat kijken, dan valt het toch tegen wat er is uitgevoerd. Het is daarom dat wij aan de beide conferenties hebben aanbevolen buiten bestaande organisaties om iemand aan te wijzen – ik heb het de kwartiermaker genoemd, nu heet die een projectleider – die pakweg in de komende maanden die aanbevelingen moet implementeren, inclusief een nieuwe structuur, opdat de commissie in de tweede helft van dit jaar, voordat we het eindrapport in november uitbrengen, nog kan evalueren, publiekelijk, wat er met de aanbevelingen is gebeurd, of die bijgesteld moeten worden et cetera. Ook dat advies is overgenomen. Inmiddels hebben ze – de beide conferenties – daarvoor de heer Bandell aangewezen, de voormalige burgemeester van Dordrecht, in mijn ogen een uitstekend man en ook zeer doortastend. In mijn vroegere werkkring heb ik hem heel goed leren kennen.

Dit is, voorzitter, het totale beeld van het werk van

de commissie.

Is de commissie onafhankelijk? Dat is de vraag die altijd weer voorkomt. Die commissie is onafhankelijk. Als er een advies wordt uitgebracht, gaat dat meteen naar de pers. Wij voeren geen vooroverleg. De commissie verricht het onderzoek. De financiële middelen komen uit de rooms-katholieke kerk. Een aantal mensen weten waarop ik de kosten van het onderzoek heb geschat, de heer Kreemers en ikzelf, maar ik heb mij niet gebonden aan een maximum. Dit onderzoek moet binnen een jaar verricht worden, het moet precies verricht worden, en dat kan dus niet voor een appel en een ei. Sommigen zeggen: daardoor ben je afhankelijk. Vooral slachtoffers, niet allen, maar een aantal zeggen dat. Ik bestrijd die stelling van hen niet. Ik vind wel dat ze ongelijk hebben, maar wij moeten eerst maar het onderzoek doen.

Wat is de garantie dat wij onafhankelijk zijn? Dat is openheid en transparantie. Hebben wij een publicatie, dan gaat die meteen naar buiten. En verder, dat hebt u al geproefd, is het een wetenschappelijk onderzoek. Daar heb ik bewust voor gekozen. En waarom heb ik daar bewust voor gekozen? Omdat ieder onderzoek natuurlijk in zekere zin een wetenschappelijk gehalte moet hebben. Maar waarom zo nadrukkelijk, ook in de samenstelling van de commissie? Omdat dan de eisen gelden die nu eenmaal normaal zijn bij het doen van wetenschappelijk onderzoek. Dat is, ten eerste, openheid en openbaarheid.

Ten tweede, verantwoording voor iedere regel die je opschrijft, zodat het voor andere onderzoekers traceerbaar is. Verantwoording van de methode van onderzoek, de technieken, de afwegingen. Dat alles zal in het eindrapport komen. Dat betekent dus dat daarmee niet alleen de samenleving, maar ook de onderzoekers elders kunnen controleren wat we gedaan hebben. Dan mogen zij er van alles van vinden; of wij de goede technieken gehanteerd hebben of niet, dat merken we dan wel.

Het is met het oog daarop dat wij tot nu toe ook voor een Engelse vertaling van veel stukken hebben gezorgd, juist om straks de discussie te entameren. Ongetwijfeld zullen er vragen opkomen die wij niet kunnen beantwoorden of die wij slechts kunnen duiden. Wanneer later mogelijk het punt aan de orde kan zijn, moet er door anderen nog onderzoek worden gedaan. Dat is de kern: wetenschappelijk onderzoek, onafhankelijk.

De Nederlandse pers, die ik in dit kader drie keer

heb mogen ontmoeten, vroeg mij de eerste keer wie er lid mocht zijn van de commissie. Moesten dat mensen zijn die bij voorkeur niet rooms-katholiek zijn? In verband met het wetenschappelijk gehalte heb ik gezegd dat mij dat niet interesseert. Ik wil alleen topwetenschappers hebben die door hun collega's worden gerespecteerd, die voor ieder buiten twijfel staan aangaande integriteit, en die een grote reputatie hebben.

Toen de commissie was samengesteld, bleek per saldo er maar één lid te zijn met een rooms-katholieke achtergrond. De anderen hadden van huis uit geen rooms-katholieke achtergrond en hebben dat nog niet. Twee zijn van protestants-christelijke huize en drie zijn niet-kerkelijk, ook van huis uit niet. Dat is puur toeval. De commissie is onafhankelijk en wij laten ons door niemand wat zeggen. Straks liggen de conclusies en aanbevelingen er, die wij naar eer en geweten zullen hebben geformuleerd. Wij hebben ons werk naar eer en geweten gedaan. Dat is controleerbaar. Dat is de methode van werken.

Voorzitter, ik zou het hierbij willen laten. Ik ben bereid alle vragen te beantwoorden, voor zover dat kan. Bij voorbaat zeg ik u dat ik geen vragen kan beantwoorden over de eindconclusies, want die zullen in november pas duidelijk zijn.

**Valérie Déom:** Monsieur le président, je remercie M. Deetman pour sa présentation. Monsieur, votre commission dépend de l'Église. C'est vous qui avez finalement décidé de sa composition. Vous dites qu'elle est composée de 12 ou 13 enquêteurs. D'après vos propos, votre approche est uniquement d'ordre scientifique.

Mais *in fine*, quel est le parcours d'un témoignage ou d'un dépôt de plainte auprès de votre commission? Récoltez-vous simplement l'information, suivez-vous le parcours de la victime, l'aidez-vous? Ou n'est-ce pas vous qui l'aidez puisque vous transmettez le dossier à cette fameuse fondation pour l'aide aux victimes? Bref, quel est votre rôle exact et le parcours individuel des dossiers et des plaintes qui vous sont déposées? Quelle est la relation de votre commission avec la justice? Transmettez-vous parfois des dossiers, même au-delà de la volonté des victimes, éventuellement en cas de risque de récidive?

Vous avez également parlé d'un règlement général en ce qui concerne l'indemnisation. Pouvez-vous nous en expliquer le contenu plus concrètement? Qui paie cette indemnisation, eu

égard à la progressivité évoquée de cette indemnisation? Vous avez également mentionné que l'accessibilité aux archives était importante pour votre travail. Avez-vous pu accéder à ces archives et bénéficié d'une complète collaboration de la hiérarchie de l'Église, notamment des évêques, pour pouvoir consulter ces archives?

**Siegfried Bracke:** Mijnheer de voorzitter, ik zou de heer Deetman en de heer Kreemers willen bedanken voor hun komst en voor hun, wat ons betreft, zeer verhelderend betoog. Ik zou twee vragen willen stellen.

Wat mij opvalt in zeer algemene termen is de bereidwilligheid waarmee kennelijk de rooms-katholieke kerk in Nederland de commissie is tegemoetgetreden. Dat valt op omdat wij in deze commissie getuigenissen hebben gehoord over net het omgekeerde. Mijn vraag is dus – en ik ben een beetje oneerbiedig in mijn woordgebruik – hoe u de kerkelijke overheid zover hebt gekregen. Hebt u ze, bij wijze van spreken, eerst moeten duwen tot ze eigenlijk niet anders konden? Of waaraan ligt dat? Dat is vanuit deze commissie bekeken immers vrij uitzonderlijk.

Bij mijn tweede vraag zal ik heel bewust advocaat van de duivel zijn. Het is natuurlijk zeer waardevol wat u doet in termen van historisch onderzoek, maar de vraag is – en dat is ook de vraag die deze commissie bezighoudt – wat er moet gebeuren om te voorkomen dat dit nog gebeurt. Dat is de meest essentiële vraag. In dat verband is er een citaat van een voormalig slachtoffer in een totaal andere context, buiten de Kerk, met name van een journaliste van bij ons die erop gewezen heeft dat de Kerk vandaag allicht de veiligste denkbare plek is waar men als kind kan vertoeven. Als u het eens bent met die uitspraak, dan zitten we natuurlijk in een beperkt kader, met name: u onderzoekt niet alleen seksueel misbruik, of u onderzoekt eigenlijk alleen seksueel misbruik binnen de rooms-katholieke kerk en eigenlijk – nogmaals, ik speel de advocaat van de duivel – slaat u de bal dan mis, want dan moet u eigenlijk op zoek gaan in totaal andere verbanden, en met name niet in de Kerk, zij het als historisch onderzoek natuurlijk wel, maar niet om te kijken wat er in de toekomst moet gebeuren.

**Carina Van Cauter:** Op mijn beurt dank ik u voor uw uiteenzetting, mijnheer Deetman. Ik heb twee concrete vragen.

Ten eerste, u zegt dat de Bisschoppenconferentie en de ordes van religieuzen uw advies met betrekking tot de afhandeling van eventuele

vragen tot schadevergoeding hebben gevolgd. U zegt ook dat in uw advies een aantal grondtrekken of uitgangspunten werden geformuleerd, waaronder dat verjaring al dan niet een rol zou spelen bij het al dan niet toekennen van een schadevergoeding. U zegt vervolgens dat de conferentie uw advies heeft opgevolgd. In welke zin? Heeft men een beslissing genomen waarbij, los van eventuele strafrechtelijk verjaarde feiten, toch schadevergoeding is toegekend, of het tegenovergestelde? In welke zin is men gevolgd?

Ten tweede, hoe is de relatie tussen de stichting of de commissie, enerzijds, en het openbaar ministerie en/of de politie, anderzijds? Hoe zit het met eventueel strafbare feiten? In ons land bestaat de kwalificatie "schuldig verzuim". In bepaalde gevallen is er dus een meldingsplicht. Bestaat dat ook in Nederland? Hoe is de relatie tussen de commissie of de stichting en het openbaar ministerie wanneer strafbare feiten aan de basis liggen van de vraag tot schadevergoeding? Is er dan een afspraak dat er wordt gemeld?

De **voorzitter**: Zijn er nog vragen van commissieleden? Nee. Dan sluit ik de eerste vragenronde af met een laatste vraag, met name over de archieven.

U vertelde ons dat uw archivariissen vrij gemakkelijk toegang hebben tot de archieven en dat zulks ook een voorwaarde was. Dat is een ander verhaal dan wat wij hebben gehoord. Wij hebben vaak gehoord dat congregatieordes of bisschoppen hierover geen of nauwelijks archieven hadden. Dat is in Nederland blijkbaar wel het geval. In de commissie hebben wij discussie gevoerd en vragen gesteld over een bepaling in de Canon die zegt dat de gegevens die zich in het geheim archief bevinden, tien jaar na een uitgesproken veroordeling moeten worden vernietigd.

Zijn uw archivariissen ook op dit probleem gestoten? Hebben zij vastgesteld dat van die bepaling uit de Canon om dossiers rond zedenzaken na tien jaar te vernietigen, is gebruik gemaakt?

**Carina Van Cauter**: Er was mij nog iets ontsnapt. U had het over de uitwerking van een generieke regeling. Is dat dan een forfaitaire regeling per slachtoffer of shadedossier of hebt u het veeleer over een soort indicatieve tabel met een bepaalde vergoeding in het licht van een schaal als het ware, die wordt opgesteld in functie van de vast te stellen schade? Wat bedoelde u daarmee?

De **voorzitter**: Dat was een precisering van uw vorige vraag.

Mijnheer Deetman, het staat u vrij de vragen te beantwoorden in de volgorde die u wenst.

**Wim Deetman**: Ik wil graag ingaan op de onafhankelijkheid van de commissie. Ik kan niet meer zeggen dan ik in eerste termijn heb gezegd. We zijn onafhankelijk.

Dan wil ik ingaan op de indringende vraag hoe de conferentie van bisschoppen en de conferentie van religieuzen zover zijn gekomen, wat ik daartoe heb moeten doen. Het is wat anders gegaan. De voorzitter van de Nederlandse Bisschoppenconferentie deelde op enig moment mee dat naar zijn persoonlijk oordeel er een onafhankelijk onderzoek zou moeten plaatsvinden. Toen kwam hij bij de vraag hoe hij dat moest organiseren. Toen hebben een aantal mensen, waaronder ik, hem kennelijk geadviseerd et cetera.

Toen ik de vraag kreeg of ik voorzitter van de commissie wilde worden was mijn antwoord – ik heb het op de Nederlandse persconferenties ook zo gezegd: "Nee, ik ben niet rooms-katholiek, ik ben van protestants-christelijke huize en ik sta helemaal aan de buitenkant. U moet mij hiervoor niet hebben." Toen heeft hij aan mij gevraagd of ik de vragen wou formuleren. Dat heb ik hem beloofd, dat heb ik gedaan. Ik heb daar van meet af aan benadrukt dat ik volstrekt onafhankelijk wilde zijn. Nu kent Nederland mij wel. Ik ga mijn eigen koers af en toe, ook hier. Ik heb gezegd dat ik mij door niemand iets kon laten zeggen, omdat het anders niet werkt naar de samenleving en naar de slachtoffers. U mag een andere koers varen, dat is uw zaak. Als u echter wil dat een aantal mensen de zaken onderzoeken en alles boven tafel halen, kan ik u nu al zeggen dat daar complete onafhankelijkheid moet zijn. Wij kunnen niets aan aanwijzingen of wat dan ook aanvaarden. Zo is het gegaan. Met andere woorden, er is geen druk uitgeoefend. Er is alleen gezegd: zo zou het kunnen met het onafhankelijk onderzoek, die mensen willen daar de verantwoordelijkheid voor nemen. Maar als u het anders wil – dat mag in een vrij land –, zult u anderen moeten vragen. Dat is allemaal niet aan de orde geweest. Dus daar ligt het beginpunt. De voorzitter van de Bisschoppenconferentie, monseigneur van Luyn, zei dat hij een onafhankelijk onderzoek wou. Dat betekent dus dat het onafhankelijk is en dat alle waarborgen worden ingebouwd. Het zal onafhankelijk zijn, ik

verzeker dat eenieder. Als in november de zaak op tafel ligt, kan iedereen het beoordelen vanwege de publieke verantwoording.

Dan kom ik vanzelf bij de recherches. Hoe is het nu met al die chercheurs? Ik kan u zeggen dat we er niet één in dienst hebben en ik zal u uitleggen waarom niet.

Ik heb dat zo-even in eerste termijn niet gezegd. In Nederland – het zal hier ook wel zo zijn – is er een verjaringstermijn, strafrechtelijk: op enig moment wordt iets niet meer vervolgd, omdat de zaak is verjaard, ook met betrekking tot seksueel misbruik. Die regeling is overigens in Nederland op dit punt vrij ingewikkeld, maar dat doet er even niet toe. De voorwaarde om onderzoeksvragen te kunnen formuleren en om dit onderzoek te doen was dat op het moment dat de commissie een zaak zou tegenkomen die niet verjaard is, in overleg met het slachtoffer of de vertegenwoordigers van het slachtoffer, bijvoorbeeld de ouders, aangifte wordt gedaan bij de politie, en dat ook zij – de bisschoppen of de ordes – daarin een taak hebben. Als daar de hand mee wordt gelicht, is het over en uit. Het kan niet zo zijn dat er een commissie aan de slag is – althans, ik wou zo'n commissie niet leiden – die voor zaken die niet verjaard zijn, als een doofpot zou functioneren. Uitgesloten.

Dat heeft ertoe geleid dat tussen de commissie en het College van procureurs-generaal – op dit punt is het wat anders in Nederland, omdat we geen onderzoeksrechter hebben, zoals u die hebt – een afspraak is gemaakt. Ten eerste, wanneer wij zaken tegenkomen die niet verjaard zijn naar ons oordeel, dan zullen we dat melden aan het slachtoffer en dan zijn wij even *trait d'union*; dan moet het slachtoffer beslissen, maar dan kan er een gesprek plaatsvinden met de politie, er kan aangifte gedaan worden. Van alles is denkbaar, want het Nederlandse openbaar ministerie, ook als er aangifte wordt gedaan, checkt of het slachtoffer, a fortiori minderjarigen, persisteert bij het doen van aangiften.

Omdat de regeling ingewikkeld is, kan je ook twijfel hebben. Wij leveren dan geanonimiseerd de gegevens aan bij het College van PG's. Die gaan na of er verjaring is of niet en als er twijfel is, dan wordt er weer met het slachtoffer contact opgenomen en gezegd: er is twijfel, u kunt erin berusten; wij kunnen ook bevorderen dat er met een specifieke persoon of met de politie een gesprek plaatsvindt om vast te stellen of er al dan niet verjaring is. Met andere woorden, iets is verjaard of niet verjaard. Als het niet verjaard is,

dan gaat afhankelijk van het slachtoffer, van wat hij wil, automatisch dat traject lopen. Dus komt de hele politie en alles in geweer, daar hoef ik niks aan te doen. Wij zijn wel geïnteresseerd in die gevallen. Over wat er gebeurd is in verband met ons onderzoek, daar kom ik zo op terug, maar dit punt is dus niet aan de orde.

Dan kom ik dus bij het karakter van het onderzoek, want men wil weten wat er na '45 is gebeurd. Dat heb ik u toegelicht. U hebt gelijk, dat is een historisch onderzoek. Mij bleek dat slachtoffers – niet alle, maar heel veel – om een aantal redenen willen weten hoe groot de omvang was. Soms speelt bij hen de overweging: was ik het alleen of waren het er maar een paar? Men ontdekt nu ook dat er een grote groep was. Men wil weten hoe groot het was. Dat is van belang en daarom de periode vanaf '45.

Dan de afspraken met het College van PG's.

Ik heb ze daarnet al even genoemd.

Het kan zeer wel zijn dat er bij de verjaarde gevallen dossiers zijn geseponneerd, om welke reden dan ook, en dat wij geïnteresseerd zijn waarom er geseponneerd is door het openbaar ministerie. Het College van procureurs-generaal heeft ons toegezegd dat wij in die stukken inzage krijgen. Recentelijk is er in Nederland bij het openbaar ministerie ook een onderzoek gestart naar in het verleden geseponneerde zaken. Met die onderzoeker hebben wij natuurlijk contact.

Ten slotte is de afspraak met het College van procureurs-generaal überhaupt dat als zij wat willen weten, de deur openstaat en dat zij van harte welkom zijn. Zij hebben ons toegezegd dat wij – met inachtneming van de privacybescherming en dergelijke – ook van hen alle informatie kunnen krijgen. Er is dus een open relatie.

Ik heb u niet verteld dat er nog een commissie is, de commissie-Samson, die de kindbeschermer onderzoekt. Zij houdt zich niet bezig met misbruik binnen de rooms-katholieke kerk. De commissie is ingesteld door de minister. Wij werken er nauw mee samen. Wij onderzoeken grotendeels hetzelfde type problematiek. Wij werken er nauw mee samen, ook wat gegevensuitwisseling betreft. Wij hebben er immers helemaal niets aan als er geconcurrereerd wordt of als er dingen dubbelop worden gedaan. Men hoeft het wiel immers maar één keer uit te vinden voor de oplossing van een probleem.

Tot daar over dat deel van het strafrecht. Ik wil ook nog iets zeggen over de verjaring. Iets kan strafrechtelijk verjaard zijn, maar er kan wel nog een civiele claim zijn wegens schade. Daarvoor geldt in Nederland dat als de instantie die de claim aan haar broek krijgt, een beroep doet op de verjaringstermijn, de zaak over is. In al de gevallen die bij ons op de tafel komen en die niet meer strafrechtelijk in beeld zijn, is er wel nog een civiele claim.

Een heleboel wil geen vergoeding, maar de eerste vraag van een slachtoffer dat via een advocaat een claim op tafel legt om een vergoeding te krijgen, is of de instantie die moet betalen een beroep doet op de verjaringstermijn. Dat is een hele principiële vraag. Als er gezegd wordt: "Wij doen een beroep op de verjaringstermijn", lopen een heleboel civiele claims af. Dat is natuurlijk een brandende vraag voor de slachtoffers. Daarom hebben wij tegen de Kerk gezegd: "U moet zich niet beroepen op de verjaringstermijn." Allereerst gaat het om de slachtoffers, die om allerlei redenen gezwegen hebben. In de tweede plaats, in het proces van genoegdoening kan men dat punt niet laten liggen. In de derde plaats, past het bij een instituut als de Kerk zich te beroepen op de verjaringstermijn? Dat past dus niet; je kan je daar niet op beroepen.

Tegen die achtergrond – dat leefde daar al – heeft zowel de conferentie van religieuzen als de conferentie van bisschoppen gezegd: wij zullen geen beroep doen op de verjaringstermijn.

Dan is meteen de vraag aan de orde: hoe ga je om met die schadeloosstelling? Want het is soms lastig de feiten vast te stellen. Bijvoorbeeld, als iets in 1957 is gebeurd, dan leeft de dader soms niet meer.

Wat wij gezegd hebben, is dat het aanbeveling zou verdienen om niet geval per geval heel precies na te gaan, voor zover dat nog kan, wat er is gebeurd, maar een generieke regeling te treffen. Daar kan men een gradatie in aanbrengen – ik zal dat zo toelichten – zodat dit traject van genoegdoening, voor zover men daarvan wil gebruikmaken, ook in een redelijk tempo kan worden afgewikkeld.

Dat is ook iets wat slachtoffers willen, want we moeten ons realiseren... U weet inmiddels dat ik van niet-katholieke huize ben. Ik kijk daarbuiten tegenaan. Het gaf mij even een schok toen ik de eerste 150 meldingen vorig jaar geleidelijk aan het doornemen was, dat ik geen mensen van beneden de 18 jaar in gedachten moest hebben,

maar dat het om mensen van mijn leeftijd ging. Bij sommigen, niet allemaal, was hun hele leven verwoest.

Daardoor kan men niet zeggen dat men een procedure van vier jaar moet aangaan. De opdrachtgevers waren overtuigd dat dit niet kon.

Dat betekent dat men een regeling moet treffen waarbij er wel iets is van een feitenvaststelling, maar niet in juridische zin. Want dan zagen wij het allemaal al gebeuren. Dat wordt vaak neen. Dan wordt de mededeling "wij beroepen ons niet op de verjaringstermijn", vrij zinloos.

Die generieke regeling hebben zij dus aanvaard, althans het beginsel, want die wordt nu nader uitgewerkt door een andere commissie.

In een van de ordes, die van de Salesianen, is er afgelopen zaterdag met de slachtoffers een soort van procedure bedacht. Zij zijn het erover eens geworden. Dat komt globaal natuurlijk neer op een verminderde bewijsvoering. Daar staat dan wellicht wat minder geld tegenover.

In een generieke regeling kan men gradaties aanbrengen, want bij seksueel misbruik, ook in de wetenschappelijke literatuur, zijn er gradaties. Er moet wel iets van schade zijn. Soms is maatwerk absoluut noodzakelijk, ook in een generieke regeling. Soms is het evident dat men iets nergens onder kan vatten. Dat moet worden uitgewerkt.

Daar is men nu mee bezig, met het idee dat dit zo snel mogelijk zijn beslag moet krijgen en moet worden afgewerkt, onder de aantekening dat men dan nog niet af is van het leed van de slachtoffers. Voor sommigen is het al lang geleden, maar de geschiedenis is voor hen op dit punt nog niet voltooid, kan ik u zeggen.

Dat betekent dat met slachtoffergroepen en met allerlei andere manieren voor de komende jaren nog veel moet worden gedaan.

Vandaar dat men de expertise voor slachtofferhulp ook heeft aanvaard.

Ik ben even ingegaan op het parcours van de dossiers, zoals dat heet.

**Christian Brotcorne:** Monsieur le président, si vous me le permettez, je m'exprimerai en français.

Au niveau de l'indemnisation, vous faites état d'une procédure prévue au sein de votre



commission. Cette procédure existe-t-elle uniquement lorsqu'il n'y a pas de plainte auprès des tribunaux de l'ordre judiciaire? S'agit-il d'une procédure préalable, pouvant être entamée devant un tribunal judiciaire en cas d'absence d'accord? Comment sont organisées vos relations avec le monde judiciaire?

Par ailleurs, vous avez fait référence, à l'une ou l'autre reprise, à des accords qui ont été pris avec les procureurs généraux. Cet aspect intéresse énormément cette commission. S'agit-il d'accords écrits qui ont donc fait l'objet d'une convention écrite et signée? Dans l'affirmative, il serait peut-être intéressant, monsieur le président, que nous puissions en avoir copie. De manière subsidiaire, ce type d'accord ou de convention ne pose-t-il pas la question d'une éventuelle entorse au principe de la séparation des pouvoirs entre une commission privée comme la vôtre et l'autorité judiciaire chargée, comme c'est le cas dans tout État de droit, de poursuivre les infractions?

**Wim Deetman:** Ten eerste, de afspraken liggen schriftelijk vast en zijn openbaar. Die zijn dus voor iedereen toegankelijk, ook voor u. Er is een afspraak gemaakt met de griffier van uw commissie in verband met de stukken.

Ten tweede, er is een scheiding der machten. Een commissie zoals ik nu mag voorzitten is een particuliere commissie, het is helemaal geen macht van de overheid.

Vandaar de eerste afspraak met de bisschoppen, dat wat niet verjaard is, wordt aangemeld. Als iets verjaard is, komen het openbaar ministerie en de rechterlijke macht niet meer aan bod voor het strafrechtelijk deel. Op dat vlak is de zaak volstrekt helder.

Civielrechtelijk, voor de schadeclaim, heeft, althans in Nederland, de rechter weer een andere rol dan de strafrechter. Ik heb u uitgelegd dat als er een partij is die überhaupt een schadeclaim aan haar broek krijgt en als het gaat om een incident dat verjaard is, dan kan zij zeggen dat het verjaard is, dat zij niet betaalt en daarmee is de zaak dan af.

Daarom was die vraag van belang, namelijk of de commissie vond dat er voor slachtoffers een beroep moest worden gedaan op de verjaringstermijn. Die vraag heb ik zo-even beantwoord.

De **voorzitter:** Uw antwoord lokt nieuwe vragen uit.

**Siegfried Bracke:** Mijnheer de voorzitter, mijnheer Deetman, het sluit ook aan bij de vraag van collega Brotcorne. Hetgeen ons verbaast, is dat u als commissie, en dat is een particuliere organisatie, als eerste vaststelt of er sprake is van verjaring of niet. Het idee is natuurlijk dat u dat niet toekomt, want dat dit iets is dat door justitie moet gebeuren.

**Wim Deetman:** Ik begrijp uw vraag. Er zijn regels met betrekking tot de verjaring. In de meest lange termijn kom je een keer bij een jaartal uit en dat weet je dat alles wat daarvoor is gebeurd, verjaard is. Ik had onlangs nog zo'n geval. Als iemand twijfelt en wilt dat het toch bij de politie wordt gemeld, dan gebeurt dat. Wij weten alleen dat het openbaar ministerie de zaak zal seponeren wegens verjaring. Als iemand naar de politie wil, dan wijzen wij de weg. Wij bemiddelen, daarover is geen misverstand. Het is vaak optellen of aftrekken.

Als wij een vermoeden hebben dat iets niet verjaard is, of mogelijk niet verjaard kan zijn, want wij weten er wel wat van, dan is dat de reden waarom wij ons tot het College van procureurs-generaal wenden. Wij zeggen: wij zijn hier niet zeker van, wij hebben een vermoeden, kunt u dat vaststellen?

Dat wordt met de slachtoffers gedeeld. Men is altijd vrij om naar de politie te gaan. Daarin treden wij niet tussen. Ik pieker er geen seconde over. Heel wat gevallen zijn verjaard. Dat weten die slachtoffers ook. Anders komen ze ook niet met vragen over wat er gebeurt met de schadevergoeding. Vaak weten slachtoffers niet eens of iets verjaard is omdat het op de grens zit. Daar staan zij niet bij stil. Op het moment dat wij een vermoeden krijgen dat het niet in orde is, trekken wij aan de bel en vragen wij de betrokkene een en ander te bekijken. Dat is de procedure.

**Valérie Déom:** J'imagine que le système relatif à la prescription aux Pays-Bas ne doit pas être très différent du nôtre. Si un seul et même auteur a commis plusieurs faits, à un moment donné, il peut y avoir connexion des faits, ce qui influence par conséquent le calcul du délai de prescription. Je suppose qu'en interne, vous meniez cette enquête en recoupant les témoignages et les informations par rapport à un auteur. Chaque fois que vous aviez le moindre doute quant à la prescription, dans le cas où l'auteur des faits était encore en vie et éventuellement en activité, vous transmettiez le dossier de manière anonyme pour

que les PG calculent le délai de prescription et lèvent si nécessaire le doute à ce sujet.

**Wim Deetman:** U hebt voor een deel gelijk, maar niet in het eerste deel van uw vraag. Wij kijken niet naar de dader. Het uitgangspunt is de klacht van het slachtoffer. Er is wel een dader en wij kijken wel in onze bestanden of er nog meer meldingen zijn van die dader, maar het gaat om dat ene slachtoffer van dat ene incident. Of er nog veel meer is, dat laten wij buiten beschouwing. Het gaat om dat punt bij de verjaring. Anders loopt men vast. Dat is het punt, niet meer, niet minder. Zelfs als de dader is overleden, dan nog doen wij dat.

De vraag of een dader nog leeft, is voor de verjaring, voor ons als commissie, niet interessant, wel voor het onderzoek voor de generieke conclusies. Bijvoorbeeld in verband met de schadevergoeding, om maar iets te noemen, kan het relevant zijn of iets wel of niet verjaard is. Daar treed ik niet in. Dat moeten het openbaar ministerie en de rechter maar uitmaken.

Wij gaan uit van dat wat iemand ons meldt, een klacht. Dat is het vertrekpunt. Als de zaak verjaard is, dat is onder omstandigheden eenvoudig vast te stellen, dan is dat helder. Als de zaak niet verjaard is, dan wil dat nog niet eens zeggen dat ze in behandeling kan worden genomen. Dat is een zaak van het openbaar ministerie, de politie en het slachtoffer. Daar treden wij niet in. Daar blijf ik ver van, want anders zou men een vermenging van verantwoordelijkheden krijgen. Dat lijkt mij niet wenselijk. Zo helpt men het slachtoffer ook niet, want men komt aan de rechten van het slachtoffer. Dat moeten anderen bepalen.

**Carina Van Cauter:** Kan ik misschien afleiden uit uw antwoord dat anders dan in België in Nederland seksueel misbruik een klachtmisdrijf is om strafbaar te zijn?

**Wim Deetman:** In Nederland is er zelfs de plicht om iets te melden wanneer er sprake is van verkrachting, een vermoeden van verkrachting. Dan moet het. Maar bij seksueel misbruik bij minderjarigen...

**Carina Van Cauter:** Los van de wil van het slachtoffer?

**Wim Deetman:** Ja. Dan nog kan het best zijn dat de zaak geseponneerd wordt, maar op het moment dat daar een vermoeden is van verkrachting, heeft iedereen de plicht dat te melden. Maar bij seksueel misbruik hoeft het niet alleen. Dat is de

meest erge vorm...

**Carina Van Cauter:** Verkrachting.

**Wim Deetman:** Precies. En dan nog.

**Carina Van Cauter:** Andere vormen van seksueel misbruik zijn dus klachtmisdrijven?

**Wim Deetman:** Klachtmisdrijven, ja, dan moet het slachtoffer melden. Als men aangifte doet en het slachtoffer zegt bij de politie per saldo dat men de aangifte terugtrekt, dan is er op dat moment niets meer.

**Carina Van Cauter:** Dan vervalt de strafvordering. Anders dan in België.

**Wim Deetman:** Maar niet voor de commissie, voor mijn commissie. Het kan immers op goede gronden zijn, misschien ook in het verleden, dat men...

**Carina Van Cauter:** Dan begrijp ik beter de afspraken die gemaakt zijn met het openbaar ministerie.

**Wim Deetman:** Want het kan, dat kunt u zich indenken... Maar dat is voor de toekomst, iemand vroeg daarnaar. Dat is afgesproken bij de start van het onderzoek met de opdrachtgevers. Het doet zich amper voor, ik zal u dat zo toelichten. Indien het slachtoffer besluit, om welke reden ook, om geen aanklacht in te dienen, ontslaat dat de werkgever of de gemeenschap waarvan de betrokkene deel uitmaakt, niet van de plicht van disciplinaire maatregelen. Want anders zou men natuurlijk een heel gekke situatie krijgen, over preventie gesproken. Stel dat er op dit moment bij een minderjarige, maar het kan ook om een volwassene gaan, sprake is van seksueel misbruik – dat feit staat vast – dan hoeft dat nog niet te leiden tot het persisteren van een aanklacht, dan kan dat wel reden zijn en moet het reden zijn voor het bevoegd gezag om tegen de dader disciplinaire maatregelen te treffen.

**Carina Van Cauter:** Hoe komt het bevoegd gezag dan in kennis van de feiten om de nodige maatregelen te kunnen nemen, wanneer het openbaar ministerie zelfs niet op de hoogte is?

**Wim Deetman:** Op zo'n moment begint dat bij geruchten, bij waarneming of bij melding van het slachtoffer natuurlijk, dat is nogal wies. Als niemand wat zegt, dan weet men het niet. Zo gauw de politie iets weet, gaat de politie informatie inwinnen. Dan gaat het dus vanzelf lopen.

**Carina Van Cauter:** Er is dus geen wettelijke regeling dat wanneer een bepaalde graad van een onderzoek wordt bereikt, de disciplinaire overheid in kennis gesteld wordt? Dat bestaat niet in Nederland?

**Wim Deetman:** Nee. Het is wel openbaar. Dat is vaak de reden waarom mensen de klacht intrekken. Als het openbaar ministerie verder gaat, is dat uiteraard een openbare rechtszaak. Daar staan wij verder als zodanig buiten, maar die regels zijn wel helder.

**Valérie Déom:** Monsieur Deetman, je voudrais revenir quelques instants sur cette obligation de dénonciation en cas de viol. Admettons qu'une victime de viol vienne vous trouver et qu'elle ne souhaite pas porter plainte, alors que les faits sont avérés! Est-il impératif pour vous, sur la base de cette obligation de dénoncer, de porter les faits à la connaissance de la police?

**Wim Deetman:** Ja, iedere Nederlander. Tot nu toe heeft zich dat niet voorgedaan. Ik moet dan even iets over de statistiek vertellen, over die 2 000 meldingen. Tot pakweg begin jaren '70 van de vorige eeuw, waren er heel veel rooms-katholieke internaten, verbonden aan scholen. Buiten het rooms-katholieke volksdeel kwam dat niet of nauwelijks voor. In het begin van de jaren '70, om allerlei redenen, zijn die internaten gesloten. Op dit moment is er geen één meer. Kijkt men naar de meldingen, dan merkt u wat ik nu toon op de grafiek. Dat betekent, als ik actueel naar dit jaar kijk, en men vertelt mij van meldingen, dan horen wij er enkele via de rooms-katholieke organisatie Hulp&Recht, maar dat is maar een klein aantal, en dan vrijwel alleen volwassenen, dus niet eens met minderjarigen, en dat komt omdat die internaten er niet meer zijn. Het kan nog wel voorkomen in de pastorale situaties, zoals dat elders ook voorkomt, maar niet meer vanwege die internaten. Dat betekent dat wat wij daarnet even bespraken, zich tot nu toe niet heeft voorgedaan, en ik verwacht dat dit jaar eigenlijk ook niet meer. Het kan natuurlijk wel, maar ik verwacht het niet meer, omdat we helemaal geen internaten meer hebben et cetera. Dat zeg ik even terzijde ter verklaring. De regels zijn niet anders geworden, daardoor.

De vraag werd gesteld wie er betaalt. Daarover hebben wij ons als commissie niet uitgelaten. Wij hebben wel gezegd dat het voor de hand ligt dat je bij de dader begint. Als hij niet kan betalen, dan kom je bij zijn werkgever, of in dit verband de groep of organisatie waar hij deel van uitmaakt.

Als ten slotte ook daar niet meer betaald kan worden, dan komt er toch geleidelijk aan iets van een onderlinge solidariteit. Je kan namelijk tegen een slachtoffer niet zeggen dat hij niet vergoed kan worden omdat we geen geld meer hebben. Ik verwacht dat dit geen probleem zal zijn. Bij de opdrachtgevers heb ik ook niet gemerkt dat men zich daar zorgen om maakt. Maar je begint natuurlijk bij de dader; dat lijkt mij in de rede te liggen.

De **voorzitter:** U sprak over de werkgever, eventueel.

**Wim Deetman:** Ja, bijvoorbeeld – maar het wordt ingewikkeld – in een school waar een broeder of een religieuze werkzaam is. Daar is er een schoolbestuur. In termen van de wet is dat een bevoegd gezag en een werkgever met een eigen bekostigingsregeling. Kusters, om een voorbeeld te noemen. Daar is er dus een werkgeversrelatie. Het kan, bij een internaat uit het verleden, ook gaan om iemand die toezicht houdt en die niet in een school werkzaam is. Er is van alles denkbaar. Vandaar dat ik dat zo noem.

De **voorzitter:** Is het ook juridisch voldoende onderbouwd? Ik bedoel daarmee of het mogelijk is dat een bisschop als werkgever wordt beschouwd voor een priester?

**Wim Deetman:** Dan kom je bij het bisdom uit dat dan op een of andere manier moet vergoeden.

Op het moment dat men de vraag stelt naar het juridische, dan komt men, ook in het licht van de verjaring, naar mijn gevoel snel vast te zitten. Waar het om gaat, is dat er iets ernstigs is gebeurd en dat daar het gevoel bestaat dat er een vergoeding, indien dat gerechtvaardigd en gewenst is, wordt gegeven. En dan moet dat maar binnen de rooms-katholieke kerkprovincie zelf worden uitgezocht hoe men dat wil doen, maar die opbouw heb ik gegeven. Daar zit als het ware ook een moreel aspect in, een ereplicht als het ware – in de zin van: dit moeten wij nakomen. Meer kan ik er niet van maken.

Als commissie zullen wij ons daar verder niet direct mee bezighouden, maar wij hebben dat gewoon aangegeven: dit moet opgelost worden.

**Renaat Landuyt:** U zegt dat uw adviezen door de Nederlandse kerkprovincie aanvaard zijn.

**Wim Deetman:** Ja.

**Renaat Landuyt:** Betekent dit dat zij principieel al

gesteld hebben dat zij opteren voor die vorm van extra juridische schadevergoeding, van morele schadevergoeding? Zullen zij dat effectief doen?

**Wim Deetman:** Ja. Dat is de consequentie van het advies als je het aanvaardt. Ja, je kan het wel anders uitleggen, maar dan neem je het niet over. Maar er is geen misverstand over.

**Renaat Landuyt:** De zusterprovincie – de Belgische provincie – stelt bereid te zijn om het burgerlijk recht daarin te respecteren. Dat is iets heel anders dan wat ze in Nederland zullen doen.

**Wim Deetman:** Dat zat niet in ons advies en daartoe is ook niet besloten. Het is gewoon zoals ik het gezegd heb.

**Renaat Landuyt:** Betekent dat dan dat uw generieke bedragen minder schrikwekkend zijn dan degene waarover men in België spreekt?

**Wim Deetman:** Ik kan dat niet beoordelen. Daar is een aparte commissie mee bezig. Dat doen wij verder niet. Dat is ook een hele techniek. Daar heb je andere deskundigen voor nodig.

**Renaat Landuyt:** Kunt u een inschatting geven van wat die bedragen zouden betekenen?

**Wim Deetman:** Nee.

**Renaat Landuyt:** Omdat wij de indruk hebben dat men in onze kerkprovincie vanuit de Amerikaanse ervaring zeer, zeer bang is. Men heeft zelfs een advocaat geraadpleegd vóór men hier het woord voerde. Men is bang van schadevergoeding. De gewone Nederlander is bij ons veeleer gekend als relatief spaarzaam en dus niet als een vlotte betaler. U zei evenwel dat de Nederlandse katholieke kerk meer Vlaming is dan de Belgisch katholieke kerk.

**Wim Deetman:** U gebruikt nu vergelijkingen waar ik kennis van neem, laat ik zo zeggen. U mag allerlei vergelijkingen doen. Het antwoord is ja, want dat is de principiële route waarvoor tot nu toe werd gekozen. Ik kan niet meer zeggen dan wat ik daarnet heb aangegeven.

Men heeft zich ook afgevraagd of het ons nu past om een beroep te doen op die verjaringstermijn. Het antwoord was nee. Heeft dat consequenties? Ja. Welke consequenties? Wel, dat zullen wij later dit jaar wel merken. Men kan zeggen dat zulks onverantwoord is, maar de keerzijde is dat men, wil men met het verleden een klein beetje klaar komen, niet alleen de feiten, maar ook de

consequenties onder ogen moet zien en zeggen: dat kan niet anders. Dat is de route, zo heb ik dat geproefd bij de Nederlandse bisschoppen en de orde van religieuzen. Dit is de consequentie van het verleden. Die beker moet men leegdrinken.

**Renaat Landuyt:** Kunt u iets meer vertellen over de vorm van schadevergoeding waarover we dan spreken?

**Wim Deetman:** Nee, want de commissie is daarmee aan de slag. Dan loop ik de commissie voor de voeten. Wij hebben daarover wel eens gebrainstormd, maar daar blijf ik als voorzitter van de onderzoekscommissie even op afstand. Wij hebben gezegd dat wij de grondbeginselen aangeven.

Afgelopen zaterdag, bij de orde van Salesianen, is er een heel traject met *mediation* afgesproken, per geval. Dat is allemaal uitstekend. Daar is ook geen rekensom gemaakt, volgens mij. Dat is uitstekend. Dat gaat dus lopen. Dat zal straks, over een jaar of een half jaar, wel afgelopen zijn.

Dat is de gang der dingen. Daar blijf ik met de commissie liever buiten. Ook al omdat slachtoffers en slachtoffergroepen soms met de oversten willen praten. 75 % van de meldingen heeft betrekking op internaten. Het gaat dus over ordes, instituten met organisaties, en men wil met de overste praten. De commissie moet niet tussen dat contact gaan zitten. Het gaat immers niet alleen over de schadevergoeding. Men heeft vaak ook behoefte aan gesprekken later, ook als groep. Daar heeft een instituut zeker een taak bij. Daar moet je als commissie niet tussen gaan zitten, want dan ga je grote brokken maken. Dan ga je net te ver. Dat doen we dus niet.

**Marie-Christine Marghem:** Monsieur le président, je suppose que vous connaissez un peu la commission qui s'occupe des indemnisations. Depuis quand existe-t-elle? Connaissez-vous le nombre de victimes qui ont entamé des démarches auprès de cette commission? Comment s'y prennent-elles pour demander une indemnisation?

**Wim Deetman:** De commissie moet de rooms-katholieke kerkprovincie, dus de conferentie van bisschoppen en de conferentie van religieuzen, adviseren over de inhoud van die regeling. Ik meen dat zij in april met een voorstel komt. Ze is in oktober 2010 van start gegaan, onder leiding van professor Lindenbergh van Rotterdam.

In beginsel kunnen alle slachtoffers een beroep

doen op een dergelijke regeling, maar het gaat erom hoe die regeling eruitziet. Dat wordt in dat advies in detail uitgewerkt, met allerlei aspecten. Ik wil niet in detail treden, maar dat heeft met schadevergoeding vandoen. Dat advies ligt in april ter tafel.

Wat het archief betreft, wij kennen de regel uit de Canon die stelt dat, wanneer het gaat om misbruik, het archief na tien jaar moet worden vernietigd, maar er moet een samenvatting achterblijven. Wij hebben in augustus 2010 een brief gestuurd naar de bisschoppen en de ordes met het verzoek deze regel vooralsnog niet toe te passen, zolang wij met het onderzoek bezig zijn. Dat is het eerste wat men doet.

Ik sluit niet uit dat deze regel in de afgelopen periode lang niet overal is toegepast, zoals ik heb vernomen van onze archivaris. De staat van de archieven en de mate van detaillering, wat er wel en niet in zit, zijn ook totaal verschillend. Ik kan daarop echter niet vooruitlopen.

Er werd gevraagd welke voorwaarden er waren om in de archieven te komen. Dat is een relevante vraag. Wanneer men fysiek in een archief wil, ziet men oneindig veel documenten over allerlei zaken. Daar zijn zaken bij die geen betrekking hebben op seksueel misbruik, maar waarvan de eigenaar zegt dat het niet de bedoeling is dat die morgen in de krant staan. Dat kunt u begrijpen.

Wij hebben de afspraak gemaakt dat onze onderzoekers daarover zullen zwijgen. Het zijn ervaren archiefonderzoekers die dit werk al meer hebben gedaan bij andere onderzoeken en die een uitstekende reputatie hebben.

Er zijn ook afspraken gemaakt over de kopieën die wij maken, want anders is het lastig werken, en hoe die weer worden vernietigd.

Tot nog toe hebben wij geen problemen ondervonden bij het feitelijk binnengaan. Men moet nog wel eens aan iemand uitleggen dat wij naar binnen willen, maar dat is een kwestie van communicatie. Tot nog toe zijn wij overal bijgekomen waar wij wilden bijkomen.

Ik weet niet wat ons verder te wachten staat, maar ik vertrouw erop dat dit allemaal goed komt. Dat weet ik wel zeker, want u ziet het al in het eindverslag: daar en daar mochten we niet fysiek naar binnen. Wij mochten wel een dossier vragen, dat kregen we, maar wij mochten niet zelf op zoek.

Dat roept als het ware argwaan op, al dan niet terecht, voeg ik eraan toe. Ik verwacht dus geen probleem.

Ik heb gemerkt in de contacten met de bisschoppen et cetera dat men het geen probleem vindt. "Natuurlijk mogen jullie erin", zei hij. "Wij willen alles boven tafel hebben. Als jullie niet in onze archieven mogen kijken, dan zal die wens mogelijk niet in vervulling kunnen gaan."

Ik heb al aangegeven wat de reden was waarom men alle medewerking heeft verleend. De vraag kwam in de richting van de commissie, in mijn richting. Daarop zat ik niet te wachten. Ik heb een hele andere context. Als u een onafhankelijk onderzoek wil, dan zit het zo in elkaar. Als u dat niet wil, dan heeft u geen onafhankelijk onderzoek. Dan zijn er volgens mij maar twee smaken. Ik heb niet getwijfeld aan de oprechtheid. Laat daarover geen misverstand bestaan.

Wij moeten voor de toekomst aanbevelingen doen om herhaling te voorkomen. Daarover kan ik nu niets zeggen. Een ding weet ik wel: het gros van de misbruiken kwam voor in de internaten en die dingen zijn er nu niet meer. In die zin hebben de aanbevelingen voor de toekomst een relatieve betekenis. We zullen misschien wel aanbevelingen doen, want het kan ook samenhangen met gesloten gemeenschappen et cetera. Daar kan ik niet op vooruitlopen. De aanbevelingen waren een uitdrukkelijke vraag, net zo goed als aangeven wie verantwoordelijk was voor de doofpot. Dat komt allemaal in het eindrapport te staan.

U vroeg naar het traject van de dossiers. Wij doen een historisch onderzoek. Wij moeten de privacywetgeving in Nederland ook in acht nemen. Dat is iets anders dan wat eigenaren zeggen met betrekking tot personeelsdossiers. Überhaupt geldt in Nederland een privacywetgeving. Die zal hier ook wel gelden. Daar mogen wetenschappers in voor onderzoek, voor doeleinden van onderzoek. Er zijn een aantal in acht te nemen restricties. Die nemen wij ook in acht. Daarom kunnen wij ook in die personeelsdossiers komen. Het betekent dat die informatie strekt voor dat historisch onderzoek.

Wij hebben tegen de slachtoffers gezegd: wij leveren geen juridisch bewijsmateriaal.

Wij komen met een historisch onderzoek en een oordeel. Indien de zaak echter niet verjaard is, gaat ons materiaal richting politie. Indien de zaak wel verjaard is, is het juridische bewijs minder

relevant of niet relevant, mits er natuurlijk een goede regeling voor de schadevergoeding is.

Zo zit het in elkaar. Dat wordt nu uitgewerkt.

Ondersteunen wij het slachtoffer? Het slachtoffer ondersteunen is niet de taak van de commissie. Ik heb geprobeerd zulks uiteen te zetten. Wij hebben de hulpverlening naar voren gehaald, omdat wij de bui zagen hangen. Wij zijn met onderzoek bezig en vragen informatie. Op een bepaald moment zou dan tegen het slachtoffer worden gezegd dat wij hem dankbaar zijn voor de informatie en zouden wij hem veel sterkte toewensen. Zulks kan natuurlijk niet. Er moet iets van hulp zijn. Daarom hebben wij de hulpvraag naar voren gehaald.

Ik voeg er het volgende aan toe. Het was niet gepland, maar wij hebben af en toe bijeenkomsten met slachtoffers. Wij praten individueel met slachtoffers. Straks praten wij ook met de ouders, maar nu praten wij met de slachtoffers. Wij doen zulks juist, om, hangende de implementatie van onze aanbevelingen, in enige mate op die lacune in te spelen. In het andere geval laten wij de slachtoffers zomaar lopen, wat niet kan. Nu er eindelijk een platform is, waar de slachtoffers iets kunnen vertellen, kunnen wij de deur niet sluiten, omdat wij met een historisch onderzoek bezig zijn, en dat is het dan.

Het voorgaande is wat wij doen. Een enkele keer kunnen wij bemiddelen, maar dat is meer onder het hoofdstuk "Doe wat je hand vindt te doen en vraag niet meteen of dat al dan niet je competentie was".

Ik ben op de relaties met het College van procureurs-generaal en op het punt van de schadevergoeding ingegaan.

Een belangrijk punt is de vraag of de kerk een veilige plaats voor kinderen is. De commissie zal op voormelde vraag geen antwoord geven. Zij zal de vraag niet opwerpen en dus ook niet beantwoorden. Wij zullen simpelweg aangeven wat moet worden gedaan, om te voorkomen dat kindermisbruik plaatsvindt. Dat is wat wij moeten doen.

De commissie is onafhankelijk. Zij staat op afstand en zal niet beweren dat de Kerk, omdat de Kerk de Kerk is, een veilige plaats is. Dat is een subjectief oordeel. Dat kan de mening van iemand individueel zijn, ofschoon hier op dit punt een beschaamd vertrouwen is, wat natuurlijk het grote en erge aan de zaak is. In het verleden is een en ander immers anders gebeurd. Het is echter niet

de taak van de commissie om aan te geven dat de Kerk een veilige plaats is. Het is ook niet haar taak het tegenovergestelde te stellen.

Wij geven, voor zover wij dat kunnen, straks aan wat moet worden gedaan om herhaling te voorkomen. Dat is onze taak.

Wij kunnen dat ook niet doen. Wij zouden immers licht onbillijkheden begaan. Wij hebben immers nog tal van andere organisaties, verbanden en beroepsgroepen, waar ook zaken gebeuren. Wij zouden volgens mij zodoende in het moeras belanden. Wij moeten gewoon zakelijk bij de voorwaarden blijven: wat moet men doen om herhaling te voorkomen? Wat moet preventief worden gedaan? Hoe kan men kindermisbruik voorkomen?

Dat is de kern van de vraag en wij zullen proberen daarover iets te zeggen.

Er was nog een vraag naar de meldingen, wat er gebeurt als die bij ons binnenkomen. Die gaan in een computerprogramma, in een database. Binnenkort krijgen de melders een vragenlijst, want de ene melding vertelt dit en de andere dat, op die manier kunnen wij dan wat vergelijken.

In verband met de analyse hoeven wij niet alle slachtoffers te spreken. Er komt op een bepaalde manier een soort van steekproef waarbij wij die meldingen verder analyseren en ook gesprekken aangaan, diepte-interviews aangaan, want men moet wel de diepte in, maar dat hoeft niet met iedereen. Dat gaat in de komende maanden gebeuren. Dat weten de slachtoffers, dat hebben wij verteld, uitgelegd in het licht van het onderzoek.

Dat neemt natuurlijk niet weg dat het allemaal precies in een databestand is opgegeven, aangegeven door ons, zodat alles weer op te zoeken is en terug te vinden is.

Ik wil nog iets zeggen over wat wij doen met het archief van de commissie zelf aan het einde van het jaar. Dat archief gaat onder voorwaarden, zoals wij die in Nederland bij de overheid kennen – het is een zekere periode niet toegankelijk – naar het rijksarchief. Het gaat dus niet naar de archieven van de rooms-katholieke kerk. Het komt ook niet bij een van de leden thuis te liggen. Het gaat naar het rijksarchief, waar het wordt opgeslagen en waar het, indien wetenschappelijk onderzoek dat nodig maakt, toegankelijk is voor degene die daarmee bezig is onder voorwaarde van het onderzoek.

De **voorzitter**: Dank u, mijnheer Deetman, voor de uitgebreide beantwoording. Mevrouw Déom, u hebt nog een vraag?

**Valérie Déom**: Monsieur le président, pouvez-vous me dire si aux Pays-Bas, certains évêques ou autres membres de la hiérarchie de l'Église ont été poursuivis en justice pour non-assistance à personne en danger et auraient donc nié l'obligation de dénoncer des faits de viol ou d'abus sexuels sur mineurs dont ils auraient eu connaissance? Ont-ils la possibilité d'évoquer le secret professionnel ou de la confession pour échapper à cette obligation?

**Wim Deetman**: Dat heeft zich in Nederland tot nu toe niet voorgedaan. En niet vanwege het beroep op het biechtgeheim. Ik moet zelfs vaststellen dat in actuele, niet-verjaarde gevallen de bisschoppen of hun waarnemers, indien dat nodig was, zelfstandig naar de politie gingen.

Ik weet niet wat wij nog tegenkomen bij de verjaarde gevallen. Wij zijn nog volop met dat onderzoek bezig, dus ik doe daarover geen uitspraken. Dat feit heeft zich überhaupt niet voorgedaan. Meer kan ik er niet over zeggen.

De **voorzitter**: Mijnheer Deetman, vreest u niet dat de werking van uw commissie in Nederland zeer grote verwachtingen creëert bij slachtoffers die zich willen melden, en dat u niet aan al hun verwachtingen tegemoet kunt komen? Leeft dat?

**Wim Deetman**: Ja, dat kan. Wij zijn ons van dat risico bewust. Dat is de reden waarom wij, wanneer wij met onze adviezen komen, de publiciteit zoeken. Ook tussentijds. Zo kunnen wij vragen beantwoorden.

Wij hebben in september en oktober twee bijeenkomsten gehad met slachtoffers die zich bij de commissie gemeld hadden. Men kon zich daarvoor opgeven. Wij konden natuurlijk niet volledig de privacy garanderen, want als daar pers en fotografen voor de deur stonden, was er natuurlijk de kans dat men werd waargenomen. Wij hebben wel geprobeerd de privacy zo goed als mogelijk te garanderen. Dat is ook gelukt, kan ik achteraf zeggen.

Niemand was verplicht naar daar te komen, maar op ieder van die twee bijeenkomsten waren er 140 aanwezigen. Daarna zijn wij begonnen, afgezien van individuele gesprekken, met gesprekken met vertegenwoordigers van slachtoffergroepen. Er kwam geleidelijk aan

structuur in, ook door de bijeenkomsten die wij in september en oktober hielden. Er stonden mensen op die zeiden: "Wij zaten toen daar of daar. Zijn er nog meer? Wij willen een groep vormen." Daar hebben wij redelijk zicht op gekregen. Die groepen nodigen wij periodiek uit om te vertellen wat de stand van zaken is en om toe te lichten wat wij aan het doen zijn.

Wanneer wij weten dat bepaalde verwachtingen niet zullen worden vervuld, omdat wij dat eenvoudigweg niet doen, is er maar één oplossing: dat vertellen en toelichten waarom. Tot nu toe heeft dat geen problemen gegeven. Wanneer men over dit soort vragen nadenkt, kan men doorgaans wel een goed antwoord geven en een goede toelichting geven.

Verder zal moeten worden gewacht tot wij ons eindrapport klaar hebben. Dat moge helder zijn.

En, voeg ik eraan toe, heel cruciaal, maar dat ligt niet aan de commissie, is natuurlijk hoe opdrachtgevers reageren op dat wat wij adviseren dan wel later zullen adviseren. Als dat een aanbeveling of aanbevelingen worden waarmee niks wordt gedaan, zal daar natuurlijk een teleurgestelde verwachting zijn. Dat heeft zich tot nu toe niet voorgedaan, want men wil die implementeren, maar goed, we zijn er nog lang niet. Daar kunnen we als commissie niets aan doen.

Er is overigens wel een hele lichte waarborg. Meer kan men niet doen, juridisch. Bij de onderzoeksopdracht zijn er *terms of reference* geformuleerd. Dat houdt in – ik heb daar het voorbeeld genomen wat de Nederlandse overheid vaak gebruikt – dat wanneer een commissie aanbevelingen doet, na een half jaar aan de leden van de commissie, want de commissie bestaat niet meer, in een openbaar document wordt verteld wat er met die aanbevelingen is gedaan en wat er is besloten. Dat kan heel Nederland dus zien. En dan, na een periode, ik meen van vijf jaar, weer aan de individuele leden, voor zover zij in leven zijn uiteraard, wordt er een evaluatie aan hen overhandigd, en ook dat is een publiek document.

Dus u zou kunnen zeggen: dat is veel of dat is weinig. Het is het beste wat men kan doen in mijn ogen. Wanneer er aanbevelingen zijn, moet degene die om die aanbevelingen heeft gevraagd, publiekelijk zeggen wat hij daarmee doet en na x aantal jaren ook publiekelijk evalueren en zich verantwoorden wat hij gedaan heeft om die aanbevelingen werkelijkheid te doen zijn. Ook

weer in een publiek document. Ja, meer kan men niet doen. Daar zit iedereen bij. Dat kan men publiceren, daar kan men van alles van vinden, daar kan men een discussie entameren. Dat hebben we allemaal op het einde van het onderzoek zo geregeld.

De **voorzitter**: Leden van de commissie, zijn er nog vragen? Zo niet, dan denk ik dat we u van harte kunnen bedanken voor uw heldere en openhartige uiteenzetting en het gesprek. Ik denk dat we er ook heel veel uit geleerd hebben. Bedankt voor uw komst naar België. We wensen u in ieder geval ook heel veel succes met de verdere werkzaamheden in Nederland.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.03 uur.*

*La réunion publique de commission est levée à 16.03 heures.*



COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MARDI 15 MARS 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

DINSDAG 15 MAART 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.51 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.51 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition d'une délégation du Conseil national de l'Ordre des médecins**

- M. Denis Holsters, président
- Prof. Dr. Walter Michielsens, vice-président
- Dr. Marc Nollevaux, vice-président
- Prof. Dr. Michel Deneyer, chef de clinique de l'unité d'hospitalisation de la médecine infantile à la VUB

**Hoorzitting met een delegatie van de Nationale Raad van de Orde van Geneesheren**

- de heer Denis Holsters, voorzitter
- prof. Dr. Walter Michielsens, ondervoorzitter
- Dr. Marc Nollevaux, ondervoorzitter
- prof. Dr. Michel Deneyer, Kliniekhofd Hospitalisatie-eenheden Kindergeneeskunde VUB

La **présidente**: Chers collègues, à l'ordre du jour est prévue l'audition de l'Ordre des médecins. Comme vous le savez, nous abordons aussi la problématique des abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité. La relation entre un médecin et sa patiente peut évidemment être considérée comme telle. Nous avons notamment évoqué les psychologues et, surtout, les psychiatres dans le cadre de nos travaux. J'accueille donc nos interlocuteurs. Nous avons de gauche à droite MM. Walter Michielsens, vice-président du Conseil national de l'Ordre des médecins, Denis Holsters, président de l'Ordre des médecins, Michel Deneyer – qui se présentera lui-même car je n'ai pas son titre – et Marc Nollevaux, vice-président du Conseil national

de l'Ordre des médecins. Messieurs, je vous remercie d'être présents dans le cadre de nos travaux. Je vous cède immédiatement la parole pour votre exposé.

**Michel Deneyer**: Mevrouw de voorzitter, omdat wij niet gewoon zijn in hoorzittingen gevraagd te worden, hebben wij iets voorbereid. Wij denken dat het u bijzonder zou interesseren. Onze voorzitter heeft u al cijfers opgestuurd die we straks kunnen becommentariëren.

Wij denken dat het u bijzonder zou interesseren hoe wij omgaan met het beroepsgeheim. Dat is toch iets waar de Nationale Raad van de Orde der Geneesheren een bewaker van is. Ikzelf ben pediater – u wist daarstraks mijn titulatuur niet, ik ben prof pediatrie aan de Vrije Universiteit Brussel. Verder gaat het om hoe wij als pediaters omgaan in kindermishandeling en seksueel misbruik met het beroepsgeheim. Dan dachten we toch ook dat het belangrijk was hoe wij als artsen en de mengelmoes met juristen – onze voorzitter is jurist van vorming – samen enkele suggesties naar deze commissie konden doen die jullie eventueel zouden kunnen uitwerken. We gaan even beginnen als we op de Orde, ter hoogte van de provinciale raad, en onze voorzitter had gedacht dat het nuttig zou zijn u allemaal een code van de medische...

**Denis Holsters**: We hebben ook wetgevingsbrochures en exemplaren van de Code van geneeskundige plichtenleer meegebracht. U kunt ze u verdelen om te volgen wat in onze code staat.

**Michel Deneyer**: Als een klacht bij de provinciale

raad terecht komt, dan kan die ofwel komen vanuit het gerecht voor verder tuchtrechterlijk vervolg, dan kan die komen van een patiënt of een derde. De tuchtrechterlijke veroordeling, die het recht ontzegt om de geneeskunde uit te oefenen, wordt dan meegedeeld aan de procureur-generaal bij het hof van beroep zodat die terug van de Orde bij het gerecht terecht komt. Zeer dikwijls, geachte commissieleden, zijn deze klachten parallel, het slachtoffer dient zowel bij het gerecht als bij de Orde klacht in. Dat is toch belangrijk om het kader te schetsen.

Ik heb voor u een beetje literatuur gedaan – zoals mevrouw de voorzitter zei in haar inleiding is dat echter meer voer voor psychiaters en psychologen – omtrent seksueel contact. We spreken in de literatuur niet van seksueel misbruik, want dat is in een arts-patiëntrelatie niet te vinden. We spreken van seksuele contacten.

In Californië heeft in 1992 al 9 % van de artsen in anonieme enquêtes toegegeven seksueel contact met zijn patiënt te hebben gehad. Dichter bij ons, met name in Nederland, hebben in 2004 4,3 % van de mannelijke artsen en 0,8 % van de vrouwelijke huisartsen seksueel contact met de patiënt. Recent heeft de Medical Women's Association ook een enquête gevoerd, waaruit zou blijken dat het percentage van seksuele contacten tussen arts en patiënt tussen de 4 en 7 % ligt. Het voorgaande geef ik enkel mee om voor u een en ander te kaderen.

Inzake kindermishandeling en seksueel misbruik gaat het om ongeveer 15 % van de totale kindermishandeling. Na 2000, dus na de invoering van artikel 458bis in het Strafwetboek, zit de hulpverlener in een heel moeilijke spagaathouding. Hij zit gewrongen tussen, enerzijds, zijn beroepsgeheim, zoals weergegeven in artikel 458 van het Strafwetboek, en, anderzijds, de hulpverleningsplicht, zoals bepaald in artikel 422bis in het Strafwetboek.

Vóór 2000 kon de hulpverlener enkel spreken, indien hij in een noodtoestand was. Na 2000 en dankzij artikel 458bis alsook de invulling van het Internationaal Verdrag van de Rechten van het Kind in de Grondwet en onze Code – die al veel vroeger andere aanbevelingen gaf die ik u straks zal uitleggen –, kan een arts in bepaalde gevallen aan de procureur des Konings melden. Dat is belangrijk.

Artikel 61 van de Code van geneeskundige plichtenleer gaat al verder. Ter zake geldt dat een arts, wanneer hij of zij vermoedt dat er

mishandeling, seksueel misbruik of ernstige verwaarlozing is, dient te opteren – hij kan het dus volgens de Code niet zelf oplossen – voor een multidisciplinaire benadering, die specifiek voor de genoemde materie is opgericht. In Vlaanderen gebeurt dat voornamelijk door de vertrouwensartscentra. In Wallonië is dat dikwijls SOS Enfants.

Indien daarentegen een geneesheer vaststelt dat een kind in ernstig gevaar is, dan dient hij onmiddellijk het nodige te doen om dat kind te beschermen. Indien er dreigend gevaar is en er geen andere middelen zijn, dan kan – er staat 'kan' – de geneesheer de procureur des Konings in kennis stellen van zijn bevindingen.

Nu zal ik even spreken uit de praktijk, als pediater. Dat gaat zeer eenvoudig en zeer gemakkelijk. Als men de procureur des Konings inlicht en als men als arts een serieuze boodschap aan die man te brengen heeft, dan heeft men binnen de vijf à tien minuten een fax met een beschikking. Ik moet eerlijk zeggen dat dit zeer vlot gaat, als men uiteraard over de nodige argumentatie beschikt. Dat moet ook eens gezegd worden. Dat werkt in de praktijk zeer goed.

Uiteraard moet men de ouders of de voogd inlichten, dikwijls op straffe van eigen lijf en leden, maar men moet zeker handelen. Dat staat in artikel 61, paragraaf 1. Wat in artikel 61, paragraaf 2 staat, is niet voorzien. In de discussies over artikel 458bis is dat wel in de parlementaire voorbereidingen te berde gebracht, maar het werd niet ingevuld. Hierin gaan wij met onze code van medische plichtenleer eigenlijk verder.

In de eerste paragraaf ging het over kinderen. Hier gaat het over personen die door ziekte, handicap of leeftijd als weerloze patiënten worden mishandeld, misbruikt of verwaarloosd. Dan moet men, indien hun verstandelijke mogelijkheden het toelaten, dat bespreken en overleggen met de patiënt, die dan eventueel zelf klacht kan indienen. Als dat niet gaat, moet men met de naasten overleggen, als zij uiteraard zelf niet aan de basis liggen. Indien dat niet gaat, dan moet men met collega's overleggen of bepaalde diensten inlichten die daarvoor zijn opgericht. Ik, als pediater, weet dat niet correct, maar er zijn ook diensten voor ouderlingen daarvoor opgericht.

Ook hier komt het subsidiariteitsprincipe naar voren. Als er ernstig gevaar is, moet men het zelf oplossen. Als het niet gaat, moet men het multidisciplinair proberen aan te pakken en pas als ultimum remedium kan de arts de procureur

des Konings inlichten.

Ik benadruk dat artikel 61 § 2, verder gaat dan artikel 458 bis. Wij gaan met de code verder. Wij gaan niet alleen bij de minderjarigen blijven, wij nemen iedereen.

Ik heb het dan nog even schematisch weergegeven. Als een arts alleen aan zijn hulpverleningsplicht tegemoetkomt – ik toon het buitenste paarse balkje beneden – door er zelf voor te zorgen dat het misbruik stopt, dan heeft hij naar de hulpverleningsplicht toe zijn plicht gedaan. In de code zeggen wij: nee. Bij een vermoeden, moet men dat niet voor zich houden en dient men te opteren voor een multidisciplinair aanpak. Wij vinden dat beter. Bij vaststelling van zware feiten, kan men naar de procureur des Konings stappen. Wij hebben in de code een uitbreiding gedaan naar de zwakkeren toe.

Ik ga het nu even, vanuit de pediatrie wereld, hebben over de perceptie op de werkvloer omtrent het omgaan met artikel 458 bis. Ik moet eerlijk bekennen dat het voor een arts niet simpel is om die wetteksten en strafwetartikelen te lezen, te begrijpen en te interpreteren. Veel collega's van mij hebben daar moeite mee.

Het gaat over een meldingsrecht. Ik denk dat alleen België en Nederland een recht hebben en dat er in andere landen veeleer in een plicht is voorzien. Mocht die plicht er zijn, wat voor weerslag zou dat hebben? In de perceptie van de kinderarts is dat een soort van verklikking, een verklikking door een arts.

Volgens de geestelijke gezondheidszorg meldt 45 % van de ouders zich zelf bij een arts aan en zegt dat ze in de fout zijn. Stel u voor dat wij daar als arts met een plicht zaten, dan kwamen die mensen niet en ging het voort, ging het misbruik voort. Men zou daar dus een kans ontnemen om zuiver in de hulpverlening te blijven.

Kinderen, u weet dat allemaal als u er zelf hebt, van een zekere leeftijd zijn bijzonder loyaal naar hun ouders toe, bijzonder loyaal, een beetje vergelijkbaar met het Stockholm-principe tussen gijzelaar en gijzelnemer dat ontstaat na een tijd. Zij zijn zo loyaal dat als ze weten – bij meldingsplicht – dat hun papa of mama de gevangenis zou invliegen, ze dat niet zouden melden. Het is toch heel belangrijk om daarop te wijzen.

Dat is ook al aangehaald door professor Cosyns, plaatsvervangend lid bij ons in de Nationale Raad.

Voor de verzorging van de dader. Het bestaat dat de dader op een zeker moment inzicht en inkeer krijgt en zegt: ik moet mij toch laten behandelen. Als hij vooraf zou weten dat de arts, zijn therapeut, dat moet melden, met meldingsplicht, dan zou die dader niet opdagen en zou hij waarschijnlijk verder verkeerde dingen blijven doen.

Voor de dader zelf moet er ook een kans zijn om dat binnen de hulpverlening te houden, op voorwaarde dat alle feiten onmiddellijk stoppen en dat hij honderd procent gaat voor therapie en nakomt wat hem daar wordt opgelegd. Dat gaat dikwijls met een heel team van psychologen enzovoort. Als hij dat nakomt, kan dat onzes inziens perfect binnen de hulpverlening blijven. Als hij dat daarentegen niet nakomt en als hij gevaarlijk blijft voor de maatschappij, dan kunnen wij naar de procureur des Konings gaan.

Een stap verder, als wij dat, zoals in artikel 61, 1° als arts doorgeven aan het vertrouwensartscentrum waar de vertrouwensarts zit; als die mensen, de ouders of intrafamiliaal de ouders, niet gehoorzamen en niet doen wat moet gebeuren in een therapeutische relatie – hier gaan die mensen ervan uit dat die vertrouwensarts een meldingsrecht heeft en geen meldingsplicht zoals het nu is – en als die vertrouwensarts een meldingsplicht zou hebben, dan zou niemand daar in hulpverlening gaan.

Het is toch belangrijk om dat recht mee te nemen in uw conclusies. U gaat heel veel mensen in de hulpverlening en behandeld kunnen krijgen die anders waarschijnlijk zouden blijven voortdoen. Ik denk ook dat dit zeer belangrijk is om mee te nemen.

Nu gaan wij eens kijken naar de attitude van de kinderarts bij mishandeling in het algemeen. 15 % is seksuele mishandeling. Ik heb zelf onder impuls van de Nationale Raad een anonieme enquête gedaan waarop 117 pediaters in Vlaanderen hebben geantwoord. Dat is 20 % van de pediatrie populatie.

Voor een vermoeden doen zij het zeer zelden zelf, ook bij een vaststelling. Bij een vermoeden en een vaststelling maken zij zeer gretig gebruik van het vertrouwenartscentrum, maar toch veel meer bij vaststelling dan bij vermoeden.

Bij een vermoeden wordt de procureur des Konings in 4,6% van de gevallen ingelicht en bij een vaststelling in 13,8%. Wat ook belangrijk is om mee te nemen in uw conclusies, is dat 30% van de artsen die aan deze anonieme enquête

deelnamen, bij een niet te ernstig vermoeden niet weten wat te doen. Dat is toch ook een probleem.

Wij zijn maar enkelen van de vele anderen, maar wij willen de volgende suggestie doen. Wij menen dat deze materie, zowel kindermishandeling als seksueel misbruik, onvoldoende wordt gedoceerd in het onderwijs. Wij hebben bewust gekozen voor de term onderwijs. Dit zou zowel in het lager onderwijs – op een aangepaste manier – als in het middelbaar en het universitair onderwijs bij hulpverleners moeten worden gedoceerd.

Ik geef deze lessen over kindermishandeling aan de universiteit. Voor de les vraag ik altijd aan de hand van een kleine casus wat zij moeten doen. Welnu, er is absoluut geen regel in en iedereen probeert op zijn buikgevoel voort te gaan. Na de les hoop ik dat zij toch een beetje meer conform handelen en proberen die 30% twijfelaars mee te nemen in een duidelijke gerichte houding.

Het is ook in die zin dat de Nationale Raad heel recent een advies “Tussen wet en code” heeft gepubliceerd. Ik raad iedereen aan om de website [www.ordomedic.be](http://www.ordomedic.be) te bezoeken.

Verder zouden wij ook in het algemeen moeten aanmoedigen dat alle minderjarigen de mogelijkheid hebben om afzonderlijk met een arts te spreken. Versta mij niet verkeerd. Wij zetten de kat niet bij de melk. Het gaat hier niet om seksueel misbruik in een gezagsrelatie, maar over kinderen die mishandeld of seksueel misbruikt worden.

Wij hebben een studie gedaan. Ongeveer 1% van de minderjarigen gaat alleen op consultatie. 1 procent van de minderjarigen gaat niet-begeleid door een ouder naar een consultatie. Dat is heel weinig. In sommige landen, bijvoorbeeld Israël en Oostenrijk, gaat het om 8 tot 10%. Dat is bij ons niet ingeburgerd.

Wij hebben daarover in de commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer gesproken met Willem Debeuckelaere en Frank Robben. Er zijn twee mogelijkheden. Ofwel zou de niet-begeleide consultatie van minderjarigen onder het derdebetalersysteem kunnen vallen, zodat de ouders daarvan geen weet hebben en men dus totale confidentialiteit kan bieden, ofwel kunnen zowel de verstrekker als de arts op de elektronische getuigschriften worden geanonimiseerd. Frank Robben van het E-healthsysteem zegt dat dit perfect doenbaar is en ik denk dat die man wel weet waarover hij praat.

Ten tweede, niet alleen alleen op consultatie

komen, maar ook in een privémoment voorzien als ze samen met hun ouders komen. Dat is nu systematisch in 35 % van de pediatrische raadplegingen voorzien, maar wij zouden dat graag naar 100 % hebben en ook ingeburgerd bij de bevolking dat dat een normaal gebeuren is. Als die kleine met zijn moeder of vader bij de arts komt dat er even een afzonderlijk moment voorzien wordt waarop die minderjarige eens kan zeggen wat hem op de lever ligt. Dat kan over alles gaan, maar volledig confidentieel. Ik denk dat dat ook belangrijk is om zaken naar de oppervlakte te brengen, want wij zien als kinderartsen – en huisartsen zien dat ook – welk baken van vertrouwen of welk ankerpunt wij soms als enige zijn voor die kinderen.

Wat ook een belangrijke aanbeveling is, en u heeft dat onlangs met mij vastgesteld in de pers – er zijn een paar gevallen geweest van redelijk misbruik met slechte afloop die, als wij het achteraf bekijken, en achteraf is het altijd gemakkelijk; ik werp niemand een steen – dat er toch al elementen in het dossier aanwezig waren die maakten dat wij er vroeger hadden kunnen op ingrijpen.

Welnu, beste commissieleden, het is perfect mogelijk – met respect voor het beroepsgeheim, de privacy en aan de andere kant de techniciteit en de informatiestromen die wij hebben – om al die gegevens te integreren. Ik zal dat uitleggen. Van elke consultatie – de ouders die hun kinderen misbruiken zijn kampioenen om de zaak te ontlopen door aan *medical shopping* te doen om nergens argwaan te geven, ze gaan eens in hospitaal X, bij huisarts Z, bij pediater Y en nog eens in een ander hospitaal, België is een klein land, men is hier rap van het ene hospitaal in het andere. Welnu, wij zouden kunnen voorzien – technisch is dat mogelijk – dat er van elke raadpleging een kleine nota is van de behandelende arts – huisarts, kinderarts, hoe men dat wil invullen is politiek uw zaak – en aan de andere kant zou elke wachtdienst of elke huisarts van wacht een beroep moeten kunnen doen op wat wij een kerndossier noemen waarin belangrijke nota's staan over de patiënt.

Ik denk dat in het kader van minderjarigen, en om hun fysieke en psychische integriteit te beschermen, zo'n integratie van gegevens een zeer belangrijk licht zou werpen op veel gevallen van kindermishandeling of Munchausen by proxy. Dat is ook een vorm van kindermishandeling maar dat is dat ouders menen dat hun kind ziek is en daarmee overal gaan lopen om eigenlijk zelf de aandacht te krijgen die zij niet hebben. Welnu,

met zo'n systeem zou dat perfect in orde komen.

Waarschijnlijk hebt u nog andere aanbevelingen van andere artsen gehoord. Die heb ik onder de puntjes gemeld.

Tot slot is het belangrijk te weten dat de Nationale Raad uiteraard bereid is om met deze commissie verder te werken. Wij hebben de werkzaamheden via de pers gevolgd. Het is toch een zeer belangrijk initiatief. Wij hebben gezien wat de neerslag van deze commissie tot op heden is. U levert groot werk. Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Ik dank u voor uw toelichting en voor uw suggestie.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik dank de spreker voor zijn exposé. Ik heb nog een aantal vragen, meer bepaald in verband met eventueel seksueel misbruik binnen het beroep.

Zijn er, los van de deskresearch die wij op de eerste of de tweede *slide* zagen, gevallen bekend? Hoe zit het met de praktijk in België? Hoeveel van zulke zaken worden er hier behandeld? En, als deze praktijk voorkomt, hoe gaat men er dan mee om?

**Denis Holsters**: Mijnheer Landuyt, ik wil graag antwoorden op uw vraag.

Wij hebben aan mevrouw Lalieux bepaalde cijfers gegeven, maar die zijn – daar zijn wij heel eerlijk in – voorbijgestreefd. Wij hebben tot vanmorgen nog vragen gesteld aan ik weet niet wie allemaal, en wij zullen aan de commissie een aangepast verslag sturen met de situatie zoals wij die kennen vandaag.

Wij hebben gevraagd hoeveel gevallen er nu bekend zijn. Wij zullen die niet nominatim vermelden, maar we willen dat wel weten. Ook over de gevolgen die daaraan worden gegeven, zijn er verschillende vragen gesteld. Worden die soms in een verzoeningssysteem opgelost? Dat gebeurt zeer zelden. Welke gevolgen worden er normaal gegeven aan bepaalde zaken? Hoe dikwijls worden er zaken medegedeeld aan de gerechtelijke overheid? En ook: zijn er gevallen waarin u van de gerechtelijke overheid een bepaalde mededeling hebt gekregen, en waaraan gevolg is gegeven? Die gevallen bestaan namelijk ook.

Aangezien dat allemaal zeer recente zaken zijn, waren wij wat gepakt door de tijd. We hebben daar nog geen nota van kunnen maken die

vertaalbaar is voor de commissie, maar we zullen dat doen, een van de volgende dagen. Volgende week, veronderstel ik, moeten ze het materieel kunnen oplossen.

Les chiffres qui vous ont été communiqués étant quelque peu dépassés, nous allons faire une nouvelle note, pour compléter celle que nous vous avons envoyée et vous donner une vue plus générale de l'affaire et de la situation aujourd'hui. Parmi les affaires que vous allez recevoir, un certain nombre sont restées sans suite ou sont en cours. Il faut tenir compte de tout cela. Il y a différents cas de figure: les non-lieux, les disciplines avec acquittement ou condamnation, les affaires en cours. Nous essayons d'en dresser un schéma que nous vous enverrons en complément de ce que nous vous avons envoyé auparavant. Mais nous n'avons pas encore eu le temps de le faire.

La **présidente**: Vous aviez déjà eu les premiers chiffres de l'Ordre des médecins; je les avais fait transmettre. Je ne veux pas vous précipiter, mais comme nous entamons la fin de nos travaux, nous aimerions avoir votre relevé pour le début de la semaine prochaine.

**Denis Holsters**: Nous allons faire des efforts.

La **présidente**: Je vous en remercie. Cela nous permettra d'avoir des chiffres dans notre rapport.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Daarop aansluitend: het fenomeen bestaat, maar is nog niet goed in kaart gebracht. Het zal wel enige cijfers opleveren als er gewerkt is om de cijfers bijeen te krijgen. Zoals u zo mooi hebt uitgelegd is er in een scenario voorzien in het geval dat men geconfronteerd wordt met minderjarigen en seksueel misbruik. Is er ook in een scenario voorzien of zijn er ook richtlijnen in het geval dat een dokter geconfronteerd wordt met seksueel misbruik in de relatie dokter-patiënt van een ander?

**Denis Holsters**: Van een andere dokter?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ja. De vraag is: hoe zijn de richtlijnen binnen jullie beroepsgroep om daarop in te gaan?

**Denis Holsters**: Ik laat even het woord aan professor Deneyer.

**Michel Deneyer**: Dat is dus hetzelfde als een andere geneesheer dat zou melden. Als we op dat ogenblik over ernstige feiten zouden beschikken – weeral hetzelfde scenario: ernstige feiten die we

niet kunnen stoppen – en als die arts ook niet bereid is, dan kan ofwel het minderjarige slachtoffer – want minderjarigen zijn dikwijls veel mondiger – klacht neerleggen bij Justitie, bij de orde. Dat kan altijd. Ofwel moet dan zelf, uit hoofde van die arts die de klacht verneemt, bij de procureur des Konings klacht neergelegd worden. Dus we hebben daar ook weer ‘ernstig’ en het subdiariteitsprincipe. Maar wij hebben, eerlijk gezegd, daarover geen adviezen gegeven.

Dus die cijfers die u de eerste keer gekregen hebt van onze voorzitter, die zijn wat aangedikt. Grosso modo, zonder voor te lopen op het verslag, is het ongeveer het volgende. Als er 45 000 artsen zijn gedurende 50 jaar – daarover gaat die volledige résumé – dan zou dat 1 op 1 000 op 50 jaar zijn. Dat is dus zeer klein. U kunt daar dus zeer moeilijk statistieken op doen. Uit wat er aan de oppervlakte komt op de Nationale Raad, wisten wij dat dat zeer klein was. Wij hebben daar nooit zwaar op gewerkt, op die thematiek. Die is pas aan de oppervlakte gekomen met het seksueel misbruik in de Kerk.

**Denis Holsters:** De vraag van mijnheer Landuyt ligt, denk ik, ergens anders. Hij wil weten of er een verschil bestaat tussen de dader/dokter en de dader/niet-dokter. Want u zegt: hoe zou hij oordelen als hij iets weet van een collega-dokter?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Echt, nee. Dit intentieproces hoeft niet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De bedoeling is de volgende. Wij mogen ons niet beperken tot seksueel misbruik in gezagsrelaties binnen de Kerk. Een van de conclusies van professor Adriaenssens was dat het fenomeen zich naar andere beroepssectoren kanaliseert. Een beroepssector waar letterlijk een zekere invloed bestaat op het menselijk lichaam, op de persoon, is de medische wereld.

Ik zeg u meer dat ik vanuit een andere ervaring, vanuit mijn beroep als advocaat, geconfronteerd word met mensen die een probleem hebben waarvan ze niet weten of het nog te maken heeft met de therapie of niet. Zij voelen zich toch wel bedreigd en er zijn waarschijnlijk gevolgen. Men is gelukkig voorbereid om gevaarsituaties bij minderjarigen te bekijken. Onze zorg is echter ook wat men doet met mensen die rondlopen met een probleem en die het als volwassene hebben meegemaakt of volwassen zijn geworden tijdens de verwerking of de poging tot verwerking van het probleem. Ze komen bij een dokter. De dokter stelt vast dat hier iets abnormaals is gebeurd. Dan

is de vraag wat men doet. Ik heb al begrepen uit het antwoord dat, als het gaat om een meerderjarige persoon, meerderjarig geworden of als meerderjarige meegemaakt, en het enige tijd geleden is, men stelt dat er geen gevaar meer is en dat men niets doet.

**Michel Deneyer:** Die persoon kan altijd zelf klacht indienen, zowel bij de Orde als bij het parket.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De eerste de beste bisschop heeft ons dat ook uitgelegd. Onze vraag is hoe we omgaan met de verwittiging van professor Adriaenssens en anderen dat het fenomeen zich zou kunnen verplaatsen naar andere sectoren. Vergeet de dokter, maar hoe gaat een dokter om met een confrontatie met een persoon die een probleem heeft waarbij men ziet dat het te maken heeft met seksueel misbruik in een gezagsrelatie, van een dokter of van wie dan ook? Onze vraag is hoe de praktijk vandaag is in de omgang? Hoe gaat men ermee om als men ontdekt dat er zwaarwichtige feiten zijn gebeurd? Het antwoord dat ik nu hoor is dat er geen gevaarsituatie is en dat men het in een gevaarsituatie zelf mag beslissen. Is dat de situatie?

**Walter Michielsen:** Concreet gaat uw vraag dus over een patiënt die vroeger het slachtoffer geweest is van seksueel misbruik en die daar een tijdlang niet over gesproken heeft en dat op een bepaald ogenblik aan zijn arts vertelt?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Of de arts ontdekt het.

**Walter Michielsen:** Of de arts ontdekt het, ja. Op dat ogenblik moet inderdaad een en ander worden ingeschat – het gaat immers over het verleden –, rekening houdend met de ernst van de zaak en met het risico op hervallen. Dat zijn factoren die alleszins in overweging moeten worden genomen. Dan wordt het natuurlijk een afwegen.

**Denis Holsters:** Mijnheer Landuyt, de moeilijkheid is, wanneer ik de situatie goed inschat, dat het actuele gevaar voor minderjarigen mij groter lijkt dan het concrete voorbeeld dat u geeft. Artikel 458bis, dat ook van het Parlement komt, heeft dat zeer beperkt. Het artikel bepaalt immers dat er een gevaar moet zijn en dat er geen andere oplossing mag bestaan.

Uw geval lijkt mij dus een minder doorwegend geval dan het misbruikte kind. Voor het misbruikte kind, dus het zwaardere geval, wordt in de wet bepaald dat het kind gevaar moet lopen en dat er

geen andere oplossing mag zijn.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is ons punt, waarvan akte. Zoals de wetgeving nu is geformuleerd, verplicht zij u te weinig de vraag te stellen, als u met meerderjarigen te maken hebt. Dat is dan een duidelijke boodschap die op de *slides* mocht staan.

**Michel Deneyer**: Dat is juist. Het beroepsgeheim is één zaak. Echter, indien de patiënt zelf, nadat de kwestie is besproken, het vehikel is dat belet om klacht in te dienen bij Justitie of bij de Orde, dan schenden wij ons beroep. Wij kunnen ons niet achter ons beroepsgeheim verstoppen, indien de patiënt meerderjarig en mondig is en de arts de problemen, nadat hij ze duidelijk aan het licht heeft gebracht, met de betrokkene heeft verwerkt en ze hem heeft laten uitspreken, en hij dus volledig heeft gehandeld zoals het moet. Dan staat niets in de weg en doen wij niets verkeerd met ons beroepsgeheim, om aan de patiënt zelf als volwassen wezen aan te geven dat hij klacht kan indienen. Dat gebeurt immers. Wij moeten de mensen helpen.

Wij doen echter eerst de therapie. Anderzijds kan de patiënt zelf ... Dat is geen schending van het beroepsgeheim.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik ga even terug naar de medische sector.

U stelt vast dat een patiënt bij een bepaalde dokter is geweest. U hebt met betrokkene een gesprek gevoerd en hem erop gewezen dat hij de feiten beter zou aangeven. In uw hoedanigheid van dokter hebt u dan enige kennis over een collega die er toch wel eigenaardige praktijken op nahoudt.

Wat doet u in het kader van de preventie met voormeld gegeven?

**Walter Michielsen**: Maakt het een verschil uit of het gaat om een dokter of om iemand anders?

La **présidente**: La question est la suivante: si un médecin est soupçonné d'abus sexuels sur un de ses patients, quelle est l'attitude de l'Ordre envers l'un des siens?

On comprend votre attitude lorsqu'un enfant se présente à une consultation et que vous avez l'impression qu'il y a eu abus sexuel. Nous connaissons les possibilités qui sont les vôtres.

Dans ce cas-ci, ce serait un médecin qui serait l'auteur des abus. Quelle serait votre attitude?

**Denis Holsters**: La situation doit être la même. Il ne peut pas y avoir de différence. Je dois vous avouer que je suis à l'Ordre des médecins depuis 21 ans et je n'ai connu qu'un seul cas pour lequel il y a eu une telle plainte. Il y avait encore eu un problème avec la violation du secret médical. La justice l'a acquitté.

Mijnheer Landuyt, ik heb speciaal eraan gedacht de code mee te brengen en te uwer beschikking te stellen, omdat ik de indruk heb dat de code breder is. De code houdt natuurlijk rekening met de wet. U zult daarin dus de tekst van de wet praktisch terugvinden, maar hij is breder dan dat. Het gaat bij ons niet alleen over kinderen. De heer Michielsen is geriater. Wij hebben ook met oudere mensen te maken. Het gevolg dat u aanhaalt, begrijp ik niet goed. Volgens mij mag er geen verschil zijn.

Dans le contexte rappelé par Mme la présidente, il ne peut y avoir de différence selon que l'auteur des faits est médecin ou pas.

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik denk dat ik op dezelfde lijn zit als de heer Landuyt. De vraag is, als een dader een dokter is, naar analogie van een pastoor die ook dader is geweest, hoe de Orde optreedt tegen die persoon? De heer Landuyt zal mij bijtreden en ik denk dat de voorzitter ook in die richting gaat.

Nu hoor ik, als ik het goed begrepen heb, dat u maar kennis hebt van één klacht op twintig jaar, terwijl bijvoorbeeld professor Adriaenssens dat niet gelooft en terwijl ik dacht dat wij in deze commissie al minstens drie of vier dossiers door procureurs hebben horen aanhalen – daar kan ik mij echter in vergissen – waarin duidelijk was dat een dokter betrokken dader was. De vraag is hoe de Orde dan optreedt dan tegen die al dan niet veroordeelde maar alleszins beschuldigde dokter? Gaat u dan over tot schorsing?

**Denis Holsters**: Er is een misverstand. Ik had de vraag van de heer Landuyt begrepen als een aangifte van een dokter ten opzichte van een andere dokter.

**Raf Terwingen** (CD&V): De relevantie is niet wie de aangifte doet.

**Denis Holsters**: Daarom heb ik gezegd dat ik zo één geval ken. De gevallen die u aanhaalt zijn waarschijnlijk niet allemaal aangebracht door een

dokter, die zijn aangebracht door een derde. Dat is natuurlijk verschillend. De vraag was wat de houding was van een dokter ten opzichte van zijn collega-dader. Zo kennen wij maar één geval.

**Raf Terwingen** (CD&V): Ja, maar dat is ook niet de kern van de vraag.

La **présidente**: La portée de la question est celle-ci: vous avez un médecin qui est en même temps auteur d'abus sexuels. Nous avons vu dans vos statistiques qu'il s'agissait de relations sexuelles, si j'ai bien compris. Ce sont peut-être des relations consentantes, mais je n'en sais rien. Mais, lorsqu'un soupçon pèse sur un médecin, agissez-vous avant qu'il y ait condamnation ou bien l'Ordre des médecins le laisse-t-il encore – s'il s'agit d'un pédiatre - recevoir des enfants? Quand une instruction est ouverte à l'égard d'un médecin, agissez-vous préventivement au moyen de mesures disciplinaires suspensives?

**Denis Holsters**: Mais c'est tout à fait différent! Vous parlez de prévention. Elle ne se trouve nulle part chez nous; nous n'avons aucun moyen de prévention.

La **présidente**: Non, je vous parle du moment où c'est l'un des vôtres. Quand c'est un médecin qui est soupçonné d'être l'auteur d'abus sexuels et qu'une information ou une instruction est ouverte à son égard, mais sans qu'il y ait déjà une condamnation, avez-vous la possibilité de prendre des mesures suspensives et disciplinaires pour éviter, le cas échéant, une récidive ou d'autres victimes?

**Denis Holsters**: Madame, des dizaines sont en instruction, mais on ne peut pas prendre de mesures préventives; cela n'existe pas. Vous pouvez nous en donner la possibilité. C'est à vous...

La **présidente**: Non, non, il y a du droit disciplinaire qui permet, dans des administrations, de prendre des mesures suspensives. Je me demandais si, dans votre droit, dans votre code, vous aviez des possibilités d'agir.

**Marc Nollevaux**: Madame, on peut prévenir, adresser un avertissement. Il y a des sanctions mineures et des sanctions majeures. On parle surtout des sanctions majeures, qui sont relativement importantes. Si vous regardez les documents, il y a des suspensions d'un an ou deux, qui sont ramenées par la commission d'appel à moins. Chez nous, en tout cas, j'en connais deux ou trois qui ont été radiés *a divinis* si

l'on peut dire.

Maintenant, pour répondre à votre question, il y a l'avertissement, la censure qui met en garde le médecin en question. Mais j'estime que c'est tellement grave qu'on passe à une sanction. Mais c'est possible aussi.

La **présidente**: D'autres voulaient réagir; ensuite je donnerai la parole à M. Terwingen.

**Denis Holsters**: Mijnheer Landuyt, de enige preventieve mogelijkheid zit niet bij ons. De enige maatregel die in de wet bestaat, is het intrekken van het visum, voorlopig of definitief, door de geneeskundige commissie, die afhangt van het departement Volksgezondheid. Daar zou een mogelijkheid zitten in de actuele toestand. Er zijn heel wat gevallen van seksueel misbruik die in onderzoek zijn. Daarvoor zijn al heel wat dokters gestraft, maar preventieve maatregelen hebben wij niet, tenzij de Provinciale Geneeskundige Commissie zou tussenkomen. Dat is het enige wat mogelijk is.

**Michel Deneeyer**: Mevrouw de voorzitter, in de interfase, tussen de aanmelding en de uitspraak, doen wij het volgende. Ik ben voorzitter geweest van de Provinciale Raad van Brabant. De sanctie zit op provinciaal niveau. De Nationale Raad is zowat het parlement. Als wij daarvan weet hebben – de klachten komen via brief, telefoon of zelfs e-mail – dan kunnen wij voor zoiets ernstigs onmiddellijk, via ons dagelijks bestuur – daarin is voorzien – het bureau bijeenroepen en kunnen wij die arts zeer vlug oproepen in een onderzoekscommissie.

Ik heb die klachten nooit gehad, maar wel andere zaken, zoals zware misdrijven. Als men hen roept en confronteert met die zaak, dan worden zij daar zeer klein van. Wij zetten dan onmiddellijk onze raad in gang. Zeer vlug, op een maand of twee tijd, kunnen wij daarover een uitspraak doen, op alle stukken. Die man kan daartegen natuurlijk in beroep gaan. Het beroep is opschortend. Dat staat zo in de wet. Dat hebben wij niet bepaald. Wij hebben er altijd voor gepleit om dat in de nieuwe regeling van de Orde af te schaffen, want anders kan dat verder gaan.

Wij roepen hen zeer snel. Het bureau komt daarover bijeen. De raad komt daarover bijeen. Alles wordt eraan gedaan om hen binnen zeer korte tijd te vonnissen.

**Walter Michielsen**: Zolang hij niet gestraft wordt, (...)



**Michel Deneyer:** Zolang hij niet gestraft wordt, kan men hem niet beletten te werken.

**Walter Michielsen:** Mevrouw de voorzitter, ik wil in het bijzonder onderstrepen dat, wat betreft de provinciale raden die het tuchtrechtelijk disciplinair onderzoek voeren, zij daarmee al kunnen starten vooraleer er eventueel een gerechtelijke uitspraak is. In een aantal gevallen wachten wij het gerechtelijk dossier af, omdat in het systeem van een provinciale raad ook een onderzoekscommissie bestaat, maar die heeft natuurlijk niet de politionele bevoegdheid zoals het gerecht die natuurlijk heeft.

Vandaar dat ik nog eens wil beklemtonen dat de enige mogelijkheid om preventief op te treden erin bestaat het visum in te trekken door de provinciale geneeskundige commissie, afhankelijk van Volksgezondheid. Dat kan in principe zeer snel gebeuren. Dat is de enige mogelijkheid.

Ik zou daarop nog even willen doorgaan. Ik heb namelijk de indruk dat er over verschillende zaken gesproken wordt.

Daarstraks heeft de heer Landuyt ook gesproken over zaken van vroeger, en bij een volwassene. Ik spreek nu niet over de kindermishandeling, want dat is iets anders, maar bij een volwassene die handelingsbekwaam en oordeelsbekwaam is, moet men als arts zeggen: geef dat zelf aan bij het gerecht of bij de orde. Dat is hetzelfde probleem als wat collega Deneyer aanhaalde toen hij sprak over de 61/2. De orde gaat daarin verder en er worden ook andere risicogroepen in vermeld. Daarin zit bijvoorbeeld ook de ouderenmishandeling, de *elder abuse*. Exacte cijfers daarover bestaan er niet, maar het zijn zaken die niet onderschat mogen worden.

Wat is de praktijk, als men geconfronteerd wordt als arts met een geval van ouderenmishandeling? Dat kan ook aangegeven worden. Onze code schrijft ook voor dat best eens overleg gepleegd wordt, met de arts en de patiënt, samen met de familie.

Wij stellen echter vast dat een niet onbelangrijk aantal patiënten zegt niet te wensen dat het wordt aangegeven. Het zijn dan soms mensen die in een thuissituatie bij een van hun kinderen verblijven, en er gebeuren allerlei zaken mee, zoals lichamelijke mishandeling, voedselonthouding, financiële druk en dergelijke. Toch wensen zij niet dat er daarover klacht neergelegd wordt want als die zaken dan

voorkomen, geraken zij immers in een nog moeilijkere situatie. Daarmee moet allemaal rekening worden gehouden. Als arts zit je dan toch wel in een zeer moeilijke positie. Ik spreek dan over ouderen die wilsbekwaam en handelingenbekwaam zijn. U mag niet denken dat alle ouderen dement zijn. Het is dus toch wel een moeilijke positie wanneer de patiënt het u verbiedt om aangifte te doen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik wil even op laatstgenoemd punt terugkomen.

Het is het probleem van vele hulpverleners, zelfs van bepaalde pastoors. Wanneer iemand het gerezen probleem komt melden of wanneer de arts van het probleem weet heeft, maar de betrokkene uitdrukkelijk zegt dat hij niet wil dat er gerechtelijke maatregelen worden getroffen, is er een probleem. In voorkomend geval moet de discussie binnen onze commissie gaan over de vraag op welke manier wij met zwijgrecht, meldingsrecht of meldingsplicht omgaan. Dat is die discussie. Ik heb de indruk dat een meldingsrecht van de arts hem of haar in dat geval eventueel in staat zou kunnen stellen om voor andere slachtoffers bedreigende situaties open te stellen. De discussie ter zake is echter gevoerd.

Ik wil het volgende even aanstippen. Mevrouw de voorzitter, ik zal het niet lang trekken. Ik stel vast dat de Orde zelf tegenover leden van de Orde – de geneesheren – geen maatregelen treft. Wij hebben, volgens mij terecht, de Kerk heel kritisch bekeken. Wij hebben de Kerk immers verweten dat er in sommige gevallen niet is opgetreden tegen pastoors, die daarna in functie bleven.

Ik maak gewoon even de vergelijking, omdat u hebt verklaard dat de Orde niets kan doen tegen een arts ... Ik zal het gewoon even hernemen, omdat dit het gevoel was dat binnen de commissie heerst. Ik had het gevoel dat u opperde dat een arts, waarvan de Orde, via welke weg dan ook – gerechtelijk, intern of via via – te weten komt dat er iets aan de hand is en dat de arts in kwestie van bepaalde seksuele misdrijven verdacht is, niet kan worden aangepakt. Het maakt mij op zich niet uit of het misdrijven tegen kinderen of volwassenen betreft. Ik kan mij bijvoorbeeld in een psychiatrische relatie inbeelden dat seksuele misdrijven tegen volwassenen evenzeer gebeuren, omdat er ook daar een gezagsverhouding is. Ik had het gevoel bij uw uitleg dat, enerzijds, een aantal van uw professoren-doktoren zeiden dat de wet hen niets toelaat en zij dus niets kunnen doen.

**Denis Holsters:** Preventief.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik heb het over het preventieve. Het preventieve is ook geweest dat wij van de Kerk weten dat op sommige momenten preventief tegen pastoors is opgetreden, door ze over te plaatsen. Ik hoor nu dat de Orde van de geneesheren blijkbaar zelfs voornoemde mogelijkheid niet heeft. Ik hoor dat nu.

**Denis Holsters:** Juist.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik hoor ook dat er wel zoiets als de Provinciale Geneeskundige Commissie bestaat, die – zoals ik u, mijnheer de professor, heb horen verklaren – kan vonnissen. U hebt verklaard dat er van de Provinciale Geneeskundige Commissie een bepaald vonnis kan komen.

**Denis Holsters:** Om in België de geneeskunde te mogen uitoefenen moet de betrokken arts over een visum beschikken. Alleen de provinciale geneeskundige commissies zijn bevoegd om een visum (tijdelijk of definitief) in te trekken.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik had gehoord dat er van de Provinciale Geneeskundige Commissie een bepaald vonnis zou kunnen komen. Zo is dat daarnet gezegd, tenzij ik een en ander verkeerd heb begrepen. In dat geval wil ik mijn woorden intrekken.

Ik stel mij desgevallend de vraag wat het vonnis kan inhouden. Het gaat dan over de intrekking van het visum.

Een en ander betekent echter – u hebt zelf opgemerkt dat, zolang er een beroep tegen de bewuste maatregelen komt, er een schorsing van de getroffen maatregel is – dat een arts niet kan worden beschermd, anders bijvoorbeeld dan een pastoor, die blijkbaar wel door de kerkelijke overheid op een of andere manier kon worden beveiligd. Wanneer het niet gebeurde, was dat heel erg. Het is in bepaalde gevallen echter wel gebeurd, soms misschien nog te weinig. Ik wil de kerk hier niet verdedigen. De Orde heeft voormelde mogelijkheid echter niet.

**Denis Holsters:** Ik zal even proberen het onderscheid duidelijker te stellen, want ik denk dat daar misverstanden over bestaan. Wij hebben geen enkele preventieve macht. Dat hebt u zeer goed begrepen. De geneeskundige commissie maakt geen vonnissen, ze verleent het visum om in België de geneeskunde te kunnen uitoefenen.

Tot voor enkele jaren konden die ook geen preventieve maatregelen nemen, maar dat heeft de wet veranderd. Nu kan de provinciale geneeskundige commissie een visum intrekken, met dien verstande zelfs dat een beroep niet schorsend is. Als de geneesheer in beroep gaat, blijft hij dus nog altijd zijn visum kwijt. Bij de provinciale geneeskundige commissie kunnen ze dus een zeer drastische maatregel nemen.

Wat gebeurt er nu bij de Orde? Wij kunnen niet preventief optreden maar dat is het ergste niet. Er zijn heel veel dokters die komen in discipline voor zedenmisdrijven. U zegt ze kunnen nog in beroep gaan. Wel mijnheer, ze kunnen in beroep gaan, ze gaan in cassatie, in een op de tien gevallen winnen ze in cassatie en moet het terug behandeld worden in beroep. Dat loopt jaren. Gedurende al die jaren kunnen wij – tenzij u ons daar de mogelijkheid voor zou geven – totaal niets doen. Die man blijft gewoon zijn praktijk uitoefenen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Tenzij de geneeskundige commissie op dat ogenblik preventief de vergunning heeft ingetrokken. Mevrouw de voorzitter, voor mij is dat nog altijd niet heel duidelijk. Ik probeer dat zo duidelijk mogelijk te maken. Misschien is het de andere commissarissen duidelijk, dan is het goed voor mij.

**Michel Deneeyer:** Er is wel een groot probleem met het preventief woord van de heer Terwingen. Als er iets gebeurd is, is het niet meer preventief, dan is het doen stoppen. Dan is er al wel iets gebeurd. Preventief wil zeggen dat het nooit meer zou kunnen plaatsvinden. Ik denk dat daar een woordverwisseling is. Ik zeg van preventief voor de Provinciale Raad, want dat is ook niet duidelijk, ik spreek nu van de tuchtorganen van de Orde, niet die Provinciale Geneeskundige Commissie waarover onze voorzitter het had. De Provinciale Raad van de Orde der Geneesheren, eens er een zaak – maar dat is niet meer preventief – aan het licht komt of er zware vermoedens zijn, kan men – dat is de fijnheid van de voorzitter met zijn bureau om zeer snel te handelen omdat wij geen andere mogelijkheden hebben – onmiddellijk de onderzoekscommissie in gang te zetten en die onmiddellijk disciplinair voor de raad zien. U zult aan de cijfers die we al gegeven hebben zien dat de Provinciale Raad daar niet mals is geweest. Daar zijn volledige schrappingen gebeurd, daar zijn zware straffen uitgesproken van maanden, ook financieel.

Als men hoger gaat dan 15 dagen schorsing, dan

verliest men als geconventioneerde arts vandaag 4 000 euro. Dat is ook niet om te lachen. Dat is misschien niet in verhouding met het gebeuren. De provinciale raden hebben daar zwaar gestraft, in sommige gevallen, navenant de ernst van de feiten, maar dan is het al gebeurd. Preventief kunnen wij niet optreden. Dat is onmogelijk, dus voor er iets gebeurd is.

**Denis Holsters:** De heer Deneyer heeft gelijk. Het woord preventief hebben wij beiden slecht gebruikt. Het gaat over voorlopige maatregelen.

Ce ne sont pas des mesures préventives, ce sont des mesures provisoires.

Wij kunnen niemand beletten te werken, zolang hij niet definitief is veroordeeld en dat kan met de huidige stand van zaken jaren duren. U kunt ons voorlopige maatregelen met een niet-schorsend karakter laten gebruiken, maar dat is iets wat niet aan deze kant wordt beslist maar aan die kant.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Wie neemt het initiatief omtrent het visum dat door de Provinciale Geneeskundige Commissie kan worden ingetrokken? Kunnen de Orde en de Provinciale Raad, nadat zij kennis hebben genomen van ernstige feiten op een of andere wijze verkregen, de Provinciale Geneeskundige Commissie ertoe brengen om het nodige te doen en het visum onmiddellijk te zien intrekken? Wordt dat door de Orde gedaan?

Wacht de Orde der Geneesheren, indien die kennis krijgt van ernstige feiten en weet heeft van een strafonderzoek of een gerechtelijk onderzoek, het einde van de procedure af alvorens de onderzoekscommissie aan het werk te zetten en over te gaan tot het nemen van een disciplinaire maatregel? Of doet die onmiddellijk het nodige, zodra er voldoende aanwijzingen zijn van ernstige schuld, dus het gelasten van de onderzoekscommissie, het eventueel inzage in het strafdossier vragen zodat men het dossier kan stofferen, en het onmiddellijk tot disciplinaire maatregelen overgaan?

Er bestaan voorlopige maatregelen, die eigenlijk een preventief gevolg kunnen sorteren. Bestaat er dan geen enkele mogelijkheid voor de Orde op dit ogenblik? Kunt u zelf uw reglement aanpassen, zodat het wel zou kunnen?

**Denis Holsters:** Neen. Ik zal eerst antwoorden op uw tweede vraag. Er is geen enkel beletsel, geen enkele interruptie van het ene recht naar het andere. Wij mogen ons helemaal niet inlaten met het strafrechtelijke van de zaak.

Wij kunnen iemand onmiddellijk veroordelen, ongeacht wat het gerecht ermee doet. Zelfs indien het gerecht de veroordeelde vrijspreekt, kan hij nog altijd door ons worden gestraft. Wij moeten ons alleen houden aan de feiten van het gerecht, niet aan de beslissingen.

Wat de Provinciale Geneeskundige Commissie betreft, ligt de zaak een beetje moeilijk. U vraagt of wij dat kunnen doen. Wij kunnen dat inderdaad doen, maar dan vergeet u dat er nationaal en internationaal een enorm principe bestaat, namelijk wie niet veroordeeld is, is onschuldig.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U zegt dat zodra u voldoende gegevens of aanwijzingen van schuld hebt, u uw onderzoekscommissie installeert.

Die zal eventueel inzage vragen van het strafdossier, waarin de feiten niet betwistbaar vaststaan. De betrokken geneesheer wordt door de onderzoekscommissie gehoord en bekent de feiten, omdat hij ze niet kan betwisten. In een dergelijk geval geldt nog altijd dat vermoeden van onschuld, maar pleiten de feiten tegen hem.

Wanneer u wordt geconfronteerd met een eventuele bekentenis van een arts-dader of wanneer de feiten onbetwistbaar zijn, zet u dan de Provinciale Geneeskundige Commissie aan het werk, waar de arts zich ook zal kunnen verdedigen?

**Denis Holsters:** Wie beslist dat het onbetwistbaar is?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Als er een bekentenis is.

**Denis Holsters:** Een bekentenis is geen vaststaand bewijsgegeven in het Belgisch recht. Helaas.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Ik ben een andere mening toegedaan.

**Denis Holsters:** U bent het beste geplaatst om ons te helpen om die moeilijkheden te overbruggen. U bent daarvoor allemaal het beste geplaatst. Geef ons de mogelijkheid om sommige zaken te doen die wij niet kunnen doen en ik verzeker u dat wij u daarin in de mate van het mogelijke zullen helpen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U weet toch dat een buitengerechtelijke bekentenis ook een bewijsmiddel is?

**Denis Holsters:** Als magistraat heb ik gevallen gehad waarin iemand bekende en nadien niet de dader bleek te zijn. De advocaten in deze zaal moeten ook wel dergelijke gevallen kennen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Eerlijk gezegd, ik hoor hier dingen die ik niet had verwacht. Ik zou bijna met een boutade kunnen zeggen dat de situatie bij uw Orde minstens nog gevaarlijker lijkt te zijn dan de situatie in de Kerk. Dat klinkt heel hard maar dat is mijn gevoel. Ik zeg u gewoon wat mijn gevoel is.

Ik wil nog even heel duidelijk recapituleren. Dat is belangrijk voor ons verslag, dat eraan zit te komen. De Orde kan niet voorkomen dat een arts die zelfs bekend heeft – en dan heb ik het niet over de al dan niet bewijskracht; ik wil daar niet over discussiëren; ik ben ook advocaat dus ik ken de principe van het strafrecht wel enigszins – verder zijn dokterspraktijk uitoefent. Het enige wat kan gebeuren, is dat op een of andere manier – daar is het antwoord ook nog niet gevolgd op de vraag van mevrouw Van Cauter – de provinciale commissie de vergunning, het visum intrekt. Dat staat echter los van uw Orde. Er is ook geen interferentie dat uw Orde dat meldt aan die Provinciale Geneeskundige Raad.

**Denis Holsters:** Dat kan.

**Raf Terwingen (CD&V):** Dat zou kunnen. Dat stel ik vast.

Ik heb het woord gevaarlijker gebruikt. Het adjectief dat meer gepast zou zijn in dit geval, zou ook schrijnender kunnen zijn. Ik denk dat mijn collega's misschien nog wat vragen zullen stellen.

In hoeveel gevallen is er dan toch zo'n voorlopige schorsing gebeurd? Ik durf het bijna niet te vragen, omdat ik vrees dat dat niet is gebeurd. Er zijn nochtans beduidend veel dossiers en de magistraten weten heel goed dat een aantal gerechtelijke procedures, onderzoeken lopende zijn tegen geneesheren. Ik moet dus vaststellen dat die geneesheren waarschijnlijk al die tijd hun job verder hebben kunnen uitoefenen, of dat u als Orde daar minstens geen stokje heeft kunnen voor steken.

**Denis Holsters:** Ja, u hebt dat heel goed begrepen.

**Michel Deneayer:** Mijnheer Terwingen, de analogie met de Kerk is niet gepast. Als ik als voorzitter, vroeger, van de Provinciale Raad

kennis had gehad van een geval en ik had dat zelf opgelost, alleen, als bisschop en die weggestuurd, alleen, zonder mijn raad, zonder die procedure en zonder die tuchtrechterlijke procedure, die tot zware straffen op het niveau van de Provinciale Raad heeft geleid, had ik dat zelf allemaal geregeld, zonder daarover de procedures te volgen, dan had ik als de bisschop kunnen zeggen: die gaat weg, en die dit en die dat. Dat is nooit gebeurd! Nooit! Dat kan ook niet.

**Raf Terwingen (CD&V):** Dat begrijp ik heel goed, omdat een bisschop die macht wel heeft en zou hebben in het kader van het kerkelijk recht.

La **présidente:** On va laisser M. Deneayer répondre à la question, vous l'interpellerez à nouveau ensuite.

**Michel Deneayer:** Die heeft niemand ooit gebruikt en er is nooit iets weggemoffeld van de klachten die ontvangen werden. Bovendien, alle sancties – en die zijn zwaar; in het eerste rapport kunt u dat al zien, maar in het volgende rapport verschijnen de cijfers – zijn doorgegeven. Ik heb het over meer dan een verbale schorsing, dus een berisping of een waarschuwing, wat zeer licht is. Al de rest, met een schorsing van het beroep van zelfs een dag, is doorgegeven aan het parket. En dan belet er niets nog die mensen om, als het alleen langs de Orde was gekomen en niet parallel, toch ook op te treden.

Dus in feite is de cirkel wel redelijk gesloten bij ons, maar wij hebben door KB 78 en 79 op de Orde, spijtig genoeg niet de macht om meer directe maatregelen te treffen doordat er opschorting is van beroep. Wij kunnen ook niet sneller gaan dan snel; het moet ook nog een recht blijven en niet met de natte vinger. Die mensen moeten ook gehoord en beoordeeld worden. Maar daar heeft de wetgever in de tijd, in '67, ons de macht niet gegeven en dat is heel spijtig. Maar zoals bij de Kerk, het wegmoffelen, dat is nooit of nooit gebeurd en dat kan ook niet gebeuren.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik wil nog even interveniëren. Ondertussen weten we wat de verhouding is binnen de Kerk en wat het kerkelijk recht toestond aan de bisschoppen. Ik besef duidelijk dat het zo niet is. Ik maak geen enkel persoonlijk verwijt aan wie dan ook hier aanwezig. Ik ben gewoon samen met u op zoek naar de vaststelling dat er niet door de Orde kan worden geschorst.

U hebt gesproken over wegmoffelen. Zelfs dat woord heb ik nog niet willen suggereren en wil ik

niet suggereren, want ik weet dat het niet gebeurt. U spreekt over 'wegmoffelen door de Kerk', ik weiger te spreken over wat dan ook wegmoffelen bij de Orde van Geneesheren. Ik ben samen met u aan het zoeken naar een oplossing om misschien toch te kunnen komen tot een schorsing van een geneesheer indien er duidelijke aanwijzingen zijn dat zoiets gebeurt. Waarom? Om die slachtoffers te verdedigen. Dat is het enige wat ik wil.

**La présidente:** Comparaison n'est pas toujours raison!

J'aimerais qu'on entende ce que nous disent les personnes en face de nous. Il y a une différence entre l'Ordre tel quel et la commission provinciale qui peut prendre des mesures provisoires.

Pour que ce soit clair pour tout le monde, je souhaiterais que des procédures écrites soient transmises à la commission sur ce que peut faire la commission provinciale en matière de mesures provisoires et sur ce que peut faire ou plutôt ne pas faire – car c'est quasiment rien! – l'Ordre des médecins en tant que tel.

Si j'ai bien compris, il y a une différence. Dites-moi si je me trompe!

**Denis Holsters:** Madame Lalieux, c'est la raison pour laquelle je vous ai apporté les réglementations dans lesquelles vous trouverez les pouvoirs des commissions médicales de l'Ordre des médecins ainsi que le code.

Dans ces deux brochures, vous trouverez l'arrêté de 1978 qui règle les commissions médicales provinciales et l'arrêté de 1979, qui règle l'Ordre des médecins. Il suffit de comparer les deux textes.

Mijnheer Terwinghen, u hebt in mijn ogen gelijk, de toestand bij ons is erger dan bij de Kerk, want zij kunnen wel voorlopige maatregelen nemen en dat kunnen wij niet. Ik heb voor alle zekerheid even professor Michielsen geraadpleegd, maar ik zal u in verband met de vraag van de dame die voor u zit even het volgende zeggen. Stel u voor dat in een hospitaal een geneesheer verdacht wordt van zedenfeiten en dat het hospitaal hem aan de deur zet. Die man kan in de huidige stand van zaken onmiddellijk een eigen praktijk opstarten.

**La présidente:** Monsieur le président Holsters, il y a deux choses. D'abord, la protection du médecin qui peut, à un moment, faire un recours contre un

hôpital: c'est une chose embêtante, mais ce n'est qu'une chose. Puis, il y a la protection de tous les patients que doit assurer cet hôpital.

Il me semble – et c'est ce que nous répétons depuis le début de notre commission – que l'intérêt général est plus fort que l'intérêt particulier du médecin ou de l'institution.

Nous essayons donc de faire passer que, oui, vous risquiez parfois, par des mesures provisoires... Nous allons analyser les lois afin de voir si vous pouvez en prendre ou si nous devons changer les arrêtés. J'entends bien que vous nous dites qu'il faut changer les deux arrêtés – dont j'ai oublié les dates – pour que vous puissiez agir en disciplinaire, en parallèle et en provisoire. Nous l'avons bien entendu, et c'est important pour notre commission.

En même temps, vous nous dites ce que nous avons entendu par d'autres secteurs (et nous entendrons encore d'autres secteurs et nous verrons s'ils ont les mêmes réactions): "Attention, nous allons protéger l'institution et nous protéger d'un recours judiciaire si le médecin porte ensuite plainte".

Nous, nous avons plutôt d'abord envie de protéger les enfants, évidemment, et les patients. C'était l'objectif premier de ces recommandations. Vous, vous nous avez dit: "Attention, si le médecin va en recours, on est bien!"

C'est un peu la logique mais, et répondez par oui ou par non, est-ce que vous voulez qu'on modifie les arrêtés que vous nous avez cités pour vous permettre d'avoir plus de latitude en disciplinaire préalablement à un procès pénal?

**Denis Holsters:** Oui, pour autant qu'on nous donne des moyens d'instruction.

**La présidente:** On ne va pas vous nommer officiers de police judiciaire!

**Denis Holsters:** Parce que nous n'avons aucune possibilité. Les possibilités qui existent en droit commun, nous n'en avons rien. Donc il est très difficile de faire une instruction à défaut de moyens judiciaires.

**La présidente:** Encore une fois, on ne vous demande pas d'aller vers une justice parallèle et de jouer le rôle d'un ministère public ou d'un procureur du Roi. On a reproché ça à tout le monde, on ne vous demandera pas de les remplacer.

Ce qu'on demande et ce qui est possible pour des fonctionnaires de droit disciplinaire – je suis échevine: on trouve ça dans toutes nos communes continuellement; hier encore au conseil communal –, c'est de dire à un moment: il existe une instruction, une information à l'encontre de quelqu'un et nous prenons des mesures provisoires. Pour la garantie de quoi? Soit de l'intérêt général, de la sécurité individuelle ou, là, de l'image d'un service public. C'est cela que nous disons.

Les possibilités d'enquête qu'a le secrétaire communal, c'est de s'informer, mais il ne dispose d'aucun pouvoir de police judiciaire. Ne comptez pas qu'on vous les donne! On ne va confondre les deux.

En même temps, il existe des possibilités de prendre des mesures provisoires lorsqu'il peut y avoir des dangers plus forts et plus grands que le danger d'un recours d'un médecin contre soi parce qu'on a pris une mesure.

À un moment donné, on a estimé qu'on protégeait davantage l'intérêt général et celui des enfants que celui du médecin et de l'institution. Vous êtes donc d'accord qu'on se penche sur vos deux arrêts?

**Denis Holsters:** Oui, bien sûr.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Voor alle duidelijkheid, bij wijze van voorlopige maatregel zou de Provinciale Geneeskundige Commissie het visum van de arts in kwestie kunnen intrekken?

**Denis Holsters:** Dat kan nu ook al.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Wanneer u kennis hebt van onbetwistbare feiten, vat u dan de Provinciale Geneeskundige Commissie? U hebt gezegd dat u dat kunt, maar doet u dat ook?

**Denis Holsters:** Mevrouw Van Cauter, dat zal alleen te berde komen voor de provinciale raden. Dat zullen wij niet zijn. Het tuchtsysteem is gebaseerd op de provinciale raden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Doet de Provinciale Raad dat?

**Denis Holsters:** Ik moet eerlijk zeggen dat wij die vraag niet gesteld hebben. Dat kunnen wij nog altijd doen. Dergelijke vergaderingen leveren ook soms nog vragen op. Er zijn wel gevallen geweest, maar of er veel gevallen zijn dat weet ik eerlijk

gezegd niet. Ik verberg dat niet. Wij kunnen vragen of zij dat doen, maar ik denk – excuseert u mij voor het herhalen – dat er een probleem zal zijn met het woord 'onbetwistbaar'.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Uiteindelijk is het de Provinciale Geneeskundige Commissie die beslist of in een bepaalde situatie het visum al dan niet kan en moet worden ingetrokken. Dat is haar bevoegdheid. Dat hebt u duidelijk gezegd. Wanneer u denkt dat in een bepaald geval die vraag toch minstens in overweging moet worden genomen – ik neem aan dat er dergelijke gevallen zijn – dan moet u niet bij de pakken blijven zitten, maar zelf het initiatief nemen om de Provinciale Geneeskundige Commissie te vatten, zodat zij tenminste haar werk kan doen.

**Denis Holsters:** U drijft mij op een onvoorbereid terrein, want de bevoegdheden van de provinciale geneeskundige commissies zijn aan bepaalde modaliteiten gebonden. In de wet staat dat de dokter in de fysieke of psychische onmogelijkheid moet zijn om te werken. Hoe men dat kan combineren – ik moet daarover nadenken, ik zal daar niet direct op antwoorden – met ernstige door een dokter bedreven feiten, dat is mij niet zo heel duidelijk. Is hij fysiek of psychisch in de onmogelijkheid? Fysiek zeker niet. Psychisch? Daarover zou men kunnen debatteren. Daarover moet eens nagedacht worden.

U haalt een probleem aan dat voor mij een soort novum is. Ik heb daar nooit over nagedacht. Dat moet nu eens gebeuren. Wij zullen dat doen. Wij zullen eens vragen of dat geen mogelijkheid is om iets te bereiken, maar voor men van iemand zegt dat hij psychisch ongeschikt is om iets te doen, moet men toch al wat serieuze gegevens hebben. Uw vraag is echter nuttig. Wij gaan dat noteren.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik ben geen jurist en ook geen arts, maar ik heb, net als de voorzitter, belangstelling voor het algemeen belang en de samenleving. Ik zou u willen vragen om vanuit de Provinciale Raad van de Orde van Geneesheren, want dat is het toch, eens gewoon te vertellen hoe u de dingen aanpakt, want ik kan eerlijk gezegd niet meer volgen.

U zegt aan de ene kant dat u veel te maken krijgt met misbruik in de relatie tussen arts en patiënt. Dat hebt u daarstraks toch gezegd?

**Walter Michielsen:** Dat is waar, maar ...

**Siegfried Bracke** (N-VA): De ene zegt nee, de andere zegt ja. U mag het ons niet kwalijk nemen

dat wij slecht kunnen volgen. Ik zou u heel vriendelijk willen vragen om gewoon te beschrijven hoe dat dan gaat. Hoe krijgt u weet van dat soort misbruik? Ik neem aan dat het van de patiënten zelf komt. Of niet? Hoort u die patiënten? Als u die niet hoort, zijn er reeds bepaalde drempels ingewerkt. Hebt u bepaalde strafmaten? Houdt u daarbij rekening met, wat wij via deze commissie vernomen hebben, het feit dat er vaak sprake is van recidive enzovoort? Hoe verloopt dat in de praktijk? Dat is mijn heel simpele en eenvoudige vraag, vooral ook met het belang van het slachtoffer voor ogen.

**Walter Michielsen:** Wij zijn hier met twee die voorzitter geweest zijn van een Provinciale Raad, professor Deneyer in Vlaams-Brabant en ikzelf in Oost-Vlaanderen.

Een klacht komt binnen, dat kan van verschillende aard zijn, dat kan van het gerecht zijn, dat kan van een derde zijn, dat kan van een andere arts zijn, en die klacht wordt eerst behandeld in het Bureau. Het Bureau stuurt dan de klachten door naar een onderzoekscommissie. Deze onderzoekscommissie bestaat uit een aantal artsen van de Provinciale Raad. De onderzoekscommissie wordt altijd begeleid door een magistraat-bijzitter, dat is verplicht door de wet, ter garantie dat alles wettelijk en correct verloopt.

De onderzoekscommissie doet het onderzoek, doet de nodige activiteiten en brengt dan verslag uit in de Provinciale Raad. Dan wordt in de Provinciale Raad beslist. Een aantal zaken wordt geseponneerd. Een aantal zaken wordt verder onderzocht. Dan wordt de arts die op dat ogenblik verdacht of beschuldigd wordt – ik weet niet wat men juridisch moet zeggen want wij zijn geen juristen – gevraagd naar de raadszitting zelf te komen. Hij heeft de keuze. Hij kan zich laten begeleiden door een raadsman. Daar wordt de zaak behandeld en er wordt een beslissing genomen. Dat is in het kort de gang van zaken in de Provinciale Raad.

**Marc Nollevaux:** Je voulais préciser que, pour toutes les enquêtes que nous effectuons dans le cadre du Conseil provincial – et non pas de la Commission médicale, c'est autre chose –, un magistrat nous assiste toujours et suit nos activités, de façon à ce qu'elles soient surveillées, de façon à assurer une certaine tutelle. Je tenais à le préciser.

La **présidente:** Merci pour la précision.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Ik wil nog even een vraag stellen, omdat er wordt gesproken over de onderzoekscommissie. Hoe onderzoekt u dat en welke middelen heeft u daarvoor ter beschikking? De heer Holsters heeft gezegd dat hij geen middelen heeft om te onderzoeken. Hoe kan die onderzoekscommissie dan werken? Ik weet dat dit boerenvragen zijn, maar ik wil het boerenverstand even laten werken.

**Denis Holsters:** Er moet toch een onderscheid gemaakt worden. Het is niet noodzakelijk een onderzoekscommissie, hoewel dat in de regel wel het geval is. Het Bureau van de Provinciale Raad kan zelf onderzoeken. Dat gebeurt echter niet, voor zover ik weet.

U vraagt welke middelen daartoe ter beschikking zijn. Ik kan alleen maar herhalen, wat ik daarnet gezegd heb, dat er bijzonder weinig middelen zijn. De klager kan gehoord worden, hetgeen in veel gevallen volgens mij wel zal gebeuren. Voor de rest staat die raad eigenlijk – ik probeer mij voorzichtig uit te drukken – met lege handen voor de arts. Wat kan de Raad doen? Alle maatregelen die in het gemeen recht bestaan, bestaan daar niet. Er kan geen beslag worden gelegd. De arts kan tot niets verplicht worden.

De Code voorziet dat een arts de waarheid verschuldigd is aan zijn collega's. Deze bepaling is achterhaald. Na interventie van het Hof van Straatsburg werd er gesteld dat een arts niet verplicht is om zichzelf te beschuldigen.

Er werd dan uiteindelijk gesteld dat medewerking moet worden verleend aan het gerecht. Die medewerking bestaat in gemeen recht ook, met het grote verschil dat wij gezegd hebben dat er medewerking verleend móet worden, terwijl in gemeen recht verwacht wordt dat hij medewerking verleent. Welnu, die verplichting tot medewerking is internationaal ook al gekelderd. Men heeft gesteld dat de arts niets moet doen waardoor hij zichzelf in moeilijkheden brengt. Nu kunt u nog in de code lezen dat hij de waarheid verschuldigd is aan zijn collega's, maar dat zullen we op een zeker moment moeten veranderen. Het Hof van Cassatie had dat nochtans aanvankelijk zelfs bevestigd. Het Hof zei dat dit geen inbreuk was op de vrijheid van verdediging. Straatsburg heeft dat afgeschoten, zeggende dat het wel inbreuk maakt op het recht op verdediging. Artikel 6 van het Verdrag van de Rechten van de Mens zegt klaar en duidelijk dat niemand verplicht is tot zelfincriminatie. Straatsburg stelt: een dokter ook niet, in discipline ook niet.

Er is een geval, dat ik niet bij naam zal vermelden, bij een Provinciale Raad, waar een dokter werd vervolgd wegens het liegen voor de raad. Dat is uitgelopen op een uiteindelijke vrijspraak op basis van artikel 6 van het Verdrag van de Rechten van de Mens.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik probeer nog een laatste keer.

Als het waar is wat u zegt, dan vind ik dat, aansluitend bij wat collega Terwingen eerder zei, schokkend. U zit in een cruciale sector van de samenleving. U behoort tot een van de weinige beroepsgroepen die werkelijk iedereen ziet en dus ook met alles en iedereen wordt geconfronteerd, ook met de minder fraaie kanten van de zaak. U zit vaak ook in de eerste lijn. U heeft met dat soort van zaken te maken. Toch blijkt dat u daar verplicht slordig moet mee omgaan. Ik begrijp u toch goed? U heeft geen middelen om het werk te doen dat op dat moment van u wordt verwacht, namelijk kijken wat er aan de hand is en dan vooral met het belang van het slachtoffer voor ogen.

U zegt dat u de klager kunt horen. Is dat het slachtoffer?

**Denis Holsters:** Dat kan.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Verder kunt u niets? Ik ga kort door de bocht maar dat betekent dat u ongeveer moet raden of het waar is. Verder heeft u geen middelen.

**Denis Holsters:** Mijnheer Bracke, u heeft voor 99 % gelijk. Wie doet wat hij kan doen, is niet slordig.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Hij is een waardig man, dat geef ik toe.

**Denis Holsters:** Men kan niet slordig zijn als men zich beperkt tot hetgeen de wet u toelaat. Dat is geen slordigheid.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Laat ons zeggen dat het onvolkomen is wat er gebeurt.

**Denis Holsters:** Dat is al beter!

**Siegfried Bracke (N-VA):** Je retire mes mots.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U kunt de klager horen, u kunt de arts in kwestie horen en u kunt op elk ogenblik de toelating vragen aan het parket om inzage te krijgen in het strafdossier.

**Denis Holsters:** Maar als er bij ons honderd disciplinaire zaken zijn, mevrouw, is daar misschien één strafzaak tussen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat wil ik aannemen. Ik neem aan als het over ernstige feiten gaat, dat er mogelijkwijze toch een...

**Denis Holsters:** Vandaar mijn redenering. We zullen zo snel mogelijk proberen, via gelijk welke weg, alle mogelijke gegevens te hebben en onafhankelijk van het strafgerecht, waar wij niet aan gebonden zijn, maatregelen te nemen op disciplinair vlak. Dat kan natuurlijk wel. De feiten die de strafrechter vaststelt kunnen niet ontkend worden door een ander gerecht. Wij zijn echter niet gebonden door het verloop en ook niet door de beslissing. Ook niet door het verloop, want, als het bijvoorbeeld een stadium is waarin de strafzaak totaal niet gedaan is, kunnen wij disciplinair optreden.

Ik moet erbij zeggen dat 'wij' niet diegenen zijn die hier zitten, dat zijn de provinciale raden en de raden van beroep. Er zijn tien provinciale raden en twee raden van beroep. Gezien ons communautair stelsel is er nog geen Duitstalige.

**La présidente:** Si je comprends bien votre dernière phrase, même quand il n'y a pas encore eu de condamnation pénale, vous pouvez suspendre un médecin.

**Denis Holsters:** Oui.

**La présidente:** Ce n'est pas ce que j'avais compris, mais c'est bien ce que je pensais.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik wil nog even terugkomen op de verhouding tussen de gerechtelijke instanties en de tuchtraden. Voor de duidelijkheid en gelet op de boodschap dat, indien een en ander niet in de wet wordt ingeschreven, de Orde het niet doet, wou ik even weten of de leden van de tuchtraad zich bij het behandelen van zaken aan het beroepsgeheim gebonden voelen.

**Denis Holsters:** Ja. U weet dat er in artikel 458 van het Strafwetboek inzake het beroepsgeheim twee uitzonderingen bestaan. Indien een onderzoeksrechter hem oproept, mag hij spreken.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik herhaal mijn vraag. Ik zal ze verduidelijken. Zodra iemand de hoedanigheid van lid van de tuchtraad heeft, blijft de betrokkene zich in zijn verhouding tot het



gerecht dan aan het beroepsgeheim van dokter gebonden voelen?

**Denis Holsters:** Dat staat ook in de wet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik probeer te begrijpen op welke manier de Orde de wet door de heer Holsters laat interpreteren. De boodschap is dat wij de wet moeten aanpassen, want dat er anders niets zal gebeuren.

**Denis Holsters:** Dat is juist. De heer Bracke heeft het 100 % correct uitgelegd.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Het is echter een boodschap die relatief schrikwekkend is, met name dat wij moeten vaststellen dat de Orde verantwoordelijkheid in een dergelijke materie neemt, op voorwaarde dat de wet het voorschrijft.

La **présidente:** Y a-t-il encore une réplique à cette dernière remarque de M. Landuyt?

**Michel Deneayer:** Het klopt dat wij buiten de volkomen onvolkomenheid van de wet kunnen. Professor Michiels en ikzelf zijn voorzitter geweest. Als men op provinciaal vlak snel gaat – mensen oproepen, confronteren met het slachtoffer enzovoort –, ben ik er zeker van dat, aangezien die persoon al moet komen en in een disciplinaire zaak is verwickeld, de zaak al stopt.

Dat is al een begin. De snelheid waarmee men dat kan afhandelen, is van belang, maar als er geen gerechtelijk onderzoek is, ontbreken de middelen, anders heeft men het perfecte gerechtelijk onderzoek. Dan liggen er al stukken op tafel. Aan de snelheid waarmee men werkt, kan men heel snel een ernstig oordeel vellen.

Ik wil mij niet achter de wet verstoppen. Ik vraag alleen maar om ons een kader te geven. Als men als voorzitter van een Provinciale Raad iemand voor zware feiten straft en de maatschappij beschermt, maar oploopt tegen een beroep, is dat schrijnend. Dat is al gebeurd, niet in seksuele zaken, maar in hepatitis B. U kent dat allemaal uit de pers. Iedereen doet zijn best en vergadert avonden in zijn vrije uren, maar loopt dan tegen een opschortend beroep. Als die mensen geld genoeg hebben, gaan zij in cassatie om de zaak nog eens te vertragen en terug naar beroep en later nog naar Straatsburg.

Geef ons meer middelen om voor ernstige zaken accuraat te kunnen tussenkomen. Niemand van ons is ermee gediend om de maatschappij niet veilig te stellen tegen eender welke agressie. Dat

zeg ik u eerlijk als geneesheer. Dat is onze belangrijkste taak.

Ik ben niet voor individuele patiënten bij de Orde gekomen. Hen moet ik sowieso helpen. Een van mijn drijfveren om bij de Orde te komen was om ook een groot deel van de mensen proberen te beschermen. Wij hebben altijd de naam gehad corporatistisch te zijn.

Mijnheer Landuyt, ik heb daar gezeten. U mag gerust komen en alle mededelingen en boekjes zien die wij daarover geschreven en gecommuniceerd hebben. Wij zijn gevraagd om op honderden voordrachten zaken te onthullen.

Ik zie hier dat niemand goed disciplinair recht kent. Dat is geen verwijt. Men leert het maar wanneer men daarin zit. Onze voorzitter kent dat heel goed, maar hij zit al eenentwintig jaar op de stoel van de Nationale Raad.

Een van mijn drijfveren en van veel van mijn collega's die erbij zijn gekomen, was om het maatschappelijk belang vanuit de Orde te verdedigen. Dat is ook belangrijk en dat mag ook worden gezegd.

**Denis Holsters:** U weet, mijnheer Landuyt, het besluit 79 is een volmachtenbesluit, heeft dus kracht van wet, en ik lees u daar iets uit voor. Artikel 30 zegt dat strafbaar is wie het beroepsgeheim schendt en, luister goed: alle personen die in welke hoedanigheid ook deelnemen aan de werking van de Orde. U hebt het ter beschikking, het staat ginder voor u klaar.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Als het toegestaan is om een ander onderwerp aan te snijden: ik zou namelijk willen weten in welke mate de Orde van Geneesheren op welk niveau ook, want dat doet er eigenlijk niet toe, bezig is met de deontologie van de beoefenaars van de geneeskunde, in de zin dat zij bijvoorbeeld aan hun leden deontologische adviezen geven.

Ik neem een heel concreet fenomeen, omdat dat nog niet zo lang geleden in de actualiteit is gekomen. Een maand of twee geleden is er een rapport geweest waaruit bleek dat er in ons land sprake zou zijn van 8 000 vrouwen, meisjes eigenlijk, die besneden zijn. Dat is natuurlijk ook een heel duidelijk voorbeeld van seksueel misbruik. Beseft men dat? Wat doet men als men daarmee te maken heeft? Worden daarover deontologische tips of adviezen, hoe u het ook wilt noemen, verspreid onder de leden in de zin van: hoe gaan we daarmee om?

**Michel Deneyer:** Mijnheer Bracke, wij hebben a rato van meer dan 1 keer per maand op een zaterdag, een ganse zaterdag, Nationale Raad, dus zowat het parlement, die dus toch zeer kort de actualiteit probeert te volgen. Wij hebben dus duidelijk een advies gegeven over die genitale verminking bij vrouwen. Wij hebben ook het voordeel, doordat we met verschillende mensen daar zitten, dat iedereen zijn subspecialisme heeft. Bijvoorbeeld professor Spitz is gynaecoloog. Die heeft dat dan ook behandeld in andere ethische commissies enzovoort. Dus die pakken dat ook mee. Daar wordt dus altijd over gecommuniceerd op de website, [www.ordomedic.be](http://www.ordomedic.be), waar ook gans die wetgeving op staat voor juristen. We proberen dat zo breed mogelijk te maken. In de Nationale Raad zitten altijd op voorstel van de universiteiten door de Koning benoemde professoren, die geven die lessen, ik in casu, in de cursus.

Ik probeer ook uit krantenartikels en knipsels op de actualiteit in te spelen. Wij zitten kort op de actualiteit. De actuele thematiek wordt behandeld en daar wordt ook een advies over uitgebracht dat u publiekelijk kunt lezen op de website van de Nationale Raad.

**Siegfried Bracke (N-VA):** (...).

**Michel Deneyer:** Dat staat daarin, ja.

La **présidente:** Nous allons clôturer l'audition des représentants de l'Ordre des médecins et je voudrais les remercier pour les informations fournies. Nous lirons avec intérêt votre code et les arrêtés que vous nous avez cités, ainsi que les différentes suggestions que vous avez émises dans le cadre de votre présentation, qui sera distribuée à l'ensemble des membres.

Chers collègues, je vous prie de m'excuser momentanément car je dois assister à une autre commission à laquelle j'ai soumis une proposition. Je vais céder la présidence à Mme Van Cauter; je vous rejoindrai un peu plus tard.

J'invite à présent les personnes représentant le secteur des personnes handicapées à nous rejoindre.

*Voorzitter: Carina Van Cauter.*

*Présidente: Carina Van Cauter.*

**Audition de**

**- M. André Grubbels, directeur général de la DG Personnes handicapées (SPF Sécurité sociale)**

**- Mme Alice Baudine, administratrice générale de l'AWIPH (Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées)**

**- M. Laurent Bursens, administrateur général du "VAPH" ("Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap")**

**- Mme Sophie Donnay et Mme Fabienne Cornet, représentantes de PHARE (Personne Handicapée Autonomie Recherchée)**

**Hoorzitting met**

**- de heer André Grubbels, directeur-generaal van het DG Personen met een handicap (FOD Sociale Zekerheid)**

**- mevrouw Alice Baudine, administrateur-generaal van het "AWIPH" ("Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées")**

**- de heer Laurent Bursens, administrateur-generaal van het VAPH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap)**

**- mevrouw Sophie Donnay en mevrouw Fabienne Cornet, vertegenwoordigsters van PHARE ("Personne Handicapée Autonomie Recherchée")**

De **voorzitter:** U kent misschien de werkwijze van de commissie. Ik stel voor dat u zichzelf even voorstelt en dat u dan in de volgorde die u zelf verkiest de ene na de andere het woord neemt om een korte uiteenzetting te geven, om dan vervolgens te antwoorden op de vragen van de verschillende commissieleden.

**André Gubbels:** Je m'appelle André Gubbels et je suis directeur général de la DG Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale. Je vous remercie de m'avoir invité dans votre commission et je précise d'emblée que le mandat dans lequel nous travaillons, dans lequel travaille la sécurité sociale est celui de l'indépendance financière et de la protection des personnes handicapées en Belgique. Le SPF dénombre plus de 600 000 personnes reconnues handicapées en Belgique dont environ 40 000 mineurs, 240 000 adultes de moins de 65 ans et 300 000 personnes de plus de 65 ans.

Je cite ces chiffres parce que la vulnérabilité des personnes handicapées ne concerne pas que les mineurs: c'est une vulnérabilité qui se prolonge toute la vie. Le nombre de plaintes que nous recevons en raison de maltraitances ou d'abus sexuels dans le cadre de notre mission est très peu élevé. Nous avons un système de réception des plaintes dans l'organisation. Nous recevons 600 plaintes par an, la plupart étant dirigées contre nous, contre le fonctionnement du service aux citoyens. Les plaintes que nous recevons d'ordinaire sont liées aux retards dans le

traitement des dossiers, à la négligence ou à l'impolitesse du personnel.

Des plaintes liées à des problèmes d'abus sexuels, nous en recevons très peu parce que ce n'est pas notre mandat. Cela veut-il dire que dans notre pratique, nous ne sommes jamais confrontés à ce genre de faits? Cela peut arriver, notamment par le fait que chaque demande de prestation aux personnes handicapées est accompagnée d'un dossier, notamment un dossier médical dans lequel peuvent apparaître des problèmes liés à des abus qu'aurait subis la personne. Je ne vais pas vous renvoyer à votre discussion précédente au sujet de ce que constatent les médecins et de ce qu'ils en font mais je dois vous dire que nous ne répertorions pas ces données statistiquement. Je ne peux donc pas vous dire quelle est la proportion des 40 000 dossiers d'enfants concernée par des abus sexuels.

Même si cela dépasse le cadre des travaux de cette commission, ce qui nous arrive plus fréquemment dans notre mandat est d'être confronté à un problème d'exploitation financière des personnes handicapées et de leur famille. Puisque nous leur accordons des allocations, bien souvent, nos travailleurs sociaux sont confrontés à des personnes victimes de leur entourage d'extorsions ou de pressions financières. C'est un problème que nous rencontrons plus fréquemment et nous essayons de nous coordonner avec d'autres services de protection sociale pour y remédier.

Je serai bref sur le sujet parce que dans notre mandat portant sur la sécurité des personnes handicapées, nous n'abordons ces questions que de manière purement incidente.

**Laurent Bursens:** Ik ben Laurent Bursens. Ik ben administrateur-generaal bij het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap. Het Agentschap vertegenwoordigt ongeveer 490 erkende residentiële instellingen. In die instellingen hebben wij 35 000 à 40 000 mensen, minderjarige en meerderjarige personen met een handicap.

Het probleem dat het voorwerp is van de bespreking in deze commissie heeft zich bij ons in de geschiedenis vaak voorgedaan. Dat wil zeggen dat wij zelf in de laatste vijf jaar door een intensieve preventieve politiek, nauwelijks nog individuele klachten hebben ontvangen als Agentschap, maar dat de problemen met die materie voornamelijk in het verleden gesitueerd

zijn. In het verleden, ik spreek over de jaren 1995 tot ongeveer 2003, hadden wij voornamelijk te maken met enkele zeer hardnekkige kernen van enkele voorzieningen waar dit soort problemen zich vaak heeft voorgedaan. Uiteindelijk bleken er, dikwijls door het indienen van klachten van ouders, heel wat problemen in die voorzieningen te zijn. Ik spreek over een vier- of vijftal voorzieningen, die systematisch die problemen, dankzij onder meer de ingrepen die wij hebben aangeboden, hebben kunnen verwerken.

De meeste van die klachten zijn natuurlijk beland in de gerechtelijke sfeer en daar behandeld, maar het overgrote deel van de opvang en de behandeling van de ouders en de slachtoffers is binnen de voorzieningen zelf gebeurd.

Wij hebben zeer snel actief opgetreden, met een heel sterke nadruk op preventie. In de laatste vijf jaar heeft dat werkelijk geleid tot het bijna verdwijnen van de klachten. Ik zeg niet dat er helemaal geen incidenten meer gebeuren op individueel niveau, maar omdat die snel gedetecteerd worden en door de manier waarop men aan risicoanalyse doet, zijn die bij ons, in het Vlaams Agentschap, systematisch heel sterk afgenomen.

Ik wil de commissie kort duiden wat wij gedaan hebben en wat wij in stelling hebben gebracht om eraan tegemoet te komen. In eerste instantie is er al in 2000 een besluit genomen inzake kwaliteitszorg in de voorzieningen voor personen met een handicap. Dat besluit heeft ertoe geleid dat er minimale kwaliteitseisen werden opgelegd, die iedere voorziening moest uitwerken in een soort kwaliteitshandboek.

In dat kwaliteitshandboek moesten zij voorzien in maatregelen om problemen van grensoverschrijdend gedrag snel en adequaat te detecteren en er gepast mee om te gaan. De kwaliteitshandboeken waren een verplichting. Zij werden ook stelselmatig gecontroleerd door de Vlaamse Zorginspectie. Dit heeft geleid tot een collectieve opleiding inzake preventie en risicoanalyse. Ik kan de documenten achterlaten voor de commissie. Alle zorgvoorzieningen in Vlaanderen hebben een model van risicoanalyse aangereikt gekregen, een handleiding over hoe om te gaan met potentiële eerste signalen van grensoverschrijdend gedrag, en een handleiding over hoe om te gaan met de juridische omgeving wanneer men met dergelijke feiten geconfronteerd wordt.

Dit heeft ertoe geleid dat in bijna alle

voorzieningen het personeel getraind is op dit soort potentieel probleemgedrag.

Een verdere stap hebben wij ondernomen in 2003. Toen is er een decreet gekomen over de kwaliteit van zowel gezondheids- als welzijnsvoorzieningen. Ten gevolge daarvan kregen wij eind 2010 een uitvoeringsbesluit met erkenningvoorwaarden. Kortom, het kwaliteitshandboek en de minimale kwaliteitseisen uit het besluit van 2000 zijn opgetild tot het niveau van effectieve erkenningvoorwaarden, die verder uitgewerkt zijn in de verschillende artikelen.

Zo bepaalt dit uitvoeringsbesluit dat iedere voorziening om erkend te worden en te blijven een geschreven referentiekader moet hebben ontwikkeld inzake grensoverschrijdend gedrag jegens personen met een handicap. De voorzieningen moeten ook een procedure hanteren voor preventie, en detectie van, en gepast reageren op grensoverschrijdend gedrag. Grensoverschrijdend gedrag moet gemeld worden aan een centraal meldpunt. Dit centraal meldpunt is er vooralsnog niet. Het is een van de eerstvolgende inspanningen die wij in Vlaanderen binnen het Beleidsdomein Welzijn en Volksgezondheid aan het nemen zijn.

Tot voor kort was het onze opdracht om een meldpunt te creëren, maar onze minister heeft geoordeeld dat het niet efficiënt kan zijn om voor het gehandicaptenbeleid en voor de ziekenhuizen en voor de oudereninstellingen telkens in aparte meldpunten te voorzien voor hetzelfde fenomeen. Hij heeft ervoor geopteerd om op heel korte termijn te kiezen voor een centraal meldpunt voor heel het Vlaamse welzijns- en gezondheidsbeleid. Op dat moment zal dat bepaald artikel in voege treden waardoor men bepaalde zaken zal moeten melden.

Dat betekent niet dat de signalen nu niet tot bij ons komen, want wij hebben ook in een sluitstuk voorzien. Wij hebben namelijk sinds vier jaar een samenwerkingsovereenkomst met een vertrouwensartscentrum van Vlaams-Brabant dat wij elk jaar erkennen voor het opvolgen van mogelijke problemen die zich kunnen voordoen binnen instellingen.

Het gaat hier alleen over de aanpak van de omgeving zelf, de instelling, de ouders en de slachtoffers. Het gaat dus eigenlijk over een soort van remediërende opvang voor wanneer zich problemen voordoen. Een van de opdrachten van dat centrum is dat men ook gehouden is om ons daarover te rapporteren en daarover de nodige

registratie op te zetten.

De slotsom is dat het Vlaams Agentschap in het verleden met deze problemen geconfronteerd was, nu stelselmatig nog nauwelijks, en dat een heel stramien van preventie is opgezet dat toch wel zijn vruchten schijnt af te werpen.

**Alice Baudine:** Je suis Alice Baudine, administratrice générale de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH), qui supervise quelque 321 services de jour ou résidentiels pour environ 14 000 personnes: 2 500 jeunes et 11 500 adultes.

Quand on parle de la problématique des abus envers les personnes handicapées, nous savons en réalité détecter trois pistes d'abus possibles. Il y a d'abord la vulnérabilité personnelle. Il est clair que les personnes handicapées ont des incapacités physiques, des limites cognitives, des limites de communication, l'incapacité de parler, parfois une confiance excessive, qui pourraient les rendre victimes ou, en tout cas, en faire des cibles privilégiées en matière d'abus.

Il y a aussi évidemment tous les risques dans la communauté ou dans la famille: le manque de liens sociaux, le manque de services, la tolérance excessive des parents – des indicateurs d'abus qui sont difficiles à mettre en place, finalement.

Et puis, il y a des risques liés aux établissements, qui sont ceux qui nous concernent tout particulièrement aujourd'hui: le risque de paternalisme, le déni du droit des familles, les traitements de plaintes, le *turn over* du personnel sont autant de facteurs de risque que nous devons prendre en compte tous les jours pour garantir la qualité de vie des personnes handicapées.

Ces trois facteurs de risque ont influencé notre façon de voir l'accueil et l'hébergement. Tout d'abord, en matière d'infrastructure, nous privilégions les unités de vie de petite taille – puisque, si l'on est dans des unités de vie de plus petite taille, le respect s'installe plus vite -, des chambres individuelles, le respect de la chambre individuelle – un éducateur n'entre pas dans la chambre individuelle, il doit y être invité. Il y a un état d'esprit qui fait que la personne handicapée doit être reconnue comme une personne en tant que telle.

Nous voulons aussi que les services soient situés dans la communauté, et non plus, comme c'était

le cas auparavant, dans des espaces éloignés de la communauté.

À côté de l'infrastructure, il y a aussi le niveau de l'organisation. Nous voulons que les activités soient réalisées dans des lieux de vie différents des lieux de résidence. Donc, ne pas avoir un seul bâtiment où l'on fait tout du matin au soir et du soir au matin, mais avoir des bâtiments différents où les personnes vont faire leurs activités de jour, rentrent le soir dans une unité de vie qui est plus familiale.

Nous voulons également qu'il y ait des projets individuels et des activités valorisantes pour les personnes handicapées. Ces projets individuels sont prévus dans des conventions que les services sont obligés de passer avec la personne handicapée, conventions dans lesquelles il est aussi prévu, inscrit spécifiquement qu'en cas de problème, les personnes handicapées et les familles peuvent faire appel à l'Agence pour obtenir une aide et un suivi de leur plainte.

Évidemment, nous voulons aussi un style de vie, pas seulement une infrastructure et une organisation intégrée dans la communauté, mais aussi un style de vie qui permette à la personne d'avoir des activités dans la communauté – donc, des services et des activités ouverts vers l'extérieur. Et, pour les personnes les plus lourdement handicapées qui ont peut-être un peu moins l'occasion de se rendre à l'extérieur, des services ouverts avec des visites d'autres personnes, des visites des écoles. Donc, des rencontres possibles.

En quelques mots, nous souhaitons que les personnes handicapées puissent avoir une vie sociale.

Deux textes phares par rapport à notre action sont, d'une part, le décret relatif à l'intégration des personnes handicapées, qui date du 6 avril 1995, qui sera le départ de l'Agence et qui donne les grandes orientations de notre politique, mais qui prévoit aussi, dans son article 26, le contrôle des institutions; et d'autre part, la Convention de l'ONU, ratifiée en 2009 par la Belgique qui préconise que la personne handicapée soit intégrée dans la société et y trouve sa place en tant que personne, mais qui prévoit surtout, dans son article 16, le droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance.

Ces deux textes se trouvent de manière permanente en arrière-plan de la réflexion que nous menons en matière d'accueil des personnes

handicapées. Nous avons un système de contrôle qui audite tous les services. L'ensemble de nos inspecteurs – une vingtaine – audite l'ensemble des services au minimum tous les deux ans et demi, mais le plus souvent sur demande ou lorsque nous détectons un problème et qu'une institution est détectée comme "à risque". Ce risque peut-être financier, d'accueil, etc. Lorsque celui-ci est détecté, nous passons plus souvent.

Parmi les choses qui sont contrôlées, je mentionnerai la qualité de l'infrastructure, l'espace à disposition des personnes, l'organisation de la structure et son fonctionnement, la qualification du personnel, la gestion et la comptabilité, la politique d'admission et d'accueil, le suivi des plaintes et évidemment les relations financières avec les personnes handicapées qui doivent avoir accès à leurs revenus. Nous supervisons aussi la gestion des biens et des fonds propres des personnes handicapées pour nous assurer qu'il n'y a pas d'abus. C'est peut-être une petite réponse à M. Gubbels, en ce qui concerne, en tout cas, les gens qui se trouvent dans nos institutions.

Le service de plaintes que nous avons au sein de l'Agence est un dispositif assuré par le service audit. Nous organisons régulièrement des audits et notre service se transforme en service d'inspection lorsqu'il y a une plainte ou une doléance. Chaque fois qu'une personne handicapée ou sa famille intervient auprès de l'Agence pour se plaindre d'une institution ou d'un rapport avec une personne appartenant à une institution, nous intervenons pour assurer le suivi. Si la personne demande que la plainte ne fasse pas l'objet d'un suivi personnel, c'est-à-dire qu'on ne cite pas son nom, nous considérons qu'il s'agit d'une doléance. Si la personne souhaite porter plainte, nous effectuons alors le suivi de plainte. Dans les deux cas, nous effectuons une enquête, aussi bien auprès de la personne handicapée, que de la famille, que des travailleurs et de la direction de l'institution.

Tous les volets sont passés en revue pour détecter les faits de maltraitance éventuels.

En 2010, nous avons eu 13 plaintes et 39 doléances. En 2009, il y avait eu 17 plaintes et 18 doléances. Ces plaintes et doléances sont très variées; cela peut concerner une nourriture qui ne convient pas, un problème d'hygiène, un problème avec un éducateur ou un problème plus sérieux.

En ce qui concerne les viols ou les abus sexuels, de 2005 à 2010, il y a eu cinq cas de suspicion de viol par un éducateur. Ces cas ont tous été

transmis au parquet. Trois d'entre eux semblent ne pas être fondés mais dès qu'il y a suspicion d'une maltraitance grave ou d'un viol, il y a transmission au parquet.

Pendant la même période, nous avons eu huit suspicions d'abus par un autre résident. C'est un risque qui existe et que nous devons prendre en compte. Nous faisons une enquête et si le problème est important, nous transmettons au parquet. Sinon, à partir de la situation rencontrée, nous aidons le service à mettre tout en œuvre pour que ce genre de situation ne se reproduise plus.

Nous voulons mettre en place une politique volontariste. Il y a tout un volet sensibilisation et prévention. Nous insistons beaucoup sur la qualité de vie en institution et la qualité de vie, c'est la prévention! Nous avons nos contrôles et audits et nous avons mis en place un système de bonnes pratiques en matière d'auto-évaluation. Par exemple, nous avons organisé en 2010 des ateliers d'échanges de bonnes pratiques en matière d'auto-évaluation pour 300 institutions. Il y a quand même un engouement de la part des institutions pour ces échanges de bonnes pratiques.

Nous avons aussi des plans de formation sur différents thèmes: des outils pour développer la bientraitance, la bientraitance et la bienveillance au sein des services, la place des émotions et des sentiments dans la prise en charge de personnes avec un handicap de grande dépendance, la notion de lien et de distance entre le professionnel et son client dans la pratique éducative. Bref, il s'agit de tous les éléments à prendre en compte pour offrir un service de qualité, professionnel, mais qui respecte les limites que chacun doit se fixer dans son travail et sa relation professionnelle.

En 2010, nous avons ainsi eu 17 modules de formation sur les thématiques dont je viens de vous parler. Cela constitue 48 jours de formation. Nous avons eu 204 participants.

À côté de ces formations, nous développons maintenant un plan "bientraitance". Au départ, c'était un plan de lutte contre la maltraitance; il est devenu un plan "bientraitance" puisque nous voulons aller plus loin que simplement lutter contre la maltraitance. Ce plan est travaillé avec les services, donc avec les acteurs de terrain. Il a pour but de lancer une réflexion par rapport à ces différents aspects. Le plan "bientraitance" a été démarré il y a deux ans. Maintenant, nous le

finalisons.

Nous allons mettre en place des registres d'incidents. Quel est leur objectif? Ils doivent permettre d'inventorier des situations éventuellement maltraitantes. Cet inventaire constituera le point de départ de réflexions pour déboucher sur des pistes d'amélioration de ces différentes situations dans les établissements. C'est vraiment un outil que nous voulons positif, non pour pénaliser les éducateurs, mais pour qu'ils puissent prendre du recul par rapport à leurs pratiques et voir comment mieux fonctionner.

Nous allons aussi mettre en place un espace de réflexion éthique, donc un comité. Nous l'appelons espace, car nous ne voulons pas mettre des personnes permanentes, mais plutôt que s'effectue un renouvellement de ce comité. C'est pourquoi nous l'appelons espace de réflexion éthique: il aura pour missions de répondre aux questions des professionnels et d'établir des *guidelines* qui pourront être diffusées aux structures et aux institutions.

Finalement, nous sommes en train de mettre en place des protocoles de prévention qui reprendront les divers facteurs qui risquent d'amener une institution dans un schéma propice aux situations à risque, dirons-nous. Ces protocoles seront mis à disposition des institutions via notre site web dans la partie professionnelle.

Voilà en gros le fonctionnement mis en place à l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

On peut se dire qu'il y a relativement peu de plaintes. C'était l'occasion d'une réflexion à l'interne de l'Agence: puisqu'il y avait la préparation de la commission, on s'était dit que ce n'était peut-être pas beaucoup. Je pense qu'en tout cas, toutes les familles, toutes les personnes handicapées, dans la mesure de leurs capacités, sont mises au courant que nous sommes là comme point de référence pour elles, donc comme point focal en matière de traitement de plaintes, quelles qu'elles soient. On voit ainsi que des gens n'hésitent pas, même pour des doléances, à faire appel.

Cela couvre-t-il toute la réalité du terrain? C'est très difficile à dire. En tout cas, le fait qu'il y ait des retours vers nous nous fait dire que nous devons couvrir toutes les situations qui posent véritablement problème.

Je reste évidemment disponible pour les

questions.

**Sophie Donnay:** Madame la présidente, mesdames, messieurs les commissaires, je représente le service PHARE (Personne handicapée Autonomie Recherchée) puisque notre administrateur général, M. Philippe Debacker, ne pouvait être présent ici aujourd'hui.

Notre service dépend de la COCOF et s'adresse aux personnes handicapées domiciliées à Bruxelles et s'exprimant en français. Le nombre de personnes qui s'adresse à nous est nettement plus réduit que celui qui s'adresse à l'AWIPH et à la VAPH.

Notre objectif est le même que celui des organismes précités, à savoir l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. Cela se décline sous différents types d'aides et de structures: centres de jour, centres d'hébergement, services d'accompagnement, octroi d'aides matérielles individuelles, octroi d'aides à l'emploi, etc.

Un service d'inspection composé de trois personnes existe au sein de notre service. Vu la petitesse de notre structure, nous sommes fortement à l'écoute des demandes des personnes qui nous interpellent d'ailleurs régulièrement.

J'en arrive à la question des abus sexuels. Depuis plusieurs années, nous abordons la question de la vie affective et sexuelle des personnes handicapées. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur le développement de la réflexion sur la question. En effet, cette dernière n'avait jamais été abordée auparavant, le sujet étant tabou. Un travail de réflexion est donc fait avec les institutions et les services d'accompagnement de ces personnes. Dans ce contexte, la question des abus sexuels n'a pas été ciblée. En effet, notre service d'inspection, que j'ai interrogé, n'a jamais reçu de plainte relevant de cette problématique.

Comme l'a dit mon collègue, au regard des dossiers, on peut dire qu'il existe des abus aussi bien intrafamiliaux qu'extrafamiliaux et parfois même au sein des institutions. Mais nous n'avons jamais été saisis de la question. Cela peut s'expliquer par le fait que nous sommes une administration et que les personnes ne pensent pas forcément à prévenir l'administration dans ce genre de cas. Elles s'adressent plutôt à la police ou à des associations d'aide, etc.

Pour ce qui est de la vie affective et sexuelle des personnes handicapée avec laquelle un lien peut être établi avec la thématique des abus, diverses initiatives ont été développées.

En 2001, par exemple, il y a eu la Charte pour agir en collaboration étroite avec l'AWIPH et les cabinets politiques. Ce document visait à améliorer la prise en compte des problèmes de santé, plus globalement ceux liés à la vie affective et sexuelle des personnes handicapées. Dans ce cadre-là, il est important de souligner que cette réflexion s'est mise en route après l'interpellation d'un centre de référence sida qui avait dû prendre en charge des personnes handicapées du fait de la contamination de résidents à la suite d'abus intra-institutionnels.

En 2003, toujours en collaboration avec l'AWIPH, il y a eu des productions de documents qui s'adressaient aux professionnels du secteur sur les aspects juridiques, médicaux et pédagogiques, toujours en lien avec la vie affective mais d'une façon très large et non pas ciblée sur les abus sexuels.

En 2007 et 2008, à l'initiative de la ministre Huytebroeck, on a développé un projet visant à créer un travail de réflexion et intitulé "Sexualité, plaisir et handicap".

En 2009 a eu lieu la création d'un projet qui est le centre de ressources Handicap et Sexualité au sein de la Fédération laïque des centres de planning familial. Toutes ces initiatives ont toujours été développées en collaboration avec le secteur de la personne handicapée, les personnes handicapées elles-mêmes, les représentants des personnes et les représentants d'institutions ainsi qu'avec les administrations et le secteur politique.

Je suis aujourd'hui accompagnée de Mme Cornet qui s'occupe de ce centre de ressources. Depuis 2000, elle est véritablement notre fil rouge par rapport à cette thématique précise, parce qu'elle faisait partie des personnes qui ont interpellé les diverses administrations en 2000 à la suite des abus sexuels. Je lui laisse donc la parole pour aborder plus particulièrement cet aspect de la question. Je reste bien entendu à votre disposition pour toute question supplémentaire.

**Fabienne Cornet:** Depuis 2007 et 2008, je coordonne les projets subsidiés par le cabinet de Mme Huytebroeck qui a la politique des personnes handicapées dans ses compétences. Ces projets ont été décrits brièvement par Sophie Donnay. Déjà dix ans auparavant, ayant travaillé

dans le domaine du sida, dans un centre de référence, j'ai été très interpellée par l'augmentation – même très légère – du nombre de personnes contaminées par le virus du sida présentant un handicap de tout type, parfois une déficience intellectuelle et la plupart du temps comme conséquence d'abus commis sur ces personnes.

Au début des années 1990, quand cette question m'a préoccupée, il était particulièrement difficile d'en parler. Quand nous sommes arrivés à la découverte de huit personnes contaminées par un éducateur dans une même institution, il faut dire que les autorités, l'AWIPH et le service bruxellois ont réagi très rapidement et ont produit en moins d'un an un document intitulé "la charte pour agir" qui reconnaissait le droit à la sexualité et à la vie affective et sexuelle et qui préconisait surtout la prise en compte des problèmes de santé et des risques liés à l'exercice de la sexualité, y compris les abus.

Pourquoi était-il si difficile d'aborder le sujet? Les professionnels du secteur du handicap et du secteur de la vie affective et sexuelle essaient depuis plus de 30 ans de faire avancer la question de l'accès à une vie affective et sexuelle et de rendre réel et effectif ce droit pour les personnes en situation de handicap. Il était malvenu et ce l'est parfois encore d'aborder des thèmes plus négatifs, qui risquent de faire peur. C'est quelque chose dont il faut tenir compte. Même dans les formations et dans les sensibilisations que nous proposons aujourd'hui, nous avons des prescriptions de la part des autorités subsidiaires qui répondent à des philosophies de promotion de la santé et selon lesquelles il ne faut pas aborder la vie affective et sexuelle par les aspects négatifs, par les risques, pour ne pas susciter la peur dans ce domaine.

C'est un élément qui reste très fort.

La crainte des services ou des institutions par rapport à leurs responsabilités ou la crainte de l'entourage par rapport au scandale ont aussi freiné le dévoilement d'abus. J'ai rencontré cette situation à plusieurs reprises.

C'est un point que, au cours de notre travail au centre de ressources, nous abordons toujours de façon transversale et non comme thème en tant que tel. Je demande qu'une réflexion en ce sens soit abordée au niveau des centres de planning. Je voudrais préciser que ce centre de ressources est actuellement localisé à la Fédération laïque des centres de planning familial. C'était une

volonté d'insérer cette réflexion dans un milieu généraliste, dans une philosophie d'inclusion. Un des objectifs de ce centre est d'établir des ponts entre le milieu du handicap et celui des centres de planning. Ma tâche principale est de travailler avec les centres de planning.

Compte tenu de ce qui précède et du manque d'études précises sur la notion d'abus sur des personnes en situation de handicap, je rendrai compte ici de quelques témoignages et de choses que j'ai entendues pendant toutes ces années.

En ce qui concerne le niveau quantitatif de la problématique, il est très difficile à évaluer. En effet, d'une part, les plaintes ou les demandes de suivi auprès de services d'aide aux victimes, auprès des administrations, du Service SOS Inceste ou auprès des centres de planning familial sont très rares. Il y a peu de plaintes, peu de demandes de suivi et peu de demandes d'aide.

D'autre part, lorsqu'on interroge la représentation qu'ont les professionnels du secteur handicap du nombre d'abus, les chiffres qu'ils avancent sont parfois affolants. C'est comme si cela n'arrêtait pas, comme si cette situation était constante. Voilà qui met en évidence la difficulté du décodage de ce qu'est un abus avec une personne en situation de handicap.

En matière de chiffres, j'avais envie de vous transmettre un tout petit résultat, tout à fait secondaire d'ailleurs dans l'objectif de cette recherche, d'une recherche terminée en l'an 2000, qui était subsidiée par la Commission européenne et intitulée "Sida, sexualité et retard mental".

Elle a été effectuée dans quatre pays de l'Union européenne, dans quatre régions, plus exactement: au Portugal, en Émilie-Romagne, en Région wallonne et en Région bruxelloise, ainsi qu'en Ile-de-France. Cette recherche avait un côté quantitatif. La particularité du questionnaire qui a servi à cette recherche est qu'il comportait cinquante questions. Tout le monde a dit que la cinquantième question ne recevrait jamais de réponse, parce que personne ne répondait à cinquante questions dans une recherche. Or il se fait que la cinquantième question portait sur l'abus. Au total, nous avons analysé 530 questionnaires, dont 241 concernaient la Communauté française de Belgique, Wallonie-Bruxelles.

Je vais reprendre uniquement les résultats belges. Sur les 241 questionnaires que nous avons pu



analyser et qui répondaient à des critères de correction, 229 avaient une réponse à cette cinquantième question, ce qui est énorme. Je vais vous lire cette question, même si c'est un peu fastidieux:

"À l'intérieur ou en dehors de votre service, avez-vous connaissance de situations présentes ou passées de:

- une personne non handicapée qui aurait abusé sexuellement d'une personne handicapée mentale;
- une personne handicapée mentale qui aurait abusé sexuellement d'une autre personne handicapée mentale (c'est un terme que l'on utilisait à l'époque, aujourd'hui, on ne dirait plus handicapée mentale);
- une personne handicapée mentale qui aurait abusé sexuellement d'une personne non handicapée;
- une personne handicapée mentale qui aurait été victime d'abus intrafamiliaux;
- une personne handicapée mentale qui aurait été l'auteur d'abus intrafamiliaux?"

La question spécifiait bien "avez-vous connaissance de". À cette question, 95 services et institutions ont répondu avoir connaissance d'abus d'une personne non handicapée sur une personne handicapée; à peu près 50 % ont répondu avoir connaissance d'abus d'une personne déficiente intellectuelle sur une autre personne déficiente intellectuelle; 24,1 % de services signalent avoir connaissance de l'abus d'une personne déficiente intellectuelle sur une personne non déficiente; 71,4 % des institutions signalent avoir connaissance de personnes handicapées mentales victimes d'abus intrafamilial et 25,1 % des institutions déclarent avoir connaissance de personnes déficientes intellectuelles auteurs d'abus intrafamilial.

Ces chiffres sont énormes. Ils ne rendent compte que de la représentation mentale des professionnels. Cela correspond à ce que l'on trouve dans la littérature et à ce que l'on entend comme discours ambiant.

Cette question préoccupe très fort les professionnels.

Le problème majeur dans le traitement de ces abus, tel que nous le voyons dans notre travail, c'est le décodage de la situation. Il pose un énorme problème pour différentes raisons. Ce sont généralement les mêmes raisons qui sont invoquées pour ne pas donner de suite à l'affaire, pour ne pas faire de dévoilement et pour ne pas

mettre l'affaire entre les mains du parquet.

Qu'entend-on comme raisons qui rendent difficile le décodage de la situation? Il y a d'abord la recherche des preuves, qui peut provoquer plus de dégâts que l'acte lui-même chez une victime qui présente une déficience. Ensuite, l'interprétation des professionnels sur un acte qui leur paraît abusif peut être envahie par l'émotion provoquée par l'acte. En fait, cet acte n'est peut-être pas toujours abusif mais simplement hors norme. Il y a beaucoup d'interprétations de quelque chose d'abusif. Je vais vous donner un exemple. On a de grosses réactions de professionnels quand un couple se forme entre une personne handicapée physique et une personne déficiente intellectuelle. Il y a une tendance à taxer cette situation d'abus parce que c'est une relation entre une personne qui n'a pas de déficience intellectuelle et une personne qui a une déficience intellectuelle.

Je vous invite à regarder le reportage tout récent réalisé par Jean-Michel Carré sur la sexualité et le handicap. Une jeune femme témoigne très bien de cela. Elle explique qu'elle a eu un homme dans sa vie, c'était l'homme de sa vie. Elle est restée sept ans avec lui. Il présentait une déficience intellectuelle et pour cette raison, les professionnels ont coupé court à cette relation et ont mis cette personne sous protection. C'est un des exemples qui fait que les situations sont flouées, peu précises et mal décodées.

D'autres professionnels font preuve d'une véritable phobie de l'abus. On le voit actuellement beaucoup dans nos institutions. Un acte se passe, surtout quand l'auteur est en situation de handicap, et les professionnels réagissent très émotionnellement et très vite. Cela soulève la question de la manière dont on s'occupe des éventuels auteurs qui sont déficients intellectuels et qui commettent des infractions à caractère sexuel.

Nous rencontrons aussi des professionnels qui minimisent les faits, qui disent à la personne d'oublier cette histoire, de ne pas en faire trop. Dans un article qu'elle a écrit en 2006, Nicole Diederich reflète cette situation de personnes qui sont maintenues sous l'emprise de l'entourage ou de professionnels et qui sont réduites au silence.

Je vais reprendre une des petites choses qu'elle dit: "On peut mettre en évidence une certaine constance, surtout des femmes désignées comme handicapées mentales. Les violences qu'elles subissent ne sont pas toujours perçues par autrui,

y compris les professionnels, comme ayant une gravité égale à celles qui seraient exercées sur des enfants ou des femmes non handicapées". C'est un article qui date de 2006.

Enfin, ce que l'on rencontre aussi, et à plus d'une reprise, ce sont des personnes qui n'ont jamais bénéficié d'une information sur leur sexualité, qui ignorent qu'elles sont victimes d'abus. Par exemple, un témoignage nous vient d'un mouvement d'autodétermination: le mouvement "Personnes d'abord". Une personne subissait une relation sexuelle hebdomadaire par un voisin qui était invité par son papa et elle ne savait pas du tout qu'elle avait la possibilité de refuser. Elle a appris que c'était en réalité un viol, qu'on ne lui avait jamais demandé son consentement et que cela lui avait été imposé, en discutant avec ses pairs, en discutant avec les autres personnes déficientes qui le lui ont fait remarquer. Donc, on voit que l'absence d'éducation et d'information peut quand même avoir des conséquences aussi terribles.

On constate encore aujourd'hui que la parole d'une personne handicapée a très peu de crédit. J'ai accompagné moi-même des personnes pour porter plainte. Très souvent, on doute de sa parole ou on lui dit: "Vous avez tout fait pour que cela se passe." Cela arrive même avec la population générale, quand des filles vont porter plainte pour viol, je sais bien. En tout cas, cela arrive souvent avec des personnes déficientes intellectuelles. Et je recommanderais, en tout cas, qu'elles soient toujours accompagnées.

Ensuite, on voit aussi que les victimes de violence conjugale qui ont des déficiences motrices renoncent, elles aussi, souvent au dévoilement. Elles craignent de se retrouver sans logement ni ressources matérielles, de se retrouver en institution. Leur limitation les empêche évidemment de s'enfuir. Elles ont peur aussi de perdre la garde de leur enfant sous prétexte d'un handicap si elles vivent seules. Ou alors, difficulté de demander de l'aide.

Certaines situations sont clairement incestueuses. Et on peut entendre qu'elles apparaissent, aux yeux des professionnels, comme peu dommageables à la personne handicapée – en se disant: "De toute façon, elle n'aura quand même jamais rien d'autre en matière de vie affective et sexuelle". L'inceste est un mot qui ne se retrouve pas, si je me souviens bien, dans le Code pénal. Donc, c'est déjà très difficile. Pour la personne qui est sous emprise, déjà dans la population générale, porter plainte, c'est très dur. Alors, pour

une personne handicapée, c'est encore plus dur.

Je ne me gêne pas ici, je dévoile tous ces aspects qui peuvent sembler un petit peu durs, mais qui ne sont pas exagérés, qui sont des situations qu'on rencontre.

On entend souvent le témoignage de professionnels aux prises avec la misère sexuelle des personnes: des personnes qui ont des pulsions, qui ont des besoins, qui sont visibles, un peu plus chez les hommes que chez les femmes, mais existant chez les femmes aussi, si l'on s'intéresse à la question. Ils se disent: "Pourquoi est-ce que je ne le soulagerais pas? Il dormira mieux, etc."

La limite entre ces réponses qui peuvent sembler excessivement humaines, finalement – des parents disent ça, beaucoup de parents –, la limite entre ces actes faits dans un souci d'humanité et un abus ou un inceste est très floue. Ce n'est pas moi qui vais trancher, mais c'est très flou. Nous sommes un peu démunis par rapport à cela.

J'ai pris contact avec le Centre d'appui bruxellois, qui est en train de rédiger son rapport d'activités 2010. Il a 61 nouveaux dossiers d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. Donc tout venant. C'est un centre qui s'occupe des auteurs d'infractions et qui ne cherche pas à savoir comment sont les victimes et leurs caractéristiques. En tout cas, chaque année, ils ont plusieurs victimes déficientes, particulièrement à déficience intellectuelle. Ils en ont repéré deux l'année passée. C'est donc un minimum.

Par contre, il y avait cinq ou six dossiers qui concernaient des auteurs d'infractions à caractère sexuel et qui présentaient une déficience intellectuelle.

J'ai pris contact avec le service SOS Inceste: il a excessivement peu de plaintes. Or, déjà en 1982, on a mis en évidence un risque excessivement accru de situations incestueuses auprès des personnes handicapées mentales. Un auteur a montré que, déjà en 1982, une femme déficiente intellectuelle présentait 400 fois plus de risques qu'une autre femme de porter un enfant qui serait le fruit d'un acte incestueux.

Mais les plaintes n'arrivent pas non plus à ce service. Par contre, ce service a été contacté par une équipe qui s'occupait de personnes handicapées et qui soupçonnait qu'une jeune femme avait été abusée par son père. La situation était très compliquée parce que le père était le

tuteur de la personne en minorité prolongée.

Cela met aussi en évidence un aspect qui complique la situation qui est le statut juridique des personnes qui les empêche parfois de porter plainte elles-mêmes ou de demander un examen elles-mêmes ou de demander quelque chose elles-mêmes.

M. Warlet et le Pr Marc Preumont ont écrit un livre sur le traitement juridique et le statut des personnes déficientes intellectuelles et éventuelles victimes de violences sexuelles.

J'ai également eu un contact avec la permanente de la Fédération des services d'accompagnement qui, elle aussi, a très peu de plaintes. Quasiment jamais! Par contre, ils entendent énormément de plaintes pour des abus affectifs comme, par exemple, les cas de personnes entraînées dans des mariages blancs.

SOS Viol qui devrait également être concerné a, chaque année, quelques cas de personnes présentant des déficiences intellectuelles et de personnes handicapées physiques. Les personnes qui présentent des déficiences intellectuelles ne sont jamais suivies elles-mêmes. C'est plus l'entourage qui reçoit des demandes, parfois même le professionnel. Actuellement, une personne handicapée physique est suivie elle-même. Un gros problème, évidemment, c'est qu'ils sont situés au quatrième étage avec un tout petit ascenseur. Ils doivent donc, à chaque fois, trouver un local accessible.

Enfin, j'ai quand même pris contact avec le Centre de Bruxelles francophone qui s'occupe le plus des personnes en situation de handicap et qui, chaque année, est contacté pour des situations d'abus. Là encore, il est excessivement rare qu'ils aident la personne elle-même. Généralement, c'est plus le service ou l'entourage de la personne qui est aidé.

Voilà, nous aurions pu contacter les services SOS Enfants, les services de violence conjugale, etc. Ce sujet mérite vraiment une recherche approfondie. Tout cela montre, en tout cas, qu'il y a une distorsion entre les représentations qu'ont les professionnels de l'existence d'abus sur des personnes en situation de handicap et le nombre d'appels à l'aide, le nombre de personnes aidées et le nombre de plaintes déposées par ces personnes. Il y a clairement une distorsion à ce sujet et cela vaudrait la peine d'objectiver cela.

J'ai déjà essayé d'aborder les raisons pour lesquelles ces plaintes n'arrivent pas. J'ai recensé

aussi toutes sortes de facteurs de vulnérabilité mais ceux-ci ont déjà été évoqués plus haut par les personnes qui ont pris la parole avant moi. Je voudrais compléter en disant aussi qu'un des facteurs qui favorise peut-être cette situation et rend vulnérables les personnes, c'est le manque de place dans les services et les institutions, particulièrement pour les personnes de grande dépendance, personnes qui se trouvent donc chez elles en milieu fermé avec une série assez impressionnante d'acteurs d'aide, de soins, bénévoles, familiaux, etc., ce qui multiplie évidemment les contacts de proximité avec parfois des soins physiques excessivement proches et intimes et qui, parfois dans la tête de certaines personnes, peuvent les dédouaner d'une culpabilité à passer à l'acte. C'est à prendre en compte.

Je sais que cette commission ne s'occupe pas de cette question mais je crois qu'on ne peut pas ne pas prendre en compte la situation des auteurs des infractions à caractère sexuel, surtout s'ils ont une déficience intellectuelle. Cela pose également le problème du décodage. On retrouve des personnes en prison, on retrouve des personnes en défense sociale et on ne sait même pas quand elles vont sortir, on retrouve des personnes sous castration chimique, surtout des hommes. Ces personnes ne bénéficient d'aucune aide et d'aucun traitement approprié à leur cas. D'abord, elles se retrouvent là parfois sans avoir compris ce qui se passait, car souvent, une infraction, un passage à l'acte résulte d'une démarche exploratoire de quelqu'un qui n'a jamais été informé sur la sexualité, de quelqu'un qui n'a jamais appris les habiletés relationnelles, notamment celle qui consiste à demander le consentement des gens avant de faire quelque chose.

Il est vrai, comme l'a très bien dit Mme Baudine, qu'il est important dans l'éducation quotidienne de ces personnes de leur demander à elles aussi leur avis et leur autorisation, ce qui n'est pas encore généralisé. Ces personnes sont parfois à la découverte de quelque chose et n'avaient pas du tout l'intention ni de faire du mal ni d'abuser ni de forcer quelqu'un. Ces personnes en outre ne bénéficient d'une aide que très difficilement car ce qui est offert par les services pour les auteurs d'infractions n'est pas du tout accessible aux personnes avec une déficience intellectuelle. Ce sont des groupes de parole, fondés sur l'élaboration par la parole, ce sont des démarches très souvent psychanalytiques et elles ne sont pas aptes à bénéficier de ces démarches.

On risque aussi de traiter certaines personnes de manière assez violente pour des actes qui auraient pu être évités par la prévention. Tout un travail existe pour analyser des situations d'abus qui devrait être appris aux institutions également.

Nous avons tendance à conclure que le rôle préventif de l'éducation affective et sexuelle de qualité qui comprend l'estime des personnes est essentiel, que la prise en compte du désir de la personne, dont Mme Baudine a parlé, est tout aussi indispensable. Le traitement juridique et psychosocial des abus sexuels devrait vraiment faire l'objet d'une réflexion très approfondie et pluridisciplinaire qui tienne compte du cas par cas. Enfin, j'insiste sur la pratique des groupes de parole pour les personnes en situation de handicap, qui apparaît rapidement très efficace. Elles apprennent énormément de choses elles-mêmes, dont le respect du territoire de chacun, de la bulle de chacun, le consentement. Ces groupes de parole ouverts aux parents de personnes handicapées qui sont les premiers à influencer sur leur sexualité s'avèrent très efficaces eux aussi.

Voilà quelques réflexions sur ce que nous rencontrons dans la réalité.

De **voorzitter**: U hebt melding gemaakt van een Europese studie. Ik neem aan dat u die ter beschikking kunt stellen van de commissie?

Est-il possible de nous remettre le document reprenant les chiffres de l'enquête européenne?

**Fabienne Cornet**: C'est une enquête qui essaie de dresser l'état des lieux sur le sida et la déficience intellectuelle, notamment au sein des services. Elle ne se penchait pas sur les abus. Seule la dernière question y était relative. Mais l'ensemble des questions portent sur la situation. Cette enquête avait été menée par l'ASBL Sida et Handicap, qui n'existe plus. J'en possède encore un exemplaire informatique. Je demanderai aux personnes qui ont signé cette recherche avec moi si elles n'y voient aucune objection. En tout cas, je pense que cela ne devrait pas poser problème!

De **voorzitter**: Zijn er collega's die graag nog een verduidelijking krijgen door een van de sprekers?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb een kleine vraag voor het hoofd van het Vlaams Agentschap, de heer Bursens. U hebt gesproken over een bepaalde rol voor het Vlaams-Brabantse vertrouwensartscentrum, ten opzichte van instellingen. Ik had dat graag even verduidelijkt gezien.

De **voorzitter**: Misschien worden alle vragen beter in een keer gesteld. Ik geef het woord aan mevrouw Déom.

**Valérie Déom** (PS): Je remercie l'ensemble des intervenants. Il est évident que le témoignage de Mme Cornet est assez éclairant. Entre ce qui nous a été présenté par les deux responsables des agences flamande et wallonne où – je l'avais noté avant d'entendre le témoignage de Mme Cornet – on a l'impression que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'il y a finalement très peu de plaintes, et des témoignages que nous avons eus ici dont ceux de Mme Cornet, il y a une différence; les derniers démontrent que la réalité sur le terrain est tout autre.

Ici, il s'agit de témoignages sur base d'une étude et sur base de ce qui se passe à Bruxelles. Je voulais savoir si vous avez le même sentiment, en Flandre et en Wallonie, qu'il existe un décalage entre les plaintes qui sont déposées auprès de vos institutions ou les audits qui sont effectués et la réalité sur le terrain.

Ce qui nous intéresse, dans le cadre des missions de notre commission, ce sont les abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité. Ce sont plutôt les abus sexuels qui se passent dans le cadre d'institutions et venant de personnes qui ne sont pas en situation de handicap par rapport à une personne en situation de handicap. Dans un tel cas, je voulais savoir, concrètement, quel était le parcours d'une plainte, à partir du moment où vous la recevez, via la victime elle-même, via la famille de la victime, via éventuellement un collègue de l'institution qui vient relater des faits d'abus sexuels.

Quel est le parcours de cette plainte? Quelles mesures prenez-vous vis-à-vis de l'institution? La personne est-elle directement écartée? Cette plainte est-elle d'office transmise à la Justice ou faut-il l'accord de la victime ou du tuteur de la victime? Je voudrais savoir comment cela se passe concrètement, lorsque vous recevez des plaintes de ce type. Y a-t-il une procédure notamment dans le manuel de qualité adopté en Région flamande? Un point de contact central n'a pas encore été mis en place mais y a-t-il des règles de procédure à suivre dès que quelqu'un est informé de ce type d'agissements?

De **voorzitter**: Zijn er nog andere collega's die vragen wensen te stellen?

Ik heb zelf nog een vraag. Mijnheer Gubbels, u

zegt dat u onrechtstreeks bij de administratieve afhandeling van uw dossiers soms stuit op terugbetalingen waaruit u kunt afleiden dat seksueel misbruik aan de grondslag heeft gelegen van die bepaalde vraag om terugbetaling, of dat u dit onrechtstreeks kunt afleiden uit bepaalde dossiers en bepaalde klachten. Wordt er door u dan verder onderzoek verricht? Wordt er desgevallend ook klacht neergelegd bij het parket?

Aansluitend een algemene vraag aan alle sprekers. Mevrouw Déom heeft de vraag al gesteld. Op welke wijze wordt er, wanneer een ambtenaar kennis heeft van een bepaald misdrijf, klacht geformuleerd bij politie of parket?

**Laurent Bursens:** Mijnheer Landuyt, de vraag die u stelt, gaat over de samenwerkingsovereenkomst die al vier jaar bestaat tussen het Vlaams Agentschap en het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling Vlaams-Brabant. Wat is de bedoeling van die overeenkomst? Wij financieren deze instelling om ter beschikking te staan van voorzieningen om, in geval zij te maken hebben met een geval of gevallen van grensoverschrijdend gedrag binnen hun voorzieningen waarop zij een beroep kunnen doen, zowel de voorziening te ondersteunen ten opzichte van hoe om te gaan met dat probleem op het niveau van opvoeders, als om het slachtoffer te ondersteunen. Dat is eigenlijk een stuk remediërende aanpak dat het vertrouwensartscentrum voor zijn rekening neemt en dat daarover ook rapporteert en registreert. Dat is eigenlijk de bedoeling.

De klacht op zich is een andere zaak. Daar is de voorziening gehouden zich aan de procedures te houden.

Dan kom ik tot de vraag die mevrouw daarnet stelde, namelijk: wat is de procedure waarin wij hebben voorzien in onze grondige opleidingen en sensibilisering naar alle voorzieningen toe? Wanneer voorzieningen en directies van voorzieningen geconfronteerd worden met een klacht, zetten zij onmiddellijk zelf stappen naar het gerecht.

Inzake wat wij vooropgesteld hebben in deze meerjarige opleiding van het personeel van de voorzieningen. Daarmee pik ik in op het probleem van de decodering van het gedrag waarover mevrouw daarnet sprak. Ik denk dat het heel belangrijk is te onderstrepen dat het bespreekbaar maken en het systematisch sensibiliseren van de opvoeders van voorzieningen rond seksualiteit

enorm werkt om taboes te doorbreken, om gedrag te leren decoderen, om heel snel signalen op te pikken van zaken die niet kunnen.

Ik zeg helemaal niet dat daarmee alle problemen van de baan zijn. Het fenomeen zal zich zeer zeker nog voordoen. Wat het aantal klachten betreft dat bij ons binnenkomt via de inspectiediensten, het volgende. Wij hebben een apart agentschap inspectie dat voor ons optreedt, voorzieningen bezoekt en controleert. Wanneer er een klacht bij ons belandt schakelen wij altijd opnieuw de inspectie in om ter plekke te gaan controleren. Welnu, die klachten zijn toch heel zeldzaam geworden de laatste jaren.

Ik verwijs toch wel naar het fenomeen dat wij een heel uitgebreide, bekende klachtendienst hebben. Wij maken daar werkelijk reclame rond naar alle personen met een handicap en naar alle voorzieningen om in geval van problemen daarvan gebruik te maken. Ik kan mij dus niet indenken dat ouders in geval ze echt te maken krijgen met een klacht of een situatie binnen een voorziening zouden aarzelen om bij ons een klacht in te dienen. Evenwel, dat gebeurt maar zeer zelden. Wanneer dat gebeurt, wanneer een klacht bij ons binnenkomt, in geval de voorziening zelf het probleem niet onmiddellijk aanhangig heeft gemaakt bij de gerechtelijke instanties, dan is het zo dat op het moment waarop de ambtenaar, hetzij van het Vlaams Agentschap, hetzij van onze zorginspectie, daarvan kennis heeft, hij onmiddellijk het parket inschakelt.

Er is heel veel nadruk gelegd in die opleiding naar voorzieningen op het respecteren van een stappenplan, procedures. Er is een soort boomstructuur opgebouwd, een feitenboom, waarbij men eigenlijk aan instellingen en opvoeders uitlegt dat wanneer die en die feiten gebeurd zijn, men zo moet handelen. De voorschriften zijn zeer degelijk en liggen vast in kwaliteitshandboeken. Uiteraard is het niet omwille van het feit dat wij al deze systemen, kwaliteitshandboeken en criteria grondig hebben opgebouwd dat er geen feiten meer gebeuren. Dat wil ik helemaal niet gezegd hebben. Ik denk echter dat het investeren, niet eenmalig maar in werkelijk continue zin, in dit soort opleiding en procedures toch wel helpt.

**Alice Baudine:** Chez nous aussi, dès qu'il y a une plainte, elle est systématiquement relayée auprès du parquet. Il n'y a aucune enquête préalable, la plainte est directement relayée, mais cela ne nous empêche pas de travailler directement avec l'institution. Nous avons des

auditeurs qualité et un médecin auditeur qui abordent avec l'institution la question des pratiques professionnelles qui doivent être mises en œuvre pour le suivi, la protection de la personne, l'encadrement de la victime et des proches. La famille est toujours impliquée dans la problématique et le travail avec les professionnels. Le but est aussi de mettre en place des procédures pour éviter que cela ne se reproduise. Il y a une approche de l'ensemble de la population et de l'ensemble des éducateurs.

Il y a toujours la double approche, pénale et audit, pour améliorer le système.

À propos de la vie sexuelle et affective des personnes handicapées, j'ajouterai que nous sommes dans un cadre beaucoup plus large. Ici, nous nous sommes limités aux cas d'abus de l'autorité sur la personne. Je ne peux pas garantir qu'il n'y ait pas certaines personnes en institution qui ne disent rien. À côté de l'approche de l'abus, il y a l'approche de la vie sexuelle et affective de la personne handicapée tant en institution qu'en dehors.

Il y a une différence d'approche par rapport à 2001. La personne handicapée a droit à une vie sexuelle et affective. Mais qu'est-ce que cela sous-tend? Comment la rendre possible? Comment la respecter et comment faire en sorte que la personne handicapée soit respectée? C'est une problématique difficile à cerner et qui nous emmène dans un débat beaucoup plus large.

Il est difficile de voir la frontière entre les deux aspects. Nous sommes toujours un peu à cheval sur les deux.

J'ai fait une description de ce que nous mettons en œuvre dans les institutions. À côté de cela, certaines personnes sont à la maison - indépendamment de la problématique des parents qui veulent aider leurs enfants à avoir une vie sexuelle et affective, malgré leur lourd handicap - et se disent à un moment donné, qu'après tout, si personne ne le fait, elles peuvent s'adresser à nos services d'accompagnement et d'intégration, qui ont aussi une approche de la vie sexuelle et affective pour les jeunes et les adultes handicapés.

Reste la problématique qui, jusqu'à présent, n'a pas été abordée par nous et ne l'est pas non plus par d'autres, des abus intrafamiliaux ou par les voisins de personnes handicapées qui sont dans leur milieu de vie et qui ne fréquenteraient pas nos services d'accompagnement et qui n'auraient

donc aucune approche de la vie sexuelle et affective. Dans ce cas, il reste, de toute évidence, un manque, par rapport à l'approche et l'éducation que l'on devrait faire pour ces personnes-là. C'est un point sur lequel nous nous sommes déjà interrogés.

Il existe maintenant un projet pilote sur Namur avec le centre de planning familial, qui réserve un accueil spécifique aux personnes handicapées présentant une déficience intellectuelle, afin de, précisément, les aider à approcher leur vie sexuelle et affective sans se faire "abuser". C'est encore un projet pilote. Chaque fois que l'on évoquait l'aide aux victimes et que l'on se retrouvait dans la situation d'une personne présentant une déficience intellectuelle qui doit faire appel aux services généraux, se posait la problématique de l'inconnu pour le service généraliste, qui ignore la façon d'aborder une personne handicapée présentant une déficience intellectuelle.

Il est très compliqué de faire travailler ensemble les services qui ont des approches totalement opposées. C'est vrai pour la vie sexuelle et affective, comme ce l'est en médecine aussi. Demandez à une personne qui a un polyhandicap et qui n'a pas l'accès à la parole ce qu'elle ressent et de quoi elle souffre, c'est souvent fort compliqué! Si on a une personne autiste en face de soi, il est très compliqué de savoir pourquoi elle va mal réagir, pourquoi elle réagit de telle ou telle façon. Nos services généralistes n'y sont pas préparés. À cet égard, nous avons encore un défi à relever pour faire connaître la spécificité du handicap et le faire accepter dans sa différence par la société.

**Laurent Bursens:** Ik wil daar nog iets aan toevoegen over onze ervaring met intrafamiliaal misbruik en misbruik van burens. Onze voorzieningen praten de jongste 10 jaar zeer regelmatig met bewoners en opvoeders over respectvolle seksualiteit. Door dit bespreekbaar te maken groeit het besef, waardoor personen met een handicap, zelfs personen met een mentale handicap, spontaan aan de sociale dienst van hun voorziening komen melden dat zij niet langer accepteren dat zij door burens of door iemand binnen de familie betast worden op onrespectvolle wijze.

Dit bewijst nogmaals dat een volgehouden inspanning rendeert om mensen met een handicap bewust te maken van seksualiteit en van intimiteit, en het grensverschil tussen intimiteit en seksueel misbruik. Zelfs personen met een

handicap dwingen nu wat dat betreft respect af van de buitenwereld.

De **voorzitter**: Mijnheer Gubbels, u ging nog iets zeggen over de procedure die eventueel gevolgd wordt bij de FOD?

**André Gubbels**: Je voudrais réagir à ce qu'a dit Laurent Bursens. Il a tout à fait raison en disant: "Attention, quand je vous ai dit que nous avons plus de 600 000 personnes qui ont un dossier, les personnes qui sont suivies et qui sont en institution sont finalement celles qui sont le moins à risque". Comme vous l'avez vu, elles font effectivement l'objet d'un suivi et d'un accompagnement. Que constate-t-on chez nous, par exemple? Vous savez que, lorsque les personnes sont en institution, elles sont protégées financièrement. Donc, la famille les empêche d'entrer en institution pour garder les revenus à la maison. Vous voyez bien qu'il y a là tout un terrain sur lequel il y a encore matière à réflexion.

Ce que je voulais vous dire, c'est que, bien entendu, lorsque les personnes introduisent une demande d'allocation, un dossier médical est constitué. Mais ce qui va se trouver dans ce dossier médical, dans lequel vont peut-être apparaître des situations de maltraitance... Il faut savoir que, comme Mme Cornet l'a dit, il y a quand même une littérature internationale assez abondante sur les violences sexuelles. Par exemple, une étude récente disait: "Une femme avec une déficience intellectuelle a une chance sur trois d'être victime d'une agression sexuelle au cours de sa vie". C'est un phénomène assez bien connu. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'on le retrouve dans les dossiers. Mais, lorsqu'un médecin va prendre connaissance des rapports pluridisciplinaires, ces faits sont déjà signalés. Ils auront été signalés par le médecin traitant et par l'équipe pluridisciplinaire ou l'institution qui aura constitué le dossier de la personne. Donc, nous n'allons pas découvrir quelque chose qui est déjà fait.

De façon tout à fait incidente, puisque nos médecins font l'examen clinique et qu'ils reçoivent parfois des personnes, lorsqu'ils vont découvrir de façon exceptionnelle un soupçon – dans la conversation qu'ils ont avec la personne – d'un abus sexuel, ils prennent alors contact avec des services d'accompagnement ou, le cas échéant, ils renvoient la personne vers la Justice ou le médecin traitant. Il n'y a pas de règle particulière, parce que la problématique du décodage est assez difficile dans ce cadre-là.

De **voorzitter**: Mijnheer Gubbels, als ik u goed begrijp, zegt u dat jullie ervan uitgaan dat ofwel de voorziening ofwel de behandelende arts het nodige heeft gedaan om het misdrijf bij Justitie te melden en dat jullie nooit zelf het initiatief nemen om in bepaalde situaties toch een klacht bij politie of parket te formuleren. Heb ik u goed begrepen?

**André Gubbels**: Je pense que, de l'expérience que nous avons, nous allons le faire, bien entendu, si ces faits n'ont pas été signalés.

Encore une fois, ce que nous avons est un dossier médical. Le médecin doit évaluer les déficiences et les problèmes que rencontre la personne par rapport à un dossier médical. Si, dans ce dossier médical, par rapport à ce que vous me dites, il apparaît effectivement qu'il y a des faits, que le médecin traitant (c'est un autre médecin, bien entendu) ne l'aura pas signalé, dans ce cadre, se pose la question que vous évoquiez tout à l'heure du secret médical et de ce qui est communiqué ou pas.

Globalement, ce que me disent les médecins, c'est que, s'ils constatent eux-mêmes des délits, ils prendront bien entendu les mesures qui s'imposent.

**Sophie Donnay**: Effectivement, ces situations, nous les rencontrons au quotidien dans l'analyse des dossiers. Quand les personnes entrent en institution, des anamnèses arrivent avec tout l'historique de la personne. C'est un peu la même chose pour M. Gubbels.

Dans ces analyses, on peut voir que, dans les parcours antérieurs, il y a eu parfois des notions d'abus, etc. qui ont été, à l'époque, prises en compte. C'est vraiment dans l'historique de la personne qu'apparaissent ces notions d'abus et qu'on peut observer au travers de la lecture des dossiers. C'est vraiment une lecture de dossier.

Par contre, si, dans le cours des entretiens individuels avec les personnes, on est amené à constater des soupçons d'abus, on amènera les personnes vers les lieux adéquats par rapport à une dénonciation ou des choses comme ça, dans le cadre de la relation individuelle qu'on aura établie avec eux.

Par rapport au service PHARE et à la relation qu'on a avec les institutions et les institutions avec leur personnel, il y a, dans le cadre de toute la réglementation au niveau de l'agrément, des pièces justificatives qui sont demandées par rapport à l'engagement des personnes qui vont

encadrer les personnes handicapées. Tout cela est écrit dans les textes réglementaires.

S'il y a un soupçon d'abus institutionnel avec un éducateur, effectivement, il y aura une dénonciation au parquet. Ils nous avertiront également de ces faits-là.

J'ai interviewé mes collègues et cela fait dix ans que je suis là: jusqu'à présent, on n'a encore jamais connu de telles situations.

Maintenant, comme le disait Mme Cornet, il y a peut-être des choses qui existent parce que les modalités d'expression des personnes handicapées par rapport à leur vécu quotidien sont parfois très déficitaires. C'est donc difficile à décoder.

Mais les professionnels sont au courant et l'objectif des formations qu'on met en place et de tout ce que j'ai cité, de toute la mouvance de tout ce qui est plus global par rapport à la vie affective et sexuelle en général va aider à ce décodage-là aussi. Il est donc possible que cela nous arrive par la suite, suite à tout ce qui est mis en place.

De **voorzitter**: Indien er geen vragen meer zijn, dan sluiten we dit onderdeel. Ik bedank de sprekers voor hun aanwezigheid en voor de tijd en de moeite om ons een en ander toe te lichten.

*De vergadering wordt geschorst van 15.45 uur tot 16.08 uur.*

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.45 heures à 16.08 heures.*

*Présidente: Karine Lalieux.*

*Voorzitter: Karine Lalieux.*

#### **Audition de**

**- M. Guy Boudrenghien, président honoraire du Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française**

**- M. Stefan Grielens, représentant des "Centra voor Leerlingenbegeleiding (CLB's)"**

**Hoorzitting met**

**- de heer Guy Boudrenghien, erevoorzitter van de "Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française"**

**- de heer Stefan Grielens, vertegenwoordiger van de Centra voor Leerlingenbegeleiding (CLB's)**

La **présidente**: Chers collègues, nous allons terminer ces auditions des secteurs particuliers en recevant le secteur de l'enseignement et, en particulier, les centres PMS. Nous allons donc

entendre le président honoraire du Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française, M. Boudrenghien, et M. Grielens, représentant les "Centra van Leerlingenbegeleiding.

Ces messieurs vont nous faire un bref exposé avant que vous ne leur posiez vos questions.

**Guy Boudrenghien**: Madame la présidente, mesdames, messieurs, je viens devant vous vous exposer les observations et, si je puis me le permettre, quelques idées sur lesquelles je vous demanderai de bien vouloir insister dans la mesure où j'aurais pu vous en montrer l'importance.

Au niveau des centres PMS, je travaille avec des équipes pluridisciplinaires de psychologues, d'assistants sociaux, d'infirmières et de médecins. J'ai remis à vos services un document qui reprend et qui détaille les missions et la composition des centres, et qui vous a été ou vous sera communiqué.

En fait, nous travaillons au quotidien avec les établissements scolaires dans une relation de bonne connaissance réciproque et de grande proximité. C'est un élément important dans le cadre de la prévention, de la détection et du traitement des abus sexuels dans une relation d'autorité. Ceci est vrai quels que soient la personne ou le groupe abuseur détenteur d'une autorité.

Les centres PMS travaillent en bonne partie dans les établissements scolaires. L'école est importante dans l'éducation. L'école est un lieu de vie.

La **présidente**: Monsieur Boudrenghien, vous savez que tous nos débats sont traduits. Or, je m'aperçois qu'aucun interprète n'est présent pour l'instant. J'interroge mes collègues. Comme aucun problème ne semble se poser au niveau de la compréhension, je vous propose de poursuivre, mais nous attendrons les interprètes avant de passer aux questions.

**Guy Boudrenghien**: Je vous remercie, madame la présidente. Je vous prie de m'excuser de ne pas pratiquer suffisamment le néerlandais pour m'exprimer dans cette langue devant vous. Je voulais commencer par situer l'endroit d'où je vous parle: les centres PMS avec cette caractéristique qu'ils travaillent en bonne partie dans les établissements scolaires. Je disais que l'école était, comme les familles, un lieu important



d'éducation, un lieu de vie où l'enfant se sent en sécurité, comme dans sa famille. Le traumatisme de l'enfant est d'autant plus important lorsque cette sécurité n'est plus garantie; lorsque son école n'est plus un lieu sûr, l'enfant est angoissé. Les abus constatés au sein de l'école dans une relation d'autorité mettent à mal le besoin de sécurité de l'enfant. Commettre un abus sexuel dans un cadre scolaire est une circonstance aggravante, vu l'atteinte portée au sentiment de sécurité nécessaire au développement de l'enfant.

Le troisième lieu duquel je vous parle à côté des centres PMS et des établissements scolaires sont les circuits de formation de base et de formation continuée des futurs agents PMS mais aussi des futurs enseignants et directeurs d'établissement. Depuis quelques années que j'y travaille, j'ai constaté que les étudiants et les adultes en formation que j'y rencontre ignorent tous le décret sur l'aide aux enfants victimes de maltraitance, décret du 12 mai 2004. Ils l'ignorent tous, y compris, la plupart du temps, les enseignants qui les encadrent sauf évidemment lorsque j'ai eu le plaisir de rencontrer ces enseignants plusieurs années de suite, parce que je leur en parle chaque fois. Ils ignorent aussi les obligations auxquelles ils sont astreints, même dans le cadre de leur stage, par le législateur. Si je puis me le permettre, je recommande qu'on porte remède à cette ignorance préjudiciable à l'enfant victime.

Voici maintenant quelques constats sur l'évolution observée. Dans les trois réseaux des centres PMS, s'il n'y a pas davantage de situations d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité qu'auparavant, pour autant qu'on puisse en juger vu le manque de données statistiques, les plaintes des enfants nous parviennent plus fréquemment.

Ceci est d'autant plus vrai que les centres PMS ont veillé à annoncer clairement aux écoles, aux familles et aux enfants, dans les classes, leur offre de services comprenant l'utilisation du centre PMS comme lieu d'écoute sécurisé et compétent. Cette disposition est inscrite à l'article 11 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions des centres PMS.

Je recommande de renforcer cette annonce car elle est une disposition importante en matière de prévention et de protection des enfants.

En ordre croissant, nous observons peu de situations d'abus sexuel au sein de l'Église et aucune depuis plusieurs années. Elles ont été constatées au sein des congrégations religieuses

ou, plus souvent, dans les manécanteries.

Nous ne constatons guère davantage de situations d'abus sexuels et d'actes de pédophile au sein des établissements scolaires mais avec les effets aggravants que j'ai cités plus haut.

Nous constatons de façon beaucoup plus fréquente des situations d'abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité intrafamiliale (père, mère, frère ou sœur aînés).

Un centre comme le mien dessert 10 500 élèves pour lequel il remplit les trois missions que le décret lui assigne. Dans le cadre de ces missions, nous gérons deux situations graves de maltraitance par semaine. Plus de la moitié s'accompagnent d'abus sexuels et sont intrafamiliales à raison de 90 %.

Enfin, nous constatons, et c'est peut-être un peu nouveau, des situations d'abus sexuels entre jeunes, avec moins de fréquence sans doute, mais avec deux éléments aggravants qui apparaissent actuellement plus fréquemment: les maltraitances, y compris sexuelles, commises par des groupes à l'encontre d'une victime sont des faits liés ou non à la consommation d'alcool ou de drogue et les enfants, que je dirais enfants martyrs, à la fois au sein de l'école et en dehors de celle-ci, dans la rue, comme si la porte de l'école n'était plus en mesure de les protéger.

L'article 458 du Code pénal, l'avis n° 13 du Conseil supérieur des centres PMS, l'article 1<sup>er</sup>, 3° du texte qui crée cette commission traitent de la question du secret professionnel.

Je regarde cette question sous l'angle particulier des relations entre les centres PMS et les écoles. Si je peux me le permettre, je voudrais attirer l'attention de la commission sur une difficulté inopportunistement créée: la mission des enseignants est de transmettre un savoir. Ils ne sont donc pas dans la nécessité de connaître les éléments de vie privée de leurs élèves pour remplir cette mission et ne sont pas, par conséquent, soumis au secret professionnel contrairement aux agents des centres PMS. Or, la collaboration entre écoles et centres PMS est importante pour la protection et l'accompagnement des enfants victimes. Je voudrais donc insister ici sur deux éléments que je recommande pour traiter et faciliter une collaboration juste, correcte et efficace entre enseignants et agents PMS.

Il s'agit premièrement d'apporter une correction à

la plaquette éditée par l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique en Communauté française (AGERS), plaquette qui comporte une erreur, laissant croire que les enseignants sont soumis au secret professionnel. Cette plaquette est source de tensions inutiles entre les agents PMS et les écoles et fausse leurs relations professionnelles. Je peux m'expliquer à ce sujet.

Deuxièmement, il faut développer une formation continue mixte entre agents PMS et enseignants ainsi qu'au niveau des responsables de ces établissements; formation qui leur permettra de mettre en évidence les bonnes collaborations entre eux, faites de respect et de discrétion.

Avant-dernier point: la coordination. Je me joins volontiers au concert de celles et ceux qui mettent en évidence la difficulté mais la nécessité d'une collaboration entre tous les services qui traitent des questions qui nous occupent cet après-midi. Mais comment ne pas voir que la démultiplication des services rend la coordination moins visible, plus difficile au point que je ne connais pas de service de coordination qui, dans ses paroles ou ses écrits, n'oublie pas l'un ou l'autre partenaire. Les choses sont bien trop complexes! Je n'insisterai que sur un seul point: la proximité.

Je voudrais recommander, si je peux me le permettre, le développement de la coordination - et ce principalement à partir des services de proximité - par les cellules 'bien-être' actuellement en développement, en synergie, entre les écoles, les centres PMS et les services de promotion de la santé à l'école, mais aussi par l'apprentissage des techniques de développement des réseaux locaux de proximité, tant en formation de base, qu'en formation continue.

Je souligne ici l'efficacité reconnue des synergies mises en place, au plan local, par les centres PMS, les services de la justice (parquet et autres), les services de l'aide à la jeunesse (SAJ, AMO), efficacité qui ne peut que s'accroître, dès lors que ces services se connaîtront mieux, ce qui laisse encore à désirer; et, au plan communautaire, par la poursuite des travaux menés en commun par le conseil supérieur des centres PMS et la commission consultative de l'aide à la jeunesse qui peut donner l'impulsion nécessaire à cette connaissance réciproque.

Dernier point: la gestion par les centres PMS, c'est le propos des centres rencontrés, c'est votre article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du texte qui crée cette commission. Comment les centres PMS agissent-ils dans le but

de prévoir, détecter et aborder les abus sexuels dans le cadre de relations d'autorité? Tout d'abord, ils accordent une pleine attention à l'enfant victime d'un abus sexuel de la part d'un adulte ou d'un jeune aîné qui utilise une relation d'autorité. L'enfant développera toujours un sentiment de culpabilité. Cette culpabilité est d'ailleurs utilisée par les abuseurs pour influencer l'enfant, l'amener à céder, lui imposer le silence. Les abus restent d'autant plus secrets que l'abuseur joue sur cette réaction naturelle de culpabilité chez l'enfant soumis. Il le menace: "Je dirai à tes parents ce que tu as fait", "Vous avez vu comment elle est habillée?". La prise en compte de la réalité de ce sentiment omniprésent est une condition nécessaire pour promouvoir une prévention efficace, y compris au niveau intergénérationnel.

Un enfant victime de maltraitances, mais qui se sent écouté et respecté, aura moins de risques de devenir un adulte maltraitant. Le sentiment de culpabilité de la victime facilite le passage à l'acte de l'abuseur dans une position d'autorité, parce qu'elle lui donne l'illusion d'impunité. Sa prise en compte permet une intention vraie à laquelle ont droit les enfants victimes. L'enfant pourra arriver à se confier à un éducateur, à un enseignant, à un membre de centre PMS, parce qu'il se sent en sécurité dans le cadre scolaire. Dans le fondamental, ce sont les enseignants qui nous interpellent le plus souvent, dans l'enseignement secondaire, les ados viennent le plus souvent avec un ami ou une amie.

Ils viennent nous rencontrer dans le cadre de l'école, parce qu'ils savent que là, la parole est possible et qu'elle sera respectée. Je n'insisterai pas sur ce point, mais nous avons développé une méthodologie particulière en centres PMS pour accompagner ces enfants qui demandent le secret. Elle est présente dans la note que je vous dépose.

Pour que la résilience puisse se faire, il est nécessaire que l'abuseur soit clairement désigné comme coupable par la justice, par la famille, bref par une autorité, une autre autorité que la sienne. En cette matière, le silence est une violence surajoutée. Il est également nécessaire que l'enfant sache que la société se préoccupera du traitement de l'abuseur pour éviter les récidives et pas seulement sur ses petits frères et sœurs et ce, afin que l'enfant puisse se départir d'un sentiment de responsabilité surajoutée. "C'est à cause de moi que mon père, mon professeur est en prison". Non! Ce n'est pas à cause de lui!

Prévention à tous les niveaux. Dans le cadre de la mission des centres PMS, nous développons des activités EVRAS (Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) avec les PSE, les centres de planning familial. Ces activités permettent aux enfants et aux jeunes de prendre conscience de leur droit à dire non, de leur droit au respect de soi et de leur corps ainsi que de développer la confiance en soi. La meilleure prévention réside dans l'accroissement des niveaux de conscience, conscience de soi, de la relation à l'autre, de ses droits et devoirs au regard des droits et devoirs de ceux qui disposent d'une autorité à son égard et, finalement, développer des lieux de parole.

Les centres PMS s'attachent à développer dans chaque établissement des lieux de parole, l'école étant un lieu où la parole est possible, où elle peut être respectée. L'enfant le sait, même si ce n'est pas toujours le cas. Il n'en faut pour preuve que l'accroissement des dénonciations d'abus par les enfants à chaque veille de congé scolaire, alors que cette protection va leur être enlevée pour un temps. Je finis par demander à mes équipes de ne plus prévoir de travail les veilles de congé!

J'aurais aimé développer davantage, dans cette enceinte, un certain nombre de conditions nécessaires de plus en plus clairement identifiées pour montrer comment accroître la prévention vraie des faits d'abus sexuels. J'aurais voulu développer les conditions de l'accueil et de l'écoute des victimes, de leur accompagnement, la prise de responsabilité des centres PMS dans la société en synergie avec les écoles. Et c'est pour ça que je remercie les organisateurs d'avoir accepté que je dépose à votre intention le texte de cette communication, même si j'ai pleine conscience que ces éléments ne sont que partiels et insuffisamment développés. C'est pourquoi je tiens à vous remercier, madame la présidente, mesdames et messieurs, pour votre bonne attention à ces quelques propos.

**La présidente:** Je vous remercie pour cet exposé qui suscitera, j'en suis sûre, de nombreuses questions. Avant cela, je vais immédiatement céder la parole à M. Grielens.

**Stefan Grielens:** Geachte parlementsleden, geachte voorzitter, ik ben Stefan Grielens, algemeen directeur van de Vrije CLB-koepel. Ik spreek hier vandaag namens de vrije centra en op vraag van de andere centrumnetten, ook namens de centra van het gemeenschapsonderwijs van OVSG en POV.

Seksueel misbruik is een bijzonder complexe

problematiek. De gevolgen voor kinderen en jongeren die met misbruik worden geconfronteerd, zijn zeer groot en vaak zijn ze dusdanig ingrijpend dat ze het volledig verder leven van mensen kunnen bepalen. Het is dan ook bijzonder belangrijk dat wij meldingen van seksueel misbruik zeer ernstig nemen en dat wij vanuit het CLB en scholen attent zijn voor signalen van misbruik en hier ook gepast op reageren.

Niet alleen de gevolgen van misbruik maken de problematiek complex. Ook de diversiteit van situaties is zeer groot. Misbruik kan voorkomen in een gezagsrelatie, in een gezinsrelatie, tussen jongeren, tussen jongeren die in een relatie zijn of buiten een relatie.

Tegelijk is de definitie van seksueel misbruik niet altijd even eenduidig. Het misbruik is ook niet altijd even makkelijk aantoonbaar of bewijsbaar. Het gaat soms van subtiele vernederingen die een grote impact hebben op het slachtoffer maar waar daders zich soms onvoldoende of helemaal niet van bewust zijn, tot ernstig lichamelijk geweld.

Wij zijn ook van mening dat seksueel misbruik een van de vormen van mishandeling is. We worden geconfronteerd met kinderen die ernstig emotioneel en lichamelijk worden mishandeld of verwaarloosd. In de dagelijkse praktijk maken wij eigenlijk geen onderscheid tussen al die vormen van kindermishandeling. Over het aantal situaties van seksueel misbruik waarbij de hulp van het CLB wordt ingeroepen, hebben wij vandaag eigenlijk onvoldoende gegevens. Wij zijn volop bezig met het uitbouwen van het leerlingenadministratie- en registratiesysteem, kortweg LARS. Dat systeem moet ons in staat stellen om in de nabije toekomst wel te beschikken over actuele en degelijke informatie.

Wanneer wij kijken naar het aantal meldingen dat door het CLB wordt gedaan bij de vertrouwenscentra Kindermishandeling, is wel duidelijk op te maken dat de grote meerderheid van de meldingen vanuit het onderwijs via het CLB gebeurt. Dat is ook logisch. De CLB's hebben de opdracht om een draaischijffunctie op te nemen tussen het onderwijs, de school, en het bredere welzijnsnetwerk. De cijfers van de vertrouwenscentra tonen aan dat de CLB's die rol ook daadwerkelijk opnemen.

Een signaal of melding over misbruik kan op verschillende manieren bij het CLB terechtkomen. De CLB-medewerkers hebben een vaste aanwezigheid in de school. Op die momenten kunnen jongeren zelf rechtstreeks bij het CLB

terecht. Daarnaast werkt het CLB intensief samen met de school, in de meeste scholen via een gestructureerd leerlingenoverleg. Daarnaast is het CLB uiteraard ook bereikbaar buiten de vaste momenten waarop men op school is, op het centrum.

Heel wat signalen komen dan ook van leerkrachten en van scholen. Maar ook zelf stellen wij soms situaties van misbruik vast, via de medische consulten die wij organiseren voor alle leerlingen. Ook tijdens die consulten kan een vermoeden ontstaan in verband met een misbruik. Onze CLB-artsen worden regelmatig gecontacteerd om een vaststelling van mishandeling of misbruik te doen. Soms wordt daardoor een vermoeden bevestigd. In andere gevallen blijkt er van mishandeling geen sprake.

Een belangrijk uitgangspunt – hier staan wij zeer sterk op – is dat het belang van het kind in alle situaties vooropstaat. In situaties zoals kindermishandeling en misbruik, is optreden heel vaak balanceren op een dunne koord, met telkens opnieuw de vraag: ben ik wel goed bezig? Antwoorden op de vraag naar de aanpak, groeien deels binnen de situatie zelf en zelden voldoen vooraf geformuleerde antwoorden. Nochtans zijn die wel van belang.

Stappenplannen zorgen ervoor dat de juiste elementen in beeld gebracht worden en dat degenen die betrokken moeten worden, ook betrokken zijn. Wel is het belangrijk erop te wijzen dat die stappenplannen geen keurslijf kunnen zijn. Ze zijn inspirerend, richtinggevend, maar moeten toch telkens opnieuw, in elke situatie, afgetoetst worden.

De stappenplannen die in de verschillende centrumnetten gehanteerd worden, hebben we samen bekeken. We komen tot de vaststelling dat die eigenlijk allemaal dezelfde elementen bevatten. Na een eerste melding, die kan gebeuren door de school, de ouders, het kind of de jongere, iemand uit de omgeving of via een eigen vaststelling, wordt er een vraagverheldering gedaan bij de melder. De stappen die daarna gezet zullen worden, zijn afhankelijk van de aard van de melding en de acute bedreiging voor het kind.

Altijd zullen situaties van kindermishandeling bij ons worden besproken op het teamoverleg in het CLB. Vanuit dat teamoverleg wordt de situatie verder verhelderd. Elementen worden in kaart gebracht, en er is een inschatting van de ernst van de situatie. Daarnaast wordt er contact

opgenomen met belangrijke derden.

In de stappenplannen is er een heel sterke aanbeveling om situaties van mishandeling consequent te melden bij het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling. Bijna altijd wordt dat ook gedaan.

Het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling wordt geconsulteerd om mede de ernst van de situatie in te schatten en om de CLB'er en het CLB-team op dat moment te ondersteunen in de verdere stappen die worden gezet.

Die samenwerking met de vertrouwenscentra wordt door de centra ook als heel positief ervaren. De meeste centra hebben met de VK's ook specifieke samenwerkingsprotocollen gesloten. Wij willen die samenwerking hier nadrukkelijk onderstrepen.

Voor CLB'ers is het heel belangrijk dat zij een partner hebben binnen de hulpverlening, waar zij terecht kunnen voor ondersteuning en om af te stemmen, wanneer we met situaties van mishandeling te maken krijgen. Van de VK's verwachten de centra dat zij voldoende beschikbaar zijn voor hun ondersteuningsopdracht en dat zij op bepaalde momenten ook zelf kunnen tussenbeide komen.

In de stappenplannen is ook duidelijk opgenomen dat eerst met het VK wordt overlegd, vooraleer bij de procureur des Konings melding wordt gemaakt. In dat verband is het belangrijk te vermelden dat de reacties die wij krijgen over de samenwerking met Justitie, positief zijn. Om deze samenwerking goed te houden, is het belangrijk dat er tussen Welzijn en Justitie goede afspraken zijn. Het protocol tegen kindermishandeling, dat vorig jaar daarover werd gesloten, vinden wij dan ook een zeer goed initiatief. Wij zien in dat protocol ook de erkenning voor de specifieke rol van de hulpverlening bij mishandeling. Tegelijk wordt ervoor gezorgd dat het melden van mishandeling niet te veel een automatisme wordt dat verloopt via strikt omschreven regels.

Wanneer de melder zelf het slachtoffer is, is het belangrijk om open te communiceren over de stappen die worden gezet en het slachtoffer hierin ook effectief medezeggenschap te geven. In de overgrote meerderheid van de situaties van misbruik waarmee wij worden geconfronteerd, hebben kinderen en jongeren die misbruikt zijn, een bijzondere relatie met de dader. Meestal gaat het over incest. Dit maakt het voor jongeren bijzonder moeilijk om met hun verhaal naar buiten

te komen. Wanneer zij dat toch doen, moeten wij hun privacy garanderen. Het is ook van belang dat zij op het beroepsgeheim van de CLB-medewerker kunnen rekenen. Op dat moment is het vooral ook van belang dat in het gesprek met de leerling wordt gezocht naar een opening om anderen bij hun problemen te betrekken. Echter, zaken achter de rug van de jongere ondernemen, kan daarbij niet. Hiermee heb ik niet gezegd dat, op het moment dat de jongere effectief in gevaar is, de CLB-medewerker niet onder zijn beroepsgeheim uit moet kunnen.

Het automatisme om onmiddellijk na een melding contact op te nemen vinden wij een brug te ver. Wij vinden het belangrijkste dat het slachtoffer in eerste instantie begrip en hulp krijgt, dat ze weten wat hun rechten zijn en bij wie ze terecht kunnen, dat wij kunnen zorgen voor een gevoel van veiligheid, dat wij respect hebben voor hun privacy en dat houdt ook een inachtneming van het beroepsgeheim in. Het is vooral belangrijk dat jongeren met hun verhaal blijven komen. Dat is een cruciale voorwaarde. Jongeren blijven nog veel te vaak met hun problemen zitten. Jarenlang gebeurt er niets. Omdat niemand het weet en niemand het ziet, blijft het misbruik duren.

Het respect voor privacy en de garantie van het beroepsgeheim zijn er om het slachtoffer te beschermen en de drempel om te spreken over misbruik moet verlagen. Beroepsgeheim kan nooit een argument zijn om niet op te treden. De hulpverlening die wij vanuit CLB bieden, is dan ook niet vrijblijvend en is de garantie die wij kunnen geven. Als wij een signaal krijgen, dan doen wij daar ook iets mee. De bespreekbaarheid in het multidisciplinaire team is daarin cruciaal. Het is belangrijk dat een CLB-medewerker in een school niet alleen met die zorg en die vragen van die jongeren blijft zitten. Er wordt op iets grotere afstand binnen het team naar gekeken. Tegelijkertijd kunnen wij in samenspraak met het VK aftoetsen hoe ernstig de situatie is en kunnen wij inschatten op welk moment het nodig is om verdere stappen te zetten.

Goede afspraken tussen hulpverlening en Justitie moeten zorgen voor duidelijkheid en rechtszekerheid. Er moet in een degelijke opvolging worden voorzien. Jongeren die met misbruik werden geconfronteerd, dragen dat mee. Het is belangrijk om die jongeren vanuit CLB gedurende hun verdere schoolloopbaan op te volgen. Het meest cruciale is dat het belang van het kind altijd voorop moet staan.

Voor mij zijn dat eigenlijk de meest fundamentele

dingen. Wij krijgen op dit moment zeer weinig meldingen van jongeren die op school met seksueel misbruik worden geconfronteerd.

Maar op het moment dat er inderdaad een ernstig risico is dat ook andere kinderen geconfronteerd worden met misbruik, dan denk ik dat dat inderdaad ook een dwingende reden moet zijn om ervoor te zorgen dat alle kinderen een veilige schoolloopbaan kunnen blijven houden. Ik denk op dat vlak dat er ook op geen enkel moment vanuit CLB een mogelijkheid kan zijn om dingen niet bespreekbaar te stellen, maar we vinden dat automatisch bespreekbaar maken, het automatische melden, dat vinden we op dat vlak geen goed idee. Dat was eigenlijk in hoofdzaak datgene wat ik wenste te zeggen.

De **voorzitter**: Dank u. Collega's, zijn er vragen?

**Daphné Dumery (N-VA)**: Ik dank beide sprekers voor hun uiteenzetting. Wat ik wel miste, was de gezagsrelatie tussen leerling en leerkracht of personeelslid van een school. Zijn daar meldingen van? U bent toch ingebed in de scholen? Als er problemen zouden zijn inzake misbruik van een gezagsrelatie tussen leerkrachten en leerlingen, moet u daar toch ook meldingen van hebben? Kunt u mij daar iets meer over vertellen?

Ik heb nog een tweede vraag over het doorsturen naar Justitie. U hebt als tussenstap een vertrouwenscentrum? Hoe snel gebeurt het doorsturen dan? U komt een ernstig misbruik te weten via bijvoorbeeld een medische consultatie. U stapt eerst naar een vertrouwenscentrum, en dan pas wordt Justitie ingeschakeld? Dat kind gaat 's avonds wel naar huis. Ik vraag mij af met welke snelheid Justitie dan tussenbeide komt?

**Valérie Déom (PS)**: Madame la présidente, je remercie également nos deux intervenants. Monsieur le président du Conseil supérieur des centres PMS, vous avez parlé du secret professionnel. Vous dites notamment dans votre note et je pense que vous l'avez répété ici qu'il y a des corrections à faire car certains textes laisseraient supposer que les enseignants pourraient bénéficier, dans un certain cadre, de ce secret professionnel. Il est vrai que la notion de secret professionnel est parfois assez floue. Je pense d'ailleurs que c'est une chose à laquelle on va devoir s'atteler. Pourriez-vous préciser par rapport à votre expérience dans quels cas cet argument, qui a pu être utilisé, l'a été et manifestement à mauvais escient?

La **présidente**: Je souhaiterais également poser

une question générale. Il est vrai que je n'ai pas entendu le secteur de la personne handicapée. Toutefois, on a vraiment le sentiment qu'il manque, à tous les niveaux de la société, l'information essentielle notamment par rapport à ce personnel éducatif, que ce soit les professeurs, les assistants sociaux et toutes les personnes en contact avec les enfants. Des décrets, une Convention des droits de l'enfant, des méthodes de travail et des procédures, etc. existent mais il semblerait que cette information de base n'est pas à la base de l'enseignement des différents éducateurs au sens large. Il manque donc une information de protection générale de l'enfant en vue d'une prévention.

En outre, énormément d'enfants passent par ces centres PMS. Je pense que c'est vous qui voyez le plus le tout-venant. Ils ne sont pas forcément maltraités; vous voyez un peu de tout. Estimez-vous que ces enfants ou adolescents disposent de suffisamment d'informations par rapport à leur propre gestion de leur corps? Leur dit-on que leur corps leur appartient et qu'il ne s'agit pas de toucher à leur corps, etc.? Dès leur tout jeune âge, dès qu'ils ont atteint l'âge de quatre ans, les enfants doivent apprendre cette information. Est-elle donnée à travers nos deux réseaux d'enseignement? J'aurais peut-être deux réponses différentes. Cette information passe-t-elle, étant donné que les professeurs ne sont pas très au courant des problématiques? Si oui, vers quel âge passe-t-elle ou devrait-elle passer aujourd'hui?

**Stefan Grielens:** Ik wil in eerste instantie antwoorden op de vraag wat men doet op het moment dat er sprake is van seksueel misbruik door leerkrachten in de school. Op het moment dat wij als CLB daarmee geconfronteerd worden, zullen wij in eerste instantie voor een stuk op dezelfde manier werken als wanneer dit in een andere situatie gebeurt. Men gaat in kaart brengen wat eigenlijk het probleem is, men gaat op dat moment onmiddellijk ook de nodige stappen ondernemen, men gaat dat bespreken met de school. Op het moment dat de school niet reageert, en in de regel reageert men daar wel, is het belangrijk dat men kiest voor het kind en niet voor de relatie die men met de school heeft. Dan moet men dat inderdaad ook melden.

Het is ondenkbaar dat men zulke dingen onder de mat zou schuiven vanuit CLB. Dat gaat compleet in tegen onze deontologische code, tegen het CLB-decreet. Het belang van de leerling moet steeds primeren. Er kan op zich geen sprake van zijn dat men dat niet mee zou bewaken, dat men er niet mee verder gaat op het moment dat zo'n

situatie aangemeld wordt. Op dit moment spreek ik effectief over misbruik, maar zulke dingen gaan onderkennen, kan gewoon niet, daarop moet men onmiddellijk reageren.

Ik kan u zeggen dat die situatie in het verleden inderdaad reeds plaatsgegrepen hebben. Het is uiteraard een moeilijke situatie waarmee men dan als CLB-medewerker geconfronteerd wordt. Het grote voordeel is dat men als CLB-medewerker met één voet in die school zit, maar dat men er met een andere ook buiten staat en dat men ook een team achter zich heeft in het centrum dat inderdaad voor een stuk mee kan sturen en mee kan duidelijk maken dat dit dingen zijn die niet kunnen en dat men daarmee verder moet gaan. Op die manier beveiligd men voor een stuk dat zulke dingen onder de mat zouden geveegd worden, of hoe moet ik dat anders noemen.

**Daphné Dumery (N-VA):** Beschikt u over cijfers daaromtrent? Kunt u die krijgen, zodat wij een idee hebben? U hebt weet van een aantal gevallen in het verleden.

**Stefan Grielens:** Ik heb dat met heel wat mensen besproken. Ik heb daarstraks nog een overleg gehad met een aantal mensen uit de centra.

Ik hoorde van iemand met vijftientig jaar ervaring op het CLB dat zij het in haar carrière een keer had meegemaakt. Iemand anders had het drie of vier keer meegemaakt in zijn carrière. Ik heb daarover geen cijfers, maar dit gebeurt zeker niet frequent.

Gaat het dan om misbruik of mishandeling? Wij hebben vorig jaar allemaal het filmpje gezien van een leerkracht die een jongere in een cementemmer had geduwd. Dat is een situatie waarbij het CLB duidelijk betrokken was en de verantwoordelijkheid op zich heeft genomen om met dat verhaal verder te gaan. Ik denk dat dit een goed voorbeeld is van hoe het hoort. Ik ga ervan uit dat het door de centra ook op die manier wordt opgenomen.

**La présidente:** Pour les chiffres, vous devez savoir que la commission avait demandé aux autorités de la Communauté flamande et de la Communauté française des chiffres relatifs aux abus commis dans une relation d'autorité, donc par des professeurs et des éducateurs. La réponse que nous avons reçue était que nous devions chercher dans toutes les écoles, parce qu'il n'y avait pas de centralisation des chiffres dans les administrations respectives. Bien entendu, nous n'avons pas eu le temps de les

demander à tous les directeurs d'école. Ceci pour dire que ce n'est pas votre responsabilité ici, devant nous.

**Stefan Grielens:** Als ik daar nog heel even op mag antwoorden? Ik heb daarnet ook gezegd dat wij op dit moment volop bezig zijn met het uitbouwen van een registratiesysteem, waardoor wij in de toekomst wel over die cijfers moeten beschikken. Ik geef eerlijk toe dat we daar zeer laat mee zijn, maar we hebben in het verleden daar een wat minder goede ervaring mee gehad. Nu, op dit moment lijkt het allemaal de goede richting uit te gaan en zijn de centra effectief bezig met het registreren van een veelheid uiteraard van activiteiten waar zij mee geconfronteerd worden. En dus, ik hoop dat we daar in de toekomst inderdaad meer duidelijkheid over zullen geven, want het was een heel erg terechte vraag dat wij ons moeten baseren inderdaad ook op goede gegevens.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U zegt wanneer er misbruik gesignaleerd wordt van een leraar ten aanzien van een leerling, dan kan men dat effectief niet zo laten, dan moet er verder gegaan worden. Maar wat bedoelt u met 'verder gaan'? De school wordt verwittigd, zegt u. Volgt u dan ook op welke actie de school onderneemt? Is dat een situatie die u inschat als zijnde een situatie waarbij in ieder geval klacht wordt geformuleerd bij politie of parket? Of zegt u dat te evalueren en te bekijken en een doorverwijzing naar politie of parket geen automatisme kan zijn maar dat er geëvalueerd wordt en bekeken of in die situatie tussenkomst van Justitie verwacht wordt?

**Stefan Grielens:** Mevrouw, ik denk dat, op het moment dat er sprake is van manifest misbruik van een leerling, het ondenkbaar is dat je daar geen melding van doet bij de politie. Dat lijkt mij een evidentie.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat volstaat, dank u.

**Stefan Grielens:** En in eerste instantie denk ik dat wij er zullen op aansturen dat de school daar actie onderneemt. Op het moment dat wij vaststellen dat de school dat niet doet, dan zullen wij het zelf doen.

**Guy Boudrenghien:** En effet, il y a beaucoup de questions qui se posent autour de cette problématique et je vais essayer d'être bref sur chacune des réponses.

En ce qui concerne la question des enseignants,

je disais que les faits d'abus sexuels ou d'actes de pédophilie au sein des établissements étaient, selon l'expérience que nous avons, aussi rares mais plus graves encore que les situations que nous avons pu observer, comme je le disais, par exemple dans les manécanteries.

Pourquoi? Parce que j'essayais de mettre en évidence que le rôle de l'école est un rôle éducatif et que ce rôle peut être rempli dès lors que l'enfant se sent en sécurité.

Évidemment, vous avez entendu dans la presse et vous avez souvenance de ce quintuple infanticide arrivé dans ma ville de Nivelles. C'était dans des écoles que nous desservons. Pour ces enfants, pendant quinze jours, l'école n'était plus un lieu de sécurité. C'était aussi dû notamment à l'envahissement de la presse. Et nous avons eu affaire à une série d'enfants qui se trouvaient traumatisés par ce fait.

Dans les situations d'actes de pédophilie que nous avons constatés dans les établissements scolaires, même s'il y en a eu peu en volume... Quand je dis peu, je n'ai pas davantage de chiffres que mon collègue et je le regrette tout autant. Pour ma part, j'ai connu quatre situations de ce type et cela fait quarante ans que je travaille. Faites la proportion! C'est difficile à établir.

Nous avons aussi le souci d'avoir un relevé des faits constatés, mais cela se passe au niveau ponctuel, au niveau local. Il n'y a pas, à ce niveau-là, de statistiques globales. Je pense que la statistique qui nécessite en même temps le respect des enfants dans leur situation est difficile à établir, mais sans doute est-elle nécessaire.

Donc, par rapport à ces situations au sein des établissements scolaires, de la même façon que ce qui se passe chez mon collègue, nous avons en premier lieu une question importante que nous nous posons. La première intervention, la première décision que nous prenons, c'est d'essayer de voir dans quelle mesure nous avons, par rapport à la situation de cet enfant, un réel sentiment d'inquiétude par rapport à un danger que l'enfant peut vivre de façon immédiate. Je suis désolé: nous n'avons pas à faire la preuve d'une violence qui est faite à l'enfant; ce n'est pas le rôle des centres PMS. Lorsque nous avons une plainte, nous partons de ce sentiment d'inquiétude qui est le nôtre, en équipe et pas de façon isolée, et lorsque cette inquiétude est importante, le responsable du centre a un contact immédiat avec le parquet. Le jour même, l'heure même.

Nous essayons, dans toute la mesure du possible, d'éviter cette réaction immédiate parce que nous avons cette expérience de voir qu'une réaction immédiate entraîne souvent une double victimisation chez l'enfant.

Je peux vous dire que j'ai, à plusieurs reprises, arrêté la main d'un chef d'établissement qui venait de recevoir la plainte d'une élève par rapport à une situation incestueuse et qui voulait téléphoner à la famille pour vérifier la chose. C'est évidemment un danger important. Nous avons la possibilité d'offrir au chef d'établissement une autre manière d'intervenir dans ces procédures.

Lorsqu'il y a une inquiétude importante, c'est le parquet. Dans tous les autres cas, on essaie de prendre le temps, mais je n'ai pas dit 24 heures, de prendre le temps pour écouter l'enfant, pour que cet enfant se sente respecté.

Cela c'est sur le plan de la réaction en établissement. Comme je l'ai dit, moi j'ai connu quatre situations.

En ce qui concerne la problématique du secret professionnel, cette plaquette qui s'intitule "le secret professionnel des enseignants" fait pendant à une autre plaquette intitulée "le secret professionnel des agents PMS".

Je dénonce cette idée inadéquate selon laquelle d'aucuns, parce qu'ils sont soumis ou protégés par le secret professionnel, ont le sentiment – faux – que leur action a plus de valeur que celle qui est posée par des gens qui ne sont pas soumis au secret professionnel. Je ne veux pas du tout introduire cette hiérarchie entre les enseignants et les agents PMS. Je veux promouvoir toutes les conditions d'une collaboration entre nos services.

Le défaut de cette plaquette entraîne un certain nombre de nos collègues enseignants à réclamer – on peut le comprendre – aux centres PMS toute l'information sur un enfant, y compris celle qui n'est pas utile dans le cadre du travail de l'enseignant par rapport à cet enfant. Sous couleur de secret professionnel tel qu'il leur a été dit qu'ils le possédaient, tel qu'il a été dit et écrit qu'ils y étaient soumis, les enseignants se trouvent en difficulté. Dès lors que nous voulons construire avec eux une relation positive – et je peux vous assurer que cela se passe ainsi la plupart du temps –, ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose alors que la volonté est de pouvoir travailler ensemble dans ces situations complexes. Donc, je demande que l'on procède à

une rectification et que, dans le cadre de la formation de base des enseignants et des agents PMS, on leur apprenne à travailler ensemble ces questions avec l'enfant au centre de leur travail. En effet, l'enfant est la seule personne à être au centre de leur travail.

En ce qui concerne les informations de base, j'ai effectivement parlé de ce manque que j'ai constaté, mais je ne suis pas le seul. Je veux parler de cette méconnaissance du décret du 12 mai 2004. Je peux vous assurer qu'aucun des étudiants que j'ai rencontrés dans les écoles normales maternelles, primaires, en régendat, ce depuis des dizaines d'années, ne connaît ce texte. À chaque fois, dans le cadre de l'agrégation pour l'enseignement supérieur, j'ai pu constater que les étudiants en formation de base, comme les étudiants adultes en formation continue ne connaissent pas ce texte.

À un certain moment, j'ai reçu un coup de téléphone d'une étudiante que j'avais eu l'occasion de rencontrer dans le cadre de l'agrégation et qui, six mois plus tard, avait la responsabilité d'une école de devoirs.

Elle disposait de ce texte alors, à travers l'enseignement que j'ai essayé de lui procurer. Elle m'a demandé s'il était normal qu'un enseignant qu'elle veut avoir dans son école de devoirs refuse de lui donner son certificat selon lequel il est exempt de condamnations en justice. Je lui ai dit de ne pas l'engager. Mesdames et messieurs, c'était un pédophile. Elle n'avait d'autre manière de le savoir qu'en exigeant ce certificat et tant qu'elle n'avait pas eu ce texte, elle ne savait pas qu'elle pouvait l'exiger.

Dernière question parmi celles que j'ai relevées et je suis désolé si j'en ai oublié: les enfants reçoivent-ils des informations? Comme je l'ai dit, nous mettons en place dans l'enseignement secondaire et de plus en plus en primaire – ce qui veut dire, vous l'avez compris, que c'est encore insuffisant et insuffisamment tôt – des interventions, des actions EVRAS (éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) où le droit de chaque enfant au respect de son corps et de son image est au centre de l'activité éducative que nous leur proposons en classe. Cela se fait beaucoup trop peu et pas assez tôt.

Comme vous, madame la présidente, je crois que c'est dès les premières années d'éducation, dès l'enseignement maternel avec un langage adapté, que des interventions doivent être menées en la



matière. Voilà les réponses que je peux vous donner pour le moment.

La **présidente**: Je vous remercie pour ces interventions très claires. C'est ce dont nous avons besoin, un discours clair, ce qui n'a pas toujours été le cas aujourd'hui. Cela nous aide quand même. Les textes des interventions seront déposés: vous aurez la possibilité de les lire. En l'absence de questions, je remercie les membres et les deux intervenants. Je vous rappelle que demain, notre commission se réunit pour les dernières auditions et que par la suite, il y aura un point d'ordre des travaux avec les membres. Ensuite, je verrai le Bureau de la commission pour envisager le déroulement de nos derniers 15 jours de *rush*.

*La réunion publique de commission est levée à 16.59 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.59 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 16 MARS 2011

Soir

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 16 MAART 2011

Avond

La séance est ouverte à 14.31 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.31 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- Mme Barbara Poppe, représentante du "Vlaamse Jeugdraad" et M. Jan van Santvoet, collaborateur auprès des "Scouts en Gidsen Vlaanderen"

- Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse et chargée des relations extérieures de l'asbl Les Scouts

**Hoorzitting met**

- mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordigster van de Vlaamse Jeugdraad en de heer Jan van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen Vlaanderen

- mevrouw Annick Hoornaert, voorzitter van de "Commission Consultative des Organisations de Jeunesse" en belast met buitenlandse relaties van de "asbl Les Scouts"

La **présidente**: Chers collègues, nous allons débiter et ne plus faire attendre nos invités de cet après-midi. Nous allons commencer avec l'audition de représentants de certaines organisations de jeunesse, notamment des scouts.

Je vais citer les personnes de droite à gauche.

Nous avons Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission consultative des organisations de jeunesse et chargée des relations extérieures de l'ASBL Les Scouts.

Nous avons mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordiger van de Vlaamse Jeugdraad en de heer van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen, Vlaanderen.

Comme d'habitude, nous allons leur donner la parole et vous pourrez ensuite leur poser vos questions.

Nous allons commencer par Mme Annick Hoornaert.

**Annick Hoornaert**: Mesdames, messieurs, c'est au titre de présidente de la Commission consultative des Organisations de jeunesse que j'ai été conviée, hier, à participer à cette commission. Étant donné la brièveté de ce délai, je ferai de mon mieux pour vous présenter le fonctionnement de notre secteur. Toutefois, la CCOJ ne m'a pas donné de mandat pour parler au nom de toutes les organisations de jeunesse, puisque ce sujet n'a pas été discuté de manière spécifique en notre sein. Je vais veiller à vous poser le cadre sectoriel dans lequel nous fonctionnons.

On m'a aussi demandé de témoigner de mon expérience en matière de fonctionnement des organisations de jeunesse sur la question du traitement des abus sexuels. En tant que représentante de la Fédération des scouts, je pourrai vous présenter un exemple parmi d'autres, pour tenter de répondre à vos questions et vous montrer comment il fonctionne.

Le secteur de la jeunesse est organisé en deux parties. D'une part, les organisations de jeunesse et, d'autre part, les maisons de jeunes.

Personnellement, je préside un organe d'avis des organisations de jeunes. Nous sommes chargés d'émettre des avis sur les politiques sectorielles. Nous ne travaillons pas, pour le moment, de manière proactive sur toutes les questions, telles que les questions de santé, mais bien sur des questions de budget, de textes réglementaires, etc.

En 2011, ce sont 92 organisations de jeunesse qui sont reconnues par la Communauté française. Les organisations s'adressent à un public majoritairement composé de jeunes de moins de 30 ans et contribuent au développement des jeunes en leur donnant des responsabilités. Notre objectif organisé dans le décret est d'en faire des "CRACS" (Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires). La finalité de ces 92 organisations de jeunesse s'inscrit dans cet objectif. Un des principes mentionné dans notre décret est de "s'inscrire dans la Convention internationale des droits de l'enfant", et je cite un extrait de notre décret.

L'ensemble de ces organisations réalise une multitude de projets et travaille sur des sujets très divers. Ça va de projets étudiants, de projets internationaux, de projets de mouvements de jeunesse, des projets avec des jeunes en situation de handicap, etc. Parmi les 92 organisations de jeunesse, où l'on peut prendre des exemples de différents métiers, il y a assez bien de diversité.

Tous les modes d'action, en tout cas des organisations de jeunesse, sont de travailler par les jeunes et pour les jeunes. Parmi ces organisations, un grand nombre d'entre elles, qui sont spécialistes pour travailler avec l'animation d'enfants, sont aussi habilitées organismes de formation. Ceci est inscrit dans le décret des centres de vacances de 2009.

À ce jour, 30 organismes de formation d'animateurs sont habilités. Parmi les sujets qui font partie de la formation des animateurs d'une durée de 150 heures, figurent l'analyse critique du projet pédagogique de l'organisation, l'éducation à la liberté, l'autonomie, la responsabilité, la connaissance des enfants et des jeunes, les droits de l'enfant, etc. Ce sont des contenus de formation qui existent. Ces organismes doivent les suivre, mais chacun est libre d'y consacrer plus ou moins de temps en fonction de ces spécificités et évidemment d'y ajouter les siennes.

Le cadre centres de vacances et le cadre organisations de jeunesse sont des cadres dans lesquels la commission consultative des

organisations de jeunesse s'inscrit et travaille avec les 92 organisations de jeunesse du secteur.

Il m'a également été demandé de témoigner de la manière dont une organisation de jeunesse gère en son sein les cas d'abus sexuels. Je vais le faire via l'organisation de ma fédération, à savoir la Fédération des scouts Baden Powell de Belgique. Je vous invite vraiment à prendre cet exemple en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un exemple parmi 90 autres. Dans ce contexte, nous fonctionnons avec 420 groupes locaux, 44 000 jeunes et 10 000 animateurs. Ces chiffres représentent le fonctionnement de notre fédération.

Je voulais vous rappeler qu'une organisation de jeunesse se doit de protéger les enfants dont elle a la charge et non de se substituer à la justice. Cette mission ne lui incombe pas. Dans mon témoignage, je tiens à souligner que ce que nous avons mis en place pour les abus sexuels, nous l'avons mis aussi en place pour tous les cas de maltraitance, qu'elle soit physique ou morale, même si dans ce cas précis, je peux le spécifier de manière plus appuyée pour les abus sexuels, mais notre priorité est le bien-être de l'enfant de manière générale et que toute réaction et toute sanction valent aussi pour d'autres cas de maltraitance.

En notre qualité d'organisation de jeunesse, que sommes-nous en mesure de mettre en place? Quid de l'information directe des jeunes? Pour plusieurs raisons, nous ne croyons pas à la pertinence de la prévention passant par les enfants directement, je précise dans le cadre de nos missions en notre qualité de Fédération des scouts et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, nous pensons que ce n'est pas aux enfants de porter la responsabilité des actes des adultes mais c'est aux adultes de les protéger.

Deuxièmement, nous pressentons que ce serait un frein quant à leur développement affectif et sexuel si nous-mêmes, dans nos missions pédagogiques, nous commençons déjà en tant qu'institution directement à communiquer vers les enfants.

Troisièmement, en tant qu'institution le seul canal que nous aurions pour communiquer vers les enfants serait nos revues et notre site internet. Nous nous demandons quel message pertinent nous pourrions y faire passer en sachant que les enfants seraient seuls face à ces lectures. Ils ne trouveraient peut-être pas toujours une personne à qui s'adresser. Si parmi ces lecteurs, il y a des

victimes, ils risquent de se retrouver fort seuls. Ce n'est donc pas un moyen que nous utilisons.

L'information des animateurs nous semble également délicate. Car parmi nos animateurs, il y a sans doute des personnes qui peuvent être maltraitées ou maltraitantes dans leurs occupations de manière générale. Nous pensons qu'ils doivent pouvoir prendre connaissance de toutes les possibilités existantes afin de trouver des informations et avoir recours à des personnes ressources. Nous y consacrons des articles et des dossiers dans nos revues.

Le sujet de la maltraitance est surtout abordé au cours de nos formations. Comme je l'ai dit, un décret organise le contenu de nos formations; la question de la bientraitance y est bien sûr abordée. Nous n'attendons pas de nos animateurs qu'ils fassent de la prévention explicite face à la pédophilie mais nous ne voulons pas leur présenter la maltraitance comme un sujet particulier étranger à notre travail éducatif. Nous voulons traiter ce sujet de manière progressive pour qu'ils se sentent outillés et accompagnés et pour qu'en cas de questions, ils sachent tout à fait bien à qui s'adresser.

Le dernier élément de mon intervention consistera à vous expliquer les principes que nous utilisons pour gérer un problème de plainte dans le cadre d'un abus sexuel.

En amont, dans notre organisation – les scouts – c'est la structure d'animation et de soutien (environ 10 000 personnes) qui nous permet de faire grandir chaque jeune dans toutes ses potentialités. Chaque jeune adulte ou adulte n'agit jamais seul. Ils fonctionnent en staff et ont des responsabilités collectives. Ce fonctionnement nous est propre. Dans chaque fonction, nous sommes invités à ne pas les exercer plus de 6 ans de suite, en tout cas lorsque nous sommes inscrits comme membres de notre mouvement.

En cas de problèmes, notre organisation n'entend agir vis-à-vis de ses animateurs que dans le cadre exigé de nous par la loi. Elle doit porter assistance aux personnes en danger en respectant les obligations légales mais nous ne voulons pas nous porter partie civile contre les animateurs. Ceci est l'affaire des victimes ou des familles des victimes.

En tant qu'institution, nous nous devons de rester présents aux côtés de la section, du responsable adulte, des parents, des victimes pour les accompagner et les soutenir en cas de plainte et

nous invitons les victimes à porter plainte et les soutenons dans leurs démarches.

Lorsque quelqu'un commence à soupçonner un cas de maltraitance au sein de sa section, que le maltraitant soit membre de notre fédération ou non ou qu'un enfant révèle une situation – a priori, on a comme principe qu'il faut le croire et l'accompagner dans ses démarches -, quatre principes doivent présider pour nous à toute démarche.

Le premier sera de ne pas agir seul en tant qu'animateur mais en faire part à d'autres, dans un cercle restreint, pour pouvoir se faire une opinion fondée des craintes et des soupçons que nous pourrions avoir. Ensuite, c'est faire barrage à la rumeur car tant qu'il n'y a pas de certitude, nous avons un devoir de discrétion. Nous ne voulons pas considérer des dénonciations anonymes; nous voulons que chaque personne dans ses questions et dans ses confidences puisse faire son chemin et être accompagnée sans que d'emblée ce soit une question publique que le groupe devra gérer de façon collective.

Si un enfant ou un jeune se confie, l'animateur prévient le jeune qu'il va en parler, qu'il ne peut pas garder cela pour lui. Si un jeune s'est confié à lui, il ne peut pas trahir sa confiance. Il va donc voir avec lui comment vont s'effectuer les démarches suivantes vis-à-vis des parents ou de toute autre personne de confiance. En tout cas, l'animateur ne doit pas garder cela pour lui.

Un quatrième principe en amont de toute action est de nous empêcher d'enquêter nous-mêmes et de transmettre le dossier. Parce qu'il s'agit aussi d'un métier pour lequel nous ne sommes ni formés ni outillés, les animateurs et cadres d'une organisation de jeunesse doivent mettre tout en œuvre pour ne pas avoir à se lancer dans une enquête autour de dénonciations de maltraitance. Pour éviter de s'enliser soi-même et de provoquer certains résultats et dégâts irréparables, on transmet les informations à des spécialistes externes. Un éducateur pour nous n'est pas un enquêteur.

En cas de soupçons, nous agissons en plusieurs étapes. La première consiste à prévenir son responsable adulte. Je parle à nouveau en tant qu'animateur. Il y a toujours un adulte ressource dans chaque groupe local. Ensuite, il faut prévenir son animateur fédéral, la structure fédérale de soutien mais aussi la cellule d'assistance d'urgence qui est accessible 24 heures sur 24, sept jours sur sept pendant toute l'année pour tout

membre et tout animateur. Ces personnes sont des ressources pour aiguiller un staff, la victime et l'abuseur.

Pour les scouts, c'est SOS Enfants qui est notre interlocuteur de référence. Leur expertise est notre première étape. Ce n'est pas notre mouvement qui peut gérer cela lui-même. Nous voulons donc passer directement le relais à des professionnels qui peuvent nous conseiller sur la manière d'accompagner les victimes et se mettre eux-mêmes en contact avec ces victimes. C'est également eux qui vont travailler avec les victimes sur l'opportunité de porter plainte et qui vont les accompagner à cet effet.

Les parents sont également des partenaires, comme pour tout autre problème comme un accident qui pourrait survenir lors d'une réunion ou d'un camp.

Les parents doivent aussi être tenus au courant de confessions qui seraient faites ou de doutes que nous aurions. Si c'est un parent qui est suspecté d'abus, c'est via des professionnels compétents que nous nous orienterons.

En cas de soupçons – je parle ici de très fortes présomptions avec des indices sérieux de culpabilité – qui portent sur un animateur, notre mouvement prendra des mesures de protection. L'animateur sera donc suspendu. Il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire, ce n'est pas une sanction, ce n'est pas une exclusion mais c'est un écartement du mouvement de tout risque potentiel pour ses membres. Cette suspension est spéciale et sera levée quand la justice se sera prononcée.

C'est ce que je disais en amont, nous orientons les victimes vers la justice. Nous allons prendre des mesures de sécurité et quand la justice se sera prononcée, nous levons la suspension. Si la reconnaissance de culpabilité est confirmée par la justice il y aura une exclusion du mouvement. Nous aurons donc pris les mesures nécessaires en amont de toute décision de la justice, qui peut prendre un certain temps.

Mon témoignage a voulu présenter le cadre dans lequel nous nous inscrivons à soutenir toute victime à se tourner vers la justice et d'assurer, dans notre chef, tout l'accompagnement éducatif nécessaire, que ce soit dans la prévention, la formation des animateurs, le suivi éducatif des plaintes, la sécurité des membres et la sanction, si la justice s'est prononcée.

Je vous remercie de votre attention.

**Barbara Poppe:** Mijn naam is Barbara Poppe. Ik werk voor de Vlaams Jeugdraad en wij zijn het officiële adviesorgaan van de Vlaamse regering voor alle zaken die kinderen, jongeren en hun organisaties aanbelangen. De Vlaamse Jeugdraad is de vertegenwoordiger van alle Vlaamse jeugdwerkorganisaties. Daaronder bevinden zich Scouts en Gidsen, Chiro, alsook tal van andere organisaties. In totaal zijn er een honderdtal van dergelijke jeugdorganisaties actief binnen de Vlaamse Gemeenschap.

De doelstelling van het jeugdwerk bij ons is dat kinderen en jongeren de ruimte moeten krijgen om zich te ontwikkelen tot volwaardige burgers. De jeugdsector wil ze ruimte geven om te kunnen leren en zich te kunnen ontwikkelen. Dat is een belangrijke doelstelling die wij vooropstellen. In die doelstelling hoor je al direct het evenwicht dat wij proberen te zoeken tussen beschermen en verantwoordelijkheid geven en het creëren van ontwikkelingskansen.

Het Vlaams jeugdbeleid is gericht op kinderen en jongeren van drie tot dertig jaar, maar op enkele uitzonderingen na werken de meeste jeugdorganisaties met kinderen en jongeren vanaf ongeveer zes jaar. In een aantal gevallen is die startleeftijd jonger, maar meestal spreken wij over kinderen vanaf zes jaar. De meeste jeugdorganisaties werken wel met jongeren tot dertig jaar.

Vaak komen kinderen op een hele jonge leeftijd terecht in het jeugdwerk en blijven dan ook tot ze jongvolwassenen zijn. Een verantwoordelijke rol krijgen die kinderen vanaf hun zestien tot achttien jaar. Ze krijgen ruimte om verantwoordelijkheid te nemen, om activiteiten te organiseren en om groepen te begeleiden, ook groepen van kinderen. Dat betekent wel dat het leeftijdsverschil tussen leiding en lid in heel veel jeugdorganisaties vrij klein is. Het is niet zo dat het standaard is dat iemand van 35-40 jaar de begeleiding doet van een groep kinderen van 6-8 jaar. Meestal is het leeftijdsverschil iets kleiner. Dat betekent ook dat de relatie tussen lid en begeleider op een ander niveau zit. Het vertrouwen is groot en de groep speelt een heel belangrijke rol.

De essentie van jeugdwerk bij ons is dat het door en voor jongeren gebeurt en dat maakt dat er bij nogal wat organisaties betrekkelijk weinig ouderen actief zijn.

De ouderen die wel actief zijn, hebben meestal een ondersteunende rol, werken als professionele

krachten en zijn dus geen vrijwilligers maar betaalde krachten, zijn freelancers of verzamelen zich in een oudercomité, dat mee de groep vorm geeft. Binnen de jeugdbewegingen zijn er wel proosten en aalmoezeniers actief. Ze zijn verbonden met de Kerk en begeleiden de groep in zingeving en religie.

De jeugdsector is divers, zowel in doelstellingen als in methodologie. We hebben jeugdbewegingen of organisaties die kampen organiseren, waar er een iets langduriger contact is tussen begeleider en lid, maar wij hebben evengoed jeugthuizen en workshoporganisaties, waarbij de contactmomenten tussen begeleider en lid van kortere duur zijn.

De inhoud van de tekst die ik breng, is gebaseerd op diepte-interviews. Er bestaan bij ons geen onderzoeken of studies naar het voorkomen van seksueel misbruik binnen onze sector of toch geen onderzoeken waar wij weet van hebben. Binnen andere onderzoeken kunnen wel een aantal cases opduiken, zoals dat ook geweest is bij het onderzoek dat Peter Adriaenssens voorgesteld heeft.

Er is geen systeem dat klachten en meldingen bundelt en registreert. Wat we wel zien, is dat de organisaties die actief zijn, allemaal een beleid ontwikkeld hebben om om te gaan met klachten van seksueel misbruik of misbruik en geweldpleging, omdat ze dat vaak op hetzelfde niveau behandelden, doch in de procedures een onderscheid maken.

Wanneer we diepte-interviews afnamen, hebben we gezien dat er een groot verschil was tussen situaties waarin de begeleiders een kortdurend contact hebben met de leden en situaties waarin de begeleiders een langdurend contact hebben met de kinderen. Een kortdurend contact is bijvoorbeeld een workshop van drie uur. Daar is het risico veel kleiner en zijn er veel minder tot geen cases die kunnen worden voorgedragen door de organisaties.

Wanneer het gaat over de contactmomenten bij organisaties die kampen of weekends organiseren en een groep vormen die gedurende een heel jaar samen is, is de relatie tussen begeleider en lid veel nauwer en krijgt die ook een andere intensiteit. Daar zien we dat de procedure om hiermee om te gaan toch wel meer doordacht en gestandaardiseerd is.

Ik zal een aantal feiten voorleggen, die voortkomen uit de diepte-interviews, om jullie mee

te nemen in het verhaal. Daarna zal ik stilstaan bij een aantal knelpunten die we te horen krijgen, zoals zaken waar mensen op botsen in de procedure, of de begeleiding die ze krijgen.

Het grote uitgangspunt van de jeugdorganisaties waarmee we gesproken hebben, is het volgende idee: "als het in de samenleving voorkomt, dan komt het ook bij ons voor." We gaan daar niet blind voor zijn. We willen dat niet onder stoelen of banken schuiven. Het komt voor. Er zijn geen cijfers bekend. Er is geen registratiesysteem. Wanneer we echter vragen hoeveel gevallen er wel bekend zijn, wordt dat aangeduid als eerder sporadisch. Men stelt dat het wel voorkomt, maar zeker niet jaarlijks, toch niet de harde gevallen van seksueel misbruik. Op het concept 'harde gevallen van seksueel misbruik' kom ik straks nog terug. Ik ben zelf niet thuis in de perfecte terminologie van voorliggend thema, maar daar komen we later wel op terug.

Wanneer er een klacht binnenkomt, zien we dat er binnen de organisatie altijd een specifiek aanspreekpersoon is, waartoe men zich kan richten, en dat de klacht behandeld wordt binnen de hoogste regionen van de organisatie. Dat doet men om alle discretie te kunnen waarborgen, maar ook om een zo groot mogelijke deskundigheid in de behandeling van de dossiers op tafel te kunnen spreiden.

Er zijn standaardprocedures, maar elke case wordt wel individueel bekeken, zeker omdat de zaken afhankelijk zijn van de context, de plaats van de gebeurtenis, de vraag wie er allemaal bij betrokken is, en de leeftijd van de betrokken personen. Men zet sowieso een externe begeleiding voor het slachtoffer op. Er wordt zelf begeleiding opgezet voor de groep en de belanghebbenden. Met de groep bedoel ik echt de jeugdbeweging op zich, die in een lokale context actief is. De dader wordt ook opgevolgd.

Met betrekking tot de begeleiding van het slachtoffer geven de organisaties duidelijk aan dat ze zich niet deskundig voelen, of niet gemachtigd voelen om die taak op zich te nemen. Ze moeten zichzelf daar ook voor beschermen, omdat de lokale leiders vaak erg jong zijn, maar vanuit een heel groot verantwoordelijkheidsgevoel handelen, en dikwijls de neiging hebben om het slachtoffer te gaan beschermen, en zelf te handelen. Wanneer de koepelorganisaties daar toekomen, wordt er altijd een externe begeleiding opgestart. De externe begeleiding bestaat uit hulpverlening. Het kan de huisarts, het CLB of het vertrouwenscentrum zijn waarbij ze op dat

moment terechtkunnen binnen die lokale context.

De organisaties maken bij de begeleiding ook altijd heel duidelijk dat een juridische klacht indienen een optie is en dat het een goede optie is om te nemen. Zij zeggen dat, maar desgevallend wordt aan de externe dienst doorgegeven of er al dan niet tot een klacht wordt overgegaan en wordt het opstarten van een dergelijke klachtenprocedure begeleid.

Niettemin is het niet altijd gemakkelijk om de klachten scherp te krijgen. Gaat het over een vermoeden of is het echt heel duidelijk? Zijn er feiten? Daarmee worstelen heel wat organisaties. Wat moet ik daarmee doen?

Het uitgangspunt is dat wij het slachtoffer of het vermoedelijke slachtoffer in eerste instantie beschermen. Wij handelen vanuit voornoemd principe.

Inzake het begeleiden van de groep zien wij in de cases die naar voren komen dat slachtoffer en dader dikwijls uit dezelfde groep komen. Dat maakt het moeilijk. Dikwijls – ik zeg wel “dikwijls”, maar onze indruk is dat de gevallen niet erg uitgebreid zijn – is het in de gevallen dat de dader uit de groep komt, bijzonder moeilijk. Dikwijls is hij immers een vriend van de andere leidingploegen, is het misbruik nog niet erg duidelijk en weet de groep ook nog niet erg goed op welke manier zij met het feit moet omgaan. Hij was mijn vriend; ik vertrouwde hem. Nu blijkt dat hij dat heeft gedaan. Wat moeten wij daarmee doen? Hoe moeten wij met de ouders communiceren? Op welke manier moeten wij met de feiten omgaan?

Dus ook de begeleiding van de groep – hoe gaat zij met het voorval om? – is belangrijk. De groep heeft ook heel veel vragen over het slachtoffer zelf. Zal hij of zij lid van onze organisatie blijven? Is het gebeurde onze fout? Hebben wij zaken over het hoofd gezien? Hadden wij vroeger moeten reageren of ingrijpen?

Een derde belangrijk aspect bij de begeleiding is dat ook met de dader moet worden omgegaan. Ter zake geven de organisaties duidelijk aan dat het iemand is die uit de groep komt. Wanneer aan de feiten een veroordeling vasthangt, is het heel duidelijk dat hij een strafbaar feit heeft gepleegd. Er wordt op die basis een sanctie getroffen, ook door de organisatie zelf. De dader wordt dikwijls uit de groep verwijderd of van elk contact met kinderen uitgesloten.

Wat gebeurt echter daarna met de dader? Is er

hulpverlening? Kan hij ergens terecht of niet? Wanneer het over een jong iemand gaat, op welke manier zal er dan mee worden omgegaan? Er zijn ter zake heel veel vraagtekens.

Het voorgaande geeft in grote lijnen de procedure weer die wordt afgelegd. Misschien moet ik ook nog heel kort de knelpunten aangeven.

De organisaties die met dergelijke cases ervaring hebben, geven heel duidelijk aan dat de contacten met de externe organisaties en met de hulpverlening niet altijd positief verlopen. Er zijn twee grote brokken.

Er is, ten eerste, het contact met de politie, wanneer een klacht wordt ingediend. Wanneer de klacht wordt ingediend, wordt dikwijls elke communicatie met de groep stopgezet.

De politie behandelt het dossier wel, maar wanneer er vragen worden gesteld, bijvoorbeeld of de dader al verhoord is of op de hoogte is, wordt daarop geen antwoord meer gegeven, terwijl de dader wel deel uitmaakt van hun vriendengroep en zij hem bijvoorbeeld op café, op straat of binnen de lokale context kunnen tegenkomen. Vaak weten zij niet hoe zij daarop moeten reageren en hoe men daarmee moet omgaan. Moet men hun dat vertellen of niet? Ook over wat er met het slachtoffer gebeurt – zit hij in de hulpverlening, wordt er nog iets verwacht van ons, zullen wij moeten getuigen? – is er weinig communicatie en zijn er veel vraagtekens.

Een tweede, en iets crucialer punt is dat ook het vinden van gepaste hulpverlening niet vanzelfsprekend is. De organisaties weten dikwijls niet tot welke hulpverleningsinstantie zij zich moeten richten. Waar zij terechtkomen, is gebaseerd op persoonlijke ervaringen, contacten met mensen die in het dorp wonen of contacten met de instellingen waarvan zij ooit al eens gehoord hebben, maar het is niet duidelijk tot wie zij zich in eerste instantie moeten richten.

In een aantal gevallen proberen zij het wel, maar soms krijgen zij ook wel de deur op de neus en krijgen zij te horen dat men daar niet mee bezig is. Ze worden doorverwezen. Voor één organisatie is het heel duidelijk dat de eerste contactpersoon de huisarts is, als het over hulpverlening gaat. De andere prefereren vertrouwenscentra, CLB's of CAW's.

Eenmaal de hulpverlening opgestart wordt, wordt het dossier naar daar doorverwezen en wordt de groep daarvan een stuk ontlast, maar ook dan is

er in een aantal gevallen heel weinig communicatie met de groepsleiding. Ook dat wordt als een knelpunt ervaren, omdat dat een ingrijpende gebeurtenis is, waarvoor iedereen zich een stuk medeverantwoordelijk voelt. Een goede communicatie blijkt toch wel essentieel te zijn om met die groep verder aan de slag te kunnen.

Een ander knelpunt – het is meer een vraag en een initiatief dat de sector zelf neemt – is de vraag naar meer deskundigheidsopbouw. Wij zien nu dat er tussen de verschillende organisaties wel een rode draad is in de manier waarop met klachten omgegaan wordt, maar wanneer de deskundigheid die nu al is opgebouwd, gebundeld zou worden, dan zou er op een krachtigere manier met klachten van seksueel misbruik omgegaan kunnen worden. Daarvoor is er een traject opgestart rond seksualiteit, relaties en seksueel grensoverschrijdend gedrag. In dat traject wordt de jeugdsector ondersteund door Steunpuntjeugd in samenwerking met Sensoa. Wat daar onder andere aan bod komt, is de manier waarop men met klachten over seksueel misbruik moet omgaan. Het is een soort van standaardprocedure, inspelend op de knelpunten: kunnen wij geen lijst aanleggen van hulpverlening en hulpvoorzieningen waarbij men sowieso terecht kan wanneer men daarmee in contact komt?

Relaties, seksualiteit en seksueel grensoverschrijdend gedrag nemen sowieso wel een grote plaats in binnen jongerengroepen. Het is vaak bijzonder moeilijk om te oordelen wanneer iets grensoverschrijdend is, en wanneer niet.

We zien dat de druk van de ouders op dat vlak aan het toenemen is. Als de kinderen onder de douche staan, en een jongetje weigert zich te wassen, mag die dan gewassen worden, of laat je die tien dagen vuil op kamp rondlopen? Dat zijn vragen die we ook van ouders krijgen. Ze vragen of we ook mee onder de douche gaan, en of we dan al dan niet onze kleren aanhouden. Dat zijn zaken die binnen dat grensoverschrijdend seksueel gedrag zitten die bijzonder moeilijk zijn, ook voor de jongeren die in de leiding staan, om er een oordeel over te vellen. Hoe moet ik reageren? Is het normaal als een groep jongeren samen masturbeert? Moet ik daar op ingrijpen? Hoe moet ik daarop reageren?

We merken dat de druk extern ook wel heel fel naar voren aan het komen is, en dat er voor een stuk angst meespeelt, vanuit een beschermingsreflex, die zeker ook voor een stuk terecht is, maar die het niet gemakkelijk maakt om

met het thema om te gaan. Ik heb het dan vooral over de vermoedens van seksueel misbruik. Daarbij gaat niet altijd om een gezagsrelatie. Is het bijvoorbeeld grensoverschrijdend indien iemand van 18 jaar een relatie aangaat met een lid van 15 jaar en 6 maanden? Volgens de wet mag dat niet. In sommige groepen zal dat als grensoverschrijdend beschouwd worden, en in andere niet.

Ook dat luik wordt meegenomen in het traject dat de jeugdorganisaties momenteel opstarten, om daar een duidelijker antwoord op te kunnen bieden, maar ook en vooral om op een positieve manier om te kunnen gaan met seksualiteit, ondanks de vele gevallen van seksueel misbruik die in onze samenleving plaatsvinden.

**Jan van Santvoet:** Ik sluit mij aan bij alles wat Barbara heeft verteld want wij zijn als Scouts en Gidsen Vlaanderen gehoord in wat zij heeft samengebracht, door haar getuigenis die u net heeft gehoord.

Wat ik daar wel aan wil toevoegen is het volgende. Wij zijn een redelijk grote beweging in het Vlaamse jeugdlandschap; wij hebben effectief heel veel schrik gehad in het laatste jaar dat er een storm zou uitbreken van klachten of meldingen over seksueel misbruik uit het verleden, recent of verder terug in de tijd. Die stortvloed is er niet gekomen. Ook vandaag kunnen we nog steeds niet zeggen dat het jeugdwerk via ons in nauw verband wordt gebracht met grensoverschrijdend gedrag. Als er wel een situatie zich aandoet die grensoverschrijdend is, verwijs ik nogmaals naar wat Barbara heeft gezegd.

Eenzijds zullen wij altijd initiatief nemen naar politie of vertrouwenscentra toe, maar wij stoten wel degelijk op die problemen op communicatief vlak. Wat gebeurt er na de terugkoppeling met die doorverwijzing of melding? Dat is inderdaad zeer vervelend naar de lokale groep toe, zowel naar slachtoffer(s), begeleiding en daders.

Voor de rest kunnen wij alleen maar blij zijn dat wij in het traject in de schoot van Steunpunt Jeugd stappen het komende jaar, waarin wij op drie vlakken werk willen maken van jongeren en seksualiteit en hoe wij daar als sector mee moeten omgaan. Het gaat om een algemeen beleid alsook een beleid voor onze jongeren die kinderen en jongeren begeleiden. Ten eerste willen we leeftijd per leeftijd in kaart brengen wat normaal seksueel gedrag is zodat zij een aftoetsing of een kader hebben om te weten



waarover men bezig is.

Ten tweede willen wij een preventief beleid dat beschrijft hoe ze signalen kunnen opvangen of doorspelen als ze iemand verdenken. Want dat is ook juist het probleem. Soms zijn er situaties die de begeleiding doen vermoeden dat er mogelijk iets fout is gebeurd, maar vanaf die stap tot het moment waarop er echt een klacht wordt ingediend is een verschrikkelijk lange en verwarrende weg en daar willen we ook iets aan doen.

Ten derde willen we ook een reactiebeleid hebben. We kiezen er als sector ook heel bewust voor om samen op zoek te gaan naar welk traject afgelegd moet worden en bij wie te rade moet gegaan worden wanneer de telefoon rinkelt of iemand voor de deur staat met een klacht over persoon x of y, zodanig dat we daar zo uniform mogelijk in handelen en zo efficiënt mogelijk klachten kunnen behandelen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw getuigenis.

Ik wil even ingaan op hetgeen mevrouw Poppe zei op het einde, over het traject dat wordt afgelegd met Sensoa. Ik had al gehoord dat Sensoa daarin wil investeren en begeleiding wil opzetten voor de jeugd en naar het sportmilieu. Wij zullen dit misschien straks horen.

Kunt u iets meer vertellen over het traject met Sensoa? Wanneer is dat begonnen? Is dat recent of is dat al een tijdje bezig? Hoeveel verenigingen doen daaraan mee? Spelen een aantal verenigingen daarop in of is het gericht op een heel breed gamma van verenigingen? Wat houdt dat traject precies in? Mocht u daarover wat meer kunnen vertellen, zou dit interessant kunnen zijn.

**Bruno Valkeniers** (VB): Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraagje voor mevrouw Poppe.

Hebt u er als koepelorganisatie Vlaamse Jeugdraad, die toch tientallen verenigen overkoepelt al aan gedacht om een soort van uniforme gedragscode in het leven te roepen die van toepassing zou zijn op alle aangesloten verenigingen in verband met seksueel misbruik, hoe daarop te reageren, enzovoort? Of is het veeleer elke vereniging voor zich? Wordt er met andere woorden gedacht aan een gedragscode? Wordt die uitgewerkt?

**Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, je remercie également les orateurs pour leur

présentation et leur témoignage.

Je voudrais poser une question à la représentante des organisations de jeunesse francophones.

Madame, vous avez dit que des mesures conservatoires étaient prises par l'organisation en cas de forte présomption, que l'animateur mis en cause était suspendu, mais que vous attendiez, bien entendu, que la justice ait fait son travail pour confirmer ou non la suspension. Qu'en est-il si la victime ne porte pas plainte et que la justice n'a pas l'occasion de se prononcer?

**Barbara Poppe**: Mevrouw de voorzitter, in antwoord op de eerste vraag over het traject dat Sensoa en Steunpunt Jeugd afleggen, merk ik op dat eigenlijk een aantal organisaties binnen de sector zelf aan Steunpunt Jeugd en Sensoa de vraag heeft gesteld om in dat verband iets te doen. Zij merkten immers dat zij steeds meer worden geconfronteerd met vragen van externe organisaties over seksueel grensoverschrijdend gedrag, seksueel misbruik en gewoon ook seksualiteit en relaties binnen hun groepen.

Het desbetreffende project is recent opgestart, de voorbereidingen zullen 1 jaar lopen. Normaal gezien zouden wij in het voorjaar van 2012 resultaat van het project moeten hebben. De doelstelling is een soort instrumentarium te ontwikkelen, waarmee jeugdorganisaties en hun begeleiders zelf in verband met seksualiteit en relaties aan de slag kunnen gaan. Grensoverschrijdend gedrag, maar net zo goed het omgaan met seksueel misbruik, maken zeker een onderdeel daarvan uit.

Binnen hun instrumentarium leeft nu het idee om het Vlaggensysteem van Sensoa, dat met groene, oranje en rode vlaggen werkt om te duiden of een bepaald gedrag al dan niet grensoverschrijdend is en op welke manier op het gedrag kan worden gereageerd, te vertalen naar een concrete situatie van de jeugdsector. De bedoeling is met concrete voorbeelden te werken, zodat de jongeren die op het terrein actief zijn, een en ander direct begrijpen en direct binnen hun eigen context kunnen plaatsen en ter zake direct een aangrijpingspunt hebben.

Van de organisaties die aan het instrumentarium deelnemen, zijn er een vijftiental die actief aan het instrumentarium meebouwen. Het is evenwel de bedoeling dat het een ondersteuningselement is voor de honderd organisaties die binnen de jeugdsector actief zijn. Het zal dus breed worden verspreid.

Oorspronkelijk bevindt het traject zich onder de vleugels van Steunpunt Jeugd. Bij voornoemd Steunpunt werd echter ook wel aangevoeld dat ter zake meer deskundigheid en expertise nodig waren. Daarom werd Sensoa aangesproken, dat zeker bereid was om in het traject mee te stappen.

Het antwoord dat ik heb gegeven, biedt deels ook al een antwoord op de vragen die u hebt gesteld. Er is momenteel geen uniforme gedragscode. Er zal echter wel naar worden gestreefd, zij het niet als iets dat te ondertekenen is en door iedereen moet worden uitgedragen. Er komen echter wel ondersteuningselementen, zodat de lokale groepen, maar ook de koepelorganisaties, actief rond het thema aan de slag kunnen gaan. Dat is één aspect.

Ten tweede, wij vertrekken altijd van het Kinderrechtenverdrag, dat universeel en minder concreet is, zeker voor de lokale groepen. Het legt echter wel de grote principes van onze werking bloot.

**Annick Hoornaert:** Pour répondre à votre question, il est clair qu'en tant que groupe, nous soutenons la famille et la victime dans ses questions, quant à sa place dans le groupe et son positionnement. C'est avec les conseils de SOS Enfants que l'on poursuit le soutien. C'est lui aussi qui nous conseille quant à l'opportunité de porter plainte ou non. C'est sur cette base que nous agissons en tenant compte du choix de la victime et de sa famille. En tout cas, tout cas est différent. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas m'exprimer quant aux choix que nous serions appelés à prendre. Mais il est clair que l'enjeu est de prendre des dispositions pour que le groupe puisse continuer à bien fonctionner. S'il s'agit d'un conflit de personnes, nous devons le gérer. Mais il n'est pas question que l'on prenne position par rapport à un comportement d'un abuseur qui fait l'objet d'une plainte qui n'est pas déposée auprès de la justice. Nous ne prenons pas de décision de suspension en cas de doute. Mais il faut que les personnes soient bien dans le groupe et que le reste du groupe soit bien....

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik zou eigenlijk een gelijkaardige vraag willen stellen aan de twee Nederlandstaligen en de vertegenwoordiger van de Jeugdraad.

Gebeurt het ook dat de organisaties zelf klacht neerleggen? Het kan gebeuren dat de feiten zich voordoen zonder dat het slachtoffer of de ouders van het slachtoffer zelf klacht neerleggen, terwijl

de organisatie of de jeugdleiders eigenlijk wel beseffen dat er iemand een potentieel gevaar vormt voor kinderen, ook al wordt die persoon uit de organisatie gestoten. Wat is jullie houding daarin? Zetten jullie zelf de stap naar de politie? Of heeft die situatie zich nog niet voorgedaan?

**Barbara Poppe:** Ik zal direct het woord doorgeven aan de heer van Santvoet. Ik krijg daarover geen signalen.

Wat wel duidelijk is, is het feit dat de organisaties zelf een onderscheid maken tussen misbruik dat plaatsvindt binnen en buiten de groep. Het misbruik waarmee ze geconfronteerd worden, en dat plaatsvindt buiten de groep, is eigenlijk ook wel bestaande. Indien ze signalen krijgen van de kinderen zelf die op kamp zijn en duidelijk maken dat ze een probleem hebben, en hun verhaal vertellen, wordt er doorverwezen naar hulpverlening. Daar zal de zaak verder afgehandeld worden.

Wat betreft misbruik binnen de eigen organisatie, kan ik zeggen dat ik daar niet zo een goed zicht op heb. Naar mijn mening kan de heer van Santvoet daar misschien beter op antwoorden.

**Jan van Santvoet:** Eerst en vooral wil ik zeggen dat die situatie zich inderdaad zeer weinig voordoet.

Er zijn echter inderdaad wel een aantal gevallen bekend, waarbij we weten dat er voorlopig geen zaak aanhangig is gemaakt bij Justitie, en waarbij we de bal naar ons teruggekaatst voelen worden. Dan rijst de vraag hoe we daar als koepel mee om moeten gaan. Als we naar het verleden kijken, blijkt dat dat echt afhankelijk is van situatie tot situatie. Het is effectief al gebeurd dat we zelf daarmee verdere stappen ondernemen naar andere instanties, omdat we anders schrik hebben dat er geen gehoor meer aan wordt gegeven, of dat er geen opvolging is. Als het contact met bijvoorbeeld een vertrouwenscentrum vlot verloopt, en als men naar ons degelijk communiceert over de stappen die men aan het nemen is, dan kan dat voor ons soms ook voldoende zijn. Dat is dus situatiegebonden.

**Daphné Dumery** (N-VA): Ik heb twee kleine vragen.

U zei dat er geen registratiesysteem bestaat. Denkt u erover er een op starten?

Een tweede vraag betreft de diepte-interviews. Hoeveel respondenten waren er en zijn er plannen

om een wetenschappelijk onderzoek aan te vragen of op te starten?

**Barbara Poppe:** Er is momenteel geen registratiesysteem of althans niet één registratiesysteem waar alle koepelorganisaties de klachten registreren. Er zijn daarvoor verschillende redenen. Sowieso heeft dat deels te maken met het garanderen van de anonimiteit. Het is niet altijd eenvoudig een onderscheid te maken tussen klachten en ondersteuningsvragen. Dikwijls komt er een klacht binnen die lijkt op een ondersteuningsvraag maar waarvan achteraf pas blijkt dat het een klacht is. Het gebeurt ook vaak dat algemene vragen eigenlijk over concrete personen en situaties gaan. Het is dus bijzonder moeilijk voor hen om dat te registreren.

Voor zover ik weet, zijn er ook geen plannen om daar één registratiesysteem van te maken. Ik weet dat een aantal organisaties wel heil zien in één meldpunt. Zij vragen zich af of er niet zo'n centraal meldpunt nodig is waar slachtoffers naartoe kunnen gaan, en of dat ook niet opgericht moet worden buiten de sector als overkoepelend orgaan, eventueel werkzaam voor verschillende sectoren.

Wat betreft het wetenschappelijk onderzoek. Voor zover ik weet plannen wij niet om dat op te starten. Het uitgangspunt blijft dat wij positief willen zijn rond seksualiteit en relaties. De sector vindt het ook belangrijk die thema's positief te blijven benaderen om ruimte te geven aan jongeren om zich seksueel te kunnen ontwikkelen. Dat betekent ook dat zij een aantal grenzen zullen aftasten en dat er soms grensoverschrijdend gedrag zal optreden. Wij plannen bovendien geen onderzoek omdat wij niet de indruk hebben dat dat fel aanwezig is. We willen handelen via het traject dat we nu op poten hebben gezet, zodanig dat we als er zich zaken voordoen we daar op een goede en positieve manier op kunnen reageren.

**Daphné Dumery (N-VA):** Ik vroeg ook nog hoeveel respondenten u had.

**Barbara Poppe:** Mijn excuses. Wij hebben nu een vijftiental organisaties bevroegd waarvan er een tiental het opportuun vonden om dieper in te gaan op de vraag.

Wij hebben ervoor gezorgd dat wij soorten organisaties hadden, contacten met workshoporganisaties, waar het contactmoment korter is tussen begeleider en lid en dan de jeugdbewegingen, een aantal andere kamporganisaties, de jeugdhuisfederatie

enzovoort.

**Jan Van Santvoet:** Ik wil nog iets zeggen over klachten die binnenkomen en het registreren daarvan. Het viel mij zelf op toen ik bij Scouts en Gidsen Vlaanderen begon dat de registratie van klachten in het algemeen, dat hoeft echt niet alleen over seksueel overschrijdend gedrag te gaan, niet echt gebundeld of gecentraliseerd werden. Daar hebben wij het laatste jaar een methode voor uitgedacht om dat per categorie op te volgen, zodat het ons op korte termijn veel duidelijker zal worden: inzake verkeersveiligheid zijn er zoveel problemen of klachten en op het vlak van seksueel overschrijdend gedrag zit het zo.

Wij zullen niet aarzelen om dat instrument in de sector te delen, zodat wij sneller van elkaar weten waar wij staan op het vlak van probleem x of y.

**La présidente:** Madame Hoornaert, en ce qui concerne l'enregistrement des données, y a-t-il une perspective par rapport à l'enregistrement centralisé de toutes les plaintes et de tous les cas?

**Annick Hoornaert:** À ce stade, étant donné que cette question n'a pas du tout été abordée de manière sectorielle, il n'y a, à ma connaissance, pas de travail collectif. Au sein de notre fédération, il y a un suivi de tout appel de nos services d'assistance, afin d'établir des liens entre les personnes qui seraient victimes ou elles-mêmes sujettes à des plaintes ce, afin d'établir des liens aussi entre des personnes qui viendraient s'inscrire dans un groupe et ensuite dans un deuxième groupe. Pour cela, nous devons assurer un suivi en interne.

**La présidente:** Certes, il y a parfois du "shopping" de certaines personnes qui pourraient abuser, c'est-à-dire qu'elles vont dans un secteur, où elles se font repérer sans qu'il y ait réellement plainte. Donc, elles vont ailleurs, elles circulent un peu partout. C'est ce qui préoccupe aussi parfois la commission. Lorsqu'une plainte est portée envers un animateur ou autre, elle est quand même enregistrée? Avec son nom?

**Annick Hoornaert:** Non!

**La présidente:** Vous dites qu'il faut effectivement faire attention, parce que, parfois, elles se tournent vers un autre mouvement, un autre groupe. Elles changent d'unités, elles changent de sections. Dans ce cas, il y a peut-être danger effectivement avant qu'il y ait réellement poursuite

d'un individu, mais que cet individu avait été montré du doigt par l'un ou l'autre jeune, n'irait-il pas facilement vers un autre mouvement de jeunesse?

**Annick Hoornaert:** En interne, nous suivons les informations sur les membres. Tout membre qui, à un moment donné, détient une information sur lui est informé. Il y a eu une plainte. Quelle que soit la suite qui y a été réservée, il sait que cette information circule en interne. Donc, aucune information n'est cachée. Aucune fiche n'est tenue secrète. Ces données sont confidentielles, bien entendu, par respect pour la vie privée. Par contre, si un mouvement de jeunesse, une autre maison de jeunesse nous posent une question en rapport avec cette personne, nous pouvons établir des liens. En tout cas, ces données sont secrètes et nous ne ferons aucune publication de celles-ci. Nous ne voulons pas qu'un cas dans un groupe puisse porter préjudice à la personne si, en plus, cela ne s'est pas avéré effectif.

La **présidente:** Y a-t-il d'autres questions? (*Non*). Alors je vais remercier les trois personnes qui sont venues témoigner de la logique de leur secteur.

Chers collègues, nous allons suspendre nos travaux jusque 16 heures. Nous auditionnerons alors des représentants du secteur du sport.

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.22 heures à 16.05 heures. De openbare commissievergadering wordt geschorst van 15.22 uur tot 16.05 uur.*

#### Audition de

- **M. Jord Vandenhoudt, collaborateur politique au service du "Team Medisch Verantwoord Sporten" du Département Culture, Jeunesse, Sport et Média de la Communauté flamande**

- **M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française (anciennement ADEPS)**

- **MM. Cyriel Coomans et Thierry Zintz, vice-présidents du Conseil d'administration du Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB)**  
Hoorzitting met

- de heer **Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het Team Medisch Verantwoord Sporten van het Departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap**

- de heer **René Hamaite, directeur-generaal van Sport in de Franse Gemeenschap (vroeger ADEPS)**

- de heren **Cyriel Coomans en Thierry Zintz, ondervoorzitters van het Belgisch Olympisch**

#### en Interfederaal Comité (BOIC)

La **présidente:** Chers collègues, nous allons procéder à une dernière audition, que j'appellerai le secteur du sport en général. Pour ce faire, j'accueillerai tout d'abord M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française, autrement dit l'ADEPS. Nous entendrons les deux vice-présidents du COIB, MM. Thierry Zintz et Cyriel Coomans, ainsi que M. Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap.

Je présume que vous allez chacun nous faire un petit exposé, à la suite duquel les députés poseront des questions.

Nous commencerons l'audition avec les deux vice-présidents du COIB.

**Thierry Zintz :** Mesdames, messieurs, en notre qualité de représentants du COIB, nous suggérons que l'un d'entre nous s'exprime au nom des deux et que le deuxième complète éventuellement. Je suis le francophone de l'équipe.

Ik zou het in het Nederlands kunnen doen, hoewel mijn moedertaal Frans is. Ik doe het liever in het Frans om precies te zijn.

Le Comité Olympique et Interfédéral Belge est évidemment concerné par la problématique qui vous occupe depuis un certain nombre de mois.

Cette problématique a donné lieu dans le chef du COIB à la prise d'un certain nombre d'initiatives vers différentes parties en Belgique ainsi qu'à une réflexion quant au fond.

En premier lieu, nous avons considéré qu'il était important d'avoir une concertation avec des personnes qui s'occupent de façon professionnelle de la problématique des relations avec nos enfants et avec les plus jeunes. Dans ce contexte, nous avons eu un certain nombre de contacts et initié un travail avec Child Focus.

Par ailleurs, en tant qu'organe olympique, nous avons eu des contacts avec les ministères des Sports des deux Communautés, avec les ministres en charge de la Jeunesse des deux Communautés, et avec le ministère de la Justice.

Enfin, de façon très pratique, avec nos fédérations membres, nous avons eu des échanges de

courriers afin notamment qu'elles nous informent des initiatives qu'elles auraient pu prendre. En effet, un certain nombre de fédérations sportives au niveau communautaire comme au niveau national ont pris des initiatives dans ce domaine.

Il est important également – et j'en arrive ici au fond de la problématique – de considérer que les a priori du genre "pas chez nous" n'existent pas. Il est évident que le monde du sport est un miroir de la société et, ce faisant, comme d'autres sous-mondes de ladite société, il est touché par les phénomènes qui font l'objet des analyses qui sont les vôtres.

Pour nous, il s'agit surtout de nous poser la question d'une analyse des risques et de la nature de ces derniers. Nous travaillons dans une relation d'entraîneurs-entraînés et, dans ce contexte, des dilemmes éthiques et des problématiques se posent de façon évidente.

Face à cette identification et face à cette démarche de collaboration avec les parties que j'ai évoquées précédemment, il y a évidemment matière à essayer de donner des fondements à une action dans le monde du sport. Ces fondements existent. Ils existent au niveau international, parce qu'un certain nombre de pays – en particulier les pays anglo-saxons – ont pris des initiatives dans le domaine. Mais aussi - et je pense que vous avez eu l'occasion d'auditionner le professeur Vanden Auweele – parce qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises par ce que j'appellerais un organisme international agissant dans le monde du sport, qui est le Panathlon.

Nous pensons qu'en termes d'actions, sur base de ces codes d'éthique ou de gouvernance ou de conduite, qui sont bien évidemment en évolution permanente, au vu des évolutions que l'on constate dans notre société, il y a matière à avoir des actions dont nous ne pensons pas qu'elles devraient être spécifiques au monde du sport. Nous pensons, en effet, que si la problématique est une problématique de société, elle ne se limite pas à un des secteurs de la société, mais les concerne tous. De telle sorte qu'en termes de moyens à donner aux victimes pour pouvoir s'exprimer, il nous semble qu'il nous faut, certes, des référents dans le monde du sport, mais faut-il aller les chercher au sein des fédérations? Est-ce au sein des clubs? Est-ce au niveau local? C'est à préciser. Dans un certain nombre de fédérations, ces référents existent actuellement, mais nous n'avons ni la capacité, ni la compétence pour intervenir auprès des victimes, pas plus qu'auprès

de ceux qu'à défaut d'un meilleur terme, j'appellerais les prédateurs. Nous n'avons pas les moyens d'agir juridiquement.

Il nous semble essentiel, dans ce contexte, qu'au-delà des référents que nous pouvons mettre en place dans le monde du sport, il y ait des points de contact professionnels, qui seront, selon nous, en mesure de déférer (le terme est lourd de sens, mais il a sa pleine signification) ce genre de problématique à ceux qui sont compétents, pour y apporter les éventuelles sanctions ou, du moins, pour analyser les situations telles qu'elles sont.

En tout cas, en tant que Comité olympique et interfédéral belge, nous voudrions nous positionner en partenariat avec les autres partenaires du monde du sport - BLOSO, ADEPS, au niveau des Communautés -, ligues et fédérations sportives, pour avoir une démarche de proactivité en matière d'attitude à adopter vis-à-vis de ces situations.

**Cyriel Coomans:** Voorlopig heb ik daar niets aan toe te voegen.

Gezien het kader van het sportlandschap in België is het voor ons belangrijk dat elke actie zou moeten gebeuren in samenwerking met de andere actoren in Vlaanderen en Wallonië. Sport is een gemeenschapsmaterie en wij als Olympisch Comité zijn de tussenpersoon tussen de internationale en de nationale federaties. Het voornaamste in de sportwereld gebeurt in de liga's, dus in Vlaanderen en Wallonië. Wij hebben een rol te vervullen. Wij zullen die ook vervullen. Wat wij vooral kunnen doen, is dat wat op internationaal niveau al bestaat, doorsluizen naar de andere actoren, de liga's, onze vrienden in Vlaanderen en Wallonië. Dat is wat ons betreft hetgeen wij bedoelen wanneer we spreken over het doorgeven van informatie.

**René Hamaite:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, avant d'aborder la question qui a justifié cette invitation, permettez-moi de rappeler les grands piliers du fonctionnement de la Direction générale du Sport du ministère de la Communauté française, mieux connue sous le nom ADEPS – c'est important pour la suite –, grands piliers qui contribuent à la promotion de la pratique du sport et qui oeuvrent à son succès incontestable auprès du public et des milieux concernés.

À savoir, l'ADEPS est une administration du Sport fortement déconcentrée, composée d'une administration centrale et de services extérieurs

répartis sur tout le territoire de Wallonie et de Bruxelles, à savoir 18 centres sportifs, 6 centres du conseil du sport et 2 dépôts de matériel et de promotion.

Ses missions vont du sport pour tous, des campagnes de promotion, de l'organisation d'événements, des points verts (les fameuses marches ADEPS) au sport de très haut niveau: le soutien aux athlètes via des contrats de travail ou des bourses individuelles, les subventions aux fédérations sportives, etc., en passant notamment par l'initiation sportive et le perfectionnement sportif dans le cadre des activités de nos centres sportifs.

Le troisième pilier est l'organisation d'événements sportifs. Nous sommes l'organisateur du Trophée des communes sportives, du Sport Défi Famille, du Rhéto Trophée, du Sport Sans Limites, etc.

Dans ses activités, l'ADEPS accueille chaque année non seulement des adultes, mais aussi majoritairement des dizaines de milliers d'enfants (plus de 30 000 rien que pour les stages ADEPS d'été).

Quelques chiffres viennent compléter et illustrer mon propos. L'ADEPS emploie 570 agents permanents et plus ou moins 1 500 moniteurs occasionnels, essentiellement pendant les vacances scolaires. La pratique organisée du sport en Belgique francophone regroupe plusieurs centaines de milliers de personnes, dont un pourcentage important de jeunes.

Ce constat reflète la réalité de l'activité sportive en Belgique francophone, pratiquée par un pourcentage significatif de mineurs. Ces derniers sont les potentielles victimes de faits de harcèlement moral ou sexuel. En effet, par leur manque de maturité, leur caractère influençable, ils sont davantage susceptibles de subir des faits de harcèlement moral et/ou sexuel.

Ce danger est encore amplifié lorsque le mineur se trouve sous la responsabilité et l'autorité d'un adulte. Là où se côtoient adultes et jeunes, des situations d'enfants victimes d'agression sexuelle peuvent exister. Mais je tiens à souligner que la problématique de harcèlement sexuel dans ce cas n'est nullement liée exclusivement au milieu sportif. En effet, toutes les activités sportives, mais aussi culturelles, de loisir ou scolaires, sont potentiellement concernées.

À ce titre, loin de minimiser ou de nier les problèmes liés au harcèlement moral ou sexuel

sur les jeunes dans le sport, le directeur général que je suis tient à dire que l'ADEPS ne constitue pas le réceptacle premier et naturel des éventuelles plaintes relatives à des cas de maltraitances, d'attouchements ou de viols sur mineurs, probablement le plus souvent déposées – et c'est très bien ainsi – entre les mains de la police ou des clubs sportifs locaux. D'ailleurs, plus de 80 % des pratiquants sportifs le font tout au long de leur vie sans avoir aucun contact avec leur fédération sportive ou encore moins avec la direction générale du Sport.

Pour sa part, la direction générale du Sport apporte une attention particulière à la sécurité des jeunes qui fréquentent ses activités.

À ce titre, j'aimerais attirer votre attention sur deux points essentiels qui concernent le champ de compétence de la direction générale du sport.

Premièrement, le sport en Communauté française est organisé sur une base volontaire. Les autorités publiques n'interviennent, en conséquence, qu'à titre de pouvoir subsidiant. Nous n'organisons pas le sport, ce sont les fédérations qui organisent le sport, au contraire d'autres pays comme la France, par exemple, où l'État organise le sport et délègue cette organisation aux fédérations. Il s'en suit que, mises à part les activités organisées directement par l'ADEPS, la responsabilité de la Communauté française se limite à vérifier si les conditions d'octroi des subsides fixées par les textes légaux et réglementaires ont bien été respectées par les opérateurs.

Aussi, il convient très clairement de faire une distinction entre, d'une part, les activités sportives qui sont organisées dans le cadre de l'ADEPS sous ma responsabilité et la responsabilité de mes services et, d'autre part, le sport organisé et régi par les différents clubs et fédérations sportifs sur lesquels l'ADEPS n'exerce aucune tutelle directe et à propos desquels on ne peut lui imputer, nous semble-t-il, aucune responsabilité du moins directe. En effet, en ce qui concerne les fédérations ou clubs sportifs, ceux-ci disposent de leur propre règlement d'ordre intérieur et gèrent les éventuels problèmes en leur sein sans en référer à l'ADEPS.

Comme exposé en ce qui concerne les fédérations et les clubs sportifs, l'ADEPS ne dispose d'aucune donnée relative à cette problématique. Les services de la médiation de la Communauté française que j'ai interrogés n'ont enregistré aucune plainte à ce sujet. Par ailleurs, les services du délégué aux droits de l'enfant de la

Communauté française ne disposent d'aucune statistique précise en matière sportive. Interrogés par mes soins, ils font état de deux dossiers de harcèlement ou plus exactement de pression subie par des jeunes sportifs en matière de transfert d'un club vers un autre. Il s'agira, dans ce cas, de harcèlement moral plus que sexuel.

Une deuxième chose que je voulais vous dire a trait à la communication des informations. Les services de police sont habituellement les premiers informés des faits rapportés par des enfants ou par leur entourage et sont donc les premiers à intervenir. Les dirigeants de clubs ou des responsables d'infrastructures sportives où se déroulent les activités des clubs sont en général informés ou avertis dans un second temps. L'ADEPS étant souvent la dernière informée d'éventuels faits de ce type, souvent par la presse d'ailleurs, ne peut que rarement intervenir en première ligne. À cet égard, les seuls cas dont je me souviens avoir eu connaissance durant ma carrière, presque 35 années maintenant, sont des cas qui ne concernaient pas des activités organisées directement par l'ADEPS. Deux concernaient des attouchements sexuels d'entraîneurs dans des clubs. Un autre cas impliquait un directeur d'un centre sportif, convaincu d'actes pédophiles mais en dehors de son milieu professionnel. Enfin, la plainte d'un jeune enfant qui a donné lieu à une enquête de police, cette enquête ayant conclu à une affabulation volontaire et reconnue par cet enfant.

Quelles sont les actions préventives au sein de l'ADEPS pour nos activités? Dans le cadre de l'organisation de ces nombreuses activités, la direction générale du Sport est pleinement consciente de ses responsabilités envers les jeunes qu'elle accueille. L'ADEPS a donc déjà mis en place une série d'actions préventives pour assurer la sécurité des jeunes qui participent à ses activités. Au sein de notre direction générale, nous distinguons deux axes principaux en matière de prévention: un axe administratif et un axe fonctionnel.

D'un point de vue administratif, pour tout recrutement, qu'il s'agisse d'un emploi permanent ou occasionnel (même un moniteur qui ne viendrait qu'une semaine dans nos centres ADEPS) pour quelque type de poste que ce soit, pédagogique ou non, il est exigé un extrait de casier judiciaire modèle 2, comme le prévoient la circulaire d'application de la loi – je vous passe les détails de la loi car vous la connaissez bien mieux que moi – et l'article 4 de l'arrêté d'exécution du 10 juin 1991 spécifiant que le collaborateur

occasionnel doit être de conduite irréprochable. Ce document est scanné dans le système informatique de l'ADEPS. Il suit la personne tout au long de sa carrière.

Quant à l'aspect fonctionnel, il vise à sensibiliser et à avertir chaque personne amenée à travailler avec des enfants et des adolescents afin d'assurer la protection de ceux-ci et d'intervenir judicieusement en prévention de toute situation à risque. Pour atteindre cet objectif, les directeurs de nos centres sportifs sont chargés de donner les instructions nécessaires à chaque membre du personnel en contact avec le jeune public.

Ces consignes tiennent compte de l'environnement du centre sportif concerné, des modalités d'organisation du travail, du type d'activités et des fonctions des agents concernés. Ils ne sont, par conséquent, ni uniformes, ni systématiques.

Voici quelques exemples de consignes que l'on donne à nos moniteurs:

1. Les moniteurs ne peuvent jamais intervenir dans les vestiaires du sexe opposé.
2. Toute intervention dans les vestiaires, dans une chambre ou dans un bureau de moniteur doit être faite à deux moniteurs ou, si c'est impossible, en veillant à toujours laisser la porte ouverte.
3. Les filles et les garçons sont logés à des étages distincts, sous la surveillance d'un moniteur du même sexe.
4. Les jeunes moniteurs sont briefés. Il leur est rappelé que toute relation intime avec une ou un stagiaire mineur est interdite, même si la différence d'âge est minime.
5. Pour les stages " Aventure", l'accent est mis sur l'engagement de moniteurs des deux sexes et aucune intervention dans les tentes des stagiaires n'est autorisée.
6. Les moniteurs doivent toujours prévenir avant d'entrer dans une chambre.

Ce sont des choses que j'ai reprises dans le règlement et qui sont communiquées à nos moniteurs.

Le cas de plaintes individuelles. Quel que soit le niveau de vigilance mis en place, le risque zéro n'existe pas, nous en sommes bien conscients. À ce jour, sur des dizaines de milliers de mineurs qui transitent chaque année dans les infrastructures de l'ADEPS, seul un nombre limité de plaintes a été enregistré ces vingt dernières années.

Certains de nos centres ont été confrontés à cette problématique dans le cadre de leurs activités (je

dispose des cas, si vous le souhaitez). Dans la plupart des cas, il s'agissait de moniteurs masculins ayant pénétré dans des chambres de jeunes filles ou encore d'un rôdeur extérieur qui tentait d'entrer en contact avec des jeunes filles. Deux cas d'attouchements par des moniteurs occasionnels ont été avérés dans deux de nos centres. Cela pour ces vingt dernières années.

La procédure en cas d'abus. La direction générale n'a pas de procédure spécifique pour gérer ce type de faits, si ce n'est l'obligation de prévenir immédiatement:

- les services de police ou le ministère public, selon l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui impose à tout fonctionnaire qui a connaissance d'un crime ou d'un délit d'en informer le procureur du Roi du lieu de l'infraction;
- la famille de la victime;
- l'administration centrale, la direction générale.

Dès que cette dernière est informée de comportements inadmissibles ou d'autres fautes graves, la hiérarchie se rend immédiatement sur les lieux et auditionne les personnes concernées. Si des faits avérés ont été commis par des membres de notre personnel, s'en suivent des sanctions au niveau du contrat de travail. Pour le personnel permanent, le licenciement pour motif grave est immédiatement notifié, mais cela n'a jamais eu lieu ces trente dernières années, au moins en matière de harcèlement. Pour le personnel occasionnel, le licenciement pour motif grave est notifié et, grâce à son éviction du système informatique, aucun engagement ultérieur du harceleur, dans aucun des autres centres ADEPS et d'autres services de la direction générale ne sera encore possible.

L'aide aux victimes. Actuellement, il n'y a pas de procédure spécifique mise en place au sein de nos services, relative à l'aide aux victimes. Dans notre ministère, nous avons aussi les services de l'aide à la jeunesse au sein de la Communauté française. Il s'agit des SAJ et des SPJ qui peuvent intervenir, le cas échéant. Toutefois, lorsque les services de police interviennent, les victimes peuvent souvent bénéficier d'une antenne psychologique et/ou médicale.

Les actions futures. Il est clair que nous avons été sensibles à la problématique et que nous envisageons toute une série de choses.

En tant que directeur général de l'ADEPS, je suis soucieux de contribuer à prévenir toute atteinte à la dignité de l'enfant quelle qu'elle soit, exercée dans le milieu sportif ou non.

L'enjeu est de favoriser une action globale et transversale entre tous les services de la Communauté française, tous domaines et services confondus pour la création et la mise en place de mesures adéquates communes et complémentaires applicables à tous les intervenants en contact avec des jeunes.

En effet, étant donné que toute activité impliquant des mineurs peut être sujette à cette dérive, chaque milieu associatif, professionnel où évoluent des enfants et/ou des adolescents, à savoir en ce qui concerne la Communauté française l'enseignement, les divers loisirs, culturels ou autres, les mouvements de jeunesse, etc., est par conséquent visé par la question.

Dans ce cadre et sur l'exemple de plusieurs pays qui ont élaboré diverses publications accessibles d'ailleurs sur internet, l'ensemble des mesures élaborées devraient être adoptées dans le cadre d'une politique commune de prévention et d'intervention en matière d'agression sexuelle sur mineur.

Ces mesures à appliquer par et pour l'ensemble des milieux associatifs et/ou professionnels pourraient s'articuler autour des pistes suivantes:

- élaborer et diffuser un code d'éthique sur les valeurs à respecter au sein de chaque organisme,
- informer et sensibiliser les membres de chacun de ces organismes aux questions d'agressions sexuelles,
- mettre en place des modalités de filtrage des membres du personnel,
- établir des procédures à suivre en cas de situations problématiques,
- soutenir les membres du personnel dans l'application de ces mesures,
- compléter la formation de tout le personnel pour leur permettre d'intervenir adéquatement auprès des jeunes en matière d'agressions sexuelles,
- avoir des règlements généraux permettant de suspendre ou d'exclure un membre de l'organisme à l'occasion d'une situation d'agression sexuelle,
- superviser les activités et établir des règles pour l'hébergement et le transport des jeunes,
- instaurer un numéro vert d'assistance pour les victimes au niveau de la Communauté française,
- organiser une campagne de publication et de diffusion générale de cette politique en matière d'intégrité physique et de mesures créées pour contrer les agressions sexuelles via un affichage, une brochure, etc.

Comme dit précédemment, la direction générale



du sport applique à ce jour certaines de ces mesures dans ses centres sportifs tels que l'établissement de règles en matière d'hébergement, l'établissement de règles en matière de comportement du personnel d'encadrement, l'éloignement définitif des membres du personnel d'encadrement reconnus comme auteurs de comportements inappropriés.

D'autres mesures pourraient venir compléter cela, comme par exemple:

- l'ajout dans notre charte sport-éthique d'un chapitre spécifique avec des points précis relatifs à la protection des enfants,
- l'ajout à la formation de nos moniteurs sportifs - nous avons en charge la formation des moniteurs sportifs - d'un module visant à attirer leur attention sur les risques ou situations problématiques liés à l'encadrement des jeunes dont ils sont responsables,
- l'uniformisation des consignes applicables dans toute l'infrastructure et lors de toute activité organisée par la direction générale du sport.

Pour terminer cette intervention, je vous informe que suite à la requête de M. le ministre Antoine en charge des Sports à la Communauté française, mes services ont lancé une procédure de marché public afin qu'une étude universitaire visant à évaluer l'étendue du problème en Wallonie et à Bruxelles soit réalisée dans les prochains mois. Le marché pour attribuer cette étude est actuellement lancé. C'est une étude comparable à celle qui a été faite par le KUL il y a quelques années.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie de votre attention.

La **présidente**: Je vous remercie pour toutes ces informations.

**Jord Vandenhoudt**: Mevrouw de voorzitter, dames en heren, ik ben Jord Vandenhoudt van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media. Ik pik even kort in op wat de mensen van het BOIC ook gezegd hebben. Een onderliggende boodschap die moet meegenomen worden vandaag is ook dat de sportsector in Vlaanderen op zich eigenlijk zeer divers is. Men kan dat niet bekijken als één organisatie: dat is een structuur met verschillende facetten, verschillende onderdelen, verschillende niveaus.

Binnen de Vlaamse Gemeenschap heb je ook verschillende structuren, verschillende instanties die zich met dat sportbeleid bezighouden: het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media is één instantie, je hebt het Bloso, maar daarnaast

heb je ook nog bijvoorbeeld de gemeentelijke en provinciale sportdiensten, je hebt ook de schoolsport en zo meer. Dat is een heel belangrijk aspect om mee rekening te houden. Er is eigenlijk geen instantie die over dat hele plaatje van die sportsector een zicht heeft, ook omdat er op verschillende niveaus allerhande sportinitiatieven kunnen ontwikkeld worden die vaak los staan van al dan niet erkende sportfederaties of gemeentelijke initiatieven, laat staan dat het past binnen door het IOC erkende sportfederaties die bij het BOIC aangesloten zijn.

Een ander element waarmee rekening moet worden gehouden is dat de sportsector gedragen wordt door vrijwilligers. In heel wat initiatieven wordt er met erkende en gekwalificeerde trainers gewerkt wordt, maar in de kleinere sportinitiatieven in de buurt om de hoek wordt er toch vaak beroep gedaan op vrijwilligers die vandaag de dag ook moeilijker en moeilijker te vinden zijn.

Het tweede punt. Het feit is wel dat ik hier vanuit mijn functie of vanuit mijn rol spreek van op een zekere afstand van de sportsector. De mensen van het BOIC zitten korter bij de eigenlijke sportsituatie. Vanuit de administratie medisch verantwoord sporten zitten we daar toch een stukje verder af. Ik heb toch eens een rondvraag proberen te doen bij verschillende instanties binnen de Vlaamse sportsector om te kijken in hoeverre er daar meldingen, vragen, problemen rond seksueel misbruik naar boven zijn gekomen. De problemen binnen de Kerk zijn nu toch al meer dan een half jaar actueel. Ik heb een keer een rondvraag gedaan. Een organisatie die belangrijk is in Vlaanderen is het Vlaams bureau voor sportbegeleiding die eigenlijk voorziet in een officiële tewerkstelling voor sportleraren. Daar heeft men ook geen enkele vraag of melding tot op heden geregistreerd.

Er zijn wel bepalingen opgenomen in het arbeidsreglement, omdat men daar voorziet in een tewerkstelling voor sportleraren en trainers. In het arbeidsreglement heeft men dus wel bepalingen en de functie van een vertrouwenspersoon opgenomen.

Ik verwijs bij wijze van voorbeeld naar een sportfederatie, namelijk de triatlonfederatie en meer bepaald de topsportwerking. Daar bestaat een gedragscode voor stafmedewerkers, die bijvoorbeeld bepaalt dat seksueel ongewenst gedrag steeds onaanvaardbaar is en dat men als leerkracht-opvoeder betrokken moet zijn met zijn pupil of degene die men traint, maar dat men

zeker afstand moet houden ten aanzien van die atleten. Dat is een voorbeeld van een gedragscode. Binnen de sportfederaties zijn er natuurlijk nog meer. Straks kom ik ook nog terug op een ander voorbeeld.

Ook binnen de provincies – er is een rondvraag gedaan bij de provinciale sportdiensten – heeft men geen weet van meldingen of vragen rond seksueel ongewenst gedrag. Ook daar verwijst men, maar dat is dan meer voor hun interne werking, naar bepalingen in het arbeidsreglement die te maken hebben met seksueel ongewenst gedrag op het werk of met pesten.

Ik kan zelf, vanuit mijn functie, niet spreken namens Bloso, het Agentschap Sport van de Vlaamse administratie, maar ik heb toch ook een aantal zaken uit hun werking vernomen of opgevraagd. Ik wil u die niet onthouden. Ook bij de Vlaamse trainerschool heeft men geen meldingen of klachten ontvangen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Binnen de basisopleidingen van de Vlaamse trainerschool wordt er natuurlijk aandacht besteed aan ethische aspecten. In de kwalificaties van trainers komen die zaken ook wel aan bod.

Als wij kijken naar de topsportwerking, zowel binnen het departement als binnen Bloso, dan heeft men geen vragen of meldingen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Men heeft wel weet van een situatie waarbij het toch nodig gebleken was om de overeenkomst met een trainer in het kader van het topsportprogramma te beëindigen. De feiten die eraan voorafgingen betroffen blijkbaar – zij hebben dat ook maar vernomen, zij waren daarbij niet rechtstreeks betrokken – het uiten per brief van gevoelens van een trainer ten opzichte van de atleet of de topsporter die hij begeleidde. Vanuit de topsportstructuur wordt er ook niet gewerkt met gedragscodes of richtlijnen. Zij verwijzen natuurlijk naar de rol van de desbetreffende sportfederaties om dat op te nemen.

Een item is bijvoorbeeld dat trainers in de topsportschool slechts gesubsidieerd worden in zoverre ze beschikken over bijvoorbeeld een pedagogisch diploma. Niet zomaar iedereen kan trainer worden.

Er zijn in Vlaanderen 91 erkende sportfederaties. Dat is een heel breed en divers spectrum van sportfederaties. Ik heb die lijst bij me. U kan die ook op de website van Bloso raadplegen. Enkele voorbeelden zijn de Vlaamse tennissfederatie, de Vlaamse zwembfederatie, dat zijn de grotere

federaties. Sinds 2011 is er bijvoorbeeld ook het verbond van Vlaamse speleologen erkend. Ik wil u maar zeggen dat de sportsector een heel breed en divers landschap heeft.

Binnen de afdeling subsidiering heeft men ook geen weet van meldingen van, of vragen omtrent ongewenst seksueel gedrag. In het decreet van 13 juli 2001 omtrent de sportfederaties is er een bepaalde erkenningsvoorwaarde. Er is dus een hele lijst van criteria waaraan een sportfederatie moet voldoen om erkend te worden. Dat is eigenlijk een vorm van kwaliteitscertificaat dat men dan krijgt. Een van die criteria om erkend te blijven als Vlaamse sportfederatie is dat men in de werkingsstatuten en het reglement moet bepalen dat men de bepalingen inzake het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en het Internationaal Verdrag betreffende de rechten van het kind moet onderschrijven. Dat is uiteraard zeer algemeen.

Ook binnen de Bloso-sportkampen wordt er aandacht besteed aan dat item. Men heeft daar ook nog geen vragen, meldingen of klachten rond seksueel ongewenst gedrag geregistreerd. Er zijn toch twee belangrijke punten die ik wil aanhalen. Ook die Bloso-sportkampen staan onder de leiding van gekwalificeerde lesgevers. Die moeten bepaalde getuigschriften en bepaalde diploma's kunnen voorleggen, of bepaalde cursussen binnen de Vlaamse trainerschool doorlopen hebben. Trainers kunnen na overleg geweerd worden door de Bloso- centrumverantwoordelijke en de sporttechnische coördinatoren, indien zich bepaalde problemen zouden voordoen.

Binnen de provincies heeft men geen weet van meldingen van seksueel ongewenst gedrag. Bij het overkoepelend orgaan, namelijk het Vlaams Instituut voor Sportbeheer en Recreatiebeleid, ofwel het ISB, heeft men ook geen meldingen, klachten of vragen omtrent seksueel ongewenst gedrag ontvangen.

Dan zullen we even kijken naar de organisatie waar ik deel van uitmaak, namelijk het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport, Media.

We hebben het decreet op de medisch en sinds 2009 ook ethisch verantwoorde sportbeoefening. Artikel 7 van het decreet medisch verantwoorde sportbeoefening stelt dat de sportverenigingen de medisch verantwoorde sportbeoefening voor de sporter moeten bewaken en waarborgen. Ten tweede moeten ze de omstandigheden en toestanden die negatief inwerken op de fysieke

integriteit en het psychisch welzijn van de sporter voorkomen en bestrijden door doelmatige initiatieven en gepaste maatregelen. Men kan dat doen door met de regering of een overkoepelend orgaan van sportverenigingen samen te werken en initiatieven en maatregelen uit te vaardigen.

Sinds 1 januari 2009 is er in de Vlaamse Gemeenschap ook een luik rond sportethiek van kracht. Dat is dan natuurlijk ruimer dan de problematiek rond seksueel misbruik. De fysieke en psychische integriteit van het individu is een van de zes thema's die door de Vlaamse regering zijn uitgedragen en waarrond een aantal richtsnoeren zijn uitgevaardigd. De erkende Vlaamse sportfederaties moeten sinds 1 januari van dit jaar verplicht werken rond die thema's.

Om een idee te geven van de richtsnoeren die onder het item "fysieke en psychische integriteit van het individu" zijn verzameld, volgen er hierna een aantal: de persoonlijke integriteit van de leden beschermen; het integer handelen van haar begeleiders en bestuurders stimuleren of structurele maatregelen nemen om problemen, ongewenst gedrag en klachten te melden en te registreren.

Men heeft in september vorig jaar de thema's en richtsnoeren moeten kiezen. Het blijkt dat 10% van de erkende sportfederaties heeft aangegeven rond dat thema te werken. Daarnaast is het belangrijk in deze context dat 30% van de federaties heeft aangegeven te gaan werken rond het thema "rechten van het kind in de sport". Daarbij kan dan extra aandacht gaan naar het pedagogisch-ethisch verantwoord omgaan met jongeren binnen de sportclubs. Binnen dat thema kan ook de Panathlonverklaring over ethiek in de jeugdsport verder uitgewerkt worden. Die verklaring dateert ondertussen al van 2004. Heel wat sportfederaties hebben die ondertekend, maar ze uitten de bekommernis dat ze niet weten in hoeverre de sportclubs zelf die verklaring hebben ondertekend en er ook effectief mee aan de slag gaan.

De bedoeling van het beleid "Ethisch verantwoord sporten" is dat wij goede voorbeelden uit de sportsector kunnen verzamelen, dat wij een soort van benchmarking en peer review kunnen organiseren, dat wij goede praktijken uitwisselen, dat we creatieve ideeën de kans kunnen geven om te groeien, dat wij kleinere federaties, die misschien over minder middelen en mensen beschikken, ook goede voorbeelden kunnen aanreiken.

Misschien belangrijk voor jullie om nog even als achtergrondinformatie mee te geven, twee van de zes thema's heb ik al vernoemd. Daarnaast kunnen de sportfederaties nog werken rond inclusie, diversiteit, solidariteit en fairplay. Gewoon om even de idee te geven.

Omtrent de uitwerking van dat beleid zijn ondertussen ook reeds heel wat initiatieven genomen. Zo heeft er op 27 april van vorig jaar een workshop plaatsgevonden met de sportfederaties, georganiseerd door de Vlaamse Sportfederatie vzw en het Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw die specifiek rond het seksueel grensoverschrijdend gedrag handelde. De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds heel wat initiatieven genomen rond communicatie, hetzij via hun ledenblad, hetzij via workshops of andere fora.

De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds contacten gehad met Sensoa om ter zake preventieve acties te ontwikkelen en ook contacten met het meldpunt in Nederland dat specifiek voor de sportsector bestaat. Ik kan daarover straks misschien nog iets meer zeggen.

Het is zo dat wij in Vlaanderen met het Bloso, de Vlaamse Sportfederatie, het kabinet van Vlaams minister van Sport Philippe Muyters, en dat Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw - dat is een organisatie die ontstaan is vanuit Panathlon, de Bond voor Lichamelijke Opvoeding vzw en de Universiteit Gent onder andere; de grote trekker hiervan was en ik wil toch ook nog even hulde brengen aan die persoon, wijlen professor dokter Marc Maes, een heel belangrijke partner in dit verhaal, al een aantal initiatieven hebben genomen om te komen tot een aantal voorstellen die op dit moment op tafel liggen bij het kabinet van de minister.

Eenzijds gaat het om een beleidsplan omtrent het ethisch verantwoord sporten, waarin een aantal doelstellingen en een kader worden geschetst. Specifiek rond het punt van een meldpunt doet onze administratie ook een aantal voorstellen. Ik kan natuurlijk vanuit mijn functie niet op de grond van de zaak ingaan. Feit is echter wel dat in onze regelgeving nergens is vastgelegd waar een sporter eventueel terecht zou kunnen met vragen en klachten rond, enerzijds, gewone, algemene, ethische problemen en, anderzijds, seksueel, ongewenst gedrag of seksueel misbruik.

Wij zijn ook met het Kinderrechtencommissariaat in overleg getreden. Het heeft een aantal standpunten ter zake geformuleerd. Ons

standpunt is – wij delen ter zake de mening van het Kinderrrechtencommissariaat – om geen apart meldpunt voor seksueel misbruik in de sport op te richten, maar wel te voorzien in een vorm van doorverwijspunt, dat binnen een algemener meldpunt voor de sport zou vallen, om algemene, ethische klachten te behandelen. Ons standpunt is om de problematiek van het seksueel misbruik in gezagsrelaties en de hulpverlening ter zake over te laten aan de professionele hulpverlening, die er momenteel al binnen meer welzijnsgerelateerde hulpverleningskanalen is.

In voornoemd verband is het belangrijk te verwijzen naar een actualiteitsmotie van enkele maanden geleden, die volgde op een actualiteitsdebat in het Vlaams Parlement. In voornoemde motie is door het Vlaams Parlement duidelijk gesteld dat aan de Vlaamse minister voor Welzijn moet worden gevraagd om binnen de CAW's verder werk te maken van de versterking van een meldpunt voor seksueel misbruik.

Bovendien delen wij de mening dat er voor de sportsector een rol open ligt, met name om op communicatie, sensibilisatie en toeleiding van de burger-sporter naar de gepaste hulpverlening in te zetten, om ervoor te zorgen dat de sportsector beschikt over voorbeelden van gedragscodes, richtlijnen en preventieve instrumenten, maar ook didactische instrumenten, waarmee bijvoorbeeld binnen de sportclub aan de slag kan worden gegaan, om bepaalde stappenplannen, flow charts en videomateriaal te hebben, die dan kunnen worden gebruikt in preventiebeleid rond, enerzijds, seksueel misbruik en, anderzijds, andere, ethische problemen die zouden rijzen.

Ik wil nog even teruggrijpen naar het beleid inzake ethisch verantwoord sporten. De Vlaamse Zwemfederatie heeft bijvoorbeeld gekozen voor het thema “rechten van het kind” en ook voor “fysieke en psychische integriteit.” Eén van de actiepunten voor 2011-2012 is het installeren van een meldpunt voor klachten over ongewenst gedrag en zo meer. Dit wou ik u nog even meegeven.

Dit jaar loopt er een onderzoeksproject ad hoc van de KUL bij het Steunpunt Cultuur, Jeugd en Sport binnen het departement, dat specifiek zal werken aan de promotie van het fysiek, psychisch en sociaal welbevinden van jongeren in Vlaamse sportclubs. Het item seksueel ongewenst gedrag zal een element zijn van dat onderzoek. Daarbij zal een round-up worden gemaakt van de situatie in de Vlaamse sportsector ter zake. Welke beleidsaanbevelingen kunnen er gedaan worden?

Waar zitten de goede voorbeelden? Enzovoort. Ook aan seksueel ongewenst gedrag zal er in dat onderzoek aandacht besteed worden.

Naar aanleiding van een communicatieactie die wij in het najaar 2010 deden over ethisch verantwoord sporten hebben wij het sportbeleid in de verf gezet. In de eerste plaats wilden wij de sportfederaties aanspreken. Die sportfederaties moeten natuurlijk tot het niveau van de clubs geraken met hun acties. Aan die communicatieactie was een online-enquête gekoppeld. Wij hebben daarin in extremis toch nog een aantal vragen over seksueel misbruik kunnen opnemen.

Sta mij toe in de eerste plaats te zeggen dat dit absoluut geen wetenschappelijk onderzoek was. Er waren wel 185 respondenten. De respondenten kwamen vanuit verschillende takken van de sportsector, en ook vanuit verschillende rollen: trainer, clubbestuurder, beleidsmedewerker, en zo meer.

Op de vraag “Hebt u zelf of uw organisatie ondersteuning nodig om gevallen van ongewenst seksueel gedrag of seksueel misbruik te behandelen en te verwerken?” antwoordde 4,32 % positief. Op de vraag “Bent u zelf reeds geconfronteerd met seksueel ongewenst gedrag of hebt u weet van gevallen van seksueel ongewenst gedrag binnen uw organisatie?” antwoordde 3,78 % positief.

De derde vraag is een belangrijke vraag, ze heeft een belangrijk resultaat, vinden wij persoonlijk. Op de vraag “Hebt u nu reeds voldoende zicht op welke hulpverleningskanalen er zijn of waar er ongewenst seksueel gedrag kan worden gemeld?” antwoordt een duidelijke 60% van de respondenten negatief. Daaruit concluderen wij en dat nemen wij ook mee in de voorstellen die we momenteel aan het uitwerken zijn, dat een belangrijke opdracht ligt in de toeleiding van en de duidelijke communicatie naar de burgersporter. Het gaat over informatie en sensibilisatie over waar men met meldingen of klachten terecht kan.

Als men even een onderzoek doet naar wat er reeds bestaat aan hulpverleningskanalen, en niet alleen rond seksueel misbruik, dan stelt men toch vast dat daar een heel ruim spectrum aanwezig is. We stellen vast dat er een probleem is omtrent wat men bijvoorbeeld verstaat onder toelaatbaar of ontoelaatbaar gedrag. Dat is niet voor iedereen duidelijk. Ik kan dat misschien illustreren met een ietwat banaal voorbeeld binnen de relatie tussen een trainer en zijn gymnasten. Als die gymnasten

een goede oefening doen, kan er misschien al eens een tik op de bil volgen om te zeggen “goed gedaan”. Moest diezelfde situatie zich echter voordoen in een klassituatie, tussen een leraar en een leerling, dan merken we dat wat we verstaan onder ‘toelaatbaar gedrag’ serieus verschilt naargelang de situatie.

Natuurlijk is er ook het feit hoe die sporter of sportster dat gedrag ervaart. Voor een bepaalde sporter zal die tik op de bil geen probleem zijn, een andere sporter zal daar misschien wel problemen mee hebben. Dat is dus ook iets wat we in het achterhoofd moeten houden als we daarrond willen gaan werken.

Voor ons als overheid en op politiek vlak ligt er zeker een rol klaar, namelijk om klaarheid te scheppen in het kluwen van hulpverleningskanalen die er reeds zijn, ook binnen Welzijn. Er zijn de centra Algemeen Welzijnswerk, die hun rol inzake seksueel misbruik aan het versterken zijn. Er is ook Childfocus, dat onlangs haar meldpunt ‘seksueel misbruik’ uitgebreid heeft. Er zijn ook, daar verwees ook het Kinderrechtencommissariaat naar, Vertrouwenscentra Kindermishandeling, maar naar ik begrepen heb, maar misschien hebben jullie daar al meer informatie over gekregen, situeren die centra zich voornamelijk op het terrein van intrafamiliaal geweld en misbruik. Er kan dus altijd bekeken worden in hoeverre we niet méér kunnen inzetten, maar dat is binnen de welzijnsmaterie, en in hoeverre dat misschien opengetrokken kan worden.

Belangrijk ook, dat is ook wel gezegd hier door de collega's naast mij: naast het reactief optreden moet er ook proactief, preventief gewerkt worden, bijvoorbeeld rond preventie-instrumenten, draaiboeken, didactisch materiaal. Maar dat heb ik daarstraks al vermeld.

Nog heel even ter informatie iets vermelden over bijvoorbeeld een element dat in het Verenigd Koninkrijk aanwezig is in het sportbeleid, maar dat hier in Vlaanderen bij mijn weten niet aanwezig is. Daar wordt gewerkt met een document dat hier te vergelijken is met het uittreksel uit het strafregister, het vroeger bewijs van goed gedrag en zeden. Ik heb in het verleden nog gewerkt op de personeelsdienst van het toenmalig departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur. Bij de aanwerving van opvoeders of leraars voor de gemeenschapsinstellingen, dus Mol en Ruislede, moest na de selectie van bepaalde kandidaten de betrokken kandidaat aan de personeelsdienst een bewijs van goed gedrag

en zeden model 2 voorleggen. Ik heb vernomen dat ook in het Verenigd Koninkrijk binnen de sportsector dergelijke maatregel in voege is, waarbij dus van trainers die men in dienst wil nemen, een uittreksel uit het strafregister, door het Criminal Records Bureau, kan aangevraagd worden.

Gisteren toevallig kwam er een nieuwsbrief binnen waar ik mij op ingeschreven had waarbij er daar toch ook in Engeland een nieuwe discussie ontstaan is omdat daar een verstrenging aan de gang is rond bijvoorbeeld de privacywetgeving. Men zou ook daar het feit dat men zo'n uittreksel zou kunnen opvragen willen beperken.

In het verleden is door professor Vanden Auweele verwezen naar het meldpunt in Nederland dat dus nu denk ik al meer dan 10 jaar actief is rond specifiek seksueel misbruik in de sport. Twee belangrijke punten ook om mee te geven daarrond is dat zij ook werk maken van het aanbieden van bijvoorbeeld gedragscodes, instrumenten om preventief beleid te voeren naar de sportsector. Een ander punt is ook dat men in Nederland toch ook aan het bekijken is om dat meldpunt, dat dan specifiek voor de sportsector ontstaan was, open te trekken naar een ruimer aanbod van sectoren, dat men een beetje ruimer gaat kijken dan enkel die sportsector.

Ik denk dat ik hiermee ook mijn bijdrage voorlopig kan afsluiten. Mochten er vragen zijn van de commissieleden, dan beantwoord ik die graag.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw toelichting. Een rode draad doorheen vele gegevens die ons zijn meegedeeld, is dat men altijd het antwoord “wij hebben geen gegevens of feiten, wij hebben van niets kennis” krijgt, als men bij sportclubs navraag doet. Vandaag verschenen er twee berichten in de pers: een over een veroordeling van een atletiektrainer in Turnhout en een over een proces in Gent over een voetbaltrainer uit Destelbergen, waartegen 37 maanden is gevorderd. Die berichten zijn beide vandaag verschenen.

Het verwondert mij dat men van niets weet, als er een rondvraag wordt gedaan bij de sportclubs of verenigingen van sporttrainers. Ik ga even terug naar het rapport van professor Vanden Auweele, waarnaar al verschillende keren verwezen werd. Hij heeft het hier voorgesteld. De resultaten waren verbazend. Hij zegt dat hij daarmee op pad gegaan is naar de sportclubs, maar dat hij bijna overal op gesloten deuren is gebotst. Niemand nam hem of de problematiek ernstig of wou er iets

mee doen.

Het is nu bijna een jaar geleden dat de zaak-Vangheluwe is uitgebarsten. Ik merk nog niet veel verandering. De sense of urgency, het besef dat er ook een probleem zou kunnen zijn in sportclubs – wij moeten het ook niet overroepen – is er niet. Hier en daar zijn er echter wel ernstige problemen. In Destelbergen zouden 24 kinderen misbruikt zijn, door één trainer. Merken jullie dan niets? Is er geen evolutie in het gedrag of in de manier waarop men dat probleem wil aanpakken?

Ik hoor dat Sensoa wordt ingeschakeld. Wij hebben dat ook gehoord bij de jeugdsector. Ik meen dat dit een goede zaak is. Wat zal er gebeuren? Ik richt mij tot de mensen van het BOIC, maar iedereen mag erop antwoorden. Welke initiatieven zullen er worden genomen om de sportclubs en -federaties te activeren om zaken te registreren en bij te houden en om een politiek te voeren? Ik heb namelijk de indruk dat er niets beweegt. Misschien vergis ik mij. Ik zou graag jullie standpunt daarover horen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Toevallig daarop aansluitend, wil ik in ieder geval ook de heer Vandenhoutd bedanken voor zijn grondig studiewerk. Ik zou inderdaad ook verwijzen naar de persberichten van vandaag. Ik wil een puntje aanhalen.

Indien je de vaststelling maakt dat er twee keer, zowel in Oost-Vlaanderen als in Limburg, een probleem is met een trainer, waarbij het niet om een klein probleem gaat, dan rijst de vraag welke instantie daar nu rekening mee moet houden. Dat is een beetje onze zoektocht. Wat garandeert bijvoorbeeld dat die sportliefhebbers in de hele brede zin niet verder na hun straf, of tijdens hun straf, een hobby kunnen uitoefenen? Welke reactiemiddelen bestaan er in de sector, waarvan u hebt gezegd dat ze heel divers is, ik zou bijna zeggen zo divers als de Kerk? Het is in ieder geval een beetje onze zoektocht hoe we daarop moeten reageren. Welke suggestie kan u daaromtrent doen?

Ten tweede, maar ook aansluitend bij het voorgaande, is het enerzijds naar mijn mening een beetje onrustwekkend ten opzichte van het BOIC dat men het probleem afdoet met als argument dat men de spiegel van de maatschappij vormt. Anderzijds verwijst men positief naar professor Vanden Auweele, die juist zegt dat men niet van een spiegel van de maatschappij mag spreken, maar dat sectoren misschien gevoelig zijn voor het probleem. Anders uitgedrukt, zoals professor

Adriaenssens in het slot van zijn rapport heeft gezet: “De gevaarlijke mensen zijn wellicht in andere sectoren dan de Kerk hun weg aan het zoeken.” Vandaar onze interesse in die andere sectoren. Vandaar dat ik toch een beetje ongelukkig ben indien met het probleem afschuift door zich te beroepen op het idee van de spiegel van de maatschappij.

Mijn grotere bezorgdheid betreft echter de rol van het BOIC, indien u zegt dat u een soort van transfer bent van communicatie van hetgeen internationaal gebeurt en de nationale sportfederaties, die dan soms nog eens per Gemeenschap georganiseerd zijn. Kunnen jullie als BOIC inhoudelijk nooit voorwaarden stellen aan de federaties? Indien dat wel kan, waarom dan ook niet met betrekking tot voorliggend thema?

**Bruno Valkeniers** (VB): Ik wil een beetje verdergaan met de bedenkingen van mijn collega's, waarmee ik het eens ben. Wat ik hier daarjuist heb gehoord, is dat er geen meldingen zijn. Het is een woord dat verschillende keren is gevallen. Dat kan vier dingen betekenen. Dat betekent ofwel dat men overkoepelend, over de verschillende sportfederaties, organisaties en gemeenschappen heen, geen gegevens heeft. Dat zou op zich al een spijtige zaak zijn. Een tweede mogelijkheid is dat het niet gebeurt. Dat zou mij ten zeerste verwonderen. Indien men de pers van vandaag leest, dan ziet men dat het wel degelijk gebeurt. Een derde mogelijkheid is dat die zaken direct hun weg vinden naar het gerecht en naar de instanties waar zij hun weg moeten vinden. Dat zou de ideale wereld zijn. Sta mij toe om daar ook aan te twifelen. De vierde mogelijkheid is dat het gebeurt, maar dat het voor het grootste deel onder de oppervlakte blijft. Wij riskeren dus dat het vroeg of laat zal uitbarsten zoals het de jongste jaren en maanden is uitgebarsten in de Kerk.

Wat is het volgens u? Welk van die vier mogelijkheden is het nu volgens u? Zijn er geen meldingen of moeten wij hier vandaag alleen maar horen dat er geen meldingen zijn?

Daaraan gekoppeld een tweede punt. Ik heb de indruk dat men wel wil langs de kant van de federaties en de sportorganisaties met gedragscodes en dat men wel preventief wil optreden, maar dat de verscheidenheid, het grote palet van de sportwereld een verhinderende rol speelt. Ik heb het dan absoluut niet over het feit dat dit een gemeenschapsmaterie is en er dan toch nog ergens zoiets bestaat als een Belgisch

Olympisch Comité. Ik ga u daarover vandaag mijn mening niet geven. Dat is niet aan de orde. Door die verscheidenheid en de diaspora komt de wil, die er misschien wel is, niet tot uiting in actieve maatregelen. Wat is daaraan te doen?

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik dank de vier heren voor hun bijdrage.

Ik zou me toch ook willen aansluiten bij wat door een aantal voorgangers is gezegd. Ik blijf namelijk ook op mijn honger en stel samen met hen de contrasten vast die er zijn tussen wat professor Vanden Auweele ons heeft aangebracht enerzijds, en wat u zegt anderzijds. U ontkent aan de ene kant wat de eerste spreker de "pas-chèz-nous" heeft genoemd, maar aan de andere kant zijn er eigenlijk ook geen meldingen. Ik zou willen aandringen op enige duidelijkheid.

Is er wat u betreft bijvoorbeeld nood aan een meldpunt of niet? Het kan best zijn dat u vaststelt dat er al veel meldpunten zijn en dat Childfocus ter zake ook een rol speelt. Dan is de bijkomende vraag echter wat u doet om mensen in voorkomende gevallen te verwijzen naar die instanties?

Hebt u behoefte aan zo een charter dat in Engeland common practice is? Enige duidelijkheid is in het belang van iedereen, dus verontschuldig mij voor de volgende woorden, maar mijns inziens baden uw antwoorden in een sfeer van "we zijn ermee bezig, we zullen er eens aan denken, we willen geen specifieke sportinitiatieven, omdat u juridisch niet kunt optreden". Dat wordt van jullie natuurlijk helemaal niet gevraagd. Daarvoor bestaan er andere instanties. Het is echter wel uw verantwoordelijkheid. De kans dat een aantal mensen die het niet goed voor hebben met kinderen, hun actieterrein verplaatst hebben van kerken, internaten en scholen naar sportterreinen en sportclubs is niet denkbeeldig.

Ik zou dus willen aandringen dat u vanuit uw verschillende benaderingen tot duidelijkheid komt omtrent dat meldpunt, het charter en over de sense of urgency. U geeft de indruk er wel mee bezig te zijn maar u lijkt evengoed te zeggen dat vooral nog geen resultaten verwacht mogen worden. "Pas-chèz-nous" is wat blijkt uit het verhaal over de praktijk, terwijl u theoretisch gesproken ook wel weet dat niemand dat kan zeggen.

La **présidente:** Child Focus nous a dit qu'un travail débutait mais nous ne savons pas très bien de quoi il s'agit.

Nous avons aussi entendu un policier ayant l'habitude de recueillir les plaintes des enfants abusés et donc victimes. Celui-ci nous a dit qu'il avait essayé de commencer, tout comme Child Focus, à travailler avec des clubs de football et les fédérations de football. Ils ont eu pour toute réponse une fin de non-recevoir total.

Comparaison n'est pas raison. Dans nos vestiaires, il n'y a pas d'homosexualité; dans nos vestiaires il n'y a pas d'abus sexuels. Je pense que, dans notre société, nous n'en sommes plus là. On souhaiterait que le sport évolue avec la société en ouvrant simplement les yeux comme mes collègues l'ont dit.

J'ai un peu remis en cause l'étude de M. Vanden Auweele car scientifiquement je ne pense pas qu'elle soit très pointue. Il n'empêche que dans tous les pays, on nous a rapporté qu'il y avait quand même un taux élevé d'abus sexuels dans le domaine du sport. Cette délinquance existe dans tous les pays. Nous sommes en droit de nous poser la question en Belgique. On croit toujours en Belgique que rien n'arrivera jusqu'au moment où il y a des révélations. Chaque pays travaille de cette manière-là.

Quel est votre travail actuel avec Child Focus? Que peut réellement imposer la hiérarchie du COIB, de manière sûre et claire, aux clubs ou aux fédérations? Par exemple, la signature de la charte ou la création d'un point de contact?

Apparemment, au niveau de l'ADEPS, de la Communauté française, les contrôles sont très avancés dans les activités. Il y a un modèle 2, de la formation, des plaquettes, etc. Que peut imposer parallèlement la Communauté française là où elle n'organise pas le sport?

Votre processus pourrait-il être imposé à tout le monde, c'est-à-dire à tous les clubs sportifs, les fédérations sportives, les activités sportives, aux bénévoles? Peut-on demander à un bénévole un modèle 2?

**René Hamaite:** Je pense que si une loi l'imposait, oui, nous pourrions l'imposer à tous les clubs, etc. mais vu le nombre de bénévoles qui oeuvrent dans le monde du sport, c'est énorme, c'est très mouvant. J'y serais favorable. Nous l'avons fait chez nous avec 1 500 moniteurs par an. Certes, les proportions sont plus faciles. Il s'agit plus d'une conscientisation. Il faut considérer l'ensemble des domaines. Pour les clubs qui adhèrent à la charte éthique, c'est clair! Mais on ne saura jamais savoir

dans un club si on place l'inspecteur derrière la porte du vestiaire ou sur les bancs chaque année. Il est impossible de mettre un inspecteur de l'ADEPS dans tous les clubs.

En permanence, lors de chaque réunion des fédérations, nous le rappelons, car je suis d'accord avec ce que la plupart des députés ont dit, il n'y a pas de raison que le sport ne soit pas concerné. J'ignore si les chiffres de M. Vandenaabeele sont corrects. Je crois que le problème existe. Il ne faut pas non plus stigmatiser le sport. Cela existe dans tous les milieux, où il y a des relations d'autorité enfant-adulte et je suis conscient qu'il en va de même dans le milieu sportif.

Certains de vos collègues l'ont fait remarquer, c'est un milieu très mouvant. Comment faire dans le cas d'un entraîneur qui serait pris ou accusé à Arlon. Ensuite, il se rend dans un club de Nivelles. D'un club de football, il passe à un club de triathlon. Les fédérations entre elles n'ont pas de fichier relatif aux entraîneurs, etc. Une grande partie d'entre eux sont qualifiés du point de vue pédagogique. Toutefois, que vous soyez boucher ou ancien joueur sans aucune qualification, vous pouvez très bien être recruté comme entraîneur d'un club. Il n'y a pas de labellisation de l'encadrement. C'est une question à laquelle nous travaillons, l'Europe travaille, mais le nombre des personnes et des clubs concernés est tellement important! Il importe de savoir aussi que toutes les fédérations ne sont pas sous la tutelle de ou reconnues par la Communauté française. Nous dénombrons 63 fédérations reconnues, mais il en existe d'autres plus ou moins pirates ou concurrentielles, d'autres fédérations avec lesquelles nous n'entretenons aucun contact.

Lorsqu'on s'adresse aux fédérations, aux clubs – ce à quoi nous travaillons au niveau de l'encadrement qualifié –c'est surtout l'encadrement sportif, mais aussi avec les conséquences que cela peut avoir dans la formation des moniteurs, les clubs naturellement sont très réticents, non pour des problèmes moraux qui voudraient cacher quelque chose, mais qui dit entraîneur qualifié dit rémunération supplémentaire. D'ailleurs, ils disent: "Comment voulez-vous que l'on rémunère, nous n'avons déjà pas d'argent?" Il existe des moyens. Si on payait moins les joueurs et davantage les entraîneurs, ce serait une bonne chose! Il est impossible d'imposer pour le moment à tout mouvement sportif des entraîneurs qualifiés!

**Thierry Zintz:** Je voudrais compléter la réponse

de M. Hamaite, en tout cas, y amener ma contribution et peut-être répondre à M. Van Hecke et M. Bracke de façon à ce qu'ils ne se méprennent pas lorsque je parle de miroir de la société.

Quand je parle de miroir de la société, je veux dire clairement que je ne vois aucune raison pour laquelle des réalités qui sont présentes dans d'autres secteurs de la société ne seraient pas présentes dans le monde du sport. Que ceci soit très clair, messieurs!

Ensuite, le collègue du *Medisch Verantwoord Sporten* a évoqué l'idée du certificat de bonnes vie et mœurs en Grande-Bretagne. Je tiens quand même à attirer votre attention sur le fait que le sport est organisé de façon très différente en Grande-Bretagne de ce qu'il est chez nous. Le sport en Grande-Bretagne se fonde bien davantage, en dehors du contexte strict de l'État, sur un fonctionnement qui est basé beaucoup plus sur des structures privées qui engagent et rémunèrent des collaborateurs. Par conséquent, le certificat de bonnes vie et mœurs peut sembler une évidence de la même façon que moi-même, comme enseignant, j'ai dû présenter un certificat de bonnes vie et mœurs quand j'ai été engagé.

A contrario, dans le monde du sport en Belgique, la part du bénévolat au niveau de l'encadrement est considérable. De la même façon qu'il est essentiel de conscientiser, de faire prendre conscience à nos bénévoles de l'importance qu'il y a à avoir un comportement éthique et responsable dans leur attitude vis-à-vis des personnes dont ils ont la charge, il y a une balance à trouver entre la responsabilisation des bénévoles et la capacité à encore convaincre des gens de s'engager dans un mouvement volontaire.

**La présidente:** Trouveriez-vous insensé de demander également un modèle 2 aux bénévoles, lorsqu'ils s'inscrivent auprès d'un club ou d'une fédération?

**Thierry Zintz:** Je ne le trouve absolument pas insensé, madame, mais je crains qu'un certain nombre de personnes nous répondraient: "je veux bien donner de mon temps mais si, en plus de cela, vous mettez 36 conditions à mon engagement, je deviens plus rétif." Si la chose était correctement présentée aux personnes qui sont prêtes à se mettre à la disposition du sport, peut-être franchirait-on ce cap de façon plus aisée. Je pense en tout cas qu'une communication de qualité à l'égard de ces gens permettrait de franchir ce pas.



Le **président**: Ce n'est pas 36 conditions! Ce n'est qu'une seule!

**Thierry Zintz**: Oui!

**Bruno Valkeniers** (VB): U zegt "peut-être". Dat wil zeggen dat u er niet van overtuigd bent dat er misschien een aantal voorwaarden moet worden opgelegd. Persoonlijk vind ik dat het er niet toe doet of een sector al dan niet een beroep doet op vrijwilligers. Dat doet er eigenlijk niet toe. Of dat nu betaalde krachten zijn of vrijwilligers, wij zitten met een probleem in de gemeenschap, een probleem dat wij binnen de perken moeten houden. Als een aantal voorwaarden moeten worden opgelegd, dan moeten die ook worden opgelegd aan de vrijwilligers. Als die vrijwilligers om die reden niet meer vrijwillig willen zijn dan is dat maar zo.

**Thierry Zintz**: Je prends acte de votre position, monsieur le député. Je ne suis pas en train de vous refiler la patate, comme on dit, mais je pense qu'il est évident que, à partir du moment où vous prenez une certaine responsabilité comme député, que ce soit au niveau des Communautés ou que ce soit au niveau du Parlement fédéral, il est évident que tout le monde prend en compte les décisions que vous prenez et s'y conforme.

**Bruno Valkeniers** (VB): Ik wil wel hoor, maar ik heb een beetje een déjà vu-gevoel wat betreft voorliggende discussie. Ik begrijp jullie standpunten. Ik herhaal het: we staan in de diaspora van de sportsector. Het is echter een beetje een déjà vu-gevoel naar de Kerk toe. Die wisten het ook niet. Daar bestond het verschil tussen enerzijds de diocesen en anderzijds de verschillende ordes die er waren. Die spraken ook niet met mekaar. Daar was ook geen eenheid. Het komt mij allemaal een beetje bekend voor. Naar mijn mening moeten in de sportsector juist een aantal maatregelen genomen worden, zodanig dat er veel meer in eenheid kan gepraat worden, en aan zaken gewerkt worden.

**Cyriel Coomans**: In de sportsector is men ervan overtuigd dat het in België niet anders is dan in andere landen. In Nederland heeft men 80 à 100 meldingen per jaar. In Nederland is men tien jaar bezig. Dat stopt niet aan de grenzen. Dat is een realiteit.

Waar zit het probleem? Als men hoort wat de collega's hier allemaal zeggen, denk ik dat men vanuit de top van de sportwereld wel probeert om informatie te geven en probeert om deontologische codes en dergelijke op te leggen.

Professor Maes over wie men hier gesproken heeft, is ook jaren medewerker van het Olympisch comité geweest. We hebben de Panathlon-declaratie. Op allerlei niveaus, in verschillende federaties probeert men, de één al wat meer dan de ander. Er is denk ik één probleem wat de communicatie betreft, namelijk dat er geen éénvormige communicatie is. Iedereen probeert zijn best te doen. Iedereen voelt wel aan dat er iets moet gebeuren op ethisch gebied, maar er is een grote verscheidenheid. Daar zou aan gewerkt moeten kunnen worden zodanig dat de verschillende actoren in de sport eenzijdige, dezelfde informatie bieden in plaats van een variëteit.

Er zijn twee grote problemen. Het eerste grote probleem is het volgende. Als er fouten gebeuren, gebeuren ze in de clubs zelf. Men mag in de federaties zoals bijvoorbeeld Bloso de mooiste, prachtigste beleidslijnen uitstippelen, maar als dat niet in de clubs komt, heeft het geen nut. De meeste clubs zijn trouwens kleine clubs, die om de paar jaar andere mensen en besturen hebben. De informatie krijgen waar ze moet zijn, vormt dus een heel belangrijk probleem.

Tweede groot probleem gaat over de meldpunten. Wie zijn juist de vertrouwenspersonen van de sporters? Dat zijn juist de trainers. Dat is één van de grote problemen. Ik vrees dat we hier hetzelfde gaan krijgen als in de Kerk, waarbij de sportmensen pas gaan praten wanneer ze volwassen zijn en geen contact meer hebben met de vertrouwenspersoon. We moeten dus een oplossing vinden waarbij de vertrouwenspersonen meldpunten hebben die zeer gemakkelijk bereikbaar zijn en waarbij de drempel zeer laag ligt voor degene die geconfronteerd wordt met het feit en dat hij weet waar hij naartoe kan stappen.

Als we daar een oplossing voor vinden, dan denk ik dat wij weg geraken. Want ik moet eerlijk zeggen: ik ben 17 jaar voorzitter van de Vlaamse Basketbalbond, ik heb ook nooit een melding gehad. Men gaat ze daar niet melden. Als er een probleem is, gebeurt het bij de clubs en dergelijke, en dan vernemen wij het ook via de pers. Als wij een oplossing kunnen vinden om een drempelverlaging voor een meldpunt... Men kan niet in elke sportvereniging een meldpunt hebben. Ik stel mij zelfs de vraag of men het meldpunt niet voor iedereen toegankelijk moet maken. Men kan geen meldpunten hebben voor de sportsector, voor de jeugdsector, voor alle verschillende sectoren die er zijn. Moeten we dat niet naar een lage drempel, en dan misschien op niveaus van gemeentes, OCMW's en dergelijke. Moeten we

daar niet geen oplossing vinden om daar lage drempel uit te bouwen. Want van hogerhand kan men richtlijnen geven, kan men informeren, maar de mensen moeten bij u komen. De mensen die de problemen hebben, moeten ons kunnen bereiken. We moeten zover geraken dat de mensen die problemen hebben ons bereiken. Dat is eigenlijk de grote uitdaging waar men een oplossing voor moet vinden.

**Jord Vandenhoudt:** Ik wil mij aansluiten inderdaad bij de bemerkingen die mijnheer Coomans gemaakt heeft omtrent de problemen om de sporter, de kleine sportclub te bereiken.

Ik wil toch benadrukken dat wij vanuit de Vlaamse Gemeenschap, weliswaar op dit moment nog achter de schermen, aan voorstellen, ideeën, maatregelen aan het werken zijn. Dat vereist nog een politieke beslissing, politieke bekrachtiging. Ik heb al een aantal zaken aangehaald. Wij willen zeker niet blind zijn voor die problematiek, maar wij zitten inderdaad vanuit het team medisch verantwoord sporten, met een klein team dat zich in eerste instantie voornamelijk bekommert om de dopingpreventie en de dopingbestrijding in Vlaanderen, en daarnaast ook voor een stuk werkt rond sportmedische keuring, sportletselpreventie en dergelijke. Vanuit dat beperkt team zitten wij inderdaad op een zekere afstand – nog verder eigenlijk dan de sportfederaties – van die sportclubs. Wij zijn niet blind voor die problematiek en wij zullen ons daarvoor openstellen. Wij gaan weliswaar een algemeen meldpunt installeren om vragen en klachten van de burger, van de sporter, te ontvangen.

Want inderdaad, die onwetendheid bestaat. Er zijn weinig cijfers, er is weinig materiaal voorhanden, ook omdat er, zoals ik in het begin van mijn toelichting heb gezegd, eigenlijk geen instantie of overheidsinstantie is die het volledige plaatje van de sportsector dekt of kan bereiken. Dus, enerzijds een algemeen meldpunt voor meer algemene ethische problemen, en daarnaast duidelijk de nadruk erop leggen dat wij ons gaan profileren als een doorverwijspunt inzake het probleem van seksueel misbruik. Daarbij zullen wij nauw gaan samenwerken met de bestaande meldpunten bij de welzijnsgerelateerde hulpverlening. Anderzijds zullen wij ons vanuit de sportsector en het sportbeleid inzetten op de preventie-instrumenten door ervoor te zorgen dat er gedragscodes zijn en dat er materiaal voorhanden is waarmee men op het terrein zelf aan de slag kan. Het is makkelijk vanuit Brussel, vanuit een ivoren toren, richtlijnen en dergelijke uit te vaardigen, maar zij moeten in de praktijk, op het

terrein, uitgevoerd worden. Ik denk dat dat een grote uitdaging is.

Een ander punt is de vraag wat er op regelgevend vlak is voorzien. Ik ben zelf geen jurist, dus ik ken ook niet alle facetten daarvan. In het decreet medisch en ethisch verantwoorde sportbeoefening is een en ander voorzien. Men responsabiliseert daar de sportsector, de sportverenigingen zelf; er moet worden voorzien in een beleid dat de fysieke en psychische integriteit van het individu bewaart. Maar er zijn op dit moment geen specifieke bepalingen of aspecten rond seksueel misbruik of zo in voorzien, of rond het feit dat men zou moeten ombudspersonen of vertrouwenspersonen verplichten binnen sportfederaties. Dus dat is iets dat vanuit onze hoek zeker op dit moment niet afdwingbaar is.

Die oefening ligt voor ons, naar aanleiding van het herwerken van het decreet medisch verantwoord sporten, inzake doping. Anderzijds zal er ook een opening zijn om het decreet gezond en ethisch sporten een aantal nieuwe elementen te geven. Ik vermoed dat dan zeker de kans er zal zijn om die zaken ter sprake te brengen. Dan zal er echter ook weer moeten worden bekeken in hoeverre dat dit gerealiseerd kan worden en haalbaar is. Dat is het standpunt dat ik als ambtenaar, en niet als politiek verantwoordelijke, kan uitdragen.

**Cyriel Coomans:** Ik wil graag nog antwoorden op de vraag of de mensen niet van de ene federatie naar de andere of van de ene club naar de andere zullen gaan. In Nederland is men op dit ogenblik daarmee bezig. Het Nederlands Olympisch Comité en de Nederlandse sportfederaties hebben op dit ogenblik een registratiesysteem ingevoerd. De vraag is natuurlijk in hoeverre dat de toets van de privacywetgeving kan doorstaan. Op het ogenblik dat iemand gesanctioneerd wordt, in een tuchtprocedure in een van de federaties of de clubs of door een rechtbank, dan komt hij in een databank. Alle vrijwilligersorganisaties kunnen die databank inkijken vooraleer zij iemand aanwerven. In Nederland is men dat op dit ogenblik aan het uittesten. Het zou op de algemene vergadering van 11 mei voorgelegd worden.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik denk dat we moeilijkheden aan het zoeken zijn.

Als trainers veroordeeld worden, moeten we dat niet in een database steken waar alle clubs toegang toe hebben. We moeten gewoon opleggen dat er een attest van goed gedrag en zeden model 2 gevraagd wordt. Anders zitten we met problemen van privacy. Dan gaan er lijsten

aangelegd worden met mensen die veroordeeld zijn, waar vermoedens over bestaan, enzovoort. Dat zal niet haalbaar zijn.

Misschien is het toch het gemakkelijkste om met een model 2 te werken en dat op te leggen. Ik merk wel wat terughoudendheid in verband met het vragen daarvan aan iedereen maar dat is toch ook een stuk kwaliteitslabel dat men kan bieden aan ouders die informeren om hun kinderen te laten sporten. Men kan dan zeggen dat alle trainers en iedereen die er werkt zo'n attest hebben. De bezorgdheid bij sportclubs is toch vaak ook dat de trainer of begeleider ook technische geschoold is. Als iemand in een turnclub een kleine van zes jaar moet helpen bij het turnen, dan zou ik toch ook graag hebben dat die leerkracht of trainer goed geschoold is en weet wat hij mag doen met mijn zoontje en wat niet. Men zal dat toch wel navragen, of men voldoende opgeleid en technisch geschoold is om dat te doen. Dan kunnen we dat tweede er ook bijvragen en hebben we geen zesendertig voorwaarden maar misschien twee, technische bekwaamheid maar ook model 2.

**Cyriel Coomans:** Ik droom al jaren en het is verschillende keren in publicaties vermeld dat wij een label zouden moeten hebben voor elke sportclub, een soort Michelingids met vijf, vier, drie, twee of een ster zodat een ouder die een kind naar een sportclub stuurt, weet dat hij daar opgevangen wordt. Van de scholen weet men dat gewoonlijk. Voor de sportclubs is dat moeilijker. Een kind komt vandaag thuis en wil judo gaan spelen. Men kent van judo niets als ouder en weet soms amper dat het bestaat. Waar moet men naartoe? Men geeft het kind eigenlijk aan mensen die men niet kent. Ik pleit al jaren voor een label voor jeugdclubs in de sport. De praktijk is echter niet zo eenvoudig. Het is al fantastisch moeilijk voor kleine clubs om trainers te vinden. Sportfederaties zijn nu al zo ver dat ze zeggen dat men zonder erkende trainer of geschoolde trainer geen subsidie krijgt. Het gevolg is natuurlijk dat al die erkende trainers meer geld vragen om te trainen omdat ze erkend zijn.

Het plaatje is eigenlijk niet zo eenvoudig. Stel dat we aan die mensen zouden zeggen: nu moet u dát nog doen, en dát nog doen, en dát nog doen... Als we over sportclubs praten, dan vormen de grote clubs 10 %, terwijl 90 % kleine clubs zijn. Die mogen we niet overladen met een massa aan voorwaarden, zodat we één probleem – dat wel een belangrijk probleem is – niet oplossen door een hoop andere problemen te creëren. Dan zullen nog minder mensen, vooral jeugd, aan

sport kunnen doen.

Ik begrijp de vraag. Dat zou het ideale zijn. Ik droom ervan dat men zo ver zou komen, maar in de praktijk is het niet zo eenvoudig.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mijnheer Coomans, ik deel uw invalshoek en vooral ook de bezorgdheid van de ouders. Waar kunnen zij hun kinderen veilig naartoe brengen, bij wijze van spreken. Vroeger gold die problematiek voor de scholen, nu kan dat een problematiek zijn bij sportclubs.

In uw strijd, waar u al jarenlang van droomt, is de vraag misschien wie er wat moet doen. Bijvoorbeeld, we hebben nu al een systeem van erkende trainers. Het systeem van de erkenning bestaat. Bij de erkenningsvoorwaarden kan dan toch dat attest gevoegd worden? Dat is dan wel een bevoegdheid voor de Vlaamse en de Franstalige Gemeenschap. Met enige verwondering stellen wij vast dat dit in onbruik geraakt is, omdat het voor de functie van ambtenaar wel nog gebruikt wordt, maar blijkbaar niet voor die trainers. Voor de twee genoemde gevallen gaat het mogelijk om erkende trainers. Als ik de namen lees van de clubs, dan zou het best kunnen dat het geen caféploegen zijn, maar serieuze clubs, waar vele kinderen naartoe gingen, en waar de trainer inderdaad de vertrouwensfiguur is. De eerste evidente stap lijkt mij daarom dat attest van goed gedrag en zeden, minstens voor de erkenner. Dat verandert toch niets aan de situatie. Of zie ik dat verkeerd?

Ten tweede, ik hoor u graag bezig, maar professor Vanden Auweele heeft geen getuigenis afgelegd van die bezorgdheid door het BOIC. Hij had eerder de indruk, die ook wij een beetje hadden opgedaan, dat het niet echt hun taak was.

**Cyriel Coomans:** Wij hebben nog een gesprek gehad met professor Vanden Auweele na de hoorzitting hier en uiteindelijk voelt hij ook aan dat het niet zo eenvoudig is. Het grote probleem is dat de mensen die problemen hebben niet op ons niveau terecht komen. Dat zal hij hier waarschijnlijk ook wel gezegd hebben.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Neem nu dat ze overtuigd zijn, net zoals u overtuigd bent, dat er iets moet gebeuren. Met uw ervaring, wie zou nu wat moeten doen om de juiste stap te zetten?

**Cyriel Coomans:** Ik denk dat er twee zaken zijn. Wij – federaties, gemeenschappen – moeten ervoor zorgen dat er goede informatie komt, dat er een gedragscode is voor de trainers en de

mensen die wij opleiden.

Dat is de taak van de sportwereld. Daarmee bedoel ik onder andere het BOIC. Dat moeten wij samen doen. Wij zijn alleen maar bevoegd voor de nationale federaties. Dat zijn zaken die wij samen moeten doen. De Liga's moeten dit samen doen met Bloso, Adeps, de Vlaamse Sportfederatie. Wij moeten samen rond de tafel gaan zitten, net zoals wij de laatste tijd samen hebben gezeten rond dopingbestrijding. Dat is mogelijk. Dat is een eerste stap.

Dan komt er een tweede stap, maar die kunnen wij niet zetten. Men moet de oplossing vinden dat de persoon die een probleem heeft bij een vertrouwenspersoon terecht kan. Ik denk niet dat het mogelijk is dat men vanuit de overheid zegt dat elke club een vertrouwensman moet opgeven. Dat is niet werkbaar, want men loopt dan ook nog het risico dat de vertrouwensman degene is die de problemen creëert.

Er moet een systeem worden gevonden dat niet alleen van toepassing is op de sportwereld, maar ook op een heleboel andere sectoren in de maatschappij waar men met dezelfde problemen kan worden geconfronteerd. Wij moeten meldpunten hebben die heel dicht bij de bevolking staan.

Die moeten daarom niet in de sportwereld zitten, die moeten volgens mijn persoonlijke mening voor iedereen bereikbaar zijn. Als men het probleem van de Kerk naar de sport verschuift, zal men het morgen misschien verschuiven naar de jeugdbewegingen, en dan naar ergens anders. Dat is geen oplossing.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Nog een praktische vraag aangezien jullie de transfer zijn voor de internationale informatie. U heeft het over de voorbeelden in Nederland. Misschien kunt u ons nog documentatie leveren over hoe men het in het buitenland aanpakt?

**Thierry Zintz**: Wij hebben heel wat documentatie voor u ter beschikking. Wij hebben heel wat IOC's en NOC's aangeschreven voor documentatie over hoe zij het doen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Nog een concrete vraag. Als u zegt dat de verantwoordelijkheid voor een deel bij het BOIC ligt in samenwerking met alle andere verantwoordelijke organisaties van de gemeenschappen om een aantal zaken te doen, is het dan jullie intentie om dat heel binnenkort te

doen? Als jullie rond het dopingbeleid willen samenkomen, dan komen er vergaderingen en wordt het beleid afgestemd, hoe moeilijk de dopingstrijd ook is. Bent u bereid om op korte termijn die stappen te zetten en met iedereen rond de tafel te gaan zitten om een gemeenschappelijk beleid te kunnen uitstippelen met alle gemeenschappen en met het BOIC?

**Cyriel Coomans**: Het is uiteraard de bedoeling dat wij zullen proberen de actoren samen te brengen, zoals wij dat ook hebben gedaan in het kader van de dopingbestrijding: de Vlaamse Sportfederatie met de Franstalige tegenhanger. Wij kunnen alleen maar uitnodigen. Wij zijn er van overtuigd dat ze op de uitnodiging zullen ingaan.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Wij mogen dat dus als een engagement van u beschouwen.

**La présidente**: On a dit oui ou on a dit non?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik zag iemand knikken en iemand niet. Het blijft stil.

**Jord Vandenhoudt**: Ik kan alleen maar zeggen wat wij in Vlaanderen hebben gedaan. De taalgrens is soms al wat verder. Wij kijken niet direct naar onze vrienden in de Waalse Gemeenschap. Ik denk dat wij zeker op de uitnodiging van het BOIC kunnen ingaan, maar nogmaals, wij hebben een aantal zaken in voorbereiding waarmee wij in de Vlaamse Gemeenschap aan het werk kunnen om de sportsector zelf zaken te kunnen aanreiken. Dat is voor een stuk een politieke beslissing.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mijnheer Vandenhoudt, wat is uw tijdschema in deze?

**Jord Vandenhoudt**: Er zijn twee gefinaliseerde nota's. Eind februari zijn die aan het kabinet bezorgd. Zij zullen daar verder worden besproken met verschillende partners.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Er is geen vooropgezet tijdschema?

**Jord Vandenhoudt**: Nee, er is op dit moment geen echt tijdschema vooropgesteld.

**Renaat Landuyt** (sp.a): (...)

**La présidente**: Y a-t-il encore des questions? (*Non*) Alors, je vais remercier nos quatre intervenants de l'après-midi. Je vais leur demander de nous donner leurs textes et leurs documents ou de les envoyer au secrétariat pour

que, rapidement, l'ensemble des membres puissent les consulter.

Comme c'était notre dernière séance d'auditions, je voudrais remercier les journalistes qui nous ont suivis de manière assidue. En effet, il est important que les gens soient informés quant au travail de notre commission.

Sachez que vous serez invités lorsque nous voterons le rapport en commission. Par ailleurs, vous savez que ce dernier sera discuté, le 7 avril prochain, en séance plénière.

Je remercie aussi le public qui a assisté à nos travaux.

*La réunion publique de commission est levée à 17.45 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.45 uur.*